



Maria Mourani

# GANGS DE RUE INC.

Leurs réseaux au Canada  
et dans les Amériques

Maria Mourani

# **GANGS DE RUE INC.**

Leurs réseaux au Canada  
et dans les Amériques

**BLOODS**

**CRIPS**

**INDIAN POSSE**

**MARA SALVATRUCHA**

**MANTOBA WARRIORS**

**PANDILLA 18**

**NATIVE SYNDICATE**



*À mon père et à ma mère*

## Avertissement

Les noms des membres de gangs de rue qui figurent dans ce livre sont fictifs – cela afin de protéger l'identité des sources d'information. Les noms de certains agents d'information ont été supprimés pour des questions de sécurité, sauf pour ceux qui ne voyaient aucun inconvénient à être nommés. Cependant, les lieux, les faits, les noms des membres notoires et ceux des gangs de rue sont tout à fait réels. Ce livre est basé sur différentes sources d'information : entrevues menées auprès de plusieurs personnes du milieu criminel (membres et ex-membres de gangs de rue) et de la prostitution et auprès d'agents de contrôle social (policiers, agents de renseignements, agents du Service correctionnel du Canada, travailleurs de rue, intervenants communautaires). Par ailleurs, le chapitre 3, qui porte sur les gangs de rue centro-américains, est notamment basé sur une série d'entrevues que j'ai menées en 2008 au Salvador auprès de membres de la Mara Salvatrucha (MS13) et de la Pandilla 18, ainsi qu'auprès d'agents de contrôle social salvadoriens (spécialistes des gangs de rue, travailleurs de rue et intervenants sociaux, et membres d'ONG).

## HOMMAGE À TOUTES LES VICTIMES DE GANGS DE RUE

*Mon nom est Eileen Mohan et je suis la mère de Chris Mohan. Mon fils innocent a été assassiné le 19 octobre 2007, alors qu'il quittait notre domicile pour se rendre à son match hebdomadaire de basket-ball. C'était sa septième saison. Des membres d'une bande étaient venus pour assassiner des membres d'une bande rivale et, en chemin, ils ont rencontré mon fils dans l'immeuble et l'ont tué parce qu'ils voyaient en lui un témoin. J'avais parlé à mon fils environ une heure avant son assassinat.*

*Chris était mon seul fils, le plus jeune de mes deux enfants, le bébé de la famille. Il demeure la lumière et l'amour de ma vie... Il m'a fallu une semaine et demie pour me préparer à ses funérailles parce que je ne savais pas quoi faire. Comment une mère se prépare-t-elle à enterrer son propre fils ?*

*Comme tout parent, je présumais qu'un jour, lorsque je serais âgée et que j'aurais des cheveux gris, ce serait mon fils qui veillerait à assurer ma sépulture. Selon nos traditions indiennes, lorsque nous arrivons à l'âge de la vieillesse, ce sont nos enfants qui s'occupent de nous. J'avais hâte de passer des soirées en compagnie de mon fils et de ses enfants. Les membres de ma famille et moi sommes maintenant privés de cette joie, de ce plaisir d'être témoins de la vie de Chris.*

Témoignage de la mère de Chris Mohan,  
assassiné le 19 octobre 2007 lors d'un règlement  
de compte entre gangs de rue de Vancouver

(Comité permanent de la justice et des droits de la personne,  
11 mars 2009, Parlement du Canada)

## Préface

**S**i j'ai accepté avec empressement d'écrire cette préface, c'est en raison de l'importance déterminante du sujet traité pour notre collectivité et pour plusieurs autres. C'est aussi en raison de mon estime pour Maria Mourani qui, sans surprise, traite de cette question cruciale avec autant de rigueur que d'humanisme.

La lecture de cet ouvrage dément de façon radicale la pensée simpliste qui voit dans les gangs de rue un type de criminalité spectaculaire sans portée plus profonde que celle d'une série de faits divers déplaisants. Certains se permettent souvent de juger ces groupes sous un angle racial, sinon raciste.

Ce livre analyse en profondeur un phénomène de société qui n'épargne pratiquement aucun pays dans le monde contemporain. En particulier, il réduit à rien le préjugé qui lie le problème à la seule immigration. C'est une tragédie qui frappe la jeunesse partout sur la planète. Maria Mourani aborde la question sous un angle beaucoup plus vaste que celui de l'action policière et du maintien de l'ordre. Elle met en lumière le fait que notre époque a créé, pour une partie de la jeunesse, des situations plus difficiles à gérer qu'à peut-être aucune autre période de l'histoire humaine. Il y a toujours eu de la délinquance partout, mais qu'elle frappe de cette manière, en milieu urbain, un groupe d'âge particulier et qu'elle présente des caractères aussi spécifiques n'a été courant à aucune période de l'histoire.

En moins d'un siècle, la modernité a produit une série de changements profonds et pour la plupart positifs. La différence de mode de vie de la majorité des êtres humains d'aujourd'hui par rapport à

leurs ancêtres récents est proprement révolutionnaire. Toutes les révolutions font des dommages collatéraux et ceux que décrit ce livre font partie des séquelles négatives de changements nécessaires, mais qui auraient pu être mieux gérés dans l'intérêt de notre jeunesse.

Dire que l'histoire de l'humanité est une longue marche vers la liberté constitue une approche positive du destin humain et cette approche est globalement vraie. Les jeunes comme les adultes dans l'immense majorité des sociétés sont donc plus libres qu'ils l'ont jamais été. Mais certains d'entre eux n'échappent pas à une dérive classique de la liberté: l'abus de cette liberté, qui peut prendre la forme d'une certaine anarchie.

Il est admis que la répression est une fatalité et qu'elle doit être menée d'une façon légale et efficace afin que les libertés de tous ne soient pas compromises par les déviances d'une minorité. Cependant, par définition, la répression ne s'attaque pas aux causes: elle survient fatalement après les méfaits. Lorsque nous ne pensons qu'à réprimer, nous n'allons nulle part, sinon vers l'aggravation de la situation.

Il faut aller au fond des choses et faire en sorte que la jeunesse désorientée trouve sa place dans une société qui l'intègre activement et fraternellement. N'oublions jamais la vieille et incontournable association de la liberté et de la fraternité. Dans les sociétés d'immigration, cela demande évidemment des mesures spécifiques et adaptées à des gens qui ont dû affronter, en plus, ce défi majeur qui consiste à changer de pays.

Maria Mourani a procédé à une étude en profondeur du phénomène, sans égard aux frontières ou aux diversités ethniques. Son œuvre est unique et probablement sans équivalent dans cette sphère de recherche. Elle sera lue et mise à profit dans de nombreux pays et apportera des solutions plus humaines à ce nouveau défi du monde contemporain. Voilà donc une belle œuvre québécoise qui servira l'amélioration du destin humain bien au-delà de nos frontières. Un très grand nombre de jeunes dans divers pays devrait récolter les fruits des efforts intellectuels et de la pensée éclairée de l'auteure.

Car cette œuvre met une fois de plus en lumière la fécondité de l'admirable parcours de Maria Mourani. Si son livre approfondit une question contemporaine cruciale, l'histoire de sa vie en éclaire une autre : on peut changer de pays véritablement et totalement sans renier aucunement ses racines, et enrichir en même temps, et à tous égards, sa nouvelle patrie.

Maria Mourani n'est pas née sur les bords du Saint-Laurent, mais c'est une mère québécoise et sa descendance est d'ici. Ses racines levantines ne font qu'enrichir le tronc commun de notre destin collectif qui consiste à consolider notre identité de base dans la modernité et l'ouverture.

Il est évident que Maria Mourani partage cet idéal fondamental de liberté et d'indépendance si normal pour notre nation et pour toutes les autres. Elle poursuit activement cet idéal dans son engagement civique en tant que députée du Bloc québécois, ce qui ne l'empêche pas, comme le prouve ce livre, d'être également au service d'une cause qui dépasse de loin nos frontières.

Quand on aime sa patrie, on veut la rendre meilleure, et ce faisant, on améliore le genre humain. C'est ce que fait Maria Mourani. Elle est donc un modèle d'intégration pour les hommes et les femmes qui ont décidé de faire de notre patrie la leur, ou qui, ailleurs dans le monde, ont décidé de changer de pays. Si tous nos frères et sœurs issus de l'immigration aimaient le Québec autant que Maria, ce serait le pays le mieux aimé du monde !

Il faut agir avec ardeur et fraternité pour que cela advienne.

BERNARD LANDRY  
*Ancien premier ministre du Québec*

## Avant-propos

**A**u début du millénaire, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a estimé le produit criminel brut à 1200 milliards de dollars par an, soit 15 % du commerce mondial, ce qui fait des organisations criminelles des puissances économiques, sociales et politiques fort importantes et actives. Aussi jouent-elles un rôle non négligeable dans les affaires mondiales et nationales. Elles ont été les responsables de la crise financière et économique japonaise du début des années quatre-vingt-dix (« bulle immobilière » constituée à 30 % de prêts irrécupérables consentis au crime organisé, les *yakusa*). Le Japon ne s'en est pas encore totalement remis.

En supprimant les contrôles, les gouvernements ont accéléré la financiarisation de l'économie, ce qui a ouvert les vannes d'un développement sans précédent de l'argent « sale » à l'échelle planétaire. L'économie en marge de la légalité prospère : paradis fiscaux, blanchiment de l'argent des activités interlopes, malversations, fraudes massives, corruption, etc. Les plus récentes informations situent le blanchiment à 10 % du produit mondial brut.

L'explosion du nombre et de la gamme des organisations et des filières criminelles dans le monde entier est spectaculaire. Avec la mondialisation néolibérale, les activités criminelles ont connu un tel essor au cours de ces dernières décennies que la communauté internationale a senti la nécessité de se doter d'un instrument juridique international pour combattre leur emprise – considérée comme une menace à la sécurité nationale – sur une partie importante des acti-



vités économiques et financières. Elle a adopté la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, qui est entrée en vigueur le 29 septembre 2003.

## DES FRONTIÈRES FLOUES ENTRE CRIME ÉCONOMIQUE ET CRIME ORGANISÉ

Pour plusieurs spécialistes, l'essor de la criminalité économique s'inscrit dans la logique même de la financiarisation du monde. Cette mondialisation a eu tendance à faire disparaître les frontières entre le crime économique et le crime organisé. Le commerce accru et la libéralisation des marchés facilitent autant les transactions légales que les transactions illégales. Les organisations criminelles utilisent les entreprises légales non seulement pour blanchir leur argent, mais pour couvrir leurs affaires criminelles. Elles investissent l'argent illicite dans l'économie légale et brouillent ainsi, par une « concurrence déloyale », les marchés légaux. Cependant, il serait faux de croire qu'il existe un domaine criminel qui croît aux dépens d'un domaine légal qui se restreint. On a plutôt assisté ces dernières années à une imbrication entre l'expansion du crime dans l'économie et l'infléchissement de l'économie dans la criminalité. Ce qu'ont mis en lumière les nombreuses et récentes affaires, de Enron à Clearstream en passant par Bernard Madoff et Conrad Black. Les élites économiques et financières secrètent elles-mêmes une délinquance préoccupante. Certes, à toutes les époques, il y a eu des escroqueries retentissantes. Ce qui est nouveau, c'est que les escroqueries et les fraudes sont devenues systémiques, c'est-à-dire liées au fonctionnement même du système. Les manipulations comptables destinées à faire croire à la rentabilité plus importante d'entreprises afin que leurs actions ne perdent pas de valeur à la bourse, les délits d'initié, les spéculations, les sociétés-écrans, la multiplication des intermédiaires, les détournements de fonds, l'évasion fiscale, etc., sont désormais choses courantes. Dans cet univers déréglementé, des sommes d'argent invraisemblables circulent quotidiennement – en 2004, les

transactions quotidiennes du marché monétaire mondial atteignent 1,88 trillion de dollars. Pour beaucoup de banquiers rémunérés à commission et qui rivalisent les uns avec les autres pour l'obtention de ces vastes flux de capitaux, il est plus important d'attirer ces richesses dans leurs coffres que d'en connaître la provenance. Des places financières comme Manhattan, à New York, ou la City, à Londres, sont autant sur la sellette que d'obscurs nouveaux venus, comme les îles Cook, par exemple, dont la spécialité est d'offrir des services financiers «qui-ne-posent-pas-de-questions».

## L'EXCLUSION SOCIALE, TERREAU DU CRIME ORGANISÉ

Si la mondialisation néolibérale se caractérise par une criminalisation accrue des activités économiques et financières, les mêmes facteurs qui ont permis cette criminalisation jouent au niveau national. Ce n'est donc pas par hasard que les gangs de rue sont apparus dans les années quatre-vingt au Québec. Ils ont connu un développement rapide, profitant du délitement social induit par la mise en place des politiques néolibérales au pays. Ces politiques ont engendré, entre autres, un accroissement des inégalités sociales et une paupérisation de certains secteurs de la population, renforçant par le fait même les phénomènes d'exclusion, de ségrégation sociale et ethnique, terreau fertile pour le développement de la criminalité. Comme le souligne si justement Maria Mourani, toutes les bandes de jeunes ne sont pas criminelles, mais l'attrait du crime est puissant dans les sociétés d'hyperconsommation où les perspectives d'avenir semblent bloquées pour de nombreux jeunes des quartiers populaires et des réserves. D'autant plus que les élites économiques et financières offrent un modèle qui banalise les affaires qui se situent en marge de la légalité.

Toutefois, la violence n'est pas une production exclusive des jeunes des quartiers populaires et des réserves. Ils en sont aussi les victimes, puisqu'ils en souffrent, subissent des brutalités multiples, à l'occasion létales, et sont diabolisés. Tout projet pour combattre les

gangs criminalisés est vain s'il ne s'adresse pas aux problèmes qui affectent le tissu social et aux discriminations qu'ils induisent, et s'il ne propose pas une démarche d'inclusion de ceux qui évoluent dans la contre-société des gangs, laquelle procure une socialisation alternative à leurs membres. Le profilage racial amplifie, selon toute vraisemblance, le problème. L'éventail de mesures que propose Maria Mourani, à partir de différentes expériences à travers le monde, plus particulièrement dans les Amériques, s'inscrit dans une démarche humaniste qui pose les bases d'une intervention en aval comme en amont plus à même de connaître le succès là où la seule répression n'a rien résolu.

La criminalité organisée valorise l'exclusion sociale dont elle fait son marché et son moyen de recrutement. La désinsertion sociale devient dès lors pour elle une source inépuisable de profits. Le marché de l'humain obéit à ces règles. Qu'il s'agisse de la prostitution, de la traite des femmes et des fillettes à des fins d'exploitation sexuelle, du trafic des migrants – main-d'œuvre à bon marché dans les réseaux de travail clandestin, qu'ils soient domestiques, agricoles ou en usine – ou même du trafic d'organes, les organisations qui les régissent profitent des déstructurations sociales qu'elles participent à créer pour engranger des profits colossaux. Elles exploitent chaque année des millions de nouvelles personnes, les transbahutant d'un marché à l'autre, les usant et les maltraitant. Elles exploitent plus particulièrement les femmes et les fillettes des minorités ethniques et nationales. Aux États-Unis, 40 % des prostituées de rue sont des femmes de couleur, même si les Noirs ne constituent que 12,5 % de la population. Au Canada, les femmes prostituées de l'ouest du pays sont en majorité d'origine autochtone ou métisse, même si elles ne représentent qu'un pourcentage infime de la population. En Thaïlande, les prostituées sont avant tout les fillettes et les jeunes femmes des minorités ethniques du nord du pays. En Roumanie, les femmes et les fillettes des minorités hongroise et tsigane, etc. sont prostituées et exportées vers les marchés du sexe de l'étranger.

## L'INDUSTRIE DE LA PROSTITUTION

Tous les observateurs s'accordent sur le fait que la traite à des fins de prostitution est l'activité du crime organisé qui a connu, au cours des dernières décennies, la plus importante expansion à l'échelle mondiale. L'explosion des industries du sexe au cours des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix à l'échelle planétaire a été largement contrôlée par le crime organisé, que la prostitution ait été une industrie légale et réglementée ou non. Toutefois, la légalisation de la prostitution (comme précédemment celle de la pornographie) dans plusieurs pays capitalistes développés en Europe de l'Ouest et dans le Pacifique Sud a offert aux criminels des occasions de loin supérieures à celles qui prévalaient antérieurement pour rendre licites leurs activités. Elle a en outre permis de légitimer ces criminels comme des hommes d'affaires respectables, leur conférant ainsi une influence économique, sociale et politique inégalée et un pouvoir de corruption accru. L'attrait des profits élevés a incité des compagnies « traditionnelles » à investir dans les industries du sexe. L'imbrication entre certains membres des élites économiques et financières et le crime organisé devient de plus en plus flagrante. Dans certains pays, cette situation est tout à fait banalisée, ce qui complique singulièrement la lutte de la communauté internationale contre le crime organisé.

La prostitution apparaît comme l'une des principales industries du monde. Elle représente 14 % du PNB de la Thaïlande, 5 % de celui des Pays-Bas, 4,5 % de celui de la Corée du Sud, 3 % de celui du Japon et peut-être 6 % de celui de la Chine populaire. Au Japon, les revenus du secteur non officiel de l'industrie du sexe étaient estimés, en 2003, à 83 milliards de dollars américains par année. En 1998, les revenus du tourisme de prostitution en Thaïlande tournaient autour de 33 à 44 milliards de dollars par année. En Allemagne, selon les autorités gouvernementales, il y aurait 400 000 personnes prostituées. On estime à au moins un million le nombre de prostituées aux États-Unis. En Inde, ce chiffre se situe entre 2,8 et 10 millions; en Thaïlande à 2,8 millions; et à plusieurs millions en Chine populaire.

Dans certains pays, comme l'Ukraine et la Moldavie, des cohortes entières de femmes ont été prostituées à l'étranger (victimes de la traite). En Corée du Sud, 20 % des femmes du pays âgées de 16 à 29 ans ont été prostituées.

Au Canada, on sait que la prostitution est une industrie florissante, qu'elle attire des touristes sexuels, y compris des pédocriminels, et qu'elle est intégrée dans un marché plus vaste, et transfrontalier. Malgré des demandes réitérées de différents comités parlementaires du gouvernement canadien, Statistique Canada se refuse toujours à mener une enquête sur le sujet. Sans une connaissance approfondie de cette industrie, il est difficile d'élaborer des politiques visant à éradiquer le crime organisé qui prospère au Canada et à aider les personnes exploitées à en sortir. Sans compter que les lois du code criminel encadrant l'activité sont singulièrement inadaptées. Elles doivent impérativement être repensées, et cela, dans le sens proposé par Maria Mourani (l'abolitionnisme tel que pratiqué par la Suède et d'autres pays). Espérons que les députés, tous partis et paliers gouvernementaux confondus, en seront convaincus et contribueront ainsi au changement législatif réclamé par de plus en plus d'organisations de la société civile.

## ÉLARGISSEMENT DES PERSPECTIVES

J'ai été confronté à la question du crime organisé et des gangs de rue lors de mes recherches sur la prostitution, le tourisme sexuel et la traite des femmes et des fillettes à des fins d'exploitation sexuelle – ces deux dernières industries n'étant que des prolongements de celle de la prostitution et de sa mondialisation. L'apport de Maria Mourani à la compréhension du rôle des gangs de rue m'a été très précieux pour approfondir mes réflexions et mieux comprendre les dynamiques. Dans *La face cachée des gangs de rue*, elle a démontré que, comme pour tout groupe criminel un tant soit peu organisé, la prostitution apparaît comme l'un des moyens faciles d'engranger des profits importants avec des investissements relativement

modestes. Les gangs de rue impliqués dans l'exploitation de la prostitution des adolescentes peuvent aussi bien s'occuper du recrutement que de la « circulation et de la surveillance des "marchandises" ». Pour Maria Mourani, dans le milieu criminel, les femmes sont essentiellement des marchandises, « des femmes-objets » jetables après usage. Le mépris à leur endroit est la règle. Dans les gangs de jeunes criminels, comme chez les motards ou chez d'autres groupes du même acabit, le partage des filles est la norme. Le viol est un crime routinier, et le viol collectif scelle la complicité masculine entre membres du groupe. Ce que raconte Maria Mourani sur les gangs du Salvador illustre de façon dramatique cet état de fait commun à l'ensemble des groupes.

Dans *Gangs de rue inc.*, Maria Mourani élargit ses perspectives et affine ses analyses, y compris sur le rôle des gangs criminels dans les industries du sexe. L'implication des gangs de rue dans la prostitution, notamment celle qui exploite de jeunes mineures, est le changement le plus marquant des dernières décennies. Cette prostitution est le socle sur lequel se développe la traite des êtres humains vers les États-Unis et les provinces canadiennes.

Cette monographie à la fois descriptive, comparatiste et analytique, fruit de recherches dans différents pays, non seulement nous informe sur les gangs, leurs rites et leur contre-culture, leurs alliances, leurs champs d'activité, leur machisme structurel, mais offre également des pistes de solution, tant sur le plan de la prévention que sur celui de la répression. Maria Mourani ne se contente pas de poser un diagnostic, de critiquer ce qui existe, elle suggère également une thérapie appropriée. Son essai permet d'enrichir un débat plus que nécessaire à la suite du décès de Fredy Villanueva. Il est un apport précieux à la réflexion collective.

RICHARD POULIN

*Professeur titulaire*

*Département de sociologie et d'anthropologie,*

*Université d'Ottawa*





## Brisons les préjugés !

**L**e phénomène des gangs de rue ne résulte ni d'un problème d'immigration ni d'un manque d'intégration des immigrants. Comme vous le verrez dans ce livre, les gangs de rue sévissent un peu partout dans les Amériques. On ne peut pas dire que les Salvadoriens ou les Mexicains sont des immigrants dans leur propre pays; on ne peut pas dire que les membres d'une cinquième génération de Québécois d'origine haïtienne sont des étrangers dans leur propre pays: c'est beaucoup plus complexe qu'il n'y paraît au premier abord. Les gangs de rue sont des acteurs du milieu criminel, tout comme les motards et les membres du crime organisé traditionnel. Il s'agit d'un phénomène criminel complexe qui exige une fine analyse.

Au Canada, les gangs de rue sont multiethniques. On y trouve des personnes de toutes les origines, y compris des autochtones. Les gangs de rue prennent la couleur du territoire où ils sévissent. Dans les Prairies, les membres sont le plus souvent des autochtones avec des non-autochtones (des Blancs); au Québec et en Ontario, les gangs sont très mélangés (Antillais, Asiatiques, Latino-Américains, Canadiens français, Canadiens anglais, etc.); dans l'Ouest, ce sont plutôt des Asiatiques. Certaines bandes peuvent être très homogènes sur le plan ethnique. Cependant, il faut cesser de croire que c'est l'origine ethnique qui sous-tend l'adhésion aux gangs de rue. Comme tous les phénomènes criminels, l'adhésion aux gangs découle de plusieurs variables - pauvreté, exclusion sociale, décrochage scolaire, marginalisation des jeunes, absence parentale, perspectives d'avenir restreintes ou inexistantes, banalisation de la

violence, etc. Les motards ne représentent pas le peuple québécois et sa culture. Le clan italien n'est pas le symbole de la communauté italienne. Il ne faut surtout pas mettre des communautés entières au banc des accusés chaque fois que l'on voit des jeunes Noirs ou des Latino-Américains dans des gangs de rue. Toutes les personnes d'origine salvadorienne, antillaise, cambodgienne ou arabe ne font pas partie de gangs de rue, tout comme les Canadiens français ou anglais ne sont pas tous des motards. Il y a des moutons noirs dans toutes les communautés.

Il est très important de contrer l'« ethnicisation » de ce phénomène, qui stigmatise des communautés entières au Québec et au Canada – sans contribuer pour autant à une lutte efficace aux gangs de rue. Cette ethnicisation progressive, qui date approximativement des années 20 et qui a vu apparaître les grandes théories culturalistes (qui tentent notamment d'expliquer la formation des gangs de rue par le choc des cultures entre immigrants et leur société d'accueil), a, d'après moi, créé un clivage entre « eux » (les gangs de rue et leurs communautés d'immigrants) et « nous » (le bon Canadien français ou anglais qui n'a rien à voir là-dedans). Or, ces gangs de rue se nourrissent de la ghettoïsation des territoires dont ils sont issus et tiennent des communautés entières en otages – communautés soumises à la loi du silence et écrasées par le rejet de ce « nous » qui, pendant longtemps, a préféré ignorer que ce phénomène le concernait aussi. Il est donc difficile d'obtenir l'unité et la cohésion sociétale qui permettraient non seulement de débusquer ces membres de gangs de rue, mais aussi de restituer aux communautés les territoires libérés lors d'arrestations policières.

Les membres des gangs de rue ne sont pas des monstres venus d'une autre planète. Ils ont une famille, des enfants, ainsi que des valeurs et des rêves, certes différents des nôtres sur certains points. Ils ne sont pas plus dangereux que les motards ou les mafias... ils sont aussi dangereux qu'eux ! Ils ne sont pas plus violents que les motards ou les mafias... ils sont aussi violents qu'eux ! Les gangs de rue et les organisations criminelles ont le même combat : gagner le plus d'argent possible dans un monde qui valorise l'être humain

en fonction de son poids en possessions de toutes sortes. Les gangs de rue et les organisations criminelles offrent des produits (drogues, armes, femmes, fillettes) que les États interdisent, mais que certains « honnêtes citoyens » demandent continuellement sans se soucier du reste. Les membres de gangs se perçoivent comme des « gens d'affaires ». Après tout, si ces groupes criminels sont des acteurs importants dans le trafic d'enfants, c'est qu'il y a des clients pour ce genre de produit. Vous êtes choqué ? indigné ? ulcéré ? Il n'en reste pas moins qu'il est plus que temps d'amorcer un vrai débat de société sur ces questions fondamentales. La lutte aux groupes criminels ne peut être remportée sans actions concrètes sur la consommation, et donc sur les consommateurs. C'est un jeu qui se joue à deux. Arrêtons de mettre des « plasters » pour essayer de réparer tout ce qui nous dérange. Agissons en profondeur, plongeons au cœur du vrai problème !

*We're here, we're back.  
Looking your face, bitch.  
We're taking your street.  
What you can do?  
Look around, what you see?  
You see me, you see my guns!  
I'm here to stay!  
I'm moving in!  
I'm shooting on you!  
What you can do?  
Who dare on you?  
You can't stop us!  
We're here to stay!  
We got your kids!  
They think we're cool.  
You can't stop us!  
No place is safe.  
We're here to stay!  
We gonna win.  
What you can do, dog?!  
What you can do?*

Paroles d'un clip vidéo chantées  
par un membre de gang de rue des États-Unis

## Introduction

Les gangs de rue ne sont pas seulement nuisibles dans une société, mais, comme tout groupe criminel, ils se nourrissent de la misère des uns et du désespoir des autres. Le terreau par excellence des gangs de rue qui veulent grossir leurs rangs et combler leur insatiable besoin d'enrichissement, ce sont les enfants – ces gamins oubliés à qui il suffirait pourtant de donner la main pour les guider vers d'autres lendemains, comme le dit si bien la chanson du film *Les Choristes*, de Christophe Barratier<sup>1</sup>. Combattre les gangs de rue, c'est combattre la pauvreté, le désespoir des jeunes, la misère humaine et le désœuvrement. Combattre les gangs de rue, c'est refuser d'abandonner les enfants de nos quartiers de Montréal et de partout au Québec, mais aussi ceux de Toronto, de Winnipeg, de Vancouver, de Saskatoon, bref, du Canada tout entier. C'est affirmer tous ensemble que les enfants du Salvador, du Mexique, du Honduras, d'Haïti, de la Jamaïque, des États-Unis et d'ailleurs sont nos enfants et que nous refusons d'en faire de la chair à canon pour les gangs de rue. Combattre les gangs de rue, c'est reprendre le contrôle de l'avenir de nos enfants et leur donner en héritage l'espoir d'une vie et d'un monde meilleurs.

Dans une vision globale et humaniste du phénomène, je souhaite démontrer que les gangs de rue ne sont pas seulement un problème montréalais, et qu'on les trouve partout en Amérique. Leur

---

1. Paroles de Bruno Coulais et de Christophe Barratier. Le film est sorti en 2004.

influence s'étend au-delà de nos frontières nationales québécoises, mais aussi canadiennes ! Dans mon premier livre, *La face cachée des gangs de rue*, j'exposais surtout le visage montréalais des gangs de rue. Cette fois, je souhaite présenter un tableau plus vaste de ce phénomène afin que nos stratégies de lutte s'élaborent en tenant compte du fait que nous ne sommes pas seuls au monde. Le terrain de jeu des gangs s'élargit de plus en plus. Ils ne frappent plus seulement dans les grands centres urbains, on les retrouve aussi dans nos petites localités rurales, tout comme au fin fond de l'Amérique centrale. Les gangs de rue se mondialisent et utilisent le monde virtuel non seulement pour exporter leur sous-culture de gangsters, mais pour commettre leurs actions criminelles. Internet devient ainsi le champ de bataille de leurs guerres virtuelles et leur permet de convoquer des réunions et d'organiser des activités criminelles, d'acheter des armes et de la drogue, de faire circuler des filles, etc. En conséquence, il est fondamental que les actions accomplies dans la lutte aux gangs de rue s'inscrivent dans une approche plus mondiale, et adaptée aux nouvelles technologies.

Une société plus sécuritaire est une société qui a su donner la priorité à des politiques familiales et à une lutte implacable contre la pauvreté. C'est aussi une société généreuse dans ses programmes sociaux, qui a su intégrer sa politique de lutte à la criminalité à toutes ses sphères d'action, mais aussi à tous ses ministères. C'est une société qui a réussi à conjuguer prévention, répression et réhabilitation, une société qui ne pratique pas la culture de la violence par le biais d'une répression excessive et d'une déréglementation du contrôle des armes à feu. Savez-vous que 80 % des armes illégales au Canada proviennent des États-Unis, où le port des armes à feu est un droit constitutionnel ? La non-uniformisation des lois américaines – notamment en ce qui concerne les armes à feu –, la répression excessive et abusive, le laisser-aller économique contribuent à une culture de la violence et à une stigmatisation d'une partie de la population, qui devient alors un terreau fertile pour le recrutement de membres potentiels. Il faut noter que les gouvernements se tirent parfois dans le pied en mettant en place un système de contrôle des

groupes criminels ou des lois qui, au lieu d'affaiblir ces groupes, contribuent à les renforcer en leur permettant d'agrandir leurs réseaux de contacts, de découvrir de nouveaux territoires, et même de perfectionner leurs techniques de combat.

Quand on parle de gangs de rue, on évoque surtout leurs actes de violence et leur nuisance criminelle. Des rites d'initiation aux règlements de compte, en passant par les fusillades, la violence fait partie du quotidien des membres de gangs. Selon les chiffres de 2007 de Statistique Canada, le nombre d'homicides aurait diminué au Canada depuis les 30 dernières années. Dans cette même année, les corps de police ont déclaré 594 homicides dans tout le Canada – soit 12 de moins qu'en 2006. Au cours des 10 dernières années, les provinces de l'Ouest, c'est-à-dire le Manitoba, la Saskatchewan, l'Alberta et la Colombie-Britannique, et les territoires du Nord ont enregistré les taux d'homicides les plus élevés. L'année 2007 n'a pas été une exception! Des villes comme Winnipeg, Edmonton et Calgary ont enregistré un taux de plus de 3 homicides par 100 000 habitants, et une ville comme Saskatoon présentait un taux de 3,6 homicides par 100 000 habitants. Avec une moyenne de 1,7 homicide par 100 000 Canadiens, Montréal, Ottawa, Hamilton et Québec se situent sous la moyenne.

Toutefois, malgré cette baisse des homicides au Canada, on constate que les meurtres reliés aux gangs de rue sont en augmentation, y compris les assassinats de policiers, de membres de gangs ou de victimes innocentes. En 2007, les corps de police rapportaient, au Canada, 115 homicides reliés aux gangs de rue, soit un homicide sur cinq – 69 % de ces homicides avaient été commis avec une arme à feu. En 2006, on fait état de 43 % d'homicides commis avec des armes à feu. Dès le milieu des années 80, on observe une croissance de l'utilisation des armes de poing (revolver, etc.). En 2007, en Saskatchewan, 9 homicides sur 30 étaient attribuables à des gangs de rue, soit 30 % de tous les homicides commis dans cette province – ce qui constitue la proportion la plus élevée parmi les provinces. En Ontario, toujours en 2007, on parle de 14 % des homicides commis par des gangs de rue avec des armes à feu, dont 19 à Toronto –



comparativement à 11 en 2006. Par contre, sur le plan des villes canadiennes, ce sont les plus grandes villes qui présentent le taux d'homicides reliés aux gangs de rue le plus élevé, soit les trois quarts des homicides. En 2007, Edmonton arrive en tête de liste avec le plus haut taux d'homicides, dont 11 commis avec des armes à feu – comparativement à 7 en 2006. Les premières victimes des gangs de rue sont les enfants et les adolescents. Dans certains quartiers de Montréal, le recrutement des jeunes commence lorsque ces derniers ont atteint sept ans, et il en est pratiquement de même dans les autres villes canadiennes et dans les réserves autochtones. Ces enfants sont exposés constamment à la violence et doivent non seulement faire leurs preuves en commettant des actes brutaux, mais aussi apprendre à se protéger d'agresseurs éventuels.

Quand on parle de la violence des jeunes, on oublie trop souvent de parler de la violence faite aux jeunes et aux enfants. Dans sa publication d'avril 2005, le Centre canadien de la statistique juridique rapportait que sur les 61 % de toute la criminalité canadienne déclarée en 2003, 22 % des crimes contre la personne touchaient des enfants et des jeunes de moins de 18 ans. Les taux de victimisation sont toutefois plus élevés chez les adolescents que chez les enfants de moins de 10 ans. Les agressions sexuelles représentent la majorité des crimes commis, suivies des voies de fait. Les fillettes sont les premières victimes des agressions sexuelles. Lorsque les agresseurs sont des membres de la famille (dans la grande majorité des cas), les victimes sont des enfants de moins de six ans. Pour les adolescents, l'agresseur est plus souvent un pair ou un étranger. En outre, on rapporte, de 1974 à 2005, une moyenne de 35 enfants de moins de 13 ans assassinés par un de leurs parents, avec un pic de 56 homicides en 1978, et un minimum de 13 en 2005.

La situation a-t-elle évolué dans le bon sens? Non. Les tragédies familiales se suivent et se ressemblent. Un grand nombre d'enfants continuent d'être victimes de sévices physiques et sexuels, d'agressions psychologiques, de négligence, ou bien ils sont témoins d'actes violents. Que ce soit au Canada ou ailleurs dans le monde, le sort des enfants est préoccupant. Dans le rapport de l'ONU-HABITAT intitulé

*L'état des villes dans le monde, 2004*, le lien entre pauvreté, violence faite aux enfants et gangs de rue ne fait aucun doute, autant dans les pays occidentaux que dans les pays pauvres. On y fait état d'une augmentation constante des gangs de jeunes, engendrée et accentuée par la misère, l'abandon familial, les maladies, la famine, l'itinérance, la prolifération des armes à feu, les guerres civiles, l'exclusion sociale – en particulier en Amérique latine et en Afrique, mais aussi en Amérique du Nord et en Europe. Pour survivre à un monde de plus en plus cruel, dans lequel ils sont souvent laissés à eux-mêmes, voire abandonnés, les enfants se constituent en gangs pour survivre, se construisant ainsi une nouvelle famille qui va non seulement répondre à leurs besoins affectifs, économiques et sociaux et leur inculquer des règles et des valeurs, mais aussi leur conférer un statut important dans leur communauté. Au Brésil, toujours selon le rapport de l'ONU-HABITAT de 2004, plus de 20 000 enfants sont employés pour le transport de la drogue; en Amérique latine, près de 29 % des jeunes de 10 à 19 ans sont victimes d'homicides; et en Afrique, il y aurait environ 11 millions d'armes à feu illégales en circulation, et un AK-47 (kalachnikov), arme qu'un enfant de 10 ans peut facilement assembler, peut s'acheter au même prix qu'un poulet. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance estime d'ailleurs qu'il y aurait de 250 000 à 300 000 enfants soldats dans le monde, dont certains auraient à peine huit ans.

Dans les pays industrialisés, les jeunes autochtones et ceux des communautés ethnoculturelles sont parmi les plus affectés par la pauvreté et l'exclusion sociale. Aux États-Unis, les communautés afro-américaine et hispanique restent les plus atteintes par la pauvreté, les logements insalubres, le décrochage scolaire, les maladies et la sous-alimentation. Les mêmes problèmes existent au Canada dans les communautés autochtones. Les jeunes qui vivent dans des ghettos risquent de subir une discrimination et d'être victimes de violence, de crimes, et d'une surreprésentation dans le système juvénile et carcéral. La violence entraîne la violence, et les enfants apprennent en observant. Tant et aussi longtemps que les enfants ne pourront pas vivre leur enfance, leur instinct de survie fera d'eux des tueurs potentiels, avec la bénédiction d'adultes vils et corrompus.

La lutte contre les gangs de rue passe donc d'abord et avant tout par l'amour des enfants. De nos enfants, mais aussi de ceux des autres. Même si une société ne peut faire disparaître totalement cette forme de criminalité (ou toutes autres formes), elle peut cependant tenter d'en limiter les dégâts. L'amour parental est fondamental et il est important que les parents soient soutenus dans leur tâche. Contrer les gangs de rue, c'est remplir le vide parental, redonner la fierté aux jeunes, canaliser leur esprit combatif et leur agressivité grâce à un comportement positif, et libérer ce qu'il y a de grand et de beau en eux. Nos rues ne doivent pas devenir des aires de tirs où nos jeunes peuvent laisser leur peau. Cette responsabilité nous incombe à tous, en tant que parents et membres d'une collectivité. En fait, les gangs de rue recrutent en utilisant les blessures psychologiques des jeunes et en faisant miroiter devant eux un monde de possibilités. Nous avons le devoir de briser leur pouvoir et l'attraction qu'ils exercent sur certains jeunes, et nous le pourrons en luttant contre la pauvreté extrême, mère de tous les maux. Malheureusement, plusieurs territoires du Québec et du Canada demeurent des terreaux fertiles pour le recrutement des membres de gangs de rue. Ces zones sont aussi de vraies poudrières qui n'attendent qu'une étincelle pour s'embraser.

Quoi qu'il en soit, je tenterai dans ce livre de brosser un portrait des gangs de rue canadiens, tout en mettant en évidence les différentes alliances criminelles dans une perspective panaméricaine à l'ère de la mondialisation du phénomène. J'examinerai également les faiblesses et les forces du système de lutte aux gangs de rue, notamment à travers le système correctionnel canadien et les différentes lois en matière de criminalité.

Dans le cadre de cet ouvrage, je ne prolongerai pas le débat sur la définition de l'expression «gang de rue», pour laquelle il n'y a toujours pas de consensus. Par «gang de rue», j'entends tous les groupes constitués d'individus de 9 à 45 ans et plus, qui présentent une structure minimale interne d'organisation, et dont l'objectif est d'amasser de l'argent en posant des actes criminels. Ce qui exclut les organisations criminelles, qui sont des groupes très sophistiqués

dont les ramifications nationales et internationales sont multiples, et qui sont fortement impliquées dans le trafic d'influences, dans le milieu tant politique que financier – comme, notamment, les cartels, les mafias et les motards. En outre, il existe deux types de gangs de rue : les gangs majeurs et les gangs émergents. Les gangs majeurs sont constitués en grande majorité de jeunes adultes, de quelques adolescents et de personnes dans la trentaine avancée. Ces gangs présentent une organisation interne plus structurée et, parfois, très bien élaborée. Certains de ces gangs ont des relations avec le crime organisé, voire quelques contacts nationaux et internationaux. Cependant, leur niveau d'organisation, leurs contacts et leur capacité de corruption ne sont pas aussi développés que ceux des organisations criminelles. Si c'était le cas, ils devraient être considérés comme des organisations criminelles. Il faut noter que certaines organisations criminelles étaient, antérieurement, des gangs de rue. Les gangs de rue dits émergents sont constitués de jeunes de 9 à 19 ans. Ces groupes sont moins bien organisés et dépendent généralement de gangs beaucoup plus structurés – autant pour se procurer des produits illicites, comme la drogue, que pour acquérir des armes. Ces groupes peuvent appartenir à des regroupements de gangs que je nomme « grandes familles », et leurs membres peuvent devenir des « soldats » ou des revendeurs de drogue. Les gangs émergents ne sont pas à négliger : bon nombre de gangs majeurs étaient, initialement, des gangs émergents. Certains gangs émergents peuvent évoluer en groupes plus organisés, d'autres peuvent tout simplement disparaître.



Trêve de discours. Entrons maintenant dans le monde des gangs de rue. Sans jamais oublier que ces gangs sont des machines à dévorer l'enfance. Soyez généreux, empathiques, et gardez l'esprit ouvert : la condamnation est facile, alors que la compréhension est constructive.

Bonne lecture !



## Chapitre 1

# Portrait des gangs de rue au Canada

*Ils ne respectent rien, même pas leurs ennemis! Les gangs de rue constituent une menace pour la sécurité publique du Canada.*

Entrevue avec Polo, Canada, 2007

**L**es gangs de rue sévissent un peu partout sur le continent américain, du nord au sud – et bien sûr au Canada. Si les États-Unis demeurent l'épicentre du phénomène, avec plus de 20 000 gangs constitués de plus de 900 000 membres présents dans les 50 États et le district de Columbia – dont plus de 1200 membres dans la seule ville de Los Angeles –, l'Amérique centrale n'a malheureusement pas été épargnée en raison, notamment, des vagues étasuniennes de déportations de membres de gangs et, dans une moindre mesure, de déportations en provenance du Canada. L'Amérique centrale compte aujourd'hui environ 300 000 membres de gangs de rue. Au Canada, la situation est beaucoup moins alarmante, mais il est impératif de prendre le taureau par les cornes pendant que cela est encore possible. Nous devons à tout prix contrer cette vague qui semble venir du sud et qui risque de nous submerger d'ici quelques années si nous ne développons pas une stratégie nationale de lutte contre ce phénomène criminel.

Selon le Service canadien de renseignements criminels (SCRC), il y avait au Canada, en juin 2007, 344 gangs de rue rassemblant plus ou moins 11 914 membres dispersés dans 166 centres urbains, ruraux

et réserves autochtones – soit 32 gangs de moins qu'en 2006. Ce qui ne veut pas dire que le problème est à la baisse. Il faut noter que 17 % de ces gangs de rue ont fait leur apparition en 2007. Cependant, le nombre de gangs de rue est demeuré stable dans certaines provinces, notamment en Ontario, au Québec, dans les provinces maritimes et en Saskatchewan. On constate toutefois une présence plus importante de gangs dans les régions rurales, et une augmentation de ces gangs au Manitoba. Dans les provinces où une baisse du nombre de gangs est rapportée – en l'occurrence en Alberta et en Colombie-Britannique –, cette diminution est en grande partie attribuable au démantèlement des réseaux criminels, ou encore au changement de catégorisation de certains bureaux de renseignements. Par ailleurs, il faut noter que, dans les provinces où l'on observe une baisse du nombre de gangs de rue, environ 25 % des membres ont été recrutés par d'autres gangs, ou les gangs ont fusionné. Il se peut également que le Service canadien de renseignements criminels n'ait plus d'informations sur ces groupes.

Les provinces et territoires canadiens où l'on a constaté la présence d'au moins trois gangs ou plus sont le Québec, l'Ontario, le Manitoba, la Saskatchewan, l'Alberta, la Colombie-Britannique, la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick et les Territoires du Nord-Ouest. Aucun gang de rue n'a été répertorié au Nunavut, au Yukon, à l'Île-du-Prince-Édouard et à Terre-Neuve-et-Labrador. La ville la plus peuplée en gangs de rue est Toronto, où l'on trouve plus de 97 groupes. Viennent ensuite les villes qui ont autour de 10 à 30 gangs de rue, soit Montréal, Winnipeg, Peel et Hamilton. Vancouver, Calgary, Edmonton, Laval, Longueuil, Québec, Sherbrooke, Thunder Bay et Saskatoon ont moins d'une dizaine de gangs de rue sur leur territoire. Toutefois, on a relevé dans ces provinces la présence de plusieurs bandes émergentes qui pourraient se transformer en bandes majeures, ou tout simplement disparaître. Pour l'instant, le Yukon, le Nunavut, Terre-Neuve-et-Labrador et l'Île-du-Prince-Édouard sont épargnés. Dans la ville de Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest), on a recensé trois gangs de rue : les Crazy Dragons, les Indian Posse et les Redd Alert.



En 2007, le Service canadien de renseignements criminels a dénombré 175 gangs de rue en Ontario, 51 au Québec, 30 en Alberta, 20 en Colombie-Britannique, 21 en Saskatchewan, 25 au Manitoba, 10 au Nouveau-Brunswick et 10 en Nouvelle-Écosse. Depuis, il n'y a pas eu de grands changements. On constate aussi que certaines provinces peuvent avoir approximativement le même nombre de gangs sur leurs territoires, mais sans forcément avoir le même nombre de membres. Ainsi, le Manitoba ne compte que 25 gangs de rue, mais 2300 membres, alors qu'au Québec, où on recense tout de même 51 gangs de rue, on compte seulement 1250 membres. Rappelons qu'à Montréal, on dénombre une vingtaine de bandes majeures, ce qui représente la moitié des bandes du Québec. En matière de *membership*, l'Ontario demeure la première ville au palmarès avec 5250 membres œuvrant dans 175 bandes. On note la présence de 1410 membres de gangs de rue en Alberta, 1030 membres en Saskatchewan, 160 membres au Nouveau-Brunswick, 140 membres en Nouvelle-Écosse et 420 membres en Colombie-Britannique. Prenons l'exemple de la Colombie-Britannique et de la Saskatchewan, où l'on relève la présence d'une vingtaine de gangs de rue. On dénombre 1030 membres de gangs en Saskatchewan et seulement 420 en Colombie-Britannique.

Au Canada, les membres de gangs de rue sont en grande majorité des hommes. L'âge moyen des membres se situe autour de 21 ans, mais dans certaines provinces ils sont encore plus jeunes, dans la mesure où le recrutement peut commencer très tôt, soit dès l'âge de 7 ou 8 ans. En Ontario, l'âge moyen des membres est de 16 ans; en Colombie-Britannique, de 23 ans; en Alberta, de 19 ans; en Saskatchewan, de 17 ans; au Manitoba, de 21 ans; au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse, de 20 ans. On peut aussi trouver dans ces gangs des membres dans la trentaine, et même dans la cinquantaine. Ce qui nous permet de dire que les bandes majeures actuelles sont en grande partie constituées d'adultes qui recrutent des enfants pour gonfler leurs rangs et faire le sale boulot. Les membres des gangs de rue canadiens proviennent de groupes ethniques divers. Certains gangs sont multiethniques, d'autres pas.

En fait, les groupes reflètent la démographie de la province où ils sont créés. Au Québec, et surtout à Montréal, on trouve des Québécois d'origine canadienne-française dans des bandes à forte dominance antillaise ou latino-américaine, ou encore dans des gangs multiethniques. Cette multiethnicité des membres se retrouve aussi dans d'autres provinces, notamment en Ontario. Peu importe le mélange, seule compte la rentabilité économique! Dans les Prairies, on remarque une forte prédominance autochtone dans les gangs. On y parle d'ailleurs de gangs autochtones.

En ce qui concerne les activités criminelles, les gangs de rue ne diffèrent guère du crime organisé. Le commerce de la drogue et la prostitution sont, pour ces gangs, le premier marché en importance et constituent la plus grosse part de leurs revenus, mais ils trempent également dans le commerce des armes à feu, le vol, la fraude et les crimes financiers. Les drogues les plus couramment vendues sont, en premier lieu et en importance égale, la cocaïne et le crack (fait à base de cocaïne). Vient ensuite la marijuana. Les gangs de rue vendent aussi de l'héroïne, du crystal meth, de l'ecstasy et de la morphine, mais ce marché occupe une place moins importante dans leurs activités illicites. Il est vrai que le marché de l'ecstasy, de la méthamphétamine et de l'héroïne est aux mains de certaines mafias. Plusieurs gangs de rue sont fortement actifs dans la prostitution des femmes et des jeunes filles, et ce, surtout en Ontario, au Québec ainsi que dans les provinces de l'Atlantique. Cependant, le reste du Canada n'est pas épargné pour autant, et la traite interprovinciale de femmes et de jeunes filles y demeure un commerce important pour les gangs. Des villes comme Winnipeg, Vancouver et Calgary sont des lieux de traite, tout comme Montréal, Toronto et Halifax.

Si les activités criminelles de la plupart des gangs au Canada se déroulent surtout à une échelle locale, certains d'entre eux ont des liens interprovinciaux, et même internationaux avec des organisations criminelles, voire avec d'autres gangs de rue. Selon le Service canadien de renseignements criminels, bien que l'on suspecte un

grand nombre de liens internationaux entre des gangs de rue et d'autres groupes criminels, un petit nombre de ces liens seulement ont été confirmés. Plusieurs de ces liens internationaux sont basés sur des relations personnelles ou familiales. En fait, la plupart des liens internationaux confirmés au Canada le sont entre certains États des États-Unis et, notamment, les provinces de l'Ontario, du Québec et de la Colombie-Britannique.

En ce qui a trait à la sécurité publique, les gangs de rue sont considérés comme une menace significative pour la population, cela en raison de leurs actions violentes quotidiennes au Canada : fusillades au volant (*drive by shooting*), fusillades, assassinats, invasions de domicile, rites d'initiation, implication dans le trafic de drogue et d'armes, utilisation de jeunes femmes dans le commerce du sexe (notamment dans la prostitution), etc. Au Canada, plusieurs personnes innocentes ont été victimes des conflits opposant des gangs de rue. Mais là où nous parlons de victimes innocentes, les gangs de rue préfèrent dire « dommages collatéraux » ! Pour ne citer que quelques victimes, rappelons-nous Jane Creba, cette adolescente torontoise de 15 ans qui, en décembre 2005, a été tuée par balle alors qu'elle faisait des courses lors du *Boxing Day*. Six autres personnes ont été blessées pendant la fusillade. En juin 2007, toujours à Toronto, Ephraim Brown, un enfant de 11 ans, a été fauché par une balle lors d'une fusillade entre gangs rivaux, alors qu'il assistait à une fête d'anniversaire. À Montréal, Raymond Ellis, 25 ans, diplômé du Collège Dawson, a été tué le 23 octobre 2005 dans un bar par des membres des Crips qui croyaient avoir reconnu en lui un membre d'une bande rivale, les Bloods. Ils l'avaient même pris pour le meurtrier de l'un de leurs membres. Cette erreur d'identité a coûté la vie à un jeune homme plein d'avenir. L'élément le plus scandaleux de cette affaire, c'est que les présumés meurtriers du jeune homme n'ont pas été condamnés, car le témoin principal de la couronne s'est rétracté et a été déclaré témoin hostile.

Les gangs de rue continueront d'être une menace importante pour la sécurité publique en raison d'actes de violence résultant de

guerres et de luttes internes. Ils continueront à être actifs dans les grands centres urbains, prendront de l'expansion, et se déplaceront vers des milieux ruraux et des réserves autochtones. Cette migration risque d'accentuer les guerres et les luttes internes pour la mainmise sur des territoires, et l'on assistera à un maintien de la victimisation des jeunes, qui sont les premières victimes de ces groupes, et à celle de femmes et de jeunes filles. Cependant, la majorité des gangs seront limités dans leur évolution, car plusieurs d'entre eux seront démantelés, déplacés ou reconstitués. Même si les gangs de rue continueront à être actifs dans le commerce de la drogue, des armes et de la prostitution, un faible pourcentage seulement se transformera en groupes plus organisés, à l'image des organisations criminelles, et la menace qu'ils constitueront alors augmentera en fonction de leur niveau de sophistication.

## AU QUÉBEC

Le phénomène des gangs de rue est né à Montréal autour des années 80 et a pris de l'expansion dans le reste de la province. On relève leur présence dans plusieurs villes québécoises, notamment Laval, Québec, Gatineau, Drummondville, Longueuil, Saint-Jérôme, Alma, Saint-Jean-sur-Richelieu, Jonquière, Verdun, Terrebonne, Repentigny, Trois-Rivières et Sherbrooke. Montréal est cependant la ville qui possède le plus grand nombre de gangs de rue dans tout le Québec. On y recense 21 bandes majeures, comparativement à Sherbrooke où il y en a 3, soit les Crips, les Bloods et les Browns; à Longueuil et à Laval, on en dénombre 8; à Québec, 4; et 1 à Gatineau. La plupart des gangs québécois, pour ne pas dire la grande majorité, se subdivisent en deux grands groupes, les Crips (le bleu est leur couleur) et les Bloods (le rouge est leur couleur). Quels que soient les noms qu'ils se donnent, ils s'identifient à la sous-culture des Crips ou des Bloods. Selon nos informateurs, il existe certains gangs qui se nomment les Bruns (Browns), et d'autres, les Mauves. Il y aurait des Browns à Sherbrooke et dans certains quartiers de Montréal.

À Montréal, de janvier à août 2005, le SPVM rapportait 719 délits contre la personne reliés aux gangs de rue. La majorité des victimes étaient des hommes, mais 91 % des agressions sexuelles concernaient des femmes. Depuis 2002, on relève 397 tentatives de meurtre reliées aux gangs de rue, dont 51 commises en 2005. En 2006, le SPVM a procédé à 1529 arrestations impliquant 300 garçons et filles mineurs. On a procédé à des enquêtes sur 85 agressions armées, 12 meurtres et 42 tentatives de meurtre. Enfin, durant l'année 2007, 41 homicides ont été commis à Montréal, dont 14 liés à des gangs de rue et commis avec des armes à feu – 10 de ces 14 meurtres ont été perpétrés au cours des deux premiers mois de l'année. Il s'agit là de l'indice d'un épiphénomène relié à des luttes pour des territoires laissés vacants à la suite d'arrestations policières, en l'occurrence l'opération « Colisée », où plusieurs membres et dirigeants du clan italien ont été arrêtés, ainsi que l'opération « Gang de la rue Pelletier », à la suite de laquelle des sentences majeures ont été prononcées. Le milieu criminel a horreur du vide, et les petits poissons veulent devenir gros. En 2008, le SPVM rapportait 8 meurtres reliés aux gangs de rue sur un total de 29 homicides, ainsi que 42 tentatives de meurtre reliées aux gangs de rue.

En matière de gangs de rue, Montréal est une ville en plein essor. Il faut cependant noter que 99 % des jeunes qui se regroupent ne sont pas membres de gangs de rue, et que ces gangs ne représentent que 10 % de la criminalité juvénile. En outre, alors que dans les années 80 plus de 70 % des membres des gangs montréalais étaient des jeunes de moins de 18 ans, on constate aujourd'hui que les membres de ces groupes sont de plus en plus âgés. En effet, en 2003, on a constaté que 20 % des membres avaient de 11 à 16 ans; 60 %, de 17 à 28 ans; et 20 %, de 29 à 35 ans ou plus<sup>2</sup>. Cette tendance n'a pas beaucoup changé depuis. La population des gangs de rue à Montréal est donc vieillissante, d'où le recrutement de membres de plus en plus jeunes. Par ailleurs, on estime qu'il y a autour de 300 à 500 membres de gangs majeurs dans la vingtaine, et un nombre

2. Stratégie d'action jeunesse 2005-2008, avril 2005.

significatif dans les gangs émergents dont on ne peut évaluer, compte tenu de leur volatilité, ni le nombre ni la quantité de membres. Ce sont généralement les bandes majeures qui font la manchette des médias. Elles sont constituées d'adultes et parfois d'adolescents âgés de 16 à 17 ans. Elles sont organisées et impliquées dans le trafic de stupéfiants, le commerce de la prostitution, la fraude, le vol d'automobiles, etc. En outre, tous ces groupes qui peuvent gagner des millions de dollars par année et qui visent la rentabilité économique et la domination du marché illicite et de leur territoire sont d'une grande importance puisqu'ils sont sources de revenu. Certains d'entre eux ont des liens avec le crime organisé et œuvrent en famille. En fait, l'organisation en famille est un cheptel de cliques constituées de membres d'âge variable réunis dans des territoires communs. Ils fonctionnent en cellule, ont une gestion interne autonome (décentralisation), en paliers générationnels, et appartiennent à un même clan. Ces familles peuvent réunir autant des gangs majeurs qu'émergents. À Montréal, on relève la présence, entre autres, de deux grandes familles, les Bloods et les Crips.

Ces familles ont une sous-culture qui leur est propre (graffitis, tatouages, structures, règles, etc.). En ce qui a trait aux bandes émergentes, elles sont composées de mineurs âgés de 8 à 17 ans. Elles présentent une organisation relative qui dépend de l'âge des membres et de leur appartenance à un cheptel. Ces gangs émergents dépendent des aléas environnementaux et, lorsqu'ils ne disposent pas de l'appui de bandes majeures ou de membres forts, ils risquent souvent de disparaître. Les jeunes appartenant à des gangs émergents faisant partie d'une grande famille accordent une énorme importance à leur image, car c'est cette image qui leur permettra d'être recrutés par les bandes majeures de ladite famille. Faire sa place et son nom est une démarche cruciale pour être repêché dans les ligues majeures. Le territoire est donc un symbole d'appartenance avant d'être une source de revenu. En outre, malgré une criminalité peu structurée – entre autres le trafic de stupéfiants, le recrutement de jeunes filles pour la prostitution, le vol, etc. –, les membres peuvent gagner de quelques centaines à plusieurs milliers de dollars par semaine.



Les bandes que l'on retrouve dans la grande région montréalaise portent les noms suivants : Crack Down Posse (CDP), 67, 47, Krazz Brizz, Loyalties, Outlawz Sud, Ruffriders, The Royal Family, Bo-Gars, Bad Boy, Crazy Vatoa Eighteen, Life Gangsters, Money of Bitches, Puros Mini Eighteen, Texas Unit, Young Master Crew, Brooklyn Action, Dope Squad, Natural Posse, Los Coronados, Puros Locos Eighteen, Three Six Mafia et Syndicate. Contrairement aux autres gangs de rue de Montréal, les Syndicate sont davantage un club-école des Hells Angels qu'un pur gang de rue, mais on place quand même ce groupe dans la catégorie des gangs de rue. Ce club a été créé par Gregory Wooley pour faire le sale boulot de terrain des Nomads. Les membres des Syndicate s'identifient notamment grâce à une bague ornée d'un S. Ils portent un blouson semblable à celui des motards, sur lequel on peut lire leur nom. Les membres de ce groupe ne sont pas des Nomads et ne le seront jamais, car ils sont noirs : les Hells Angels ne sont pas très ouverts aux différences raciales !

Selon mes informations, les Hells Angels utilisent les Syndicate pour faire le pont avec les gangs de rue, notamment les Crips, à l'intérieur des pénitenciers et dans la rue. Les Syndicate sont donc chargés d'établir une certaine discipline à l'intérieur des institutions carcérales, discipline que les motards n'arrivent plus à faire régner. Selon nos informateurs, les Syndicate seraient aussi en charge, dans les rues, de gérer les territoires des Hells Angels laissés vacants par les multiples arrestations – cela de peur qu'ils ne soient réquisitionnés par des gangs de rue. Une chose est certaine, les Syndicate sont détestés par les autres gangs, autant les Crips que les Bloods, et ce, même s'ils font des affaires avec eux. Le pouvoir de contrôle des Syndicate est donc très relatif, que ce soit à l'intérieur des murs ou à l'extérieur. En fait, certains gangs de rue d'allégeance Crips leur reprochent de travailler pour des Blancs, de ne pas avoir d'honneur, et de les avoir trahis. Une des règles des Crips, et même des Bloods, est simple : « On peut faire affaire avec les Blancs, mais on ne travaille pas pour eux. »

*Les Syndicate, eux autres ils vont suivre les Hells Angels. C'est comme les Zig Zag Crew du Manitoba. C'est leur buffer. C'est toutes des Noirs là-dedans. Tu sais, dans la Charte des Hells Angels, c'est marqué que c'est interdit pour les Noirs d'être membres. No Black African. Même Gregory ne pourra jamais devenir membre en règle des Hells Angels. Il est patché, mais Syndicate. Il va toujours être un membre affilié des Hells Angels. Les autres membres ne sont pas tous patchés, sauf quelques-uns. Ils fonctionnent en hiérarchie, les Syndicate. Gregory est en dedans, mais quelqu'un en dehors suit ses commandes. Sa job, c'est de rester actif pour les Hells Angels. Il a une marionnette à l'extérieur qui obéit à ses ordres... ordres donnés par les Hells Angels. Sa job, c'est de rester actif.*

Entrevue avec un membre de gang, Canada, 2007

Au cours de l'année 2009, deux opérations policières majeures ont quelque peu déstabilisé le réseau de certaines cliques des Crips et de leurs alliés les Syndicate et les Hells Angels. Gregory Wooley et son bras droit, Dany Cadet-Sprince, toujours incarcérés dans un pénitencier, risquent de faire face à de nouvelles accusations à la suite de l'opération policière «Axe» de février 2009, qui a mis au jour un réseau de trafiquants de drogue impliquant certaines cliques des Crips, les Syndicate et les Hells Angels. Selon nos sources, il semble que depuis sa libération du pénitencier, en 2006, Emmanuel Zéphir, aidé de son frère, tous deux fondateurs des Crack Down Posse et des Krazz Brizz, deux gangs bleus de Saint-Michel/Pie-IX, aurait été désigné pour prendre la gestion des Syndicate, alors que Cadet-Sprince se faisait embarquer dans la même année. Il n'en demeure pas moins que le seul dirigeant des Syndicate demeure Gregory Wooley – quel que soit son lieu de résidence. Il faut noter que les frères Zéphir se sont fait arrêter dans le cadre de l'opération policière «Axe».

Par ailleurs, une série d'opérations policières, ciblant notamment les motards, a eu lieu par la suite et risque fort de changer quelque peu le portrait du marché criminel au Québec. On relève, entre autres, l'arrestation de plus d'une centaine de membres des



Hells Angels dans plusieurs villes du Québec (Québec, Trois-Rivières, Sherbrooke et Longueuil) et au Nouveau-Brunswick, en République dominicaine et en France durant l'opération policière « SharQC » d'avril 2009, soit deux mois après l'opération « Axe ». Il faut aussi signaler les opérations policières « Dictature », en mai 2009 (une vingtaine d'arrestations de membres des Hells Angels dans la ville de Québec, à Trois-Rivières et à Montréal); « Machine », en juin 2009 (une cinquantaine d'arrestations dans un réseau de trafiquants alliés aux Hells Angels dans la ville de Québec, dans les Laurentides, à Montréal et même dans la réserve de Kahnawake); et « Cabotin », en juin 2009, qui visait les Devil's Child, un club-école des Hells Angels. Inévitablement, les territoires laissés vacants par les Syndicate et les Hells Angels risquent d'être comblés par d'autres groupes criminels si des mesures de prévention et de surveillance ne sont pas mises en place. Au regard des informations obtenues, je crois qu'il faudrait tenir à l'œil certains gangs de rue émergents qui risquent de prendre du galon et du pouvoir dans le marché criminel, notamment la Mara Salvatrucha et ses alliés panaméricains.

La grande majorité des gangs de Montréal fonctionnent en termes de couleur. Il y a ceux qui font partie de la famille des Crips (bleu), comme, notamment, les Crack Down Posse, les 67 (numéro de la ligne d'autobus desservant le quartier Saint-Michel), les 47 (47<sup>e</sup> Avenue dans le quartier Saint-Michel), les Krazz Brizz, les Ruffriders, les Natural Posse, etc. Comme je le mentionnais dans *La face cachée des gangs de rue*, il ne faut pas confondre le gang des 67 qui regroupe des jeunes du quartier Saint-Michel, et des jeunes du quartier 67 qui n'appartiennent à aucun gang. En fait, un jeune de Saint-Michel peut se targuer d'être un 67 sans pour autant appartenir au gang des 67. Ce chiffre ne fait alors référence qu'aux jeunes du quartier Saint-Michel. Puis il y a ceux qui se définissent comme des Bloods (rouge): les Bo-Gars, les Bad Boy, les Brooklyn Action, les Dope Squad, etc. Les couleurs ne sont qu'une façon de définir les alliances et de bénéficier de la réputation appartenant à ces affiliations. En fait, malgré des alliances ponctuelles ou d'affaires, chaque gang est indépendant et fonctionne en cellule. Les gangs ont un fonctionnement interne qui leur est propre, un leader, une

structure organisationnelle, ou aucune structure. Rappelons que la grande majorité des gangs, que ce soit des gangs de Montréal ou d'ailleurs, ne gardent pas forcément le même nom. Ils peuvent être dissous lors d'arrestations ou de guerres intergangs, et réapparaître ensuite sous une autre appellation. Toutefois, certains gangs – une minorité – conservent leur nom et perdurent sous ce nom, qui est leur marque de commerce. Grâce à ce nom, ils n'ont plus besoin de faire peur pour établir leur réputation dans les territoires. Par exemple, le gang Crack Down Posse (CDP), fondé par les frères Zéphir, et les Bo-Gars existent depuis le début des années 90<sup>3</sup>. Enfin, il y a aussi un certain nombre de gangs latino-américains à Montréal : les Puros Locos Eighteen, les Crazy Vatoa Eighteen, les Puros Mini Eighteen et les Coronados. Selon certaines sources d'information, on note, à Saint-Léonard, depuis le début de l'année 2009, l'émergence de deux gangs de rue assez particuliers qui se définissent comme des Bloods 18 et des Crips 13. Les Crips 13 se sont donné comme nom les East Side Trece (13) et les Bloods 18 se font appeler les 18<sup>th</sup> ou les 18. Depuis le printemps 2009, on remarque, dans Saint-Léonard, au coin des boulevards Viau et Robert et dans le parc Coubertin, des indices d'une lutte pour le contrôle de ce territoire, qui se manifeste notamment par une guerre de graffitis. Même si ces gangs n'ont rien à voir avec la Mara Salvatrucha et la Pandilla 18 de l'Amérique centrale et des États-Unis, les territoires laissés vacants et le climat de tension qui existe entre la police et les jeunes de ce quartier risquent de favoriser l'ascension de gangs émergents (voir chapitre 3).

Depuis le mois de juillet, on assiste dans Saint-Léonard à l'émergence d'un gang qui se fait appeler Saint-Léonard Finest (STL Finest, soit « Les meilleurs de Saint-Léonard »). Plusieurs de ses membres font de la propagande sur YouTube, sur fond de musique rap. On peut y voir certains individus (connus de la police) afficher ouvertement leur visage et leur alias, ainsi que leurs couleurs, leur territoire (sur une des vidéos, un jeune fait référence aux autobus 132, ceux de la ligne du

---

3. Mon premier livre, *La face cachée des gangs de rue*, publié aux Éditions de l'Homme en 2006, traite en profondeur des gangs de Montréal.

boulevard Viau, et aux autobus 192, ceux du boulevard Robert) ainsi que leurs signes de la main. Ce qui est particulier dans ce gang, c'est que ses membres portent autant le rouge que le bleu et font le signe de la MS13. Certains membres de la East Side Trece (des bleus) font partie de ce gang, ainsi que des Bloods, d'où le mélange de couleurs. Dans une vidéo, ils exposent fièrement un drapeau haïtien bleu et rouge (signe de leur alliance autour de leur drapeau). Dans une autre vidéo, on peut les entendre dire: «Fuck le 187, j'aime le 1804», ce qui peut vouloir dire qu'ils se sont dissociés des gangs calqués sur le modèle californien (187 étant l'article du code criminel de la Californie sur l'homicide) et ont préféré adopter un modèle qui leur soit propre. Un modèle qui ne se définit plus en Crips et en Bloods (modèle étasunien), mais plutôt en une alliance des deux. En outre, le chiffre 1804 fait référence, selon moi, à l'année de l'indépendance d'Haïti. Le message est donc clair, les STL Finest veulent développer un nouveau modèle de gang de rue dont les membres portent autant le rouge que le bleu, et qui se place sous la bannière des gars de l'est, les East Side, soit Saint-Léonard et Montréal-Nord ou, dans leur jargon, *Up North* et Rivière-des-Prairies (RDP). Ils ne sont d'ailleurs pas les seuls à s'identifier comme des East Side. D'autres gangs en émergence font de même, notamment un gang de jeunes Québécois d'origines libanaise, maghrébine et centro-américaine. Ils se font appeler A'Squad et s'affublent de la couleur verte (bandanas). Certains membres s'identifient sous la bannière de Lebanon Men et s'affichent avec le cèdre du Liban. Notons que le vert est aussi la couleur du parti politique Amal du Liban, auquel s'identifient un grand nombre de chiïtes libanais.

Ce gang émergent annonce donc une nouvelle génération de gangs qui n'auront pas à rendre de comptes ni aux rouges ni aux bleus, et encore moins aux organisations criminelles, comme les Hells Angels ou la mafia italienne. C'est le cri de l'indépendance: 1804. Dans *La face cachée des gangs de rue*, je mentionne que certains leaders notoires des Bloods et des Crips de Montréal qui n'avaient plus envie de travailler pour les Hells Angels ou pour le clan italien œuvraient pour acquérir leur indépendance. En outre, selon certaines informations, il a été porté à ma connaissance que certains

chefs de gangs notoires veulent en arriver un jour à une unité entre les Crips et les Bloods. Je crois qu'il va falloir surveiller de près ce qui se passe dans l'*East Side* de Montréal ! D'autant plus que la situation risque d'évoluer rapidement, compte tenu du fait que plusieurs territoires sont vacants à la suite de nombreuses arrestations policières faites depuis 2008.

À Laval, on a dénombré huit gangs de rue en décembre 2007. Il n'y a pas eu de grands changements depuis. Ces groupes se subdivisent également en Crips et en Bloods, donc les rouges et les bleus, mais certains gangs n'appartiennent à aucun clan. Selon nos informateurs, des membres de bandes de Montréal ont probablement « traversé le pont » pour aller défricher d'autres territoires. En fait, la présence des Crips et des Bloods à Laval ne date pas d'hier, mais depuis 2006 leur présence y est de plus en plus significative. Par conséquent, les Bo-Gars (des rouges) et les Crack Down Posse (CDP – des bleus) sont à Laval, mais on les trouve également dans leurs territoires ancestraux, soit Montréal-Nord et Rivière-des-Prairies pour les Bo-Gars, et Saint-Michel/Pie-IX pour les CDP. D'autres gangs de rue se sont aussi installés à Laval, entre autres les 67, qui sont aussi de la famille des Crips de Saint-Michel, et les Bird City Block, les Crooks, les Dark Purple Gangsters, les Ghetto et les Teenage Racial Gangsters. Selon certains informateurs, les Browns et les Mauves de Laval proviendraient d'une fusion entre des gangs rouges et des bleus. Les gangs de rue de Laval sont connus pour leur implication dans le trafic de drogue et la fraude, mais aussi dans la prostitution juvénile et adulte. Selon certaines informations, ils participeraient, en partenariat avec des indépendants et des motards, à la gestion de plusieurs bars de danseuses et d'agences d'escortes de Laval.

À Longueuil, on a recensé huit gangs de rue. Encore là, certains groupes s'identifient à des couleurs, et d'autres pas. On y trouve les Crack Down Posse (bleus), les Crips-Cellule Longueuil, les Red Side King, le Clan François, le Clan Mathieu, la Mafia Blainville, l'Organization Pierre et les Puros Lokottes.

Quatre gangs de rue opèrent sur le territoire de la ville de Québec : les 9 Gang, les Bulldogs, les Quebec Blue Dragon Crew

(QBDC) et les Wolfpack. Selon certaines informations, les Wolfpack de Québec sont loin d'être démantelés, malgré les arrestations de 2002 lors de l'opération policière « Scorpion ».

Dans la ville de Sherbrooke, on a répertorié trois familles de gangs de rue : les Browns, les Crips et les Bloods, qui œuvrent notamment dans le trafic de drogue. Sherbrooke a été visitée, et continue de l'être, par des membres de gangs de rue provenant de Montréal qui voulaient y ouvrir des succursales, mais on peut dire qu'actuellement les gangs de Sherbrooke sont constitués de jeunes de cette ville.

À Gatineau, on trouve un seul gang de rue, nommé Hullaround, mais cette ville serait un point de passage de plusieurs autres gangs provenant notamment de Toronto, de Montréal, d'Halifax et bien évidemment de la ville limitrophe d'Ottawa. D'ailleurs, dans le rapport de juin 2009 de la police de Gatineau, il est fait mention de gangs de rue faisant des incursions et des affaires dans cette ville. On y note la présence, entre autres, des gangs suivants : Bo-Gars, Crack Down Posse (CDP) et Loyalties, de Montréal ; Ritchie Ramsey Bloods, Ledbury Banff Crips, Native Blood, West Side Bloods, d'Ottawa ; Ruff Riders et Mara Salvatrucha, de Toronto. Les zones chaudes de Gatineau sont, en l'occurrence, le centre-ville, le boulevard Gréber et le secteur Aylmer, où une fusillade a eu lieu durant la nuit du 25 juin 2009, près d'un bar de danseuses.

## EN ONTARIO

L'Ontario est la province où l'on compte le plus grand nombre de gangs de rue dans tout le Canada – à raison de 175. L'occupation du territoire ontarien par les gangs de rue est majeure et constitue un problème important en matière de sécurité publique dans tout le Canada, car on sait que ces groupes travaillent en réseaux sur le plan non seulement national, mais international. On voit là encore une tendance des bandes à aller vers un regroupement en Crips et en Bloods. Toutefois, contrairement au Québec où les gangs de rue qui s'unissent sous le même parapluie rouge

ou bleu sont des partenaires et des alliés, les gangs ontariens qui disent faire partie des Crips peuvent très bien être soit des partenaires, soit des adversaires. Certains gangs qui se disent Crips peuvent donc être en guerre contre d'autres cliques des Crips. Il en est de même pour les Bloods. Les alliances sont très complexes, compte tenu du nombre élevé de gangs de rue. La grande majorité des gangs de l'Ontario se nomment en fonction du territoire, du secteur, de la rue et de l'avenue où ils opèrent – ou du lieu de leur création.

La ville de Toronto est la plus peuplée et la plus diversifiée du Canada. D'ici 2017, près de la moitié de la population de cette ville sera issue de l'immigration. En 2005, Toronto comptait près de 5 305 000 habitants (Statistique Canada, 2006). Avec autant de monde vivant sur un territoire restreint, on pouvait s'attendre à une forte densité de gangs de rue. La violence des gangs de rue n'est donc pas un phénomène nouveau dans cette ville, compte tenu de la lutte très chaude pour le contrôle des territoires et de la forte compétition entre les joueurs. En effet, Vancouver n'est pas la seule ville à subir de nombreuses fusillades dans ses rues – fusillades qui se soldent souvent par la mort de personnes innocentes. Comment s'étonner que des élus ontariens exigent un renforcement des lois concernant les fusillades, notamment au volant ? En 2005, la GRC faisait état de 52 homicides sur 78 (soit 67 %) commis avec des armes à feu, comparativement à 27 homicides sur 64 (soit 42 %) en 2004. Mentionnons qu'en 2004, 11 % de tous les homicides ont été commis par des gangs de rue. En 2006, la police de Toronto rapportait 11 homicides reliés aux gangs de rue et perpétrés avec des armes à feu, et en 2007, 19. Selon Vincent Paris, procureur de la Couronne de la province de l'Ontario, les quartiers de Toronto qui sont les plus touchés par les fusillades et le recrutement des gangs de rue sont les zones défavorisées, où règnent la prostitution et le trafic de stupéfiants. Il y a donc corrélation entre les quartiers où se trouvent des logements subventionnés (HLM, logements abordables) dans lesquels vivent des personnes vulnérables, et le commerce de drogue, les fusillades, les actes de violences et les gangs de rue. Les premières



victimes des fusillades sont donc les habitants des quartiers défavorisés. Rappelons que plusieurs gangs de rue de Toronto se donnent des noms selon les territoires où ils opèrent, et qu'ils gravitent en grande partie dans et autour du centre-ville de Toronto.

*Nous avons donc réalisé que nous devions nous attaquer à ce problème dans la ville. Voici une carte de ce qu'était Toronto... ça provient de 2005. Cela forme comme un demi-cercle à partir de Jane et Finch et de Jamestown en haut à gauche, jusqu'au quartier du divertissement, un nom ironique puisqu'il s'y déroule de nombreuses fusillades. Ensuite, vers le haut jusqu'au nord-est de la ville, qui se situe à Scarborough. Donc, ce demi-cercle représente en quelque sorte les endroits cibles sur lesquels nous portons notre attention.*

Vincent Paris, Congrès international sur les gangs de rue,  
Montréal, Québec, octobre 2007

En conséquence, la zone où l'on retrouve le plus grand nombre de gangs de rue dans tout le Canada demeure, sans aucun doute, la grande région de Toronto. Une centaine de gangs de tout acabit y sévissent: Crips, Bloods, Browns, bandes latino-américaines, entre autres la MS13, bandes asiatiques, pakistanaïses, tamoules, etc. D'autres villes comme Hamilton, Peel, Ottawa, York, Thunder Bay, London, Waterloo et Kitchener (municipalité de Waterloo), Niagara Falls et Oshawa sont également touchées par les gangs de rue. Comme on a pu le voir au Québec – où les gangs sont nés à Montréal, ont exploré ensuite d'autres territoires et ouvert des succursales ou des cliques lorsque les conditions économiques étaient bonnes –, on constate trois tendances en Ontario, dépendant du type de gangs de rue. D'une part, les gangs autochtones de l'Ontario sont créés, dans une moindre mesure, dans les réserves ontariennes, ou proviennent de la province limitrophe du Manitoba à la suite d'une migration de membres à la conquête d'autres territoires ou, dans la majorité des cas, à la suite d'une migration par le biais de transferts de détenus du Service correctionnel canadien; d'autre part, les

gangs de rue non autochtones ont été créés soit dans la ville où ils sont identifiés, soit à Toronto. Dans ce dernier cas de figure, on observe le même phénomène qu'au Québec, où les gangs observés dans les régions ou dans les villes limitrophes (Laval, Longueuil, etc.) sont pour la plupart des succursales de gangs de Montréal. En Ontario, ce sont des succursales de gangs de Toronto.

Dans la grande région torontoise, parmi les bandes qui se disent de la grande famille des Crips, on retrouve notamment les New Born Crips, les Crips, les Wicked Trail Crips, les Driftwood Crips, les Dufferin Grove Crips, les Eglinton West Crips, les Lions Crips, les Dawes Road Crips, les Lakeshore Crips, les Scarlett All Crips, les Coronation Park Cripz, les Cryps 66 et quelques autres. Les New Born Crips opèrent dans l'ouest de Toronto, même si à l'origine ils ont vu le jour à Rexdale, une localité au nord-ouest de Toronto, à quelques minutes de l'aéroport international Pearson. Ce gang est constitué d'adolescents et de jeunes adultes et a comme allié le Jamestown Crew.

Le gang Jamestown Crew a été créé au milieu des années 80 par des Canadiens d'origine africaine. Au milieu des années 90, ce groupe s'est allié aux Crips. Le Jamestown Crew, gang organisé qui a des liens avec des groupes criminels des États-Unis et qui est essentiellement constitué d'adultes et d'adolescents, opère dans la région de Jamestown Crescent, à Rexdale. Les membres font du commerce de drogue et d'armes avec des trafiquants d'armes à feu des réserves autochtones du nord de l'Ontario et même des États-Unis, notamment de Los Angeles et du Texas. Les gangs rivaux des Jamestown Crew sont les Mount Olive Crips et les Ardwick Blood Crew. Les Mount Olive Crips auraient été identifiés vers la fin des années 80 et sont d'allégeance Crips. La majorité des membres de ce gang sont des Afro-Canadiens ou des Antillais. Ce sont des adolescents et des adultes, ces derniers étant parfois dans la trentaine avancée. Ils opèrent dans le secteur de Mount Olive Drive, à Rexdale, d'où leur nom, et s'adonnent à la distribution de drogue et d'armes à feu. En plus d'être en conflit avec les Jamestown Crew, les Mount Olive Drive le sont également avec les Five Point Generalz et les



Ardwick Blood Crew. Les Ardwick Blood Crew ont été créés au milieu des années 90 en réaction à l'ascension des Crips, dans le secteur du complexe locatif du boulevard Ardwick et de Finch Avenue West. Ce gang est donc d'allégeance Bloods et se livre au trafic de la drogue dans le secteur d'Islington et Finch.

Le gang Dawes Road Crips opère le long de Dawes Road (d'où son nom), plus exactement dans Victoria Park Avenue et Danforth Avenue, dans la région est de York. Ce gang est constitué de quelques membres bien armés qui distribuent de la drogue au détail et se livrent à des vols en tout genre, dont celui de voitures. Le gang Bay Mills, appelé aussi Bay Mills Crips, est de la famille des Crips et opère dans le complexe locatif de Bay Mills, autour de Birchmount Road et de Sheppard Avenue East, à Scarborough. Ce gang serait allié avec certains gangs de la famille des Crips, mais il n'en serait pas moins un farouche ennemi des Glendower (appelés aussi Glendower Crips) depuis le milieu des années 90. Il s'agit pourtant d'un gang de la famille des Crips – gang constitué d'une centaine de membres de Canadiens d'origine africaine, notamment somalienne et indo-canadienne, qui opéreraient dans le complexe locatif de Glendower à Birchmount Road, au sud de Finch Avenue, dans l'est de Scarborough. Il semble qu'ils aient été en conflit avec le gang Chester Le, lui aussi de la famille des Crips. Comme la grande majorité des gangs de rue de l'Ontario, le gang de rue Chester Le tire son nom du lieu où il a été créé, soit le projet immobilier du boulevard Chester Le, à Scarborough. Ce gang est impliqué dans le trafic de drogue, le vol de voitures et l'extorsion. En plus d'être en conflit avec le Bay Mills, Chester Le a un autre gang rival : Glendower Crips. Ces trois gangs de rue de la famille des Crips sont tous ennemis. En Ontario, la guerre entre gangs de grandes familles, Crips ou Bloods, est beaucoup plus courante qu'au Québec.

Les membres des Driftwood Crips sont violents et bien organisés. Le gang a été créé par un certain Johnson, alias P. Dawg, et ses deux frères – ceux-ci ont d'ailleurs fait l'objet d'une arrestation lors de l'opération policière « Projet Flicker » en septembre 2005 – sur Driftwood Court, et à Jane et Finch, dans York Nord. Ce gang

compte une centaine de membres et est très impliqué dans le trafic de drogue et d'armes à feu. En juin 2007, le « Projet Kryptic », qui a mobilisé près de 700 policiers de Toronto et ontariens, se soldait par l'arrestation d'une soixantaine de membres des Driftwood Crips. Ce gang était si bien organisé qu'il avait des contacts à l'aéroport international Pearson, où certains membres du personnel facilitaient l'entrée de drogues et d'armes. Les Driftwood Crips sont évidemment alliés à la grande famille des Crips et ont donc pour ennemis les Bloods de Jane et Finch, les Ardwick Blood Crew, ainsi que les Mount Olive Crips et les Five Point Generalz (5PG). Les Five Point Generalz (5PG) ont été créés dans l'ouest de Toronto, dans la région de Weston Road, par cinq jeunes qui ont d'abord nommé leur gang 5 Generals, puis ont changé l'appellation par Five Point Generalz (5PG). Quatre des cinq fondateurs sont : Romaine Lawrence, alias G. P., Jamal Hemmings, alias Dipz (décédé en novembre 2005), Amon Beckles, alias Puff (décédé lui aussi en novembre 2005), et Daniel Lewis. Ce gang se livre au trafic de stupéfiants non seulement sur Weston Road, mais aussi sur Lawrence Avenue West, et déborderait sur le territoire des Eglington West Crips. Leurs gangs rivaux sont les Driftwood Crips, les Mount Olive Crips, les Gatorz et les VR Troopers.

Le gang des Gatorz est bien connu à Toronto. Il contrôle les secteurs Black Creek, Trethewey, Jane et Woolner. Il a été formé au milieu des années 90 par des personnes originaires de la Jamaïque, de la Guyane et de Trinidad, en réaction aux Crips et aux Bloods. Cependant, certains membres des Gatorz sont des alliés des Crips et se définissent davantage en fonction de cette alliance. Ce gang est bien organisé et ses membres sont majoritairement des adultes dans la vingtaine. Les Gatorz sont impliqués dans le trafic de cocaïne et de marijuana ainsi que dans le trafic d'armes. Leurs alliés sont les Trethewey Gangsta Killas. Le gang des VR Troopers aurait été créé au début des années 90. Il est implanté dans le secteur d'Oakwood et de Vaughan, dans la région de Toronto. Ce gang est allié avec les Pelham Park Blood et penche donc davantage du côté des Bloods.

Le gang Eglington West Crips est actif dans le territoire Eglington Avenue West de la Little Jamaica (la petite Jamaïque), d'où le

nom du gang. Ce gang serait lié aux New Born Assassins, qui sont aussi des Crips et dont certains membres auraient des liens de famille avec les Eglinton West Crips. Les New Born Assassins sont en quelque sorte un club-école des Eglinton West Crips. Les Eglinton West Crips sont impliqués dans la distribution de drogue et dans le vol. Leurs gangs ennemis sont les Trethewey Gangsters Killaz, les Gatorz et les VR Troopers, cela en dépit du fait que les Trethewey Gangster Killaz font partie de la grande famille des Crips et sont alliés avec les Gatorz – dont certains membres se disent Crips – et les Falstaff Young Assassins – également connus sous le nom de Falstaff Crips – qui sont présents dans le secteur de Jane et Falstaff Avenue, au sud de Wilson Avenue, dans York Nord. Ils font partie de la famille des Browns et sont des ennemis jurés des Chalkfarm Bloods, ainsi que de certains gangs des Crips du secteur de Rexdale. Les gangs rivaux des Trethewey Gangster Killaz sont les Five Point Generalz (5PG) et les Chalkfarm Bloods. Le gang Trethewey Gangster Killaz opère dans la région de Trethewey et de Black Creek, à l'extrême ouest de Toronto. Ce gang a fait son apparition au milieu des années 90, et il est particulièrement impliqué dans le trafic de drogue.

Dans le clan des Bloods, il faut citer les Jungle Blood Gang, les Chalkfarm Bloods, les Pelham Park Bloods, les Young Blood Gangsters, les North York Blood, les True Portuguese Bloods, les Bloods, les Swansea Bloods, les Ortom Park Boyz, les Stick Up Kidz (S.U.K.), et d'autres. Le gang Chalkfarm Bloods provient de la région de Chalkfarm Drive, sur Jane Street, au nord de Wilson Avenue, dans le Downsview, au nord de Toronto. Cet endroit est du reste considéré comme la cité des Bloods. Ce gang est impliqué dans la distribution de drogue et l'extorsion. Ses membres sont armés et violents, et sont essentiellement des adultes. Leurs pires ennemis, les Falstaff Young Assassins, sévissent à quelques immeubles à appartements de leur territoire, au sud de Wilson Avenue. Le gang Pelham Park Bloods opère dans le complexe locatif qui se trouve non loin du parc Pelham, dans l'ouest de Toronto. Ce gang est impliqué dans la distribution de drogue et a pour gangs rivaux les Trethewey Gangster Killaz et les Gatorz, ainsi que le gang Eglinton West Crips.

L'année 2008 a été assez chaude dans ce secteur, avec plusieurs fusillades qui ont fait des victimes, dont plusieurs étaient mineures, tant parmi des personnes innocentes que parmi des membres de ces gangs. Le gang de rue True Portuguese Bloods opère dans l'extrême ouest du centre-ville de Toronto et est impliqué dans la distribution de cocaïne, la vente d'armes et la prostitution. Les gangs rivaux des True Portuguese Bloods sont les L. A. Boys et les Christie Boys. Selon mes informations, ces gangs de rue n'existent plus. Par ailleurs, les Orton Park Boyz opèrent dans la région d'Orton Park, à Scarborough, notamment dans la distribution de cocaïne et dans le vol. Leurs ennemis sont les Crips. Le gang de rue Stick Up Kidz (S.U.K.) est majoritairement constitué de jeunes adolescents et de jeunes adultes. Ce gang s'identifie à la famille des Bloods, sans pour autant porter la couleur rouge. Il opère dans la région de Flemingdon Park, entre autres dans York Nord, et se livre à des vols à main armée et à la distribution de drogue sur un territoire qu'il partage avec le gang Rascalz. Enfin, dans la famille beaucoup plus restreinte des Browns, on recense des bandes dans la grande région de Toronto : les Brown Side Trece, les 3B, les trois B (Brown Bad Boy) et les True Brown Thugs.

Avec plus de 97 gangs de rue, la grande région de Toronto est un véritable bouillon de culture de gangs de rue. L'Ontario a plusieurs bandes latino-américaines, surtout à Toronto. Ces gangs sont des joueurs importants dans le marché illicite ontarien – ce qui n'est pas le cas, pour le moment, des quelques bandes latino-américaines du Québec. Il en est de même pour les bandes asiatiques, qui sont bien présentes à Toronto et dans une moindre mesure au Québec, où l'on a davantage affaire à des réseaux mafieux. On identifie, dans la grande région torontoise, plusieurs bandes asiatiques, latino-américaines, tamoules et autres. Parmi les bandes asiatiques, on retrouve notamment les Asian Assassins et les 18 Buddha. Le gang de rue Asian Assassins est un groupe asiatique qui opère dans le centre-ville de Toronto (Vanauley Walk et Chinatown). À l'instar d'un bon nombre de gangs asiatiques, il sert souvent de club-école pour les triades. Les Asian Assassins, qui

recrutent leurs membres là où vivent de jeunes Asiatiques, mais aussi sur Internet, où les membres ont leur propre site, figurent sur Facebook, et ont des blogues dans lesquels ils font l'apologie de leurs actes criminels. Les membres sont impliqués dans le trafic de drogue, le vol d'autos et les vols par effraction.

Les Asian Assassins partagent le territoire d'Alexandra Park avec d'autres gangs de rue, dont les Project Originals, un gang qui a été créé au milieu des années 80 par un groupe de jeunes, initialement pour se protéger d'autres jeunes dans le secteur d'Alexandra Park. Le gang Project Originals est essentiellement constitué de Canadiens d'origine africaine, adultes et mineurs. Ce gang poursuit ses activités criminelles, notamment le trafic de cocaïne, de crack et d'armes à feu, non seulement dans Alexandra Park, mais dans le complexe locatif de Vanauley Walk. Les membres plus jeunes y font le sale boulot en lieu et place des adultes, notamment les vols par effraction, les vols, les homicides, la fraude. En plus d'être en conflit avec les gangs de rue opérant dans le secteur de Regent Park, les Project Originals le sont aussi avec les gangs de Parkdale, un quartier à l'ouest du centre-ville de Toronto et de l'Esplanade.

Le gang Regent Park Crew est un gang rival des Project Originals. Il opère au sud de Regent Park, dans le centre-ville de Toronto. Lors de son apparition au début des années 80, ce gang portait le nom de Cabbagetown, un quartier du East Side au centre-ville de Toronto, nom qu'il a gardé jusqu'à la fin des années 90. Il est constitué majoritairement de personnes originaires des Caraïbes, mais aussi de certains membres provenant de la Nouvelle-Écosse. Selon nos sources, certains membres du gang Regent Park Crew auraient quitté cette formation pour créer, vers le milieu des années 90, le gang Point Blank Souljahs, qui contrôlait alors le trafic de la drogue et des armes à feu dans le sud de Regent Park. Ce gang reconnu pour sa violence s'est fait plusieurs ennemis au cours des années et a connu de graves conflits au sein de son organisation. En fait, les Point Blank Souljahs n'existent plus sous ce nom : ce gang s'est divisé en deux formations, les Point Blank Soldiers et les Silent Soldiers, devenus des ennemis féroces opérant dans le même

territoire, soit le sud de Regent Park. Quant aux Point Blank Soldiers, ils ont aussi pour rivaux les Project Originals du complexe locatif de Vanauley Walk (centre-ville de Toronto). Les Silent Soldiers sont constitués de membres plutôt jeunes de différentes origines ethniques. Ils sont impliqués dans le trafic de drogue.

Par ailleurs, les 18 Buddha, constitués uniquement, à l'origine, d'Asiatiques, possèdent aujourd'hui un *membership* varié (majoritairement asiatique, mais ouvert à d'autres groupes ethniques) de plus d'une centaine de membres. Eux aussi ont leur site Internet et opèrent dans Scarborough et Markham (McCowan Road et Finch Avenue East). Ils sont impliqués dans le trafic de drogue et d'armes, la fraude et l'extorsion. Les rivaux des 18 Buddha sont les Big Circle Boys, une organisation criminelle chinoise très puissante. Les Big Circle Boys auraient été créés par des réfugiés de Hong Kong qui ont fui l'après-régime de Mao Zedong. Certains d'entre eux étaient des ex-membres des Gardes rouges, cellules de jeunes paramilitaires qui se disaient les gardiens de la Révolution culturelle de Mao et commettaient des atrocités, dont le cannibalisme. Cette organisation criminelle de type mafieux fonctionne en cellules. Chaque clique est dirigée par un grand frère. On trouve des cliques dans d'autres villes canadiennes, notamment à Vancouver, et dans d'autres pays comme, entre autres, les États-Unis et la Chine. Les Big Circle Boys sont impliqués dans le trafic de l'héroïne (Vancouver est la porte d'entrée de nombreux stupéfiants), mais aussi dans le trafic d'ecstasy, de cocaïne, de marijuana, de précurseurs chimiques, ainsi que dans le trafic humain en vue d'une exploitation sexuelle et de travail forcé.

Dans les gangs latino-américains, il y a bien évidemment la Mara Salvatrucha (MS13), les Latin Kings, les Latino Locos, Treze Judas, La Mara Maldita, La Raza 13, les LA's Latino Americanos (LA pour Los Angeles), les Mara Locas (ou Crazy Mothers) et les National Latinos.

Certains gangs de rue torontois n'ont pas forcément été créés à Toronto. Ils peuvent provenir d'autres provinces, ou même d'autres pays. Selon nos sources, le gang de la Mara Salvatrucha (MS13) de Toronto, par exemple, aurait été créé par des membres provenant



de Los Angeles et de l'Amérique centrale – notamment des individus qui auraient fui les déportations ou seraient arrivés enfants au Canada avec leur famille qui voulait fuir une existence difficile et les risques de recrutement dans les gangs de rue d'Amérique centrale. La MS13 de Toronto est impliquée dans le trafic de drogue et d'armes, mais aussi dans les vols par effraction. Les membres accueillent des femmes aussi bien que des hommes – ces derniers étant évidemment majoritaires –, des adolescents et des adultes de 30 à 40 ans, mais surtout des personnes de la même famille et originaires d'Amérique centrale.

Les LA's Latino Americanos seraient apparus au milieu des années 90. Ce gang est constitué d'une centaine de membres opérant dans le centre-ville de Toronto (Christie Pits et Ossington-Bloor Ouest). Ils sont impliqués dans le trafic de cocaïne, d'ecstasy et de marijuana. Ils auraient des liens avec certaines organisations criminelles, dont la mafia colombienne.

Historiquement, les Latin Kings ont été créés à Chicago dans les années 40 par un groupe de jeunes Portoricains. Depuis, ce gang a pris de l'expansion et on le retrouve dans plusieurs États des États-Unis. Il est constitué de jeunes et de moins jeunes, garçons et filles. Leur endoctrinement commence dès l'âge de quatre ans! Comme dans la plupart des gangs latino-américains, la famille est très présente dans ce gang. Plusieurs générations peuvent même s'y succéder, filles comme garçons. Leur symbole est une couronne de roi à cinq pointes, ou encore la face d'un roi avec une couronne à cinq pointes (Lord) et une larme noire dans l'œil droit. Les Latin Kings de Toronto s'inspirent donc de la sous-culture de ceux des États-Unis.

Selon la police de Toronto, les gangs de rue tamouls auraient environ 1000 membres, autant des adolescents que des adultes, mais majoritairement des hommes. Contrairement à un grand nombre de gangs qui tendent à la multiethnicité, les gangs tamouls portent bien leur nom et sont majoritairement, pour ne pas dire exclusivement, constitués de personnes d'origine tamoule. Les gangs tamouls identifiés à Toronto sont, notamment, les Tuxedo

Boys, les Seelapu, les Ruff Ryders, les Gilder Boys, les Silver Springs Boys, les AK Kannan, les VVT et la Malvern Tamil Mafia. Parmi les gangs de rue tamouls sri-lankais les plus notoires, nos sources ont identifié les AK Kannan et les VVT.

Ces deux gangs rivaux se font depuis plusieurs années une guerre sans merci pour le contrôle du marché de la drogue et des territoires. Leur rivalité ne date pas d'hier et ne s'explique pas seulement par un désir de mainmise sur ces marchés illicites, mais par leur volonté de soutenir des organisations dites terroristes de leur pays d'origine. En effet, les VVT appuient idéologiquement et financièrement les Tigres libérateurs de l'Eelam Tamoul (TLET) du Sri Lanka – considérés par le Canada comme une organisation terroriste – tandis que les AK Kannan soutiennent idéologiquement et financièrement un autre groupe tamoul, les People's Liberation Organization of Tamil Eelam (PLOTE). Rappelons que les Tigres tamouls et le PLOTE partagent la même idéologie visant à la création d'un État indépendant pour la minorité tamoule, face à la majorité cingalaise (l'autre groupe ethnique majoritaire du Sri Lanka). En outre, le PLOTE a été créé par Karthiragamar Uma Maheswaran (alias Munkundan), un ex-membre des Tigres tamouls, après un conflit avec le fondateur des Tigres, Velupillai Prabhakaran. Depuis, ces deux organisations paramilitaires qui revendiquent un État pour les Tamouls sont de féroces rivaux. De ce fait, les gangs de rue canadiens tamouls qui ont épousé cette cause sont eux aussi en guerre. Par ailleurs, plusieurs membres de ces gangs, qui faisaient partie des Tigres tamouls et du PLOTE lorsqu'ils étaient au Sri Lanka, sont arrivés au Canada avec une bonne connaissance des armes et des techniques militaires de combat.

Sur ce point, ces gangs ressemblent beaucoup à la Mara Salvatrucha, où plusieurs membres, avant leur arrivée aux États-Unis, avaient reçu un entraînement paramilitaire et acquis des techniques de guérilla pendant la guerre civile au Salvador. Les VVT et les AK Kannan sont un véritable fléau pour la communauté tamoule, qui est la première victime de la violence et des exactions de ces deux groupes. Les VVT et les AK Kannan puisent leurs ressources finan-



cières dans le trafic de drogue, l'extorsion, le vol de passeports, la fraude, les enlèvements et la vente d'armes à d'autres gangs. Les VVT sont aussi les collecteurs de la dîme d'effort de guerre auprès de la communauté tamoule, destinée aux Tigres tamouls du Sri Lanka. Autrement dit, ils sont directement liés aux Tigres. Ce qui confirme mon hypothèse que certains gangs de rue ont des relations avec des organisations dites terroristes. En outre, malgré la défaite des Tigres tamouls lors du dernier conflit avec le gouvernement cingalais, qui a fait des centaines de milliers de morts parmi la population civile tamoule, et en dépit de la victoire militaire du gouvernement srilankais, je doute que ce conflit ethnique soit totalement résolu. Deux scénarios sont possibles en ce qui concerne les gangs tamouls du Canada : d'une part, ils pourraient continuer à soutenir la cause des Tigres tamouls en les aidant financièrement et politiquement dans l'espoir de contribuer à un retour en force des paramilitaires tamouls ; d'autre part, ils pourraient tout simplement décider de passer à autre chose et de se consacrer uniquement à la rentabilité économique de leur gang et à l'enrichissement personnel de leurs membres.

Les VVT ont été les premiers à voir le jour, puis les AK Kannan sont apparus sur l'échiquier. Le gang VVT a été identifié pour la première fois au Canada dans la ville de Toronto, dans les années 90. Ce gang est constitué de membres originaires, pour la grande majorité, de la ville de Valvettithurai, au nord du Sri Lanka. VVT signifierait d'ailleurs Valvettithurai, soit V pour Val, V pour Vetti, T pour Thurai. Cette ville est un fief des Tigres tamouls, ce qui a amené les autorités policières canadiennes à penser que les membres de ce gang étaient soutenus par cette organisation considérée comme terroriste. Les VVT sont organisés et comptent plus de 200 membres, de 14 à 35 ans, qui œuvrent dans l'ouest de Toronto, mais ils auraient également des représentants à Waterloo et à Hamilton. Les VVT sont impliqués dans le trafic de stupéfiants et humain, ainsi que dans la fraude, l'extorsion et le trafic d'armes. Le gang VVT aurait comme gangs alliés les Seelapu (un gang sous la domination des VVT) et les Gilder Boys, deux autres gangs tamouls.

Le gang des AK Kannan aurait été fondé par un jeune Tamoul fraîchement débarqué de son pays natal au début des années 90. Ce jeune homme avait pris comme alias Kannan (qui signifie Dieu), et son arme à feu préférée était la AK-47, d'où son nom : AK Kannan. En plus d'être en conflit avec les VVT, les AK Kannan le sont également avec leurs alliés, notamment les Seelapu. De plus, les AK Kannan ont deux gangs affiliés sous leur domination, les Silver Springs Boys et les Ruff Ryders. Les Tuxedo Boys, un autre gang tamoul, opère dans le complexe locatif Tuxedo Court, à Scarborough, et serait allié aux AK Kannan, et ils ont bien évidemment comme gangs rivaux les VVT et les 400 Crew. Par ailleurs, les 400 Crew opèrent dans des immeubles à loyer modique, au 400, chemin McCowan, d'où leur nom : 400 Crew. En avril 2009, une opération policière d'envergure, le «Projet Fusion», a permis l'arrestation d'une centaine de personnes des gangs 400 Crew et Markham and Eglington, qui opéraient dans les secteurs Markham et Eglington.

Plusieurs autres gangs de rue sont également présents dans la grande région torontoise, comme les Malvern Boys et les Malvern Crew, qui opèrent à Scarborough, dans la région de Malvern, d'où le nom de ces gangs. Le gang Malvern Crew a fait son apparition au milieu des années 90. À cette époque, Malvern Crew était essentiellement constitué de membres originaires des Caraïbes et d'Afrique. Aujourd'hui, ce gang est constitué de personnes de différentes origines, dont des Canadiens anglais. Malvern Crew est un gang bien organisé et recrute en fonction de l'expertise et des compétences des candidats. Les membres de ce groupe sont impliqués dans le trafic de drogue et d'armes ainsi que dans la fraude et les vols par effraction. Les rivaux des Malvern Crew sont les Galloway Boys, un gang de rue violent, initialement créé dans le secteur des complexes locatifs se situant autour de Kingston et Galloway, dans le sud de Scarborough. Ce gang est impliqué dans le trafic de cocaïne et d'armes à feu. En 2004, l'opération policière «Projet Impact» a permis l'arrestation de plusieurs membres des Malvern Crew. Selon les forces de police de Toronto, ce gang aurait été éradiqué, mais selon mes informations, il sévit toujours. D'autres gangs de rue opèrent dans les

secteurs de Cataraqui, Fir Valley et Leyton Avenue, notamment le groupe Block 13, constitué de membres mineurs et adultes et considéré comme un gang de rue affilié aux Crips, même si ses membres prétendent être un groupe de soutien aux familles du coin et à la jeunesse, et non un gang de rue. Le secteur de Cataraqui est aussi appelé Block 13 (*Blacks Looking Out Close as Knots*) et est situé à Warden Sud, dans le sud-ouest de Scarborough.

Enfin, selon nos sources, il y aurait aussi, dans la grande région de Toronto, les gangs de rue suivants : les 10<sup>th</sup> Street Boys (gang distribuant de la cocaïne dans les coopératives d'habitation – *Co-op Housing* – du boulevard Lakeshore et de la 10<sup>th</sup> Street, à l'ouest d'Islington Avenue, dans le sud d'Etobicoke, à Toronto ; les Dipset Girls (un gang de filles : les Dipset sont un groupe de hip hop de New York, et un gang de rue de New York affilié aux Bloods aurait pris cette appellation) ; les Scyampish Coolies ; les Tivu ; les McCormack Boys (qui opèrent rue McCormack, au centre-ville de Toronto) ; les KL Boys ; les Mimico Boyz ; les Rose Wood Street Soldiers ; les Blade ; les Chin Pack ; les Danforth and Donlands Crew ; les Parkland Crew ; les Royal York Crew ; les K-Block ; les V-Block ; les D-Block ; les H-Block ; les A-Block ; les Mornelle Court Mob M-Block ; les Slug ; les Wallace Emerson Boys ; les Heights 187 ; les Count Money Gangster Clique ; les Flemo Boys ; les San Pietro Way Killers ; les Straight Goods ; les Braveheartz ; les Dixon Crew ; les Jane and Finch Posse ; les A4L (Afghans for Life) ; les 4DB (4 Degrees Below Zero) ; les UBN (Urban Berserk Niggers) ; les Crime Unit ; les Vaughan and Eglinton ; et les Emps Traxx. La grande région torontoise n'est vraiment pas sortie de l'auberge !

Dans la région de Peel (sud de l'Ontario), on relève la présence de 19 bandes majeures opérant dans plusieurs territoires. Celles qui se définissent de la famille des Crips sont notamment les 5-3 Familia, les Acorn Crips, les Crisis Crips Crew, les Crazy Crips Crew, les Grim Reaper Crips et les Malton Crips. Quant à celles qui font partie du clan des Bloods, ce sont, entre autres, les Brampton Bloods, les Meadowvale Bloods et les Rugged Ridgeway Bloods. On y trouve aussi les Brampton's Most Wanted, les Brown Bandits (des Browns),

les Captain's Boys, les Desi Dragon (gang asiatique), les Juvenile Latinos (gang latino-américain), les Springdale Jaunta, les Vice Lord Bloods (même si ce groupe a pris le nom de Bloods, ces derniers ne les aiment pas du tout), les Shawnmarr Boys, les Thugs of Corruption et les Yardmen.

Dans la ville d'Hamilton, ville portuaire au sud de l'Ontario, à environ 70 km au sud-ouest de Toronto, on recense 12 gangs de rue majeurs. On y relève également deux grands clans : les Crips et, majoritairement, les Bloods. Parmi les Bloods, on retrouve les Chalkfarm Bloods, présents aussi à Toronto (phénomène de la succursale, après une migration de membres), les Cut Throat Bloods, les Kenora Bloods, les OBB, les Queenz Bloods et les Royal Bloods. Chez les Crips, on peut citer les Downtown Crips et les Hamilton Crips. D'autres bandes sont aussi présentes, comme les Assyrian Kings, les Little Devils, les Oriole Crescent et les Red Dragons (gang asiatique). Notons que, dans la ville d'Oshawa, il n'y a qu'un seul gang de rue répertorié : les Crip Crew.

Dans la région de York (municipalité au nord-ouest du centre-ville de Toronto), notamment à Vaughan, à Markham et à Richmond Hill, on dénombre neuf gangs de rue majeurs : les Bastones, les Eight Ball Crew, les Ruthless Russians (gang de rue russe lié à la mafia russe), les Uptown Boys, les Rice and Curry Connection (RCC, gang pakistanaï), les Braveheartz (aussi présents à Toronto, succursale à York), les McCowan Finch Crew, les Saigon Soulijahs et les Young Bucks. Le gang de rue Rice and Curry Connection a été identifié à York, mais ses membres sont aussi présents dans le grand Toronto, notamment à Scarborough et à Jane et Finch. Ce gang est constitué d'adolescents et d'adultes, en majorité des personnes d'origine pakistanaïse, mais on y trouve aussi d'autres personnes originaires de l'Asie du Sud-Est, d'où le nom qu'ils se sont donné. En effet, *rice* = leur riz (leur nourriture commune), et représente les habitants de l'Asie du Sud-Est; *curry* rappelle la couleur de leur peau; et *connection* fait le lien entre ces deux ingrédients – qui fait non seulement référence au plat traditionnel typique de leur région d'origine, mais aussi au lien existant entre les individus de ce même groupe ethnique.

Dans la ville de London, au sud-est de Toronto, on dénombre six gangs de rue majeurs : les F.U. Crew, les Huron Block (gang autochtone), les Kipps Lane Crew, les Native Posse (gang autochtone), les South Side Gangsters et les White Oaks Crew. À Thunder Bay, ville proche des réserves autochtones du nord de l'Ontario et de la frontière avec le Manitoba, on a identifié quatre bandes majeures, toutes autochtones, en l'occurrence les Indian Posse, les Manitoba Warriors, les Ontario Warriors et les Native Syndicate. Notons que les Manitoba Warriors, comme leur nom l'indique, sont aussi présents à Winnipeg, au Manitoba – ils sont natifs de cette province et sont présents à Thunder Bay, en Ontario. Les Manitoba Warriors et les Ontario Warriors font partie de la grande famille des Warriors. Il est important de préciser que les Warriors n'ont pas été créés en Ontario ; ils proviennent du Manitoba. Les Indian Posse et les Native Syndicate proviennent aussi des Prairies. On voit donc que, dans le cas des gangs autochtones, la majorité d'entre eux, et les gangs principaux, n'ont pas été créés en Ontario. Mais ces gangs ont ouvert des cliques dans cette région, qui est un point idéal de jonction entre Winnipeg (Manitoba) et Toronto (Ontario). À Thunder Bay, plusieurs gangs autochtones ennemis sont également présents, en l'occurrence les Indian Posse, qui sont les ennemis des Warriors et des Native Syndicate (voir chapitre 2).

Dans les villes jumelles de Waterloo et de Kitchener (Waterloo se trouve au sud de l'Ontario, non loin de Kitchener, qui fait partie de la municipalité de Waterloo), les Crips et les Bloods se partagent le territoire avec d'autres groupes. Dans la famille des Crips, on recense notamment les Crips et les West Side Crew/Crips, tandis que chez les Bloods, on peut citer les 6-Up Bloods (allié aux Stick Up Kids de Toronto, dont certains membres auraient créé les 6-Up Bloods) et les Bloods. On y trouve aussi les Slingers, les Black Soldiers, les Crazy White Boys, les Kings et les Young Ones.

À Ottawa, ce n'est qu'en 2001 que le service de police a reconnu officiellement la présence de gangs de rue. Selon mes informations, il y aurait neuf gangs de rue à Ottawa : les Bloods, les Crips et une bande asiatique, les Vietnamese Boys. Parmi les Crips, on retrouve les Cedarwood Crips, les Ledbury Banff Crips, les Ace Crew, les South

Side Crips, les Ritchie Ramsey Crew et les Trappers Park Crew. Chez les Bloods, citons les Native Bloods et les West Side Bloods. Cependant, l'Unité des bandes et des armes à feu du Service de police d'Ottawa fait plutôt état de 19 gangs de rue rassemblant environ 600 membres. L'âge moyen des membres se situe entre 17 et 25 ans. Ces gangs sont multiethniques. En 2006, la police d'Ottawa rapportait que 314 personnes, parmi les 600 membres, étaient nées hors du Canada, et que les grandes familles comme les Bloods et les Crips étaient constituées de membres de 57 origines différentes. Toujours selon la police d'Ottawa, les membres des gangs se déplacent dans le corridor Toronto/Ottawa/Montréal, mais l'on sait que depuis les deux dernières années, ils se déplacent également vers l'Ouest canadien. Après tout, l'El Dorado du pétrole est lui aussi un marché important à considérer – une bonne réserve de clients pour la drogue, les armes et les filles.

Le gang West Side Bloods opère dans l'ouest d'Ottawa, où il participe à la distribution de cocaïne et de crack, en plus d'être impliqué dans différents vols. Il est constitué d'une centaine de membres et a pour gang rival les Ledbury Banff Crips. Le gang Ledbury Banff Crips (LBC) a fait son apparition autour des années 90 dans le vieil Ottawa. Comme toute bande émergente, ce gang a souvent changé de nom, et s'il était constitué, au départ, d'adolescents, il rassemble aujourd'hui des adultes. La grande majorité des membres de ce gang habitent ou habitaient dans le complexe locatif Ledbury Banff – d'où son nom. Ce gang est impliqué dans le trafic de cocaïne, les vols, la fraude et le proxénétisme (filles adultes et mineures). Il sévit également à Gatineau, comme plusieurs gangs de rue d'Ottawa.

Niagara Falls est un cas très particulier. Dans *La face cachée des gangs de rue*, je décrivais déjà le lien particulier qui liait Montréal à Niagara Falls, mais de nouvelles informations confirment l'existence d'un réseau établi entre ces deux villes et un autre joueur, Halifax. Selon nos sources, les membres de certains gangs de rue montréalais utilisaient ce lieu touristique non seulement pour la revente de drogue, mais pour le lucratif marché du sexe. Le bar de danseuses Séduction appartiendrait à des membres de gangs de rue de Montréal. Des Québécoises y seraient exportées pour le



bon plaisir des touristes. Il n'est pas nécessaire d'aller en Thaïlande pour voir de près le tourisme sexuel. Les filles mineures qui y sont envoyées sous de fausses identités ont été victimes de contrainte physique ou manipulateur. De ce fait, les bandes que l'on retrouve à Niagara Falls sont des bandes typiquement montréalaises, en l'occurrence les Bad Boy et les Bo-Gars de la famille des Bloods de Montréal-Nord et de Rivière-des-Prairies, ainsi que les Crack Down Posse et les Krazz Brizz de Saint-Michel/Pie-IX. On trouve aussi à Niagara des bandes de la Nouvelle-Écosse : les Day Squad et les North Preston's Finest, qui y ont ouvert des succursales.

## AU MANITOBA

L'Unité des crimes majeurs de la Police de Winnipeg identifiait 27 gangs de rue en 2006 et rapportait, en 2007, une augmentation de ces groupes, allant jusqu'à 32 gangs au Manitoba, dont 29 dans la seule ville de Winnipeg. Selon mes informations, ces chiffres seraient toujours d'actualité et illustrent bien la situation manitobaine en matière de gangs de rue. Au dire de John Ormondroyd, de l'Unité des crimes majeurs de la police de Winnipeg :

*L'augmentation des gangs au Manitoba est due essentiellement à la fragmentation des groupes et aux querelles internes, et à une division de ces groupes. Certains membres se rendent compte qu'ils peuvent faire beaucoup d'argent à titre d'indépendants au lieu de rester dans l'organisation et de payer une cote. N'oublions pas que les membres paient une cote non seulement à titre de membre, mais aussi pour leur sécurité. Faire partie d'une bande, c'est aussi assurer ses arrières, mais l'envers de la médaille est que l'on est très visible non seulement auprès de la police, mais aussi auprès des bandes adverses. Et lorsqu'il y a une guerre, tous les membres sont mis à contribution.*

Congrès international sur les gangs de rue,  
Montréal, Québec, octobre 2007

La grande majorité des gangs du Manitoba sont des gangs autochtones. On y trouve notamment les Indian Posse, les Native Syndicate, les Deuce, les B-Side, les Ruthless Posse (gang autochtone qui aurait été formé par des ex-membres des Indian Posse, qui se livrent au trafic de la cocaïne), les Krazies et les Manitoba Warriors à Winnipeg. Toutefois, ils ne sont pas les seuls à vouloir contrôler le marché illicite. Même s'ils ne sont pas tous très organisés, les gangs de rue de Winnipeg se font une lutte féroce pour conquérir des territoires. La ville de Winnipeg est donc très touchée par ces flambées de violence. Tous gangs de rue confondus – si l'on tient compte des gangs autochtones –, on comptabiliserait autour d'un millier de membres actifs dans la seule ville de Winnipeg. En 2004, la police de cette ville rapportait 34 meurtres, dont 9 étaient reliés aux gangs de rue (premier rang au Canada). En 2005, Winnipeg restait toujours au premier rang des homicides, avec 25 meurtres, dont 7 étaient reliés aux gangs de rue. En 2006, selon les données policières, Winnipeg se retrouvait au deuxième rang avec 22 meurtres, dont 5 reliés aux gangs de rue, incluant 3 commis avec des armes à feu, tandis qu'en 2007 on déplorait 23 meurtres, dont 6 reliés aux gangs de rue, incluant 2 commis avec des armes à feu. John Ormondroyd estime qu'il est difficile de mener des enquêtes sur les gangs autochtones, compte tenu notamment de la situation et du respect des juridictions territoriales des réserves. À l'extérieur de la ville de Winnipeg, la police rapportait 29 meurtres en 2007, dont 5 étaient reliés aux gangs de rue.

*Dans les 30 derniers jours [septembre 2007], nous avons répondu à 80 fusillades impliquant des gangs de rue. Au Manitoba, il y a des mafias, des motards [Bandidos et Hells Angels], mais on les préfère aux gangs de rue autochtones. Le week-end dernier [fin septembre 2007], il y a eu une altercation dans un bar et les gars sont revenus, et il y a eu une fusillade. Des personnes qui n'avaient rien à voir avec ce gang ont été blessées. Ils atteignent leur cible, mais touchent aussi des gens au hasard. Des victimes*



*innocentes. Il y a eu une autre fusillade. C'était l'été dernier [2007] et il y a eu cinq victimes, toujours dans les bars.*

John Ormondroyd, Unité des crimes majeurs de la police de Winnipeg,  
Congrès international sur les gangs de rue, Montréal, Québec, octobre 2007

Dans certains quartiers de Winnipeg, les gangs de rue dominent et recrutent de jeunes autochtones. Compte tenu de la grande pauvreté des membres des communautés autochtones, des problèmes d'alcoolisme, de toxicomanie et de violence, ainsi que d'une perte identitaire et culturelle, les jeunes autochtones sont des cibles idéales pour les gangs de rue, qui leur offrent un semblant d'appartenance. Mais ils font également miroiter devant ces jeunes la possibilité de se procurer de la drogue, de l'argent, du pouvoir et des filles. Malheureusement, cela fait de Winnipeg, selon John Ormondroyd, « la capitale des meurtres de jeunes au Canada<sup>4</sup> ». Tous les membres veulent tirer leur épingle du jeu et gagner beaucoup d'argent, notamment grâce au trafic de stupéfiants. Cependant, le trafic de drogue n'est pas le seul commerce en importance dans ces gangs. De 2005 à 2007, la police de Winnipeg rapportait autour de 8000 vols de voitures par année, commis par des membres de gangs de rue. La ville de Winnipeg est au premier rang pour les vols de voitures. La plupart de ces vols se font pour des raisons pécuniaires, mais aussi pour commettre certains délits, se rendre dans les réserves du Nord... ou faire des courses de voitures.

À Winnipeg, même si les gangs autochtones sont majoritaires, d'autres groupes criminels sont présents, comme les motards – en l'occurrence les Hells Angels et un de leurs clubs-écoles, le Zig Zag Crew. Il faut également compter avec les African Mafia, les Mad Cowz, les gangs asiatiques et les personnes n'appartenant à aucun groupe criminel. Le Zig Zag Crew est un *puppies club*, ou club-école des Hells Angels, chapitre de Winnipeg, et, compte tenu du recrutement ethnique qui prévaut chez les Hells, les membres du Zig Zag

---

4. Congrès international sur les gangs de rue, Montréal, Québec, octobre 2007.

Crew sont tous des Blancs. Les meilleurs éléments de ce gang peuvent éventuellement être recrutés par les Hells Angels de Winnipeg. Le Zig Zag Crew (ZZC) compte une centaine de membres (adolescents et adultes) et est beaucoup plus organisé que certains gangs de rue. Il a une structure de type pyramidale – et non cellulaire – comme les Hells Angels où l'on trouve, au bas de l'échelle, les membres «prospect», puis les «hangaround» et enfin les membres «en règle». Les Zig Zag Crew portent des blousons identifiés par des galons («patches»), le nom du gang (ZZC) et des tatouages. Leurs gangs rivaux sont les Manitoba Warriors et les Native Syndicate, avec qui ils sont souvent en conflit pour le contrôle du trafic de drogue dans la ville de Winnipeg. Cependant, selon certaines informations, les Zig Zag Crew serviraient aussi d'intermédiaire dans les échanges commerciaux entre les Manitoba Warriors et les Hells Angels qui, antérieurement, faisaient des affaires sans intermédiaire.

Les African Mafia et les Mad Cowz – gangs constitués essentiellement de membres d'origine africaine, notamment somalienne, soudanaise, érythréenne et éthiopienne – et les B-Side (gang autochtone) opèrent dans le même quartier, chacun s'étant emparé d'un coin de rue, ce qui engendre énormément de conflits dans le quartier en question. Il est évident que si un membre des Mad Cowz dépasse un tant soit peu son coin de rue, il risque de se faire tirer dessus ou d'être poignardé. Ces gangs de rue ne sont pas très sophistiqués sur le plan organisationnel, mais ils sont très violents et se livrent une lutte féroce pour le contrôle du commerce au détail de la drogue dans l'ouest de Winnipeg, entre autres le crack et la cocaïne. Plusieurs des membres des Mad Cowz et des African Mafia, qui ont été marqués par les guerres et les conflits dans leur pays d'origine (Soudan, Somalie, etc.), au cours desquels ils ont été exposés à des milieux extrêmement violents, ont exporté cette forme de violence dans les rues de Winnipeg. Les membres de ces deux gangs sont aussi bien des enfants que de jeunes adultes. Certains jeunes n'ont pas plus de 12 ans et participent activement à la vente au détail de cocaïne et de crack. En outre, les African Mafia proviennent d'une division des membres du gang Mad Cowz, qui

ont décidé, à la suite des conflits internes, de former leur propre groupe. Les Mad Cowz ont été identifiés initialement par la police de Winnipeg autour de 2003-2004 : c'est donc un gang assez récent qui a permis la création d'un autre gang africain, l'African Mafia. Malgré cela, ces gangs sont des groupes rivaux. Enfin, le B-Side est un gang autochtone constitué d'une cinquantaine de membres, femmes et hommes, mineurs et adultes, impliqués dans la distribution de cocaïne, et ennemis des Mad Cowz et des African Mafia.

Comme dans le cas de Toronto et de Montréal, certains gangs de rue de Winnipeg, favorisés entre autres par l'isolement de certaines communautés, tendent à ouvrir des succursales dans d'autres villes manitobaines. D'autres gangs, par contre, voient le jour à l'intérieur même de ces communautés, avant de migrer vers les centres urbains. On a aussi identifié dans la ville de Winnipeg les gangs de rue suivants : les Localz, les Soldiers et les LHS (Loyal, Honor, Silence), les Brotherhood Crew, les Fort Islanders, les G-Unit (ou encore Georgies Unit), les Bloods ou Bloodz, les Cash Money Brothers, les Central Boys, les Dirty Money Crew, les Hong Hung Boys (gang asiatique de souche vietnamienne), les Lake Side Tyrans, les Men of Brothers, les Mission Island Crew (MIC), les Most Organized Brothers (MOB), les Northside Gang, les Roca Fellas, les Rolling 20 Crypts, les Vietnams (gang asiatique), les Wolf Pack (à ne pas confondre avec les Wolfpack de Québec : aucune allégeance ou alliance) et les Young Bucks.

Dans le reste de la province du Manitoba, on a identifié les gangs suivants : les Renegades (nord du Manitoba), les Young Bloods (nord du Manitoba), les Krazies, les Localz, les Soldiers et les LHS (Loyal, Honor, Silence). Selon la police de Winnipeg, le LHS, gang multiethnique, opère dans la ville de Thompson, dans le nord du Manitoba, et à Winnipeg. Il est bien organisé, et constitué d'une cinquantaine de membres, en grande majorité des adultes. Ils sont en guerre contre les Indian Posse pour le contrôle du trafic de stupéfiants à Thompson. Selon certaines informations, le fondateur du LHS aurait enregistré ce gang comme compagnie afin de le légitimer. Ce gang est connu pour ses activités criminelles dans le trafic

de drogue, la fraude et l'extorsion. Les Renegades, les Krazies, les Localz et les Soldiers auraient leur base dans la réserve de Garden Hill (réserve autochtone dans le nord du Manitoba) où, en 2007, trois homicides auraient été commis à la suite de conflits entre ces différentes bandes (toutes sortes d'armes auraient été utilisées).

Toutefois, le Service canadien de renseignements criminels identifie, quant à lui, les Krazies, les Localz et les Soldiers dans la ville de Winnipeg uniquement. Ces gangs sont donc présents dans ces deux secteurs territoriaux. Mentionnons toutefois que les Krazies (gang autochtone) sont un groupe qui, initialement, a été formé dans la réserve de Garden Hill par de jeunes autochtones, puis qui a ouvert un autre marché à Winnipeg. Cela n'est pas étonnant, puisque plusieurs gangs autochtones ont des cellules dans des grandes villes, dans des zones rurales, dans des réserves ou aux abords de réserves. En général, les gangs autochtones se forment initialement soit dans les réserves, soit dans les institutions carcérales, avant d'aller ouvrir des cliques ailleurs. Dans la ville de The Pas, dite « la porte d'entrée du Nord », une petite localité de 5600 habitants au nord-ouest de Winnipeg, les Indian Posse se livrent à un trafic de crack, loin des luttes de territoire. En fait, les milieux ruraux sont des endroits rêvés où les membres de gangs peuvent se réfugier pour se faire oublier de la police, ou pour défricher de nouveaux territoires. Enfin, à la frontière du Manitoba et du Dakota du Nord, on a identifié la présence de la Mara Salvatrucha (voir chapitre 3).

## EN SASKATCHEWAN

Les gangs de rue les plus présents et les plus importants en Saskatchewan sont les gangs autochtones. Le plus grand nombre de gangs de rue de la Saskatchewan se trouve dans la ville de Saskatoon, avec huit groupes, dont la moitié sont des gangs autochtones, soit les Crazy Cree, les Indian Posse, les Native Syndicate Killers et les Native Syndicate. Ont également été répertoriés les Brown Premise,

les Terror Squad, les Fuck Show et les Westside Crips. Le gang autochtone Native Syndicate Killers n'est pas un club-école des Native Syndicate. C'est un gang rival. Le Native Syndicate Killers est un gang plutôt récent et ses membres sont majoritairement des adultes, dont certains ont dans les 45 ans, mais on y trouve aussi des adolescents. Les Crazy Cree auraient une centaine de membres et seraient d'allégeance Bloods, tout comme les Indian Posse.

Les autres villes en importance sont Prince Albert et Regina. Encore là, les gangs autochtones sont dominants, avec les Native Syndicate, les West Side Baby Gangsters et les Tribal Brothers à Prince Albert; les Alberta Warriors, les Native Syndicate et les Native Syndicate Killers (NSK) à Regina. On identifie aussi les Crazy Dragons (gang asiatique) à Prince Albert ainsi que les Crew à Regina. Notons que les Native Syndicate sont aussi répertoriés à Kamsack, et les Indian Posse à North Battleford. Finalement, on a répertorié la présence des Redd Alert, un autre gang autochtone, à Yorkton, petite ville au sud-est de la Saskatchewan, près de la frontière avec le Manitoba; les Native Pride Gangsters à Fort Qu'Appelle, petite localité au sud de la Saskatchewan, à environ 65 km au nord-est de Regina, et à Moose Jaw, ville au centre-sud de la Saskatchewan, le long de la rivière Moose Jaw, à 71 km à l'ouest de Regina; le gang nommé The Kids à Lloydminster, ville chevauchée par une frontière interprovinciale (Alberta et Saskatchewan); et les Little Homies à La Loche (voir chapitre 2).

À La Loche, petit village de 2300 résidents à 11 heures de route au nord-ouest de Regina et situé près de la frontière de l'Alberta, la plupart des habitants sont des Dénés qui, historiquement, sont des rivaux de la majorité crie de la province du Manitoba. Selon le capitaine Carrie Boone de la GRC, un grand nombre de résidents de ce village font régulièrement des séjours au Centre correctionnel de Prince Albert, et ce, depuis plusieurs générations. De ce fait, les Dénés ont créé un gang en prison, les Scorpion Brothers (SB), afin de se protéger des gangs cris, et ont exporté ensuite ce gang dans leur village de La Loche. Les Scorpion Brothers sont impliqués dans le trafic de drogue local. Par ailleurs, avec la construction d'une route

entre La Loche et Fort McMurray, en Alberta, à la suite de l'exploitation des sables bitumineux, nous pouvons nous attendre à l'ouverture d'une nouvelle route commerciale interprovinciale entre gangs. Comme quoi le développement des infrastructures profite aussi à une expansion des gangs et de leur commerce.

## EN ALBERTA

La province de l'Alberta compte en tout 21 gangs de rue, dont le plus grand nombre se trouve à Edmonton, avec 9 groupes, et à Calgary, avec 7 groupes. Antérieurement, les groupes criminels de l'Alberta relevaient du crime organisé de type mafieux et des bandes de motards criminalisés. Les groupes mafieux, qui étaient alors plus discrets, pouvaient opérer en toute impunité, car la répression policière ciblait davantage les motards. Au début des années 90, les premiers gangs de rue sont apparus à Edmonton. C'était des gangs d'Asie du Sud-Est et du Sud-Ouest. Ils étaient, bien évidemment, moins bien structurés que le crime organisé, avaient des tatouages et portaient des vêtements particuliers. À la fin des années 90, plus exactement en 1999, membres du crime organisé et des gangs de rue se sont unis après un court conflit. Ils avaient compris que la guerre n'était pas bonne pour les affaires. Depuis, la ville d'Edmonton est aux prises avec un milieu criminel uni! Selon la division de l'anti-gang de la police d'Edmonton, il y aurait 25 groupes criminels actifs à Edmonton, dont 24 auraient des activités provinciales, nationales et internationales.

La majorité des gangs de rue de l'Alberta sont des gangs autochtones et asiatiques, avec une prédominance de gangs cambodgiens dans certains territoires. Toutefois, on y trouve aussi des bandes antillaises et d'autres origines. À Edmonton, les gangs asiatiques majeurs sont les Crazy Dragons – qui opèrent aussi à Lethbridge (la quatrième ville en importance de l'Alberta, située au sud de la province) –, les Crazy Dragon Killers et les Kambodians to the Extreme (K2E). Les Crazy Dragons et les Crazy Dragon Killers sont égale-



ment présents à Calgary; ce sont des gangs rivaux. Les Crazy Dragons sont le premier gang asiatique en importance à avoir fait son apparition à Edmonton. Il compte parmi ses membres des non-Asiatiques. Les Crazy Dragons ont des liens de partenariat avec les Indian Posse de l'Alberta et se livrent à leurs activités criminelles jusqu'à Yellowknife, dans les Territoires du Nord-Ouest. Leur alliance avec les Indian Posse leur a permis d'avoir leurs entrées dans plusieurs réserves autochtones de l'Alberta. En outre, ce gang est bien organisé et possède plusieurs cellules dans différents territoires albertains (Calgary, Edmonton, Lethbridge). Depuis plusieurs années, les Crazy Dragons d'Edmonton ont d'ailleurs une clique (succursale) à Lethbridge, où ils sont des joueurs importants dans le trafic de drogue. Cette clique de Lethbridge serait en lien avec certaines organisations criminelles de l'Europe de l'Est installées à Calgary. Les Crazy Dragons trempent dans toutes sortes d'activités criminelles: trafic de drogue, vols de voitures et de bijoux, fraude, blanchiment d'argent grâce à des entreprises légales. Ils sont parmi les premiers fournisseurs d'armes à feu des autres gangs de rue, notamment des gangs asiatiques. Ce gang est lié aux triades (crime organisé asiatique).

Les autres gangs d'Edmonton sont les Indian Posse et les Redd Alert (deux gangs autochtones) – on en trouve aussi à Calgary –, ainsi que les North End Jamaicans et les West End Jamaicans (deux gangs jamaïcains) et deux gangs néonazis, les White Aryan Resistance (WAR) et les White Boy Posse (qui ont une centaine de membres et font le trafic de cocaïne entre Medicine Hat et Yellowknife). Les West End Jamaicans seraient en lien avec les Redd Alert (gang autochtone) dans la ville d'Edmonton. À Calgary, deux autres gangs asiatiques ont été répertoriés, soit les Fresh Of Boat Killers (FOB) et les Fresh Of Boat. Le gang des Fresh Of Boat Killers (FOB), également présent à Medicine Hat, une ville au sud-est de l'Alberta, est surtout constitué de Cambodgiens. Un autre gang cambodgien est présent dans la ville de Brooks: les Krazy Cambo Killers. Les Fresh Of Boat Killers (FOB) et les Fresh Of Boat sont approvisionnés en armes à feu et en drogue par les Crazy Dragons.



Notons que, dans la ville de Calgary, on trouve aussi deux autres gangs de rue, les Clippers et les Galloway Boys (ces derniers étant liés aux Galloway Boys de Toronto créés par des ex-membres de ce gang). Selon certaines informations, il y aurait des Alberta Warriors à Edmonton. L'Alberta compterait ainsi 22 gangs de rue plutôt que 21. Cependant, les informations sont variables sur ce point. Par ailleurs, les gangs asiatiques les plus importants, comme les Crazy Dragons, les Crazy Dragon Killers, les Fresh Of Boat Killers (FOB) et les Cambodgiens, ont leur importance dans la province et s'imposent dans plusieurs villes, dont Edmonton, Calgary et des villes se trouvant plus au sud de Calgary.

Les Indian Posse et les Redd Alert sont les gangs autochtones les plus présents en Alberta, notamment dans les villes d'Edmonton et de Calgary, mais aussi dans la réserve d'Hobbema. Cette réserve, située à 100 kilomètres au sud d'Edmonton, est un terreau fertile pour ces gangs autochtones qui y font un commerce local de drogue et peuvent y recruter des membres dans une communauté où près de 50 % des individus ont 18 ans ou moins. Au dire de la police locale, les gangs y emploieraient des enfants de moins de 12 ans pour transporter de la drogue, des armes et participer aux agressions et aux fusillades. Encore des enfants qui sont utilisés pour faire le sale boulot des adultes qui se remplissent les poches ! Des adultes qui utilisent le besoin de reconnaissance et d'appartenance des jeunes pour acquérir plus de pouvoir.

## EN COLOMBIE-BRITANNIQUE

En Colombie-Britannique, la grande majorité des groupes criminels se trouve dans la ville de Vancouver. En effet, à part la ville de Victoria, où l'on a identifié un gang de rue nommé les Esquimalt Crips (E-CRU), mes sources ne m'ont pas indiqué d'autres secteurs de la Colombie-Britannique aux prises avec ce problème. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, ce sont surtout les organisations criminelles très structurées et internationales, notamment les Hells

Angels, les triades asiatiques et les groupes mafieux indo-canadiens et perses, qui dominent à Vancouver. Rappelons que cette ville est une des portes d'entrée du Canada pour le trafic de drogue.

Selon le sergent Larry Butler, de la police de Vancouver, responsable de l'Unité de lutte contre la bande de motards Outlaws et les gangs de rue, et en charge de la division des renseignements criminels depuis plusieurs années, il y avait environ une centaine de Hells Angels dans cette ville en 2007, et un nombre similaire de membres d'autres organisations. Selon mes informations, il y a environ 11 gangs de rue majeurs à Vancouver. On y a identifié des Indian Posse (gang autochtone), des gangs latino-américains, avec la Mara Salvatrucha (MS13) et les Latin Criminals 3 (LC3), et d'autres gangs, comme les Afghan Dragons, les Brown Knights, les Red Scorpion, les Independent Soldiers, les United Nations et les Buds. Le gang Red Scorpion est bien implanté dans le Lower Mainland de Vancouver. Il a été formé par de jeunes incarcérés et, depuis, compte un certain nombre de membres. Ce gang est notoire dans le trafic de stupéfiants, notamment la cocaïne et le crack, qu'il distribue grâce à «*dial-a-dope*» (vente sur appel). Les membres de ce gang sont majoritairement des adultes qui s'identifient par un tatouage des lettres R et S (Red Scorpion) sur la nuque, le poignet et le bras. Les Red Scorpion ont pour gangs rivaux les Independent Soldiers, les United Nations et même les Hells Angels. Le gang United Nations, un groupe multiethnique, d'où son nom, est enraciné dans le Lower Mainland de Vancouver depuis approximativement 2001-2002. On retrouve dans ce gang des membres d'origine indo-canadienne, asiatique, des Canadiens anglais, des Iraniens, etc. En raison de cette diversité culturelle, les United Nations ont des liens solides avec différents groupes criminels, en l'occurrence les gangs asiatiques et les triades, les gangs indo-canadiens, et aussi les Hells Angels. Ce gang s'est rendu tristement célèbre par ses actes de violence et ses techniques d'intimidation. Il fait le trafic de stupéfiants du côté est du centre-ville de Vancouver. Les United Nations ont comme gang rival les Independent Soldiers, un gang multiethnique à forte dominance indo-canadienne du Panjab, État situé au nord-ouest de l'Inde – on

y trouve notamment des représentants de la communauté sikh. Ce gang a été créé dans le sud-est de Vancouver et est reconnu pour son implication dans la distribution de marijuana, de cocaïne et d'armes. Les Independent Soldiers ont des liens avec les Hells Angels et le gang autochtone Redd Alert.

En plus des triades chinoises, des groupes mafieux et des gangs de rue asiatiques, le crime organisé indo-canadien est également présent en Colombie-Britannique. On y retrouve des jeunes et des adultes issus de toutes les couches socioéconomiques de la communauté indienne. Dans le milieu criminel, les premières victimes de la violence restent d'abord et avant tout les membres de ces groupes. Selon la GRC, plus de 100 jeunes Indo-Canadiens ont été assassinés par des membres de ces groupes au cours des 10 dernières années. Vancouver est aux prises, depuis quelques années, avec une guerre entre différents groupes criminels qui revendiquent le contrôle du marché de la drogue. Cette guerre s'accroît à l'approche des Jeux olympiques, source importante de revenus potentiels, tant dans la vente de drogue que dans la prostitution adulte et juvénile. Ce type d'événement rassemble un flot de clients potentiels, qui vont non seulement consommer des produits légaux, mais aussi illécites. Cette guerre entre gangs vise essentiellement à asseoir le contrôle total de certains groupes à l'aube d'un marché extrêmement lucratif.

*Les conflits au sujet des réseaux de distribution de la drogue se multiplient, ainsi que les luttes de territoire; il y a même des affrontements dans la rue entre des membres de gangs qui cherchent uniquement à se faire respecter. La violence augmente de plus en plus. Je n'ai jamais vu dans toute ma carrière (29 ans dans la police) ce que nous constatons aujourd'hui dans la ville de Vancouver. Le commerce des drogues illicites par ces organisations criminelles a eu pour effet d'aggraver considérablement la violence. Il y a régulièrement des fusillades. Dans la ville de Vancouver, il est courant aujourd'hui de voir dans une discothèque, la fin de semaine, des gangsters qui portent des vestes*

*pare-balles. Même les videurs et le personnel des discothèques ont commencé à porter des gilets pare-balles lorsqu'ils travaillent, à cause des coups de feu qui sont tirés n'importe comment dans la rue et des fusillades qui ont eu lieu dans la ville de Vancouver.*

Sergent Larry Butler, police de Vancouver,  
Comité permanent de la justice et des droits de la personne,  
Parlement du Canada, 1<sup>er</sup> février 2007

La ville de Vancouver n'en est pas à ses premières vagues de violence. De janvier 2009 au 10 mars 2009, on y a enregistré 33 fusillades qui ont fait 14 victimes, comparativement à 58 homicides en 2008, et 41 en 2007 – dont 18 ont été commises par des membres de gangs de rue avec une arme à feu. Plusieurs médias locaux faisaient état, le 10 février 2009, de six fusillades en six jours à Vancouver. Toutefois, à la veille des Jeux olympiques de 2010, il serait tout à fait regrettable de laisser des groupes criminels se tirer dessus en plein jour dans les stationnements de centres commerciaux, dans des restaurants et dans d'autres lieux publics sans se préoccuper des personnes qui peuvent être touchées par des balles perdues – que ce soit à Abbotsford (dans la vallée du Fraser, à l'est de Vancouver) ou encore dans le quartier chic de Kitsilano (à l'ouest de Vancouver). Les violences qui font rage en Colombie-Britannique ne sont que la conséquence de mesures non restrictives envers le crime organisé et les gangs de rue.

*L'exemple le plus récent s'est produit dans la région du Grand Vancouver, dans ce que j'appellerais un parc urbain entouré de logements multifamiliaux, de condominiums notamment. C'était un conflit mettant aux prises des gangs persiques, et la fusillade avait manifestement été préparée. Cette nuit-là, de nombreuses armes à feu ont été utilisées, y compris des fusils d'assaut et des armes de poing. On a tiré près de 150 coups de feu ce soir-là. Trois personnes ont été atteintes et blessées. La plupart des coups de feu ont touché les maisons voisines, et des balles ont traversé certains logements à*

*cause de la puissance de feu de ces armes d'assaut. Une balle a manqué de peu un bébé dans son berceau. Je ne saurais trop insister sur l'importance de la puissance de feu qui est utilisée à Vancouver. Je ne suis pas sûr que l'on sache vraiment ici, notamment grâce aux médias, ce qui se passe là-bas... Près de 80 % des fusillades ont eu lieu dans des endroits publics, elles ont entraîné des pertes de vie, celles d'innocents et de passants. Il n'y a pas que les gangsters. Il semble que les gangsters ne tirent pas très bien. Comme je l'ai dit, dans le Dover Park, ils ont tiré 150 coups de feu, mais personne n'a été tué; trois personnes ont été blessées. Il existe donc une puissance de feu incroyable sur la côte ouest du Canada.*

Sergent Larry Butler, police de Vancouver,  
Comité permanent de la justice et des droits de la personne,  
Parlement du Canada, 1<sup>er</sup> février 2007

La Colombie-Britannique est reconnue comme étant la province où il y a le plus de sentences suspendues, de causes rejetées et de libérations sous caution, même en cas de délits avec armes à feu. C'est la province qui favorise le plus la déjudiciarisation. Le meilleur exemple est le projet «Grow Busters», au cours duquel la police de Vancouver s'est contentée de confisquer des plants de cannabis au lieu de procéder à des arrestations. Une de mes sources d'information me disait, lors d'une entrevue faite en 2008 au Canada :

*Le BC Budd est connu comme le BC Gold. C'est pas normal ! Ils vont aller à la maison d'un type. Ils vont trouver le Grow et ils arrêtent personne, mais ils détruisent tout et ramènent tout avec eux autres. Ils font pas d'enquête. La seule chose, tu viens de perdre une maison de 200 000\$. Mais big deal, tu viens de faire trois millions ! Ça fait que le message n'a jamais passé, parce qu'il y avait pas de charge. Pas de répression.*

Et lors d'une entrevue faite en 2009 au Canada, une autre source me disait:

*À Vancouver, c'est toujours no problem. On a un problème de drogue. No problem, on donne des seringues. Ça fait des années que ça se shoote à Vancouver. Ils ont toujours eu l'attitude que ce n'est pas si pire que ça! Tout est beau à Vancouver. Marijuana place... c'est pas grave! Jusqu'à temps que maintenant, la population grandit vite. Au début, y en avait de temps en temps. Pour eux, c'était pas important, puisqu'ils se tuaient entre eux autres. Maintenant, y a des innocents qui meurent. Ils vivent la même chose qu'on a eue avec la guerre des motards. Tu t'imagines une fusillade en plein Jeux olympiques! Le Canada n'a pas besoin de ça! En fait y a eu plus de fusillades dans les trois dernières années que cette année (2008-2009). Y a des centaines de fusillades juste chez les Indo-Canadiens, imagine pour le reste. On pourrait écrire un livre juste là-dessus.*

Selon le sergent Shinder Kirk, du Integrated Gang Task Force, il y aurait 129 groupes criminels (gangs de rue et crime organisé) en Colombie-Britannique, mais nos sources n'identifient en tout et pour tout que 7 gangs de rue majeurs à Vancouver – 9 si on y ajoute les Independent Soldiers et les United Nations. C'est peu comparative-ment à d'autres villes canadiennes comme Toronto ou Montréal, mais ce qui est propre à la ville de Vancouver, c'est que les gangs n'hésitent pas à déclarer la guerre à des organisations criminelles. Au Québec, la guerre des motards concernait seulement deux organisations criminelles, alors qu'à Vancouver, c'est une flopée de groupes criminels qui se tirent dessus pour le contrôle de la drogue. Les membres de ces groupes criminels, notamment les gangs de rue, prennent d'ailleurs tous les moyens pour se protéger, en se procurant par exemple des voitures blindées et des armes à feu, surtout des carabines d'assaut (armes interdites au Canada). Les deux grandes familles dominantes à Vancouver, nonobstant les Hells Angels, sont les gangs asiatiques (gangs de rue et triades) et les gangs indo-canadiens (gangs de rue et mafia). Ces groupes sont très organisés et impliqués dans la

plantation de cannabis, l'exportation d'ecstasy, de précurseurs chimiques, de cocaïne, de crack et d'héroïne. D'ailleurs, les gangs indo-canadiens sont les partenaires des Hells Angels pour la culture du cannabis. Ils le cultivent et le leur vendent. Il faut noter que la Colombie-Britannique est le plus gros marché pour la marijuana.

Tous les gangs asiatiques ne sont pas totalement tributaires des triades et n'ont donc pas forcément d'allégeance envers Hong Kong. Cependant, les triades de l'Ouest ont des liens directs avec le Mainland de Hong Kong. Selon nos sources, cette guerre de gangs impliquerait certains gangs asiatiques, indo-canadiens, ainsi que le crime organisé asiatique et les Hells Angels. En effet, le gang des Independent Soldiers, gang indo-canadien qui s'occupait du trafic de marijuana et d'armes à feu entre le Canada et les États-Unis, aurait décidé, à la suite de mauvaises récoltes (température inadéquate), de laisser tomber le commerce et la plantation de cannabis et de se recycler dans la cocaïne. Or, ce commerce est dominé par les gangs asiatiques et le crime organisé asiatique ainsi que par les Hells Angels. De ce fait, les United Nations, les Red Scorpion, les Hells Angels (chapitre de Vancouver) et les Independent Soldiers sont en guerre depuis plusieurs mois, guerre qui s'est exacerbée depuis la fin de l'année 2008, et ce, malgré l'alliance antérieure existant entre les Hells Angels et les Independent Soldiers. Les United Nations et les Independent Soldiers opèrent aussi dans la réserve autochtone de Cheam, petite localité d'une centaine de personnes dans la vallée du Fraser.

## EN NOUVELLE-ÉCOSSE ET AU NOUVEAU-BRUNSWICK

Selon nos informations, il y aurait environ huit gangs de rue en Nouvelle-Écosse – la majorité dans la ville d'Halifax. On y retrouve les Day Squad et les North Preston's Finest, également présents à Niagara Falls. Autrement dit, les frontières n'existent pas quand on veut amasser de l'argent! Il y a aussi les Gaston Road Gang, les G-Lock, les Murda Squad, les Northend Dartmouth, les Northend Darkside, les Young Mob et les Woodside Gang. Les



Northend Dartmouth Gang et les Murda Squad comptent en leur sein une trentaine de membres chacun, majoritairement des Afro-Canadiens, mais ces groupes sont néanmoins multiethniques (présence de plusieurs Blancs). L'âge des membres varie de 14 à 30 ans, l'âge minimal étant de 11 ans. Les membres ont un code vestimentaire et un langage codé (signes de la main, tatouages). Si les membres sont majoritairement des hommes, il y a quelques femmes chez les Murda Squad. Ces gangs participent au trafic de stupéfiants dans la ville d'Halifax, ainsi qu'à des vols qualifiés, de la prostitution, des introductions par effraction, des vols de voitures et de propriétés. Les Woodside Gang ont fait leur apparition aux alentours de l'année 2002. C'est un gang peu structuré, comptant une vingtaine de membres, majoritairement des jeunes adolescents de sexe masculin, Afro-Canadiens, et quelques Blancs. Ils sont impliqués dans le vol de voitures, le vol de biens et le trafic de drogue. Le Northend Dartmouth Gang, les Woodside Gang et les Murda Squad ressemblent davantage à des gangs émergents qu'à des bandes majeures. Cependant, il est fondamental de les dissoudre tant qu'il en est encore temps, c'est-à-dire avant qu'ils ne deviennent des gangs majeurs à l'image des Day Squad et des North Preston's Finest.

Les gangs de rue de la Nouvelle-Écosse sont beaucoup moins bien organisés et présentent une criminalité moins structurée, sauf les Day Squad et les North Preston's Finest, qui ont même des succursales ou des cliques à Niagara Falls, en Ontario. Les North Preston's Finest sont impliqués essentiellement dans le trafic humain, en particulier de jeunes mineures, en vue d'une exploitation sexuelle – d'où l'ouverture d'une clique à Niagara, lieu touristique. Des jeunes filles de la Nouvelle-Écosse sont transportées dans le sud de l'Ontario, et même aux États-Unis, où elles dansent et se prostituent dans les bars et les réseaux d'escortes. Les North Preston's Finest peuvent même échanger des filles avec les gangs de Montréal qui œuvrent dans la ville de Niagara, comme les Crack Down Posse, les Bo-Gars et les Bad Boy. Les membres de ce gang ne reculent devant rien pour arriver à leurs fins, c'est-à-dire prostituer des jeunes filles : torture, viol collectif, agressions, menaces de

mort, menaces contre la famille. Niagara est devenu le nid de la prostitution des mineures et des jeunes femmes adultes du Québec, de l'Ontario et de la Nouvelle-Écosse. Les membres des North Preston's Finest se font tatouer les lettres NPF sur le corps et ont un style vestimentaire hip-hop et gangster rap.

Au Nouveau-Brunswick, on a identifié 14 gangs de rue : les All About Money (ABM), les Ballers, les Blackhoods, les Bloods, les BLVD, les Byers inc., les East Side Tribe, les Glen Boyz, les Pabineau Blood Line, les Portcity, les Projects 187, les Red Head Boys, les Ace of Spades et les Westside Crew.

## DANS LES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

Dans les Territoires du Nord-Ouest, on a répertorié trois gangs de rue, tous dans la ville de Yellowknife. Ce sont les Crazy Dragons, une bande asiatique, et deux gangs autochtones : les Indian Posse et les Redd Alert. Selon nos sources, les Crazy Dragons, les Indian Posse et les Redd Alert d'Edmonton ont ouvert des succursales à Yellowknife et contribuent à la distribution de la drogue dans cette ville. Notons que les Crazy Dragons et les Indian Posse sont des alliés d'affaires (voir chapitre 2).

## LES ALLIANCES TERRITORIALES ET INTERPROVINCIALES

Les gangs de rue ne sont pas des électrons libres sur une île déserte. Ils visent à l'expansion de leurs marchés illicites et savent pertinemment qu'ils ne réussiront pas à les développer sans établir de réseaux régionaux, interprovinciaux et internationaux. D'une façon générale, chaque clique d'un gang de rue opère dans une région, une ville, un district, une rue, un pâté de maisons. Ces cliques ont donc un point de départ avant de migrer vers d'autres lieux, d'autres marchés. Dans *La face cachée des gangs de rue*, j'ai tracé le portrait des alliances montréalaises mettant en jeu les Crips, les

Bloods, le clan italien et les motards. Le crime organisé – motards et mafias traditionnelles – collabore avec les gangs de rue pour faire des affaires. Plusieurs gangs de rue font directement affaire avec certaines organisations criminelles, d'autres passent par des intermédiaires : chez les motards, certains gangs de rue transigent plutôt avec leurs clubs-écoles. Les réseaux illicites sont vastes et multiples. Ils utilisent plusieurs individus et différents groupes criminels. Les raisons sous-tendant ces partenariats peuvent varier d'un groupe à l'autre. Certains gangs de rue font des affaires avec des groupes de même allégeance en tenant compte de leur appartenance aux grandes familles : Crips, Bloods, Folk, Nations. D'autres alliances peuvent se créer au cours d'une incarcération, ou selon les aléas de la vie (camarades d'école, amis d'enfance, liens entre des familles) ; ces associations se créent parfois en fonction des origines ethniques, et très souvent en raison de liens familiaux et amicaux. Les gangs de rue fortement homogènes sur le plan ethnique sont beaucoup plus souvent constitués de personnes d'une même famille, ou faisant partie de clans proches. Ces alliances se font et se défont selon les intérêts communs et surtout pécuniaires. L'argent demeure le moteur par excellence !

Les membres des gangs de rue entretiennent également des relations avec d'autres gangs de rue et des trafiquants. Leurs réseaux sont multiples et s'étendent sur tout le territoire canadien. On sait que traditionnellement, ce sont les membres des gangs de Montréal qui ont « colonisé » d'autres territoires québécois et ontariens. Soit ils y ont fait des incursions qui ont tourné court compte tenu du manque de possibilités économiques, soit ils sont restés et ont ouvert des « succursales » avec des jeunes de la région, sous la supervision des gars de Montréal. Ce genre de « succursale » permet aux gangs de Montréal d'avoir des entrées un peu partout au Québec et de tisser des liens interrégionaux. Les Crack Down Posse de Pie-IX œuvrent à Laval et à Longueuil, et les Bo-Gars de Rivière-des-Prairies et de Montréal-Nord œuvrent également à Laval. Il est évident que ces gangs entretiennent des relations d'affaires et de fraternité. D'une façon plus globale, on remarque la présence de Crips et de

Bloods un peu partout au Québec, que ce soit à Montréal, à Laval, à Longueuil, à Québec, à Sherbrooke ou à Gatineau et, dans une moindre mesure, à Trois-Rivières, à Drummondville, etc. Bref, il y a autant de réseaux qu'il y a d'individus. Comme dans toute société, chaque personne est un réseau. C'est pareil dans le monde interlope.

Au Québec, les gangs de rue ont des relations autant avec les motards qu'avec le clan italien. L'opération policière «Axe» de 2009, qui a permis le démantèlement d'un réseau important de la famille des Crips, en est un bon exemple. Les réseaux sont donc multiples et peuvent mettre à la fois à l'œuvre des motards, des membres de gangs de rue et des membres du crime organisé traditionnel (mafias). Ils peuvent aussi s'étendre de Montréal à Alma, voire sur tout le territoire québécois.

Les Crips ne sont pas les seuls à «fricoter» avec le crime organisé, les Bloods aussi ont leurs propres réseaux d'alliances et leurs alliés forts. Historiquement, dans les années 90, les Crips et les Bloods du Québec étaient plongés dans une guerre de territoires et, au plus fort de cette guerre, certains membres de ces familles ont compris que, pour survivre dans ce milieu implacable, il leur fallait des alliés forts. Les Crips ont été les premiers à créer une alliance de partenariat avec les Hells Angels, et les Bloods ont suivi avec les Rock Machine, ennemis des Nomads du Québec (chapitre des Hells Angels), et connus ultérieurement sous le nom de Bandidos. C'est donc en plein milieu de la guerre des motards que les gangs de rue ont commencé à créer des alliances pour la cocaïne, l'exploitation des femmes et le trafic d'armes. Parallèlement, les motards bénéficiaient d'une occasion en or d'avoir des hommes de main et des détaillants pour la distribution de drogues, ainsi que des recruteurs de filles mineures. À cette époque, le clan italien refusait de commercer avec les gangs de rue, même s'il partageait un territoire avec les Bloods. Pour lui, les gangs de rue étaient des criminels de bas étage, sans morale, sans organisation, sans classe. On ne pouvait pas leur faire confiance. Le clan italien préférait laisser leur gestion aux motards. Cependant, à partir du moment où les Bloods ont commencé à s'émanciper face aux Bandidos, ils sont devenus encore

plus incontrôlables et le clan italien, obligé d'admettre que le milieu criminel ne pouvait plus ignorer ces nouveaux joueurs, a dû établir un partenariat avec eux. Ceux qui contrôlent les gangs de rue contrôlent la rue!

Les fusillades de l'été 2008 dans Montréal-Nord entre des membres des Bloods et le clan italien prouvent bien que cette alliance «forcée» est quelque peu fragile et que personne ne peut contrôler les gangs de rue. Selon nos sources, ce conflit a même été exporté en milieu carcéral durant ce fameux été – notamment à la prison de Bordeaux. Du reste, si les Hells Angels ont créé le club-école des Syndicate, c'est dans le but ultime de contrôler la rue et de lutter contre l'appétit vorace des gangs de rue. Il s'agit là du principe de la domination et du maintien du contrôle: on crée un groupe proche des familles dominantes, les Crips et les Bloods, constitué de membres qui connaissent bien les dirigeants de ces familles et qui sont de la même «école», du même territoire, de la même fratrie et de la même origine ethnique. Quoi de plus ingénieux pour contrôler le marché illicite que d'avoir des ex-membres des Crips et des Bloods dans les Syndicate? Rappelons que les frères Zéphir, qui ont intégré les Syndicate après leur libération, ont été les fondateurs des Crack Down Posse et des Krazz Brizz. Autrement dit, les Crips les craignent et les respectent. Aussi, le gang des Syndicate est le véhicule parfait pour les Hells Angels dans le contrôle de Montréal, et ces derniers exercent ce contrôle sans se salir les mains, tout en faisant fonctionner la machine à partir du pénitencier, sous la bonne gestion de membres influents de ce groupe criminel.

Les gangs de rue de Montréal ont aussi des relations avec des groupes criminels résidant dans d'autres provinces. Selon nos informations, certains gangs de la famille des Crips et de celle des Bloods de Montréal ont des liens d'affaires et même des liens fraternels avec des gangs de la ville de Niagara. Plusieurs gangs de rue de cette ville ont du reste conservé leurs noms initiaux: Bad Boy, Bo-Gars, Crack Down Posse (CDP), Krazz Brizz, etc. Les membres de CDP et de Krazz Brizz, deux gangs bleus de Montréal, ont ouvert cette «succursale» à Niagara et gardé le nom des gangs «mères».

Ce sont des alliés de longue date. On peut parler ici d'une expansion de ces gangs dans d'autres villes canadiennes – comme l'ont fait les Bo-Gars et les Bad Boy, deux gangs rouges alliés de longue date, qui se trouvent aussi à Montréal et à Laval. Fait intéressant, ces deux familles ennemies de Montréal ne se font pas la guerre à Niagara. Cette « anomalie » s'explique en partie par la petitesse du marché et par la peur de faire fuir les touristes en attirant l'attention policière. La vente de drogue et la prostitution, surtout de filles du Québec, sont des marchés lucratifs pour ces gangs dans ce territoire. Le tourisme aidant, les affaires vont bon train. Il semble que le marché le plus lucratif dans ce territoire soit celui de la prostitution.

D'après nos sources, il existerait un lien entre les gangs de rue de Toronto, de Montréal et d'Ottawa – lien communément désigné sous l'appellation : « Triangle des Bermudes ». Il y aurait également des liens formels et confirmés entre certains gangs de Montréal et de Gatineau-Ottawa, première escale avant Toronto. Il arrive souvent que des membres de gangs de Montréal volent des voitures ou des biens à Gatineau et à Ottawa, et les revendent à Toronto, avant de revenir à Montréal. Ce fameux triangle est le trajet emprunté par les proxénètes des gangs pour faire danser des jeunes filles dans des bars et les amener à la prostitution. Un fait important à mentionner : même si, au Québec, nous n'avons pas encore de membres de la Mara Salvatrucha ou de la Pandilla 18, c'est-à-dire des groupes créés par des membres provenant des États-Unis ou de l'Amérique centrale, comme à Toronto, ces bandes centro-américaines sont en émergence, et à partir du moment où elles créeront des alliances avec des partenaires forts du milieu criminel, elles se renforceront et procéderont ainsi à leur propre expansion – et cela d'autant plus rapidement qu'il y a déjà des Mara Salvatrucha à Toronto.

D'après mes informations, certains gangs de rue de Montréal auraient des liens avec des gangs de Toronto et du Nouveau-Brunswick. Nous n'en savons pas plus sur ce point. En outre, si mes informations me portent à penser que les Hells Angels de la Colombie-Britannique font toujours des affaires avec ceux du Québec, aucun renseignement ne peut me permettre d'affirmer,



pour le moment, que les gangs de rue du Québec entretiennent des relations avec ceux de la Colombie-Britannique. En outre, au dire de mes informateurs, certains gangs de rue de la ville de Niagara auraient des liens avec ceux de la Nouvelle-Écosse. Il s'agit des Day Squad et des North Preston's Finest, qui proviennent de la Nouvelle-Écosse et qui ont créé des cliques à Niagara afin d'étendre leurs réseaux de prostitution adulte et juvénile. On peut donc supposer qu'il y a eu expansion de ces gangs, compte tenu qu'ils sont bien installés dans au moins deux provinces.

Certains gangs de rue de Toronto auraient également des liens avec ceux du Nouveau-Brunswick. Je n'ai malheureusement pas réussi à obtenir de précisions quant aux noms de ces gangs et aux types de relations entretenues. D'autres informations me portent à croire que certains gangs du Nouveau-Brunswick opèrent non seulement dans leur propre province, mais aussi à l'Île-du-Prince-Édouard, zone hautement touristique (là où il y a du tourisme, il y a de l'argent à faire!). La majorité des gangs de rue de Toronto ont des territoires bien définis, même si les groupes les plus structurés ont des partenariats commerciaux nationaux et internationaux.

Compte tenu des enjeux économiques, les gangs torontois se constituent en fonction de la rentabilité des membres et du nombre de soldats. Le désir d'expansion de certains gangs contribue non seulement à l'acquisition de nouveaux marchés – donc de nouveaux territoires apportant davantage d'argent et de pouvoir –, mais à une augmentation des risques de conflits violents. Certains gangs de Toronto sont aussi présents dans d'autres régions, ou ont des liens avec des gangs d'autres régions. Ces groupes ont pris de l'expansion et se propagent comme un cancer, que ce soit dans les rues Peel, York et Hamilton, les principales artères de Toronto, ou dans des endroits plus éloignés, comme St. Catherines, Kitchener, London, Ottawa et Peterborough. Selon nos informateurs, le gang des Galloway Boys de Toronto serait en lien avec des gangs de Calgary, ce qui établit un pont entre les deux villes.

Par ailleurs, certains gangs de Toronto et de Thunder Bay auraient des relations avec ceux du Manitoba, notamment dans la



ville de Winnipeg. D'autre part, les gangs autochtones de Thunder Bay (Ontario) sont liés à leurs homologues de Winnipeg, notamment les Indian Posse, les Warriors (Manitoba Warriors et Ontario Warriors) et les Native Syndicate. En fait, ces gangs sont nés au Manitoba et ont migré à Thunder Bay. Pour en apprendre davantage sur la migration des gangs autochtones, voir les chapitres 2 et 8. Pour le moment, aucune information ne nous porte à croire que les MS13 de Toronto ont des liens avec ceux du Manitoba. Selon mes informations, les gangs de MS13 de Vancouver, de Toronto et du Manitoba n'auraient pas de liens entre eux. Leurs relations seraient plutôt nord-sud. Les membres de Vancouver proviendraient directement de Los Angeles, et seraient donc toujours en lien avec la maison mère. De la même manière, la MS13 de Toronto serait en lien avec Los Angeles par un autre réseau, soit le chemin est-ouest qui passe par les frontières de l'État de New York et de la côte Est. Autrement dit, le gang de la MS13 de Toronto est lié à ceux de l'État de New York et du Michigan via la frontière Windsor-Detroit et la frontière Niagara-Buffalo.

Dans la ville de Winnipeg, plusieurs gangs de rue se sont partagé des territoires. Certains quartiers sont plutôt chauds, compte tenu des luttes entre les différents groupes criminels pour le marché de la drogue. Trois gangs autochtones majeurs rayonnent en dehors du Manitoba : leurs réseaux s'étendent à l'est, en Ontario, à Thunder Bay ; vers l'ouest, en Saskatchewan, en Alberta, en Colombie-Britannique ; et même dans les Territoires du Nord-Ouest. En effet, une partie du réseau des Indian Posse fait travailler des cliques non seulement à Winnipeg et à Thunder Bay, mais aussi à Saskatoon (Saskatchewan), à Edmonton (Alberta), à Vancouver (Colombie-Britannique) et à Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest). Toutes ces cliques ont des liens interprovinciaux et le réseau se dessine comme suit : Thunder Bay est en lien avec Winnipeg, qui est en relation avec Saskatoon, Edmonton, la réserve d'Hobbema (en Alberta), et Vancouver.

En outre, les Indian Posse de Saskatoon sont liés à ceux d'Edmonton et de la réserve d'Hobbema. Enfin, les Indian Posse

d'Edmonton ont des liens avec ceux de Yellowknife et de Vancouver. Ce réseau n'est qu'une petite parcelle des relations des Indian Posse, dans la mesure où, en plus de se trouver dans les provinces de la Saskatchewan et de l'Alberta, les Indian Posse œuvrent aussi dans d'autres villes et réserves. En plus de relations interprovinciales, les Indian Posse ont donc des relations interrégionales en Saskatchewan et en Alberta. En Saskatchewan, les Indian Posse de Saskatoon sont liés à ceux de North Battleford (Saskatchewan), et ceux d'Edmonton, en Alberta, ont des liens avec ceux de la réserve d'Hobbema (Alberta).

Le réseau interprovincial des Native Syndicate, un autre gang autochtone, est moins étendu que celui des Indian Posse. Il se dessine comme suit : les Native Syndicate de Winnipeg (Manitoba) ont des liens avec ceux de Thunder Bay (Ontario) et ceux de Saskatoon (Saskatchewan). Par contre, les Native Syndicate de Thunder Bay ne semblent pas avoir de liens avec ceux de Saskatoon. Par ailleurs, à l'intérieur de la province de la Saskatchewan, les Native Syndicate de Saskatoon travaillent avec les cliques de Prince Albert, de Regina et de Kamsack (en Saskatchewan). En outre, les Natives Pride Gangsters de Moose Jaw (Saskatchewan) sont liés à ceux de Fort Qu'Appelle (Saskatchewan). Quant aux Warriors, leur réseau est encore moins large que celui des Native Syndicate. Ce réseau interprovincial s'étend dans trois villes, Thunder Bay, Regina et Winnipeg. Nous n'avons pas d'informations nous permettant de croire que ce réseau serait plus vaste. Selon nos sources, le gang autochtone d'Edmonton Redd Alert aurait des liens avec les cliques de la réserve d'Hobbema et de Calgary, et un lien interprovincial avec les cliques de Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) et de Yorkton (Saskatchewan). Enfin, il existe un réseau important de gangs cambodgiens en Alberta, notamment à Edmonton : les Kambodians to the Extreme (K2E), qui seraient en lien avec les FOB Killers de Medicine Hat, les Krazy Cambo Killers de Brooks, et les FOB de Calgary.

En Alberta, les gangs autochtones, asiatiques et jamaïcains se partagent les territoires. Le crime organisé asiatique est divisé en deux : les gangs de rue et les triades (mafia). Comme je le mention-

mais dans *La face cachée des gangs de rue*, certains gangs sont chapeautés par certaines organisations criminelles et ne peuvent donc évoluer vers un mode de fonctionnement plus organisé, à l'image du crime organisé, car les membres les plus performants de ces gangs sont intégrés dans les structures desdites organisations. Cette situation est particulièrement fréquente dans les gangs de rue asiatiques *versus* les triades, et aussi dans les gangs indo-canadiens et russes. Les gangs de rue qui ne sont pas dominés par des organisations criminelles et n'ont avec elles qu'une relation de partenariat ont plus de chance d'évoluer vers un mode de fonctionnement plus organisé qui va leur permettre de demeurer compétitifs dans le marché illicite. Ils développent librement leurs réseaux, leurs contacts, et la spécialisation de leurs produits, etc. C'est le cas, par exemple, des gangs de rue majoritairement antillais – ce qui laisse croire que l'on verra se développer, d'ici quelques années, une mafia antillaise dans certaines villes canadiennes, comme Montréal ou Toronto. N'oublions pas que tout est basé sur les contacts et les liens entre individus, qui sont très souvent des membres de la même famille, ou des amis intimes. Ces gangs de rue sont d'ailleurs considérés par le crime organisé comme des joueurs incontrôlables : leur façon de travailler est loin d'être discrète et indispose les groupes criminels dominants qui préfèrent, eux, garder un profil bas et gagner beaucoup d'argent. Les déboires médiatiques de ces gangs de rue, plutôt nocifs pour les affaires, accentuent la répression policière.

Selon certaines sources, les Crazy Dragons (gang asiatique) de l'Alberta entretiennent des liens avec ceux de la Saskatchewan et des Territoires du Nord-Ouest, et ceux de Vancouver avec ceux de Calgary. Les Crazy Dragons d'Edmonton sont associés aux cliques de Calgary et de Lethbridge. Il existe aussi des relations interprovinciales entre les Crazy Dragons de Prince Albert (Saskatchewan) et d'Edmonton (Alberta), et entre ceux d'Edmonton et de Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest). Les Crazy Dragons font des affaires – en particulier dans le trafic des armes à feu – avec d'autres gangs asiatiques, entre autres les Kambodians to the Extreme (K2E) d'Edmonton, les FOB Killers de Medicine Hat (Alberta), les

Krazy Cambo Killers de Brooks (Alberta) et les FOB de Calgary. Les Crazy Dragons sont leurs fournisseurs. Ce gang est également en lien avec des gangs de rue autres qu'asiatiques, notamment autochtones, comme les Indian Posse, et il est proche des triades. Sa ville d'émergence est Edmonton, mais il a migré dans plusieurs villes canadiennes des Prairies. Lorsque les membres d'une même famille ou d'un même clan déménagent et ouvrent une clique ou une succursale dans un autre territoire, ils n'en gardent pas moins des contacts amicaux et commerciaux avec la clique d'Edmonton. Les liens qui unissent ces individus sont forts et leurs affinités culturelles importantes, car ils font partie d'une même famille ou sont amis de longue date. Toutefois, un gang qui migre dans un territoire ne peut pas, automatiquement, ouvrir une clique.

La réussite de l'expansion de tout groupe criminel dépend non seulement de la demande de produits (clientèle), mais aussi de sa capacité de recruter des membres natifs dans le territoire ciblé, de la disponibilité des territoires, et de la mise en place d'une structure. Les organisations criminelles ont beaucoup plus de facilité à installer des cliques ou des chapitres au Canada et dans le monde, car leurs structures criminelles sont bien rodées, contrairement à celles des gangs de rue. Cependant, certains gangs, mieux structurés et mieux organisés, ouvrent assez facilement des succursales. Les gangs autochtones, les Crazy Dragons, les Crips et les Bloods en sont de bons exemples.

## LES ALLIANCES INTERNATIONALES

Les gangs de rue canadiens sont à l'ère du libre-échange et de la mondialisation des réseaux. Tout comme le crime organisé, ils essayent non seulement d'agrandir leurs réseaux à l'intérieur du Canada, mais dans le monde entier. Leurs tentacules ne sont pas aussi longs que ceux des organisations criminelles – qui ont pas mal d'années d'existence et beaucoup d'expérience –, mais ils s'étendent petit à petit dans les Amériques. Au dire de la police de Toronto,

certains gangs de rue ontariens ont des réseaux de distribution de drogue nationaux et internationaux. Ils font de l'importation, de l'exportation, de la fabrication et même de la culture. Plusieurs d'entre eux se livrent également au trafic d'armes et gèrent des réseaux de prostitution. Ces activités ne diffèrent guère au Québec ou dans d'autres provinces. Ce type de « business » nécessite bien sûr des contacts au Canada et ailleurs en Amérique.

Les informations concernant les alliances internationales des gangs de rue diffèrent selon les sources. Selon certains informateurs, il y aurait des liens confirmés entre certains gangs de rue du Québec et d'Haïti. On parle même d'un triangle Montréal/Port-au-Prince/Miami. En outre, plusieurs membres de gangs de rue du Québec ont des liens avec les États-Unis, car ils y ont souvent des amis ou des parents. Des liens sont confirmés entre le Québec et les États-Unis, soit avec le Michigan, l'État de New York, le Maine et le Vermont. Ce qui est assez intéressant, c'est qu'il y a également confirmation de liens entre certains gangs de Toronto et du sud de l'Ontario et ces mêmes États. En fait, certains gangs des Bloods et des Crips ont des liens avec leurs homologues dans ces États américains, et il en est de même pour ceux de l'Ontario. Il a aussi été porté à ma connaissance que certains gangs de Toronto seraient liés, dans le trafic de drogue et d'armes à feu, à des individus criminels en Somalie (le gang des Glendower et celui des Project Original), en Jamaïque (certains gangs jamaïcains), et en Asie du Sud. Par ailleurs, certaines informations font état de liens possibles entre des gangs de rue du Québec et de la Jamaïque, ainsi que de la République dominicaine. On rapporte même que des motards auraient pignon sur rue en République dominicaine et feraient des affaires avec certaines bandes de Montréal, notamment les Syndicate.

Toujours selon nos sources, aucun lien international n'a été relevé dans les gangs du Nouveau-Brunswick, de la Saskatchewan et de la Nouvelle-Écosse. Ce qui n'est pas le cas pour le crime organisé dans ces provinces. Il y aurait cependant des liens internationaux entre certains pays et des gangs de rue du Manitoba, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique. Au Manitoba, certains gangs de rue majeurs

ont des liens d'affaires avec des groupes criminels africains. Les African Mafia et les Mad Cowz de Winnipeg sont liés à des groupes criminels africains, notamment en Somalie et au Soudan. Certains gangs de l'Alberta, quant à eux, ont des liens avec le Montana et l'État de Washington, l'Europe de l'Est et l'Asie. Certains gangs asiatiques (Crazy Dragons, FOB) et les triades sont en relation d'affaires avec leurs homologues, notamment à Hong Kong.

De plus, les Crazy Dragons seraient liés à une organisation mafieuse de l'Europe de l'Est qui opère à Calgary et qui est elle-même en lien avec certains pays de l'Europe de l'Est. Par ailleurs, des liens ont été confirmés entre certains gangs de Vancouver (Colombie-Britannique) et de l'État de Washington. Selon certaines informations, les gangs et les organisations criminelles indo-canadiennes de Vancouver travaillent avec des groupes criminels de l'Inde. En outre, la MS13 et les Latin Criminals auraient des relations d'affaires avec des groupes criminels d'Amérique du Sud et de la Californie. Mes sources m'ont également appris que le gang de la Mara Salvatrucha de Vancouver est lié aux MS13 de Los Angeles et du Salvador, tandis que les Latin Criminals font des affaires avec des groupes de même allégeance à Los Angeles et au Mexique. Enfin, certaines informations me portent à penser que certains gangs asiatiques de Vancouver seraient en relation avec des groupes criminels au Viêtnam.





## Chapitre 2

### Les gangs autochtones

*Si tu ne connais pas tes ancêtres, tu ne sais pas qui tu es!*

Proverbe autochtone

**S**elon le recensement de 2006 – le plus récent –, les peuples autochtones, soit les Premières Nations, les Métis et les Inuits, représentent 4 % de la population totale du Canada. Ils ont franchi la barre du million. Au cours de la dernière décennie, il y a eu augmentation de la population autochtone au Canada. De 1996 à 2006, on rapporte une augmentation de 35 % de la population des Premières Nations hors réserve, comparativement à 9 % pour la population canadienne. Même si 8 autochtones sur 10 vivent en Ontario et dans les provinces de l'Ouest, la plus forte progression a été relevée au Manitoba. En outre, 54 % de cette population se retrouve dans les zones urbaines : 68 380 personnes à Winnipeg, 52 100 à Edmonton, 40 310 à Vancouver, 26 575 à Toronto et à Calgary, 21 535 à Saskatoon et 17 105 à Regina (données de 2006).

La situation socioéconomique des peuples autochtones est extrêmement préoccupante. On découvre dans ces populations très jeunes des situations de vie similaires à celles du tiers-monde. Près de la moitié de la population autochtone a moins de 24 ans. Les populations les plus jeunes ont été répertoriées au Nunavut, au Manitoba et en Saskatchewan. Approximativement 9 % de la population autochtone est âgée de quatre ans et moins, comparativement à 5 % chez les non-autochtones. Chez les Inuits, on parle de 12 %, et

10 % des individus sont âgés de cinq à neuf ans, comparativement à 6 % chez les non-autochtones. Plusieurs réserves présentent un bond démographique important, l'âge moyen se situant de 5 à 14 ans. Les jeunes des Premières Nations hors réserve représentent 2 % de la jeunesse canadienne de 6 à 14 ans. Dans certaines régions du Canada, elle représente une bonne partie de la population, et dans d'autres régions elle constitue une minorité : dans les Territoires du Nord-Ouest, elle est évaluée à 39 % ; à 29 % au Yukon ; à 9 % en Saskatchewan ; à 7 % au Manitoba. Si l'Ontario est la province où l'on compte le plus d'enfants de Premières Nations hors réserve, ce nombre ne représente que 1 % des jeunes de 6 à 14 ans (recensement de 2006). On a recensé en 2006 près de 35 000 enfants métis de moins de six ans au Canada : 25 % en Alberta, 21 % au Manitoba, 15 % en Ontario, 15 % en Saskatchewan et 14 % en Colombie-Britannique. On dénombre 7 000 enfants inuits de moins de six ans au Canada : 84 % vivent dans le Nunatsiavut (nord du Labrador), le Nunavik (nord du Québec), le territoire du Nunavut et la région d'Inuvialuit, dans les Territoires du Nord-Ouest, et 16 % vivent à l'extérieur de l'Inuit Nunaat.

Par ailleurs, on constate, selon les données de 2006, que les enfants autochtones de moins de six ans ont des mères âgées de 15 à 24 ans, à raison de 26 % pour les enfants inuits, 27 % pour les enfants des Premières Nations hors réserve, et 22 % pour les enfants métis – comparativement à 8 % pour les enfants non autochtones. Notons que les mamans inuits sont encore plus jeunes : 9 % d'entre elles ont de 15 à 19 ans. Cette population jeune vit dans des conditions précaires, où la violence s'allie à la pauvreté. Savez-vous qu'un enfant autochtone sur quatre vit dans la misère ? Que le taux de diabète chez les autochtones est trois fois plus élevé que la moyenne nationale ? Que 23 % de cette population vit dans des logements nécessitant des réparations majeures – comparativement à 7 % dans la population canadienne ? Et que ces logements sont insalubres ? Selon le recensement de 2006, 29 % des enfants inuits de moins de six ans vivent dans des logements nécessitant de sérieuses réfections – comparativement à 8 % des enfants non

autochtones – et 43 % vivent dans des logements surpeuplés – comparativement à 7 % des enfants canadiens. Dans le Nunavik, la situation est encore plus grave: 59 % des enfants vivent dans la précarité. Chez les Premières Nations, 18 % des enfants de moins de six ans habitent des logements nécessitant des réparations majeures – comparativement à 8 % des enfants canadiens – et 16 % vivent dans des logements surpeuplés – comparativement à 7 % des petits Canadiens.

Savez-vous que plus de 100 communautés autochtones n'ont pas accès à l'eau potable? Qu'elles connaissent un taux de chômage et de décrochage scolaire anormalement élevé? Selon le recensement de 2006, 31 % des membres des Premières Nations de 25 à 64 ans vivant hors réserve n'avaient pas de diplôme du secondaire – comparativement à 15 % de la population canadienne du même groupe d'âge. Les revenus des Premières Nations sont les plus faibles au Canada! De plus, 32 % des enfants métis de moins de six ans vivaient dans des familles à faible revenu – comparativement à 18 % des petits Canadiens. Par ailleurs, toujours en 2006, dans ce pays riche du monde occidental, 30 % des enfants inuits connaissaient la faim, et il en était de même au Nunavut, où 39 % des enfants inuits de 6 à 14 ans manquaient de tout. Au Nunavik, on en dénombrait 33 %, et au Nunatsiavut, 30 %. Pour 33 % de ces enfants, cette calamité était occasionnelle, alors que pour 24 %, cette situation était régulière, et 21 % de ces petits avaient faim plus d'une fois par mois.

Mon court passage à la réserve de Manawan en 2000 a été un choc. J'y ai vu des familles de plusieurs enfants entassées dans des maisons roulottes, des gamins marchant pieds nus dans les rues non asphaltées. Je me suis demandé si j'étais vraiment au Québec! Un de mes amis qui a fait un voyage dans le Grand Nord canadien m'a dit que ce qui l'avait frappé chez les Inuits, c'était leurs dents gâtées. Comment s'en étonner? Ces communautés éloignées n'ont accès à un dentiste qu'une fois tous les six mois, et pendant une journée seulement. Une responsabilité importante incombe aux différents paliers gouvernementaux quant à l'éradication de ces situations

inhumaines. Et il est essentiel que les leaders des communautés travaillent avec les institutions gouvernementales pour améliorer la qualité de vie de leurs membres, ainsi que leur sécurité.

On constate aussi une surreprésentation des enfants autochtones dans le système d'aide à l'enfance. Les soins de santé primaires laissent à désirer. Chez les Premières Nations, 43 % des enfants n'ont pas accès à des soins dentaires, et pour les adultes, n'en parlons pas ! Le taux de suicide est de cinq à huit fois plus élevé chez les jeunes autochtones que dans la jeunesse canadienne ! Un long chemin reste à parcourir pour aider ces communautés à sortir de la misère.

En refusant de ratifier la Déclaration des droits des peuples autochtones des Nations Unies au Forum socioéconomique des Premières Nations à Mashteuiatsh, en juin 2006, le Canada déclarait clairement qu'il ne comptait pas s'attaquer à la pauvreté des autochtones – qui frise pourtant l'insoutenable dans un pays aussi riche. Le gouvernement canadien a également rejeté l'Accord de Kelowna, qui prévoyait environ cinq milliards de dollars pour lutter, notamment, contre la pauvreté chez les autochtones. Par contre, il est important de mentionner que, le 11 juin 2008, le gouvernement canadien a posé un geste historique de réconciliation et de contrition envers les membres des nations autochtones qui, de 1830 à 1990, ont été enfermés dans les fameux pensionnats mis en place par le Canada avec la collaboration de l'Église. En 1931, on relevait au Canada le plus grand nombre de pensionnats pour enfants autochtones, et le dernier établissement n'a été fermé qu'en 1990 ! Il a donc fallu 18 longues années pour que le gouvernement fédéral demande pardon pour les horreurs commises dans ces pensionnats, et pour cette indécente tentative d'assimilation des peuples autochtones. Ce moment inoubliable, auquel j'ai assisté avec beaucoup d'émotion, me semble fondamental dans le processus de guérison de plusieurs familles autochtones.

Lors de mon voyage à Chisasibi – village cri (quelques Inuits) d'environ 3000 habitants, à 100 km de Radisson et de la route de la Baie-James, dans le territoire Eeyou Istchee –, où l'on m'avait invitée à rencontrer des jeunes, j'ai été frappée par le désengagement

parental de plusieurs familles. Il ne s'agissait pas d'une contingence propre à une minorité, comme on peut le voir dans toute société où une petite fraction de parents n'arrive pas, pour diverses raisons, à assumer ses responsabilités parentales. Ne saisissant pas les raisons de cette démission parentale, j'ai candidement exprimé mon incompréhension lors d'une conférence que j'ai donnée devant cette communauté crie. Une mère d'une soixantaine d'années m'a alors répondu, avec une grande tristesse, que plusieurs familles ne pouvaient assumer leur rôle parental parce qu'on les en avait dépossédées dans ces pensionnats, parce qu'elles n'avaient pas « appris » à être parents, tout comme leurs propres parents, enfants de ces pensionnats, ne l'avaient pas appris eux-mêmes. On avait tué la fierté en eux, détruit leur culture, effacé leurs langues et leurs traditions. On avait tenté de tuer l'Indien en eux. Dès lors, que pouvaient transmettre ces familles à leurs enfants ? Cette réponse expliquait en partie le désengagement observé.

Cette tragédie historique a décimé des générations entières et continue à le faire, car les blessures ne sont pas faciles à guérir. La fierté, cela s'apprend et cela se vit ! Cela se transmet aux générations, cela se cultive ! Cela se donne en héritage ! Sans terre, sans culture, sans histoire, un peuple ne peut survivre ! Nous avons le devoir moral et historique d'aider les Premières Nations à faire revivre l'Indien dans le cœur de leurs enfants.

À la lumière de tous ces problèmes socioéconomiques qui accablent une population jeune, comment s'étonner d'apprendre que le taux de criminalité dans les réserves, en 2004, était trois fois plus élevé qu'ailleurs au Canada ? Toujours dans la même année, le taux de crimes violents dans les réserves autochtones était huit fois plus élevé qu'ailleurs, et les victimes étaient surtout des femmes et des enfants. La criminalité juvénile violente était par contre moins élevée que celle des adultes, même si elle restait plus importante dans les réserves (Statistique Canada, juin 2006). D'autre part, le taux d'incarcération des autochtones est neuf fois plus élevé que celui de la population non autochtone, et 18 % des autochtones sont détenus sous juridiction fédérale, en particulier

dans les provinces de la Saskatchewan et du Manitoba (Centre canadien de la statistique juridique, 2006).

## PORTRAIT DES GANGS AUTOCHTONES

La grande majorité des gangs autochtones se trouvent dans la région des Prairies, soit en Alberta, en Saskatchewan et au Manitoba. Antérieurement, quelques gangs autochtones étaient concentrés à Edmonton, en Alberta, notamment les Westside Natives, les Little Blood Crew, les Outlaws, les Samson Young Thugs et les Northside Boys (N\$B); les autres se trouvaient à Winnipeg, au Manitoba. La Saskatchewan était alors un chemin de passage obligé pour ces gangs, à cause de la présence de pénitenciers. Par ailleurs, les Westside Natives, les Little Blood Crew, les Outlaws, les Samson Young Thugs et les Northside Boys se sont dissous et intégrés aux Alberta Warriors, aux Indian Posse et aux Redd Alert Tribe d'Edmonton. Ces gangs autochtones n'existent donc plus sous leur première appellation. Les gangs autochtones les plus importants qui sévissent dans la grande région des Prairies sont les Indian Posse, les Native Syndicate, les Warriors (Manitoba, Alberta, Ontario), les Redd Alert et les Deuce. Dans une moindre mesure, on retrouve également des gangs autochtones sans cellules dans d'autres territoires que celui de leur création, notamment les Death Do Us Part (Edmonton), les Samson (Samson est une réserve autochtone de l'Alberta), les Central Skull, les West Side Baby Gangsters de Prince Albert (Saskatchewan) et les Gangs Killers. Certains gangs autochtones ont tout simplement adopté le nom de Crips ou de Bloods. Il y a aussi, dans certains territoires, des Deuce, constitués de membres non autochtones. Ces gangs autochtones se trouvent essentiellement dans les Prairies.

Les Indian Posse, les Native Syndicate et les Manitoba Warriors existent depuis plus de 10 ans. Selon nos informateurs, les gangs autochtones albertains dominants et les plus présents sont les Redd Alert et les Indian Posse. Ces gangs sont basés en majorité dans les



villes d'Edmonton et de Calgary, même si ces groupes ont débuté dans de petites localités. Pour plus de précision, les Indian Posse sont à Edmonton et dans la réserve d'Hobbema, tandis que les Redd Alert sont à Edmonton, à Calgary et dans la réserve d'Hobbema. Ces gangs ont aussi des liens, bien évidemment, avec d'autres gangs albertains. Selon certaines informations, il n'y aurait pas de Warriors en Alberta : les Alberta Warriors se trouveraient plutôt à Regina, en Saskatchewan. Or, d'autres informations tendent au contraire à recenser les Alberta Warriors non seulement à Regina, en Saskatchewan, mais aussi à Edmonton, en Alberta. Les Indian Posse et les Redd Alert de l'Alberta sont des gangs rivaux.

En Saskatchewan, les gangs autochtones sont, notamment, les Native Syndicate et les Indian Posse. Les Native Syndicate se trouvent à Regina, à Prince Albert, à Saskatoon et à Kamsack, tandis que les Indian Posse sont à Saskatoon et à North Battleford. D'autres gangs autochtones ont également été identifiés dans d'autres régions de la Saskatchewan : les Redd Alert à Yorkton ; les Native Pride Gangsters à Moose Jaw ; les Fort Qu'Appelle, les Alberta Warriors et les Native Syndicate Killers (NSK) à Regina ; les Crazy Cree à Saskatoon. Au Manitoba, les principaux gangs autochtones présents sont notamment les Deuce, les Indian Posse, les Native Syndicate et les Manitoba Warriors. Toutes ces bandes sont installées dans la ville de Winnipeg. Il est intéressant de noter que certains gangs autochtones ont des similitudes avec certaines bandes centro-américaines, comme la Mara Salvatrucha et la Pandilla 18. Le fonctionnement cellulaire en tribu ou en clan familial, la symbolique des tatouages, les signes de la main et les rituels provenant de la culture aborigène sont utilisés autant chez les gangs autochtones que centro-américains. Les membres sont prêts à mourir pour leur gang, et leur dévotion est sans faille.

Les gangs autochtones sont les groupes qui ressemblent le plus aux gangs centro-américains, notamment en ce qui concerne l'adhésion de femmes à titre de membres (voir chapitre 3). Il y aurait davantage de filles dans les gangs autochtones de Winnipeg et de la Colombie-Britannique. Ces gangs sont très actifs sur le



plan criminel et possèdent une organisation soit de type cellulaire, soit de type pyramidal. Les gangs de type cellulaire sont formés en cliques autonomes, avec un chef et une certaine répartition des tâches. Ces cliques peuvent avoir des liens avec d'autres cliques de même idéologie, sans pour autant en dépendre. Les Indian Posse, par exemple, ont une structure de type cellulaire. On les trouve sur plusieurs territoires, mais ces cellules (cliques) ne se connaissent pas forcément et n'ont pas toutes des liens de partenariat. Une cellule des Indian Posse du Manitoba ne connaît pas automatiquement les cellules d'autres provinces. Les membres peuvent partager la même idéologie du combat, mais chaque bande est autonome et a son propre chef. Ce type de gang autochtone s'identifie par des tatouages et des signes bien précis – comme les Bloods et les Crips s'identifient par des couleurs et des signes distinctifs.

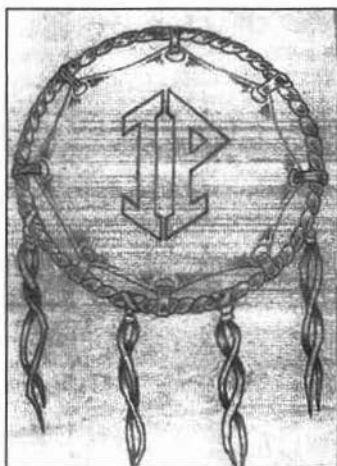
D'autres gangs autochtones, toutefois, fonctionnent avec des codes hiérarchiques bien précis, comme chez les motards : ils doivent grimper les échelons de la hiérarchie ; ils portent des blousons de cuir identifiant le gang, la région où ils œuvrent, et le grade du membre. Leur organisation est de type pyramidal. Dans les deux cas, les membres ont des règles d'engagement et de fonctionnement et un ou plusieurs chefs ; ils subissent des rites d'initiation et font preuve d'une grande loyauté envers leur chef. Certains fonctionnent selon une hiérarchie militaire, avec des soldats, des lieutenants, etc. Pour d'autres, il s'agit plutôt d'une structure dans laquelle on trouve un président, un vice-président et un comité de membres.

Selon mes informations, à quelques exceptions près, les gangs autochtones qui proviennent essentiellement des réserves des Prairies ne se définissent pas en fonction de l'ethnie des membres ou de la nation à laquelle ils appartiennent, mais plutôt en fonction du territoire. Si un gang est créé dans une réserve mohawk, il est fort probable que les membres font majoritairement partie de cette nation. Par ailleurs, les gangs créés dans les établissements carcéraux (gangs de prison) sont constitués de membres de plusieurs nations autochtones différentes – compte tenu du mélange que l'on retrouve dans les institutions. Sachant que près de 90 % des membres de gangs

autochtones incarcérés proviennent des Prairies, les gangs de prison sont donc constitués d'un mélange d'individus de trois provinces: l'Alberta, la Saskatchewan et le Manitoba. Il arrive même que des non-autochtones intègrent ce genre de bande. En effet, si dans un établissement le gang dominant est autochtone, le Blanc qui débarque n'a d'autre choix que de s'intégrer à ce gang, qui devient sa nouvelle famille. Mais c'est chose plutôt rare. Les gangs de prison sont créés dans les institutions carcérales en réaction à l'autorité, ou pour se protéger des autres gangs. Plusieurs gangs autochtones font du recrutement et se renforcent dans ces institutions, mais seuls les Redd Alert et les Native Syndicate sont «nés» en prison. Les autres gangs autochtones y ont été importés en raison du transfert de détenus, mais ils avaient été créés à l'extérieur, dans les communautés.

### Les Indian Posse

Les Indian Posse sont l'un des premiers gangs autochtones du Canada. Ils ont fait leur apparition dans les années 80. Selon nos sources, les Indian Posse ont été créés par cinq jeunes autochtones de 14 à 15 ans dans la ville de Winnipeg, avant de devenir l'un des gangs majeurs du Canada. Par la suite, ce gang a migré en Saskatchewan, en Alberta et dans les Territoires du Nord-Ouest, où d'autres cellules ont été créées. Ils sont considérés par les forces policières comme un groupe très violent, en conflit avec d'autres gangs, notamment les



Manitoba Warriors et les Deuce. Selon la police de Winnipeg, ce gang aurait beaucoup de membres comparativement aux autres gangs autochtones. Dans la banque de données de l'Unité de lutte contre les gangs de rue du Service de police de Winnipeg, on peut relever plus de 500 membres actifs et inactifs des Indian Posse. Comme beaucoup de gangs de rue, ils fonctionnent en groupes cellulaires. Leur structure n'est pas pyramidale et est plutôt instable. Les

Indian Posse ont une « philosophie » axée sur la culture autochtone et la sous-culture des gangs de rue de Los Angeles. Les symboles de la culture autochtone se retrouvent sur leurs tatouages, leurs graffitis, etc. L'un de leurs symboles est un capteur de rêves, avec comme inscription, au centre, « IP », pour Indian Posse. Ils se font tatouer sur le dos de la main, dans le creux entre le pouce et l'index, une main qui fait le signe IP. La présente photo est éloquente.



Les Indian Posse recrutent essentiellement parmi la jeunesse autochtone, que ce soit dans la rue, dans les réserves ou encore dans les lieux où les jeunes sont sous surveillance (centres jeunesse, refuges pour jeunes). Les membres de ce gang proviennent de couches socio-économiques extrêmement pauvres. Ils sont du reste décrits comme « les plus pauvres des pauvres ».

## Les Deuce

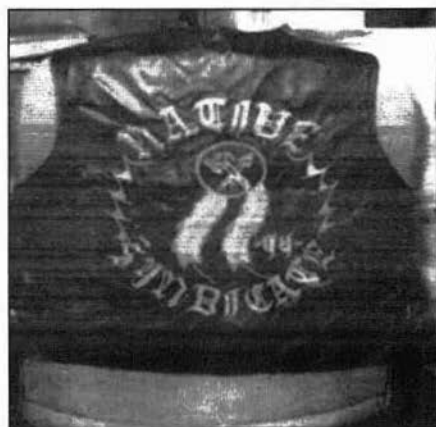
On retrouve les Deuce uniquement à Winnipeg. Ce gang ressemble aux bandes afro-américaines et fonctionne en cellules. La famille des Deuce est constituée de plusieurs cliques, soit les Deuce, les Deuce of Central, les Eight Tray Deuce, les Deuce Locos et les Ruthless Deuce. Par ailleurs, des Ruthless Deuce auraient été identifiés en 1998 dans le centre-ville de Calgary, où ils étaient en lien avec ceux de Winnipeg. Actuellement, certaines informations laissent penser que les Ruthless Deuce de Calgary ne sont plus actifs. Il se peut que ce gang ait décidé de fusionner toutes ses cliques, sous le nom de Deuce, afin de se renforcer plutôt que de se diviser.

Les tenues vestimentaires et le mode de communication des Deuce – autant le langage que les signes de la main et l'attitude générale – s'inspirent beaucoup des gangs de Los Angeles. Les membres portent des bandeaux surmontés de casquettes, et adoptent une démarche nonchalante. Dans la banque de données de l'Unité de lutte contre les gangs de rue du Service de police de

Winnipeg, on relève plus de 500 membres actifs et inactifs des Deuce. Ce gang autochtone n'est pas présent dans d'autres villes canadiennes, comme les autres gangs autochtones dominants. Il n'a de barrière ni raciale, ni économique, ni géographique. Il recrute autant de jeunes autochtones que de jeunes non autochtones. C'est donc un gang multiethnique. En fait, les Deuce tendent à recruter essentiellement des jeunes qui semblent portés à commettre des actes criminels, et des jeunes qui traînent dans la rue. Ce gang, comme plusieurs autres, est très violent et a comme ennemis mortels les Indian Posse, avec qui il est souvent en guerre.

### Les Native Syndicate

La bande des Native Syndicate a été fondée au milieu des années 80 au pénitencier de Stony Mountain (*prison gang*), au Manitoba, à quelques kilomètres au nord de Winnipeg. À l'image des gangs de prison, les détenus auraient créé ce gang pour se protéger des Manitoba Warriors et des Indian Posse. Comme les gangs de motards, il présente une structure organisationnelle de



type pyramidal. On y trouve donc un président, un vice-président, et chaque membre a un poste bien défini (division des tâches). Les Native Syndicate sont essentiellement motivés par le pouvoir et la rentabilité économique. Cette bande ne recule devant rien pour arriver à ses fins, et la violence y est endémique. Même si l'on constate une migration à l'est et à l'ouest du Manitoba, les Native Syndicate ne se déplacent pas beaucoup d'une province à l'autre. Ils ne s'aventurent pas très loin et sont peu nombreux. Il existe plusieurs chapitres des Native Syndicate, et ce, dans trois provinces canadiennes : au Manitoba, à Winnipeg ; en Saskatchewan, à Prince Albert, Regina, Kamsack et Saskatoon ; et en Ontario, à Thunder Bay.

Ce gang autochtone ne pratique aucune restriction ethnique dans le recrutement. Il est donc constitué également de non-autochtones, et majoritairement d'adultes recrutés dans le milieu carcéral. Les membres des Native Syndicate s'identifient, comme les motards, avec un blouson de cuir orné de leurs galons et de leurs symboles d'affiliation. Les mots *native syndicate* y sont inscrits autour d'un cercle, et l'on peut voir dans ce cercle un capteur de rêves à l'intérieur duquel sont dessinés un tomahawk et une lance.

## Les Warriors

Le gang des Warriors le plus « répandu » est celui des Manitoba Warriors, mais il existe aussi des Alberta Warriors et des Ontario Warriors. Selon certaines informations, les Manitoba Warriors ont fait leur apparition en 1985 dans la ville de Winnipeg. Actuellement, on recense des chapitres des Warriors non seulement au Manitoba, mais en Ontario, à Thunder Bay : les Ontario Warriors. Certaines sources affirment qu'il y en aurait également en Alberta, notamment à Calgary et à Edmonton, et en Saskatchewan, notamment à Regina, surtout aux abords des réserves. Les Alberta Warriors sont nés en 1996 et sont liés à ceux du Manitoba. Les Saskatchewan Warriors et les Alberta Warriors ont été créés après les Manitoba Warriors. Il y a deux ou trois ans, les Warriors ont tenté d'ouvrir un chapitre au Québec, mais cette tentative a échoué. À la suite d'incidents dans des établissements carcéraux de l'Ouest, des détenus membres des Warriors ont été transférés au Québec, où ils ont voulu ouvrir une section, mais sans succès : cela prend plus que quelques gars qui se connaissent bien pour créer une bande ! D'autre part, des groupes criminels sont déjà bien implantés au Québec. Comme me le disait de façon imagée un de mes informateurs : « T'auras beau vendre du Pepsi. J'en ai aussi dans mon dépanneur ! Viens pas me faire chier ! »

On retrouve aussi, bien évidemment, des membres des Manitoba Warriors dans les établissements carcéraux. Ces derniers ont non seulement des liens avec des personnes à l'extérieur des murs, mais aussi dans certaines réserves autochtones. Selon certaines

sources, si les Manitoba Warriors ont été parmi les premiers à voir le jour et ne sont pas des gangs de prison (formés en incarcération), les Alberta Warriors, eux, ont été créés sous l'influence de membres des Manitoba Warriors détenus à l'établissement carcéral d'Edmonton et transférés à la prison de Stony Mountain (au Manitoba) vers la fin des années 90. Une fouille dans la cellule de l'établissement d'Edmonton a permis de découvrir le document de fondation des Manitoba et des Alberta Warriors.

En ce qui concerne la structure, les informations varient : d'une part, certaines sources croient que les Warriors ont une structure de type pyramidal, à l'image des Hells Angels, et non cellulaire. Les Alberta Warriors auraient même, comme les motards, un club-école, les Alberta Outlaws. D'autre part, certaines sources pensent que les Manitoba Warriors sont constitués en cellules autonomes, avec un *leadership* instable et un *membership* qui varie beaucoup. Selon moi, les Warriors ont une structure de type plus cellulaire que pyramidal, même s'ils veulent ressembler aux motards. On ne peut donc établir le nombre exact de membres présents dans les cellules de ce gang. Chaque membre a son propre champ d'activités criminelles, indépendamment du groupe.

Bien que les membres des Manitoba Warriors se rassemblent pour des raisons de protection ou pour renforcer le groupe, ils sont plutôt individualistes. Cependant, toutes les sources confirment que les Warriors ont des liens avec plusieurs organisations criminelles à travers le Canada, et plus particulièrement avec les motards. Les Manitoba Warriors avaient, antérieurement, des liens avec les Satan's Choice (groupe de motards) de l'Ontario, et ont tissé par après des liens avec les Zig Zag Crew (ZZC), un club-école des Hells Angels – un peu comme les Rockers de Montréal avec les Nomads. Au départ, les Manitoba Warriors faisaient directement affaire avec les Hells Angels, mais ces derniers, en créant les Zig Zag Crew, les ont obligés à traiter avec un intermédiaire. Les Manitoba Warriors doivent donc donner une commission (une cote) aux Zig Zag Crew pour se procurer de la drogue ou toute autre marchandise. Certains informateurs



soutiennent que l'entente entre les ZZC et les Manitoba Warriors n'est pas au beau fixe, et qu'ils se livrent une lutte très chaude pour le contrôle de la drogue. Notons que les membres des Zig Zag Crew sont des « Blancs » et sont décrits comme des *tough*, des tueurs.

À la suite d'une nouvelle règle commerciale imposée par les Hells Angels, certains membres des Manitoba Warriors qui refusent de travailler pour des « Blancs » ont décidé de quitter ce groupe et de s'intégrer aux Indian Posse. Depuis, les Indian Posse et les Manitoba Warriors sont des ennemis féroces. En dépit de leur désir d'évoluer et de leurs connexions importantes avec de grands joueurs du marché illicite, les Manitoba Warriors, qui veulent devenir une organisation criminelle comme les motards, devront s'organiser et exercer un meilleur contrôle sur leurs différentes cellules. Ce qui ne veut pas dire que ce sera chose facile.

*Les Manitoba Warriors, bien que dispersés dans toute la province du Manitoba, cherchent à devenir de plus en plus organisés, à ouvrir des chapitres un peu partout et à devenir la base de tous les Manitoba Warriors du Canada. Un peu comme les Bloods des États-Unis l'ont fait en établissant le concept de Blood Nation. Ils ont changé leur patch pour faire plus national et cela ressemble maintenant à ce que l'on voit chez les bandes de motards.*

Entrevue, Canada, 2008

Comme les motards et la mafia, les Manitoba Warriors sont impliqués dans le trafic de stupéfiants et le blanchiment d'argent. Ils veulent être pris au sérieux et ne plus être considérés comme un gang de rue. Par ailleurs, ils ont conclu une entente avec leur ennemi de toujours : les Native Syndicate. On constate donc moins de violence entre ces deux groupes, ce qui est bon pour les affaires. Toutefois, les Manitoba Warriors sont toujours en conflit avec les Indian Posse. On a recensé, en 2007, dans la seule ville de Winnipeg, plus de 80 fusillades entre ces deux gangs. Chaque



membre des Manitoba Warriors peut avoir ses propres activités criminelles, indépendamment du gang, mais les membres se rassemblent pour la défense du territoire et la protection de tous. Les membres des Manitoba Warriors s'identifient par un blouson de cuir noir, comme les motards, où l'on peut lire le nom de leur groupe, «Manitoba Warriors», avec, au milieu, une tête d'Indien au centre d'une grande étoile blanche posée sur deux cercles. L'image ci-dessous illustre cette identification.



Chaque nouveau membre des Manitoba Warriors doit prêter serment au gang. Il lui jure fidélité, et doit faire preuve d'une allégeance totale envers le chef. Il fait le serment de donner sa vie au gang et de mourir pour lui si nécessaire. Le serment se lit comme suit :

*I will be true, loyal and brave. I will have respect for my leaders and fellow warriors.*

*I will give my heart, my blood and spirit for my brothers warriors against all enemies.*

*I will give my true allegiance to my leader and brothers warriors.*

*I swear to keep secrets within the warrior society for I am a "Manitoba Warrior".*

*I am ready and willing to die and spill blood and to give my life to my brothers warriors.*

Les autres Warriors (Ontario et Alberta) fonctionnent de la même manière sur les plans organisationnel et criminel. Cependant, en ce qui concerne les symboles de reconnaissance, les tatouages, les *patches*, on relève des différences. Bien évidemment, chaque groupe s'identifie notamment par sa province, et peut porter un *patch* avec les lettres WFFW (*Warriors Forever-Forever Warriors*). Les Warriors ont souvent des tatouages représentant des personnages en habit paramilitaire et portant cagoules et armes à feu. Ils se font aussi tatouer des chiffres représentant leur gang, et marquent leurs territoires avec des graffitis de ce genre. Par exemple, les Manitoba Warriors se font tatouer un 13/23. Le chiffre 13 représente la 13<sup>e</sup> lettre de l'alphabet, soit le M, et le chiffre 23 représente la 23<sup>e</sup> lettre de l'alphabet, soit le W (voir illustration ci-après). Pour les Alberta Warriors, c'est 1/23, soit la 1<sup>re</sup> lettre de l'alphabet, le A, et la 23<sup>e</sup>, le W. Les membres qui appartiennent à la grande famille des Warriors connaissent très bien ces chiffres, qui indiquent souvent un territoire. Les Warriors s'identifient également avec des signes de la main.



## Les Redd Alert

Au milieu des années 90, les Redd Alert ont été fondés en réaction à d'autres gangs de rue – notamment les Indian Posse – au pénitencier à sécurité maximale d'Edmonton (*prison gang*). Ce gang est principalement situé en Alberta. Il s'inspire, d'un point de vue idéologique, du gangster rap, qui prône la violence, la drogue, la femme-marchandise, l'argent « vite fait » et les armes à feu. Il n'y a pas de restriction raciale dans ce groupe, mais la majorité des membres sont des autochtones. En 1998, une guerre a éclaté entre les chefs des Redd Alert et des Indian Posse et, depuis, ces deux gangs sont les pires ennemis. Les Redd Alert aspirent au pouvoir et au contrôle des territoires. Bien qu'il soit né à Edmonton, en Alberta, ce gang sévit maintenant dans d'autres villes canadiennes : Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest), la réserve d'Hobbema, Calgary (Alberta) et Yorkton (Saskatchewan). Les membres des Redd Alert sont fiers de leur appartenance au groupe. Ils s'affichent donc avec des tatouages bien visibles illustrant les symboles du gang. Ils se font tatouer « RA », ou tout simplement « Redd Alert » sur le corps, notamment sur le dos et les bras. Ils marquent leur territoire (graffitis) et se font tatouer des chiffres, soit 18/1 ou 18:1. Ces chiffres représentent la 18<sup>e</sup> et la 1<sup>re</sup> lettre de l'alphabet, donc R et A, pour Redd Alert. On peut aussi trouver des membres qui portent, en plus du RA ou du 18/1, un tatouage représentant une croix; ou un autre symbole. Ces tatouages ressemblent à ceux que j'ai pu voir au Salvador sur les membres de la MS13 et de la Pandilla 18 (voir les photos suivantes).



## Les Mixed Blood

Selon nos informateurs, le gang des Mixed Blood aurait été créé par trois ou quatre détenus en protection au pénitencier d'Edmonton. Ce groupe, constitué, à Saskatoon, d'une trentaine de membres, n'a ni l'envergure des Manitoba Warriors ni celle des Indian Posse, que l'on retrouve dans différentes provinces du Canada. *Mixed blood* veut dire « métis », mais les membres de ce gang ne sont pas forcément des Métis. Ce gang est sous le parapluie des Bloods. Leur emblème représente un cercle surmonté d'une aile, horizontale à gauche et tombant verticalement à droite. À l'intérieur du cercle, les lettres M et B, pour Mixed Blood, séparées par deux lignes obliques. Sous les lettres, le signe de l'infini ( $\infty$ ), qui est le symbole des Métis (voir image ci-dessous).



## ALLIANCES ET EXPANSION DES GANGS AUTOCHTONES

Les gangs autochtones se sont majoritairement répandus au Canada grâce aux transferts de détenus d'une province à l'autre, ou d'une ville à l'autre. Par exemple, les Indian Posse n'ont pas décidé de migrer en Saskatchewan et d'y ouvrir des cliques, ce sont des membres des Indian Posse détenus au pénitencier de Stony Mountain et transférés au pénitencier multi-niveaux de la Saskatchewan qui ont permis la création du gang dans cette province. Un phénomène

similaire a été observé à Edmonton en raison d'un transfert à l'établissement d'Edmonton (pénitencier à sécurité maximale), ou chez les Native Syndicate de Prince Albert (Saskatchewan), qui proviennent en partie du pénitencier à sécurité maximale de cette ville. En fait, la mobilité interrégionale ou interprovinciale de ces gangs découle automatiquement d'un déplacement des familles des membres. À leur libération, les membres de ces gangs ne sont pas tenus de retourner dans leur province ou leur ville d'origine, puisque leur famille a déménagé pour les rejoindre durant leur incarcération. De ce fait, plusieurs gangs majeurs autochtones ont des cliques dans différentes provinces. La plupart des cliques d'un même gang autochtone ont des liens entre elles dans les différentes provinces, mais il est possible aussi que certaines cliques ne se connaissent pas. Leur alliance ne découle alors que d'une idéologie basée sur une sous-culture commune. Par exemple, tous les Indian Posse se respectent. Ils ne se connaissent pas forcément, mais ils ont, entre eux, une politique de non-agression. Les alliances sont basées sur les affinités coutumières et culturelles autochtones, sur l'histoire commune, sur les liens familiaux et sur un intérêt commun : l'argent. Les cliques appartenant à un même gang autochtone ont des liens d'amitié et de partenariat. Toutefois, certains gangs autochtones majeurs sont en conflit et se livrent une guerre sans merci pour le contrôle de la drogue et des armes. Les Indian Posse sont en conflit avec les Redd Alert, mais les Indian Posse d'Edmonton sont en bons termes avec les Redd Alert de Yellowknife.

Les gangs autochtones ont également des liens avec certaines organisations criminelles, notamment les Hells Angels et les organisations criminelles asiatiques. Les relations de partenariat et de rivalité entre gangs autochtones et autres groupes sont changeantes et provoquent très souvent des actes de violence. Dans le grand jeu des alliances, les Manitoba Warriors ont des liens avec des organisations criminelles partout au Canada, dont les motards. On ne peut ignorer que les Manitoba Warriors, dont le chef est Harold Amos (actuellement incarcéré), sont en relation avec les Hells Angels du Manitoba par l'entremise de leur club-école,

les Zig Zag Crew. En fait, le chef actuel des Hells Angels du Manitoba, Dale Donovan, a été un membre influent des Manitoba Warriors. Selon nos sources, et compte tenu de ses liens forts avec les Manitoba Warriors, Dale Donovan est la personne la plus à même de demander aux Warriors, en passant par leur intermédiaire – les Zig Zag Crew –, d'exécuter des tâches pour les Hells Angels. Mentionnons cependant que Donovan a été arrêté le 12 décembre 2007 avec 17 autres personnes à Winnipeg, lors de l'opération policière «Projet Drill». Toutefois, la structure de ces groupes criminels est faite de telle sorte que les chefs ou les membres influents peuvent toujours faire fonctionner la machine – donc, dans ce cas, les Hells Angels du Manitoba – directement de leur établissement carcéral. Les membres de leur organisation doivent toujours se rapporter au chef. Par ailleurs, les Manitoba Warriors auraient des liens de partenariat avec les Bandidos. Selon nos sources, Dale Laliberty et Barry Laliberty seraient les membres des Bandidos qui servent d'intermédiaires entre les deux groupes. En outre, même si les Bandidos sont en perte de vitesse au Canada, en particulier au Manitoba, et ont complètement disparu de la carte du Québec, nos sources affirment que les quelques membres des Bandidos qui restent au Manitoba comptent former une nouvelle organisation criminelle qu'ils nommeront les Muggles (cannabis dans le jargon de la rue). En fait, les Bandidos du Canada disparaîtront pour laisser la place aux Muggles. Une affaire à suivre de près!

En Saskatchewan, les Redd Alert seraient en relation avec ceux de l'Alberta. Ces liens se seraient notamment formés lors de l'incarcération de membres de ces groupes. Lorsque des membres de gangs autochtones sont incarcérés puis transférés dans un pénitencier d'une province autre que la leur, leur famille déménage avec eux. Par conséquent, lors de leur libération, une bonne partie d'entre eux décident de rester dans la province où ils ont été transférés et y créent un autre groupe ou s'associent au gang existant sur le territoire. Les relations entre gangs autochtones, autres gangs de rue et organisations criminelles ne sont pas immuables. Elles se font et se défont selon les circonstances environnementales, les

conflits et les partenariats. Autant la création d'un gang dans un territoire donné dessine le réseau local, national et international, autant les migrations de membres de gangs et les transferts d'un établissement carcéral à un autre contribuent au portrait.

## POURQUOI DE JEUNES AUTOCHTONES DÉCIDENT-ILS D'ENTRER DANS UN GANG DE RUE ?

Les gangs autochtones privilégient le recrutement parmi les petites et grandes communautés autochtones. La jeunesse autochtone est donc directement ciblée par ces bandes. Le risque que ces jeunes autochtones soient impliqués dans les activités criminelles de ces bandes ou dans des actes de violence est très élevé, compte tenu notamment des conditions socioéconomiques dans lesquelles ils vivent. Notons que plusieurs gangs autochtones présentent une forte homogénéité ethnique, contrairement à plusieurs gangs de Montréal ou de Toronto, qui sont multiethniques. Ces gangs ne recrutent pas uniquement des autochtones, mais ils préfèrent recruter ces derniers, ce qui crée une nouvelle génération de membres. Le risque que les jeunes autochtones commettent des actes qui leur nuiront, ainsi qu'à leurs communautés, est très élevé.

Ces gangs recrutent non seulement dans les communautés autochtones, mais aussi dans les réserves et dans le milieu carcéral (prisons provinciales et pénitenciers fédéraux). Certains gangs autochtones ont du reste été créés dans des pénitenciers. Dans le jargon criminologique, ces gangs s'appellent *prison gangs*. Aux États-Unis, ils sont courants et ne sont pas seulement autochtones. Notons toutefois qu'au Canada les gangs de prison ne sont pas aussi nombreux qu'aux États-Unis. D'autre part, le recrutement se fait beaucoup plus difficilement dans les pénitenciers du Québec et de l'Ontario que dans ceux des Prairies. Pour toute information sur le Service correctionnel du Canada, voir chapitre 8.

Comme dans les Prairies, au Québec et en Ontario, il existe, dans et aux abords des réserves, un terreau fertile pour le recrutement



de jeunes autochtones. Ces derniers vivent dans des conditions abominables, dans des lieux où règnent une terrible pauvreté, le chômage, la discrimination, la violence, l'inceste, les abus de drogues et d'alcool, une forte mortalité infantile et un décrochage scolaire sans précédent. Cette population très jeune est bien sûr en perte d'identité et de repères culturels. Les peuples autochtones constituent de grandes nations, dont les valeurs et les cultures ancestrales ont guidé pendant longtemps une jeunesse fière de son histoire, mais depuis la colonisation – dont la Loi des Indiens est un vestige honteux – et le déclin progressif des cultures dans la vie des jeunes, on constate que ces derniers se cherchent toujours (et depuis trop longtemps), et cela est plus flagrant encore dans ce xxi<sup>e</sup> siècle, à l'ère d'Internet et des jeux vidéo.

Selon mes informateurs, une migration individuelle de membres des Indian Posse et des Native Syndicate (deux gangs autochtones importants) a été constatée à l'extérieur des Prairies, vers le Québec et l'Ontario – et toujours à proximité des communautés autochtones. Dans plusieurs de ces communautés, les jeunes sont des recrues potentielles. Lorsqu'ils n'ont pas réussi à se définir autrement, ces adolescents en recherche d'identité aboutissent souvent dans ces groupes criminels. Les jeunes autochtones ont une double blessure, celle de tout adolescent en quête d'identité, et celle de la perte d'identité d'un peuple. Très souvent, ces jeunes portent sur leurs épaules les blessures historiques de leurs parents et de leurs ancêtres. Ils les portent comme un échec – leur propre échec. La réappropriation de la culture et de la langue est fondamentale dans le développement des jeunes autochtones (ou aborigènes dans les pays comme l'Australie et la Nouvelle-Zélande), car elle leur permettra d'acquérir la fierté que leurs ancêtres ont perdue avec la colonisation. Certains gangs autochtones du Canada utilisent, pour recruter ces jeunes, leur besoin de retrouver leur fierté ancestrale et de redevenir des guerriers. Cette jeunesse est à la recherche de ses racines et de ses valeurs traditionnelles, qui se perdent malheureusement, la plupart du temps, dans les vapeurs de l'alcool et des drogues. Ces jeunes vivent dans des milieux

familiaux extrêmement violents, autant physiquement que psychologiquement et sexuellement. Alors, ces êtres en perte de vitesse qui se cherchent une famille, une tribu, décident d'entrer dans des gangs de rue, où ils acquièrent une très forte appartenance au groupe et une solidarité à toute épreuve.

Les membres expérimentés des gangs autochtones et des autres gangs de rue savent très bien que l'engagement dans la vie du gang signifie inévitablement une implication dans des actes graves et dans des actions qui provoquent des souffrances. D'ailleurs, les jeunes n'y sont pas respectés tant et aussi longtemps qu'ils n'ont pas vécu ces souffrances : blessures physiques, perte d'un ami, d'un frère ou de l'amour d'un membre de la famille, perte d'un ou de plusieurs membres de la famille lors d'agressions, « faire du temps » dans une prison ou un pénitencier. Le respect du gang s'acquiert au prix de ces souffrances. Cette attitude est également présente dans les bandes d'Amérique centrale, comme celles de la Mara Salvatrucha et de la Pandilla 18. Le nouveau membre, ou le jeune membre, doit donc vivre une perte et démontrer sa fidélité inconditionnelle au gang. Ces jeunes commettent des actes criminels sous la pression de leurs pairs, et ils le font souvent « pour se faire une place » dans le groupe. Ce qui est particulier dans les gangs autochtones, tout comme dans les gangs centro-américains, c'est la fidélité et l'amour inconditionnels envers le gang.

## **LES RÉSERVES AUTOCHTONES : DES COMMUNAUTÉS PRISES EN OTAGE ET DES TERRITOIRES DISPONIBLES POUR LES GROUPES CRIMINELS**

Les gangs autochtones et leurs alliés (gangs de rue, motards et autres organisations criminelles) prennent avantage de la situation délicate qui prévaut dans les réserves. Tous les corps de police du Canada, autant la GRC que les polices provinciales, semblent marcher sur des œufs chaque fois qu'ils doivent ou devraient intervenir dans les réserves, et les gangsters ne l'ignorent pas. Les réserves

d'Akwesasne et de Kahnawake sont devenues le paradis des groupes criminels en tous genres. Les membres des gangs et les trafiquants autochtones sont des alliés de choix pour les motards et le crime organisé traditionnel, notamment les mafias italienne et colombienne. Certains trafiquants non autochtones s'installent même dans les réserves afin de pouvoir vaquer à leurs activités criminelles sans être inquiétés ! Il n'existe aucune loi qui permette ou interdise l'intervention de la GRC et des polices provinciales dans les réserves autochtones. Si elles ne le font pas, c'est tout simplement à cause d'un manque de volonté politique de la part des élus d'établir des règles strictes d'intervention dans ces territoires. La faute incombe autant au gouvernement fédéral qu'aux gouvernements provinciaux et aux chefs des Premières Nations.

Le gouvernement fédéral et ceux des provinces ont des ententes de collaboration avec les *peacekeepers*, mais cette police autochtone n'étant ni provinciale ni municipale, elle n'a de comptes à rendre qu'aux conseils de bande. Elle ne relève ni des instances municipales de la région ni du ministère de la Sécurité publique des provinces ! En outre, chaque province a des ententes différentes en matière de collaboration policière avec les nations autochtones qui vivent dans cette même province. Aussi, ce qui peut être considéré comme important en termes de lutte à la criminalité pour une province ou pour le gouvernement fédéral ne l'est pas forcément pour tel ou tel conseil de bande – ce qui nuit à la collaboration policière entre les différents corps de police et empêche l'arrestation des criminels. Comme l'a si bien dit Mike Cabana, commissaire adjoint aux opérations fédérales et internationales de la Gendarmerie royale du Canada, lorsqu'il s'est adressé au Comité permanent de la sécurité publique et nationale du Parlement canadien le 10 mars 2009 :

*Lorsque nous travaillons dans le contexte des réserves autochtones [...] nous faisons face à des défis qui n'existent pas nécessairement dans d'autres coins du pays. Cependant, un principe demeure valable pour nous : la collaboration et la mise en place de partenariats avec les forces policières autochtones qui œuvrent*

*dans ce secteur. Cela crée des défis additionnels et on travaille avec les forces policières autochtones chaque jour [...]. Les défis changent selon la marchandise ou le type de criminalité faisant l'objet de l'enquête. Des ententes conclues entre les autochtones et le gouvernement canadien ou l'interprétation de certaines de ces ententes peuvent causer des problèmes, surtout en ce qui concerne le tabac. Pour ce qui est de la criminalité traditionnelle, les stupéfiants et ainsi de suite, les problèmes ne sont pas les mêmes et la collaboration est beaucoup plus grande. En élaborant une stratégie d'enquête pouvant impliquer un territoire autochtone, il faut prendre ces sensibilités en considération.*

Cette situation particulière qui prévaut dans les réserves ne permet guère une véritable efficacité quant aux échanges d'informations entre corps policiers. Elle nuit aux enquêtes, empêche certaines arrestations et, compte tenu de la capacité de corruption des gangs et du crime organisé et de leurs manœuvres d'intimidation, elle peut conduire à l'échec des opérations policières. Dans des communautés où tout le monde connaît tout le monde, la proximité est un élément important de pouvoir sur les populations locales et les forces de l'ordre. Il n'est pas rare de voir dans une même famille un membre de gang et un policier ; un travailleur de rue et un vendeur de drogue. Une même famille, par exemple, peut avoir certains membres dans un gang, tandis que d'autres font partie d'un réseau de lutte contre le crime organisé. Certains vendent et produisent de la drogue, tandis que d'autres sont policiers ou travaillent dans des refuges pour jeunes toxicomanes. Les groupes criminels exploitent les liens forts qui unissent les membres de ces petites communautés et profitent des divisions familiales pour maintenir leur suprématie. Certaines communautés sont si petites – à peine 500 personnes –, qu'elles sont des cibles idéales, de véritables terrains de jeux pour les groupes criminels. D'autant plus qu'une bonne partie des gangs autochtones fonctionnent en clans familiaux ou en tribus, ce qui instaure souvent la loi du silence. La dénonciation est dangereuse, car le dénonciateur risque non seulement sa vie, mais aussi celle des

membres de sa famille – et il sait qu’il sera poursuivi par l’opprobre de toute sa communauté.

De ce fait, la culture et le trafic de la marijuana et d’autres drogues – cocaïne, crack et, dans une moindre mesure, méthamphétamine –, le vol de voitures et d’armes à feu, le jeu illégal (même en ligne) et la contrebande de cigarettes restent florissants. Ces activités illicites ont non seulement lieu dans les réserves, mais aussi entre les réserves et à l’extérieur. Profitant de l’inertie politique, les organisations criminelles de tout acabit font des affaires en or dans et à partir des réserves. Idéalement, l’application du Code criminel et d’autres lois connexes, et la possibilité d’enquêter devraient peser en tout temps et avec la même force sur tout le territoire canadien, même s’il peut arriver que les corps de police autochtones collaborent à des opérations policières conjointes. Par exemple, le « Projet Cancun » mené par l’Unité mixte d’enquête sur le crime organisé autochtone, en collaboration avec les *peacekeepers*, la GRC, la SQ et la Drug Enforcement Administration (DEA) des États-Unis, a permis de démanteler, en mars 2008, un réseau de trafiquants de drogue qui faisaient transiter, dans les territoires de Kahnawake, de Kanesatake et d’Akwesasne, de la drogue provenant de Châteauguay et de Mascouche, avant de l’envoyer aux États-Unis.

Une des sources du manque de sécurité dans les réserves est le contrôle dérisoire exercé par les services de police autochtones et non autochtones. Il est inconcevable que les lois ne puissent être appliquées uniformément dans le territoire québécois et canadien. Prenons par exemple la contrebande du tabac. Si les forces de police peuvent intervenir partout au Québec contre les trafiquants de cigarettes, ils ne peuvent le faire dans les réserves sans l’appui des polices autochtones – dont ce n’est certainement pas la priorité. On sait que les réserves frontalières avec les États-Unis sont de véritables passoires pour le trafic d’armes, de drogues et même de personnes. Hélas, depuis la crise d’Oka, aucun palier gouvernemental ne veut intervenir dans ces territoires, ce qui laisse à l’abandon des communautés entières prises en otage par des bandits qui font régner la terreur et la loi de l’omerta.

Il est vrai que la lutte aux gangs autochtones passe d'abord et avant tout par la lutte à la pauvreté. Mais auparavant, il est indispensable que le droit soit rétabli partout au Québec et au Canada. L'application de la loi doit être la même pour tous. Le partenariat avec les forces de l'ordre autochtones est fondamental dans la lutte au crime. Les policiers non autochtones et les agents frontaliers doivent pouvoir participer conjointement aux opérations – même à l'intérieur des réserves. Les juridictions territoriales ne doivent pas primer sur la sécurité des êtres humains.

À partir du moment où il existe des zones grises, les groupes criminels sont les premiers à les utiliser. Leurs activités illicites affectent la qualité de vie des communautés autochtones, des citoyens qui habitent autour des réserves et des enfants autochtones, qui deviennent des cibles de choix pour grossir leurs rangs. Cette situation particulière des réserves autochtones influe négativement sur la lutte aux gangs de rue et au crime organisé dans tout le Canada! Il est plus que temps d'agir!





## Chapitre 3

### Naître au cœur de l'enfer : la Mara Salvatrucha et la Pandilla 18

*Être prêt pour le quartier (se battre jusqu'à la mort) et mettre tout au service de la Bête, de la grande Mara, parce que nous on est une grande famille de soldats qu'aucun putain de gouvernement lâche va arrêter [...] on est ici, doucement en train de tout contrôler.*

Entrevue avec un membre de la Mara Salvatrucha,  
Salvador, 2008

**L**a Mara Salvatrucha et la Pandilla 18 sont des gangs centro-américains en émergence au Canada. On a déjà constaté leur présence dans certaines provinces. Plusieurs interprétations et explications entourent les noms «Mara Salvatrucha» et «Pandilla 18». Si *mara* veut dire «gang», les 18 ne veulent pas que l'on emploie ce mot pour les définir. Ils préfèrent le mot *pandilla*, qui veut aussi dire «gang» en espagnol. De la même manière, les 13 ne veulent pas que l'on utilise le mot *pandilla* pour les nommer, mais plutôt *mara*. De là les appellations de MS13 et de Pandilla 18.

Pour comprendre ces gangs, je suis allée les voir au Salvador, pays enfoncé jusqu'au cou dans le problème des gangs de rue. J'aurais pu choisir d'aller à Los Angeles (Californie), berceau de naissance de ces deux gangs de rue (et de beaucoup d'autres), mais j'ai préféré observer, écouter et comprendre le phénomène de près à partir de l'histoire, du vécu, des racines et de la culture originelle de ses membres. Essayer de comprendre le fonctionnement de la Mara Salvatrucha et de la

Pandilla 18, c'est faire un voyage au bout de l'enfer, un enfer dans lequel la misère, la violence, le désespoir, mais aussi l'honneur, le respect et la foi ne font qu'un. Un univers éloigné du nôtre, mais qui pourrait, comme une vague, déferler dans notre monde. La Mara, c'est la famille, l'amour et le démon de tous ces anges déçus qui cherchent inlassablement le chemin du paradis. C'est la mère de tous ces enfants du Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua, du Mexique, des États-Unis, et même du Canada, une mère dont on n'entend même plus les cris. La mort, le sang, les vies brisées, broyées, bref l'horreur, font partie du quotidien de ses enfants. En dépit de notre indifférence, de nos peurs, de nos préjugés et des barrières qui nous empêchent d'agir et nous pétrifient dans notre impuissance, les jeunes de la Mara et de la Pandilla 18 rappellent à ceux qui veulent ouvrir les yeux que demain, il sera peut-être trop tard!

On connaît la peur engendrée par nos gangs de rue, mais que dire de la Mara Salvatrucha et de la Pandilla 18! Ce sont, de loin, les bandes les plus violentes et les plus dangereuses du monde. Toutefois, la peur ne doit pas anéantir toute compassion. Et si cette compassion vous semble difficile, posez-vous cette question: que serais-je devenu si j'étais né au cœur de cet enfer?

L'enquête qui m'a menée dans les *barrios* salvadoriens m'a permis de rencontrer des membres de la Mara Salvatrucha et de la Pandilla 18 dans ce qu'il y a de plus humain en eux. En cherchant le démon, la bête, comme ils le disent eux-mêmes, j'ai trouvé des enfants pris au piège de la violence, des femmes enceintes tatouées, marquées aux signes de la Pandilla, des adolescents suppliant qu'on leur donne des chaussures, mais montrant fièrement leurs tatouages et leurs graffitis, bref, des êtres qui s'exposent en toute confiance, car ils acceptent la domination divine.

En cherchant le démon, j'ai trouvé le désespoir!



Plusieurs sections de ce chapitre concernent autant la Mara Salvatrucha et la Pandilla 18 du Salvador que celles des autres pays de

l'Amérique centrale et de l'Amérique du Nord, donc du Canada. Toutes les questions entourant les tatouages, les graffitis, la sous-culture, le rôle des femmes, l'adhésion des jeunes, les règles d'engagement et les codes de communication concernent ces gangs, quel que soit leur pays de résidence.

## PORTRAIT DE LA SITUATION AU SALVADOR

Les premiers gangs de rue ont fait leur apparition au Salvador dans les années 70. À l'époque, c'étaient des petites bandes de jeunes plus ou moins organisées, qui s'établissaient dans des quartiers où sévissait la misère. Ces bandes n'avaient rien de commun avec celles que l'on trouve actuellement au Salvador. Les membres de ces bandes étaient de jeunes marginaux qui commettaient des larcins afin de se procurer de la drogue et de l'alcool, ou tout simplement pour mettre du pain sur la table. Certains d'entre eux étaient impliqués dans les conflits armés qui sévissaient au Salvador. Il est évident que les guerres, les conflits armés ou toute autre forme de déstabilisation d'un État engendrent des problèmes sociaux comme les gangs de rue, le trafic d'êtres humains et, bien sûr, le crime organisé et le terrorisme.

Selon le Conseil national de sécurité publique du Salvador, il existait alors au Salvador six gangs de rue : la Mao-Mao, la Piojo, la Chancleta, l'AC/DC, la Morazan et la Fosa. Ces bandes dominantes ont été assimilées par les groupes actuels, et certaines d'entre elles ont disparu pour faire place à des groupes beaucoup plus inquiétants. En fait, une nouvelle page des gangs de rue au Salvador s'est écrite à la fin des années 80 et vers le début des années 90, lorsque les États-Unis ont commencé à déporter des membres de leurs gangs de rue. Comme je l'ai déjà mentionné dans *La face cachée des gangs de rue*, les vagues de déportation des membres de gangs de rue dans leur pays d'origine ont contribué à l'expansion de ces groupes dans les deux Amériques, minant ainsi plusieurs pays qui ne pouvaient assumer et encadrer ce genre de criminalité, ou qui venaient d'émerger de

conflits ou de guerres civiles. La déportation de ces membres de gangs nous atteint de plein fouet, dans la mesure où elle permet aux personnes déportées de créer des ponts commerciaux entre les pays de déportation, comme le Canada et les États-Unis, et leur pays d'origine. En outre, ces membres de gangs reviennent dans les pays qui les ont déportés sous de fausses identités. Des pays comme Haïti et la Jamaïque sont devenus les otages des gangs de rue, et il en est de même pour le Salvador.

La MS13 et la Pandilla 18, bandes rivales, se sont installées au Salvador à la suite de nombreuses déportations des États-Unis<sup>5</sup>. On estime que de 100 à 150 personnes provenant de tous les États américains sont déportées chaque semaine dans leur pays d'origine, à partir de la Californie. Les membres ont comme objectif d'élargir les réseaux et de créer des ponts partout en Amérique, même si plusieurs déportés retournent aux sources, donc aux États-Unis. Les Bloods et les Crips, la MS13 et la Pandilla 18, familles de bandes majeures, sont nées à Los Angeles et ont étendu leurs tentacules dans le reste des États-Unis – et certaines d'entre elles en Amérique latine. Curieusement, même si les bandes du Canada se définissent comme Bloods et Crips, elles n'ont rien à voir avec les bandes des États-Unis, contrairement à la MS13 et à la Pandilla 18 du Salvador. Par contre, les Bloods et les Crips d'Haïti sont principalement des gars de Montréal ou de Toronto qui ont été déportés par le Canada ou, dans une moindre mesure, des gars de la côte Est qui ont été déportés par les États-Unis. En 2005, les États-Unis ont déporté 7000 personnes au Salvador, dont 1400 avaient commis des délits. En 2006, ce nombre atteignait les 13 000 individus, dont 2600 avaient un casier judiciaire, et en 2007, 13 819 personnes, dont 2978 avaient également un casier judiciaire. Selon les données de la police nationale du Salvador (mais nous ne possédons pas de chiffres précis), plusieurs milliers

---

5. Frédéric Faux, 2006 : 5173 personnes déportées en 2003 et plus de 6000 en 2004, principalement de Los Angeles (Californie), le berceau des gangs de rue étasuniens.

de ces individus déportés étaient des membres, et parfois des leaders, de gangs de rue, en l'occurrence de la MS13 et de la Pandilla 18.

Les premières cliques de la Mara Salvatrucha identifiées en 1992 sont les HRLS et les NRLS. Selon les chiffres non officiels des leaders, ces groupes avaient, en 2003, environ 22000 membres actifs, principalement dans les zones métropolitaines de San Salvador, à la Libertad, à Santa Ana et à Usulután. Leur appellation est « la Big Mara Salvatrucha » (la grande famille Mara Salvatrucha, ou la grande Mara Salvatrucha). Par ailleurs, les premières cliques de la Pandilla 18 ont également été identifiées au Salvador autour des années 90 : les Teening Locos, les Shatow, les Park Locos et les Bonny Dreams Locos. La devise des 18 est : « *Somos pocos, pero locos* », ce qui veut dire « nous sommes peu nombreux, mais fous ». L'arrivée de la MS13 et de la Pandilla 18 au Salvador ne s'est pas faite sans heurts, car les bandes locales refusaient de céder leurs territoires. De nombreuses luttes contre les bandes locales ont soit abouti à leur disparition, soit à leur recrutement par la MS13 ou la Pandilla 18. Certaines d'entre elles ont néanmoins pu résister à la nouvelle vague, en l'occurrence les Mao-Mao, qui sont toujours présents mais ne sont que des joueurs mineurs dans le marché illicite. Selon mes informations, les MS13 sévissent dans plusieurs territoires au Salvador. Il y en a également dans la capitale, San Salvador, à Saint-Miguel, à Sonsonate et dans d'autres régions. Les territoires sont parfois très proches les uns des autres ; une simple rue peut servir de ligne de démarcation entre une section MS13 et une section Pandilla 18. Parfois, certaines cliques de la MS13 doivent passer devant le territoire de cliques de la Pandilla 18 pour rentrer chez elles, et vice-versa. Alors, pour éviter les bagarres, les membres de ces cliques font des détours ou prennent des chemins beaucoup plus longs pour rentrer au bercail. Les cliques de la MS13 et de la Pandilla 18 sévissent dans les 14 départements du Salvador.

En 2007, les chiffres officiels des registres de police du Salvador établissaient qu'il y avait 7527 membres dans la MS13 (Mara Salvatrucha), 4401 dans les 18 (Pandilla 18), et 555 dans d'autres bandes,

comme les Mao-Mao et la Maquina. Cependant, d'autres sources officielles salvadoriennes donnent, de janvier à juin 2007 et par région, les chiffres suivants pour la Mara Salvatrucha : à Ahuachapán, 2700 membres actifs et 133 membres passifs (membres à la retraite) ; à Sonsonate, 2000 membres actifs et 200 passifs ; à Santa Ana, 900 membres actifs et 150 passifs ; à la Libertad, 1200 membres actifs et 40 passifs ; à San Salvador, 1000 membres actifs et 400 passifs ; à Chalatenango, 700 membres actifs et 30 passifs ; à Cuscatlán, 500 membres actifs et 22 passifs ; à San Miguel, 2000 membres actifs et 175 passifs ; et enfin, à La Unión, 3000 membres actifs et 200 passifs, pour un grand total de 14 000 membres actifs et de 1350 membres passifs. Par ailleurs, selon les chiffres non officiels de 2005 établis lors d'entrevues avec des leaders incarcérés de la MS13, ceux-ci estimaient avoir environ 96 000 membres dans toute l'Amérique du Nord et centrale, dont 22 000 membres au Salvador, 2000 au Nicaragua, 30 000 au Honduras, 15 000 au Guatemala, 3000 au Mexique, 20 000 aux États-Unis et 4000 au Canada. Cependant, en 2005, le FBI identifiait de 8000 à 10 000 membres de la Mara Salvatrucha dans 33 États des États-Unis et dans le district de Columbia. En ce qui concerne le Canada, ce chiffre est surprenant, compte tenu que l'on n'a repéré des bandes de la MS13 que dans trois provinces (Colombie-Britannique, Manitoba et Ontario), soit quelques cliques. Il n'en reste pas moins que le Canada est dans la ligne de mire de la Mara Salvatrucha.

Les gangs de rue du Salvador rassemblent des jeunes provenant majoritairement de foyers dysfonctionnels. Ces jeunes présentent des antécédents de mauvais traitements et d'abandon durant l'enfance. Ils vivent dans une grande pauvreté, ont des problèmes de décrochage scolaire, de chômage, de consommation de drogues et d'alcool, et ils n'ont pas d'expérience de travail. Ce sont des jeunes exclus, des marginaux facilement manipulables dans une société qui ne leur offre aucune possibilité d'avenir. Ces jeunes sont parfois des ex-combattants de conflits armés, et sont souvent liés au crime organisé. Pour eux, appartenir à un gang équivaut à faire partie d'un imaginaire collectif, celui de la bande, qui offre une identité et

une cohésion. Ils y trouvent enfin la famille qu'ils n'ont pas eue. Que ce soit au Salvador ou à Montréal, ce besoin impératif chez les jeunes de trouver une famille demeure le même, ce qui permet aux gangs d'avoir une forte capacité d'attraction sur eux. Et ils savent qu'ils pourront compter sur leur loyauté.

Comme toutes les bandes, celles du Salvador luttent pour le contrôle des territoires qui constituent le fondement de leur commerce illicite – que ce soit celui de la drogue ou des armes. Elles se livrent aussi à l'extorsion. La MS13 et la Pandilla 18 sont très organisées. Elles convoquent régulièrement des réunions – les *meetings-messe* – au cours desquelles elles décident de la répartition des tâches et des stratégies de contrôle de territoires et de produits, supervisent les exécutions, distribuent les ressources pour l'opérationnalisation des plans d'action, et initient de nouveaux membres. Ces gangs de rue sont non seulement organisés, mais ils ont une forte capacité de corruption au cœur des structures de l'État salvadorien. Selon mes informations, il y aurait, en Amérique centrale, et donc au Salvador, des policiers, des médecins, des militaires, des agents correctionnels, des politiciens et des avocats dans la Mara Salvatrucha et la Pandilla 18. La corruption policière et politique dans ces pays est endémique et demeure une faille dans le système de contrôle social – faille exploitée par les gangs de rue. Ces derniers ont leurs symboles et leurs codes. Ils ont leur propre langage, une espèce de code occulte où se combinent mots anglais et espagnols. Ce langage, le *spanglish*, est oral, écrit et gestuel. Il évolue, ce qui permet aux groupes de mieux dissimuler leurs opérations criminelles. Et ces gangs sont bien évidemment à l'ère d'Internet et du cellulaire!

*Ouais, il y en a plusieurs. Dans ce quartier on a quelques policiers qui font partie de la gang. Mais tu ne peux pas les pointer du doigt, tu sais. Quand tu les vois dans leurs choses, on ne leur parle pas. On les laisse faire leur travail [...] qui tu crois qui fait entrer la drogue et les cellulaires au centre pénal ? C'est les gardiens.*

Entrevue avec un membre de Pandilla 18, Salvador, 2008



Que ce soit la MS13 ou la Pandilla 18, ces gangs ont décidé d'asseoir leur pouvoir par l'utilisation excessive de la violence. Une violence qui peut leur permettre d'accéder à la « réussite » dans un pays où les possibilités se comptent sur les doigts. Cette violence s'est déchaînée au cours des années 90 et a évolué vers un mode plus organisé, plus technologique. Les gangs de rue se sont modernisés, ils ont copié les façons de faire du crime organisé, passant de la défense du territoire à la lutte pour le marché de la drogue, et ce, en utilisant les armes modernes et en rejetant les *trabucos* (armes artisanales). L'extorsion et les enlèvements font partie des activités majeures des bandes centro-américaines. La *pegada*, activité criminelle qui consiste à planifier un attentat contre un gang rival ou contre un poste de vente de drogue de ce gang rival, est très en vogue elle aussi. Les gangs de rue ont mûri de la même manière que ceux de Montréal et de Toronto, qui sont passés de la machette aux armes à feu.

Lors de mon enquête au Salvador, j'ai rencontré des membres de la Mara Salvatrucha au centre pénitencier de Chalatenango. Les centres pénaux salvadoriens sont classifiés en fonction de leur cote de sécurité, mais également en fonction des gangs de rue. Dix-neuf centres pénaux sont subdivisés en fonction de la population carcérale qu'ils accueillent, soit des membres de la MS13 ou de la Pandilla 18, ou la population régulière. Contrairement au Canada, où l'on tente de mélanger les membres de gangs à la population régulière, tout en maintenant le principe des ailes « réservées » à certains gangs et à leurs alliés, le Salvador construit ou aménage des pénitenciers spécifiquement et uniquement pour y incarcérer des membres appartenant à un seul gang, soit la MS13 ou la Pandilla 18. La répression est si forte au Salvador – comme dans plusieurs autres pays d'Amérique centrale – qu'il y a assez de membres de gangs de rue pour remplir plusieurs centres pénaux. À lui seul, le Centre pénitencier de Chalatenango hébergeait, en septembre 2008, 960 prévenus, donc des individus en attente de procès, tous membres de la Mara Salvatrucha. Dans le centre pénitencier de San Francisco Gotera, construit en 1944 (sécurité maximale), et dans celui de Ciudad Barrios (sécurité moyenne), on accueille uniquement des membres de la MS13.

Les conditions de vie dans ces centres pénaux sont loin d'être les mêmes qu'au Canada. On y trouve peu de programmes de réhabilitation pour les détenus. Les membres de gangs de rue y sont davantage parqués que réhabilités. Au centre pénitencier de Chalatenango, l'architecture globale ressemble à une série de trappes à homard mises les unes à côté des autres, avec une section ouverte et une autre plus restrictive. Il n'y a pas d'étage. Le petit terrain de basket sert également de lieu pour les visites familiales en plein air. Il y a une petite infirmerie, une école et une section administrative. Notons que tous les centres pénaux ne se ressemblent pas. Certains ont des terrains de basket et de football plus grands, d'autres sont construits sur deux étages. Les employés des centres pénaux salvadoriens sont autant des civils (employés administratifs) que des agents de la paix (gardiens) ou des militaires. Au centre pénitencier de Chalatenango, on trouve des infirmières, des administrateurs, dont le directeur de l'établissement, des gardiens, des psychologues et des travailleurs sociaux. Les gardiens sont armés et leur emploi est à risque: les assassinats des agents correctionnels sont monnaie courante au Salvador (voir photo A, p. 1).

Il y a deux types de détenus au Salvador: ceux qui ont été officiellement condamnés et ceux qui sont en attente de procès. À Chalatenango, par exemple, tous les détenus sont des prévenus! Soit 960 individus, tous membres de la MS13! Lorsqu'ils sont condamnés, les prévenus deviennent des détenus et sont transférés dans un autre pénitencier constitué uniquement de détenus, tous membres de la MS13. Ceux du centre pénitencier de Chalatenango sont transférés au pénitencier de Ciudad Barrios. Ils peuvent aussi être envoyés au centre pénitencier de Zacatecoluca, à sécurité maximale, mais cela se produit rarement compte tenu du fait que ce pénitencier est réservé à la Pandilla 18. Un chef de gang de la Pandilla 18, dont l'alias est Viejo Lin (vieux Lin), très connu au Salvador, est incarcéré dans ce pénitencier. Rappelons que le centre pénitencier de Ciudad Barrios est au même niveau de sécurité que celui de Chalatenango. Il s'agit d'une sécurité moyenne pour ce pays, même si les gardiens sont armés. Chaque directeur de prison gère son centre

comme il l'entend. Il ne reçoit pas de directives internes, comme au Canada. La majorité des directeurs de prison sont des anciens militaires ou des officiers de l'armée.

## LES GANGS CENTRO-AMÉRICAINS SONT-ILS EN EXPANSION AU CANADA ?

Le Service canadien de renseignements criminels a identifié la présence de cliques de la MS13 dans trois provinces du Canada : l'Ontario (Toronto), la Colombie-Britannique (Vancouver) et le Manitoba (à la frontière du Dakota du Nord). En juin 2008, les services de police de Toronto ont arrêté 17 membres de la MS13 sous plusieurs chefs d'accusation, dont le meurtre, le trafic de drogue et la conspiration. Selon le chef de la police de Toronto, Bill Blair, ce gang œuvrerait dans d'autres villes canadiennes, et certains des membres arrêtés se seraient introduits au Canada par le truchement du statut de réfugié. Certains de ces individus proviennent de l'Amérique centrale, d'autres de Los Angeles. Au dire de certains informateurs, la MS13 est arrivée à Toronto au milieu des années 90. Des membres de Los Angeles ont reçu le mandat de créer une clique dans cette ville et, comme cela se fait habituellement lorsque des gangs de la MS13 débarquent dans un nouveau territoire, ils essayent d'éliminer les autres gangs latino-américains, soit en les tuant, soit en les intégrant dans leur groupe. Les policiers de Toronto estiment avoir autour de 200 membres de la MS13 dans leur ville. À Vancouver, le premier membre de la MS13 a été identifié en 1997. Il faut noter que les membres de la MS13 au Canada, et même ailleurs en Amérique du Nord, sont toujours en lien avec ceux de Los Angeles, la maison mère. Ils lui font même parvenir des quotes-parts sur leurs recettes.

Certains informateurs prétendent qu'il y a des membres de la MS13 à Montréal, à Edmonton et à Calgary, mais nous manquons de précisions pour l'affirmer en ce qui concerne les deux dernières villes. Comme je le mentionne dans *La face cachée des gangs de rue*, les tentatives d'émergence de la MS13 et de la Pandilla 18 à Montréal

ne datent pas d'hier, mais ces tentatives se sont soldées par l'assimilation de ces gangs dans les familles des Crips et des Bloods : les jeunes Latino-Américains qui s'identifient aux membres de la MS13 travaillent avec les Crips, et ceux qui s'identifient aux 18, avec les Bloods.

Selon mes sources, ce sont les Bloods et les Crips de Montréal qui ont empêché l'installation de la MS13 et de la Pandilla 18 à Montréal, car il y avait conflit de territoire. Dans les années 90, les Crips et les Bloods se sont longtemps battus contre les bandes centro-américaines pour les territoires montréalais. Cela a contribué à leur assimilation dans les Crips et les Bloods et a permis, notamment aux bleus et aux rouges, d'avoir un *membership* multiethnique. Maintenant que certains territoires et certains marchés commencent à se libérer après plusieurs opérations policières («Axe», «Colisée», «SharQC», «Borax», «Cabotin», «Machine», «Gang de la rue Pelletier», etc.), il risque d'y avoir plusieurs changements, notamment l'ascension de groupes émergents, le renforcement de certains groupes ou l'apparition de nouveaux gangs, entre autres ceux de la MS13 et de la Pandilla 18.

Depuis quelques années, des familles guatémaltèques, salvadoriennes et mexicaines, fuyant les gangs et la violence urbaine des villes centro-américaines, se sont installées à Montréal. En plus des alliances historiques entre MS13, Crips, 18 et Bloods, on voit apparaître dans l'arrondissement Saint-Léonard (boulevards Robert et Viau) des 18 de souche non pas mexicaine, mais antillaise et centro-américaine, qui se définissent comme des Bloods, ainsi que des 13 – qui ne sont pas tous salvadoriens (on y trouve des Antillais et des Centro-Américains) qui se définissent comme des Crips. Je qualifierais ces gangs d'hybrides, puisque les membres partagent une sous-culture intégrant celles des Bloods et des Crips à celles des 13 et des 18. Je les nommerai donc Crips 13 et Bloods 18. Ces jeunes ont, en majorité, de 12 à 19 ans. Il est évident que ces gangs émergents n'ont rien à voir avec les groupes centro-américains de Vancouver et de Toronto, qui sont beaucoup plus structurés, constitués d'adultes, et proviennent directement de gangs de Los Angeles et d'Amérique centrale.

Depuis le printemps 2009, le boulevard Robert, au coin de Viau, dans l'arrondissement Saint-Léonard, est devenu le théâtre de conflits entre ces deux gangs hybrides, soit les Bloods 18, qui se nomment tout simplement les 18 ou les 18<sup>th</sup> et marquent leur territoire de graffitis rouges, en l'occurrence le signe « Bz up », et les Crips 13, qui se nomment les East Side Trece (13) et marquent leur territoire de bleu. Ces graffitis ont également été vus dans le parc Coubertin, non loin du boulevard Viau. La municipalité les a fait effacer. Depuis mai 2009, ces deux gangs s'adonnent à une guerre de graffitis, qui s'est exacerbée en juin (voir photos 1, 2 et 3, p. 1). Un jeune a été tué le 16 novembre 2008. Un graffiti a été fait en son hommage: RIP Lito 18 (*Rest in Peace*).

Par ailleurs, les East Side Trece essaient de s'imposer à la frontière de Saint-Michel, territoire de leurs alliés les Crips. Nous n'avons aucune information qui puisse nous porter à penser que les membres des 13 et des 18 identifiés à Saint-Léonard sont des membres en règle du Salvador, du Guatemala, du Mexique ou de Los Angeles. Nous avons cependant affaire à des bandes émergentes constituées en partie de jeunes Crips et de jeunes Bloods natifs de Montréal, mais surtout d'individus qui ne sont pas nés au Québec et qui copient ce qu'ils ont vu dans l'enfer des *barrios* d'Amérique centrale. Nous sommes en présence d'une nouvelle émergence de 13 et de 18 qui veulent s'imposer et prendre de l'ampleur à Montréal. Ces gangs hybrides démontrent bien que les gangs de rue se construisent notamment en fonction de leur environnement immédiat, de la démographie de leur territoire de création, de leurs alliances et de leurs guerres.

Plusieurs membres de la MS13 du Canada sont des individus dont les parents ont fui le milieu violent des gangs d'Amérique centrale. L'ironie, dans tout cela, c'est que, lorsque plusieurs parents centro-américains se retrouvent dans un même secteur avec plusieurs jeunes ayant fait partie de gangs ou flirté avec eux, la probabilité de reproduction du phénomène est grande. Les États-Unis, notamment Los Angeles, sont saturés de gangs de rue, et le Canada est un marché ouvert et très intéressant. Le nouvel El Dorado!

Vancouver est attirant en raison de son climat et de sa ligne directe avec Los Angeles; Montréal pour la langue française, proche de l'espagnol; et Toronto pour l'ampleur de son marché (cinq millions de personnes environ dans la seule ville de Toronto) et pour la langue anglaise (individus venant de Los Angeles). La migration de membres de la MS13 et de la Pandilla 18 du sud au nord suit en fait une ligne de chemin de fer, dont le point de départ est la gare de Tapachula, au Mexique. Tapachula est le point de ralliement avant la montée vers le nord, notamment les États-Unis, pour les migrants du Salvador, du Guatemala et du Honduras.

Des milliers de migrants centro-américains y prennent le fameux train dans l'espoir de trouver au nord une vie meilleure et un travail qui leur permettra de nourrir leur famille restée au pays. Depuis la fin des années 90, Tapachula est devenu un repère de bandits, qui exploitent les rêves de ces migrants pour se remplir les poches. Plusieurs migrants sont dépouillés dans des conditions abominables (mutilations, tortures, passage à tabac) ou sont tout simplement assassinés. Dans la foule de ces personnes qui veulent passer les frontières parce qu'elles sont en quête d'une vie meilleure, des membres de gangs ou des porteurs de la sous-culture se fauillent. Au Canada, les frontières sont si nombreuses que certaines d'entre elles laissent passer les voyageurs avec peu ou sans vérifications. Les membres de la MS13 et de la Pandilla 18 du Mexique ou d'autres pays d'Amérique centrale peuvent donc remonter facilement jusqu'au Canada.

Cette migration peut se faire par trois chemins différents, principalement par le chemin de fer: soit on traverse la frontière entre le Mexique et les États-Unis, puis les États du centre des États-Unis – Tennessee et Dakota – pour arriver au Manitoba; soit on va vers l'ouest après avoir traversé la frontière du Mexique et des États-Unis et on arrive à Vancouver; soit on va plus à l'est et on arrive à Toronto, via la frontière entre Detroit et Windsor. Des membres de Los Angeles décident parfois de migrer au Canada. Durant leur périple, ils travaillent dans des fermes afin de gagner l'argent qui va leur permettre de payer leur voyage et de s'installer. Des informateurs nous indiquent que les



membres des MS13 que l'on retrouve au Canada ne sont pas seulement des individus originaires de l'Amérique centrale, mais qu'on y trouve aussi, bien que dans une moindre mesure, des personnes originaires de l'Europe – notamment des Grecs et des Arméniens. Il y a donc une plus grande multiethnicité dans la Mara Salvatrucha canadienne, dont les membres sont unis pour le pouvoir, le contrôle et l'argent, que dans les gangs des États-Unis et de l'Amérique latine, où la grande majorité des membres sont des hispaniques provenant de différents pays, comme le Honduras, le Guatemala, le Mexique, le Nicaragua, etc. Si des jeunes optent sans hésiter pour la bannière de la MS13, c'est parce que ce gang inspire la peur dans les Amériques et est devenu une franchise importante.

Pour le moment, la présence de la MS13 et de la Pandilla 18 au Canada reste timide, mais je crois que ces groupes pourraient devenir le nouveau type de gangs au Canada. Et le Québec ne sera certainement pas épargné! Il est fondamental de ne pas perdre de vue la migration des membres de ces gangs provenant des États-Unis et de l'Amérique centrale. Il est également crucial d'éradiquer les groupes déjà existants au Canada et d'agir auprès des jeunes influençables. Tous les éléments pour une expansion de ces gangs sont présents: un marché lucratif, des jeunes impressionnables, et des frontières fluides entre le Canada et les États-Unis. La conquête du marché canadien et québécois est donc commencée, et d'ici quelques années, si rien n'est fait, ces gangs de rue risquent de devenir les plus dangereux du pays, compte tenu de la culture de la violence qui y prédomine. Comme le disait un de mes informateurs, 1 MS13 vaut 10 Bo-Gars, car il est endoctriné, formé pour tuer, et prêt à mourir pour le gang. Ces groupes peuvent être décrits comme étant une armée constituée de petites cellules paramilitaires. Plusieurs de leurs membres sont d'ailleurs des anciens combattants de la guerre civile au Salvador, et ils sont prêts à tout pour prendre le pouvoir! Aux États-Unis, le FBI a d'ailleurs décrété que la Mara Salvatrucha était un des gangs les plus inquiétants à surveiller de près. Le FBI va même jusqu'à lui attribuer des liens avec l'organisation terroriste mondiale Al-Qaïda.



*Quand on parle de MS13, eux autres quand ils viennent c'est tous par train. Les jeunes sautent dans les trains pour aller vers les US et le Canada. Ils font Guatemala, Salvador et Mexique. Ensuite ils font Los Angeles, Arizona, dans le Sud. Et quand tu veux suivre leur migration, tu suis le chemin de fer de l'ouest à l'est. Tu vas toujours les trouver dans des places rurales, car ils sont des fermiers. Et qu'est-ce qu'ils font pour survivre, ils vont travailler au jour le jour dans les fermes. Payés cash. C'est de même qu'ils survivent jusqu'à ce qu'ils arrivent à destination. Ça fait que les chemins de fer, au Canada, c'est Toronto, Montréal, Manitoba et Vancouver.*

Entrevue, Canada, 2007

La Mara Salvatrucha et la Pandilla 18 sont des gangs de rue transnationaux qui ont profité de la déportation de certains membres, au début des années 90, vers le Honduras, le Guatemala et le Salvador pour y recréer leurs gangs en y recrutant de plus en plus de membres. Ils ont donc conquis d'autres territoires à l'intérieur des États-Unis, là où il y a des communautés hispaniques accablées par la pauvreté, et dans plusieurs pays d'Amérique centrale. Ces gangs centro-américains prennent de l'expansion grâce à la déportation et à la migration interne des membres. Cette expansion s'est faite très rapidement et a souvent été précédée de la migration d'un membre ou de plusieurs membres, suivie d'un recrutement local de jeunes défavorisés.

Selon les informations obtenues au Salvador de membres de la MS13, il y aurait des cliques un peu partout aux États-Unis, surtout à Los Angeles, mais aussi à Houston, au centre des États-Unis, et à New York. Il y en aurait également au Panama, au Mexique, à Belize, au Guatemala, au Honduras et au Canada, en particulier dans les zones frontalières avec les États-Unis. Même si le Canada demeure une terre peu exploitée, les contacts y sont bien présents. Des groupes de la MS13 et de la Pandilla 18 sont en relation continue avec leurs homologues dans plusieurs pays, de l'Amérique du Nord à l'Amérique du Sud. Ils gardent ces contacts grâce, notamment, aux

visites touristiques, aux passages clandestins des frontières, au téléphone, à Facebook et à Internet. Ces gangs gagnent des milliards de dollars dans tous ces pays d'Amérique. On peut donc risquer cette hypothèse: une expansion de la MS13 et de la Pandilla 18 au Canada n'est qu'une question de temps. Si nous ne prenons pas les mesures nécessaires pour l'empêcher, elle se fera, d'autant plus que ces groupes sont déjà bien implantés dans trois provinces canadiennes. En outre, même si Montréal n'est pas encore touchée par ce phénomène, elle reste un terreau fertile de recrutement de jeunes Québécois d'origine latino-américaine, et un territoire intéressant pour des membres attirés par les valeurs et le style de vie latin du Québec (catholique, langue française). Comme me le disait un de mes informateurs:

*C'est les gangs de rue qu'il va falloir avoir à l'œil. Ce qui se passe, c'est que les États-Unis s'en débarrassent. Ils se rendent compte qu'on est moins «tough» que les Américains. Ils arrivent en famille. Papa, maman s'installent. Montréal, c'est une ville intéressante pour eux. Ça répond davantage à ce qu'ils sont. Ils auront plus tendance à venir à Montréal.*

Entrevue, Canada, 2008

## QUI SONT LA MARA SALVATRUCHA ET LA PANDILLA 18 ?

Si la Mara Salvatrucha (MS13) et la Pandilla 18 sont en émergence au Canada, ces gangs sont fortement présents aux États-Unis et en Amérique centrale. Le FBI a du reste classé la MS13 parmi les gangs les plus dangereux d'Amérique du Nord, et a fait de sa lutte contre ces groupes criminels une priorité. En fait, la MS13 et la Pandilla 18 ont fait leur apparition au sud de la Californie dans les années 80. La Pandilla 18, le premier gang qui a été créé, était majoritairement constitué de Mexicains. Ce gang avait alors pignon sur la 18<sup>th</sup> Street, à Los Angeles, d'où son nom. Il compterait environ de 30 000 à

50 000 membres aux États-Unis. Près de 80 % des membres de la 18 sont des immigrants illégaux originaires du Mexique et de l'Amérique centrale. Ils sont présents dans 44 villes, dans 20 États. Ils sont impliqués dans le trafic de drogue, l'extorsion, le vol de voitures, la fraude et le vol, et ils sont responsables de nombreuses fusillades et d'homicides. Après la guerre civile au Salvador et les massacres de milliers de Salvadoriens, il y a eu une forte immigration salvadorienne dans ces mêmes zones territoriales.

On raconte que les membres de la 18 dominaient à cette époque et imposaient leur pouvoir aux jeunes Salvadoriens. Un membre de la MS13 me disait : « Ces Mexicains nous traitaient d'Indiens stupides. Qui ne savaient rien ! » Mais ces jeunes Salvadoriens, qui avaient fui la guerre civile et avaient été témoins des massacres et des extorsions de la guérilla, ne se laissaient pas intimider. Ils ont formé leur propre gang, la Mara Salvatrucha, pour combattre la Pandilla 18 et se protéger, et sont devenus un gang de rue transnational. L'expansion de la MS13 et de la Pandilla 18 à partir des pays sources, comme les États-Unis et l'Amérique centrale, est souvent accompagnée de déplacements de familles dans le pays ciblé. Les membres émigrent rarement seuls. Lorsque la migration se fait en famille, la probabilité que le membre d'un gang prenne racine est plus grande que lorsqu'il arrive seul. Comme me le disait un informateur du Salvador, en 2008 : « Ce que je sais, c'est que dans leurs stratégies, il y en a une qui est de se répandre. L'expansion. »

Au dire de certains membres de la Mara Salvatrucha, les lettres M et S signifient : Membre Satanique, ou encore Membre de la Mara Salvatrucha (*mara* = gang ; *salva* = salvadorien ; *trucha* = intelligent, donc gang de Salvadoriens intelligents). Pour d'autres encore, M = *marabunda*, et S, *salvadorian*, qui veut dire « fourmis guerrières salvadoriennes », ou encore *mara* pour groupe d'amis, et *salvatrucha* pour Salvadorien. Le nombre 13 fait référence à la durée de l'initiation du futur membre, soit 13 secondes de coups de pied et de coups de poing sur tout le corps. Pour d'autres, il s'agit de la 13<sup>e</sup> lettre de l'alphabet, donc le M, ou *eme* en espagnol, pour Mexican Mafia, la mère de tous les gangs hispaniques.

Le 13 représenterait également les 13 États du sud des États-Unis, qu'ils estiment avoir conquis. On a effectivement relevé leur présence en Californie et dans les États suivants : Oregon, Texas, Nevada, Utah, Oklahoma, Illinois, Michigan, New York, Maryland, Virginie, Géorgie et Floride. À ses débuts, la Mara Salvatrucha avait pour devise : « Je vis pour ma mère [mère veut dire gang], et je meurs pour mon quartier. » Aujourd'hui, leur devise est : « La Mara Salvatrucha tue, viole et contrôle les jeunes putains. »

Selon certains informateurs, les membres de la Mara Salvatrucha sont, à l'origine, des Salvadoriens. Cependant, on constate que ce n'est plus le cas. Les membres sont d'origines diverses, autant ceux de la Mara Salvatrucha que ceux de la Pandilla 18, notamment dans les grands centres urbains, et la grande majorité des membres provient d'Amérique centrale : Colombie, Honduras, Guatemala, Nicaragua, Mexique, Salvador, etc. Ils sont constitués de mineurs et d'adultes, en majorité des hommes, mais les femmes y sont plus nombreuses que dans les autres gangs de rue d'Amérique du Nord. En outre, la Pandilla 18, constituée originellement de Mexicains, intègre de plus en plus de Salvadoriens dans ses rangs. Au Salvador, ils sont d'ailleurs majoritaires. Selon certains informateurs, les membres de la 18 qui ont été déportés au Salvador auraient même conservé leur allégeance à ce gang, malgré leur origine salvadorienne, parce que des membres de leur famille habitaient et habitent toujours le territoire « mère » de la Pandilla 18, sur la 18<sup>e</sup> Rue, à Los Angeles, en Californie. En conséquence, ce qui fut au départ une guerre entre Mexicains et Salvadoriens est devenu, dans certains pays, une guerre entre Salvadoriens.

La Mara Salvatrucha et la Pandilla 18 sont des gangs organisés qui convoquent des réunions. Lors de ces réunions, on parle de la distribution de drogues, de l'achat et de la vente d'armes, de contacts avec les autres bandes des États-Unis, du Canada et de l'Amérique latine. On y projette des guerres, des exécutions et des stratégies contre les bandes adverses. Au Salvador, la Mara Salvatrucha est bien implantée dans les structures de l'État. La plupart des membres sont très jeunes, ce qui prouve que ce gang a une forte capacité

d'attraction. La MS13 veille aussi à la formation de professionnels : avocats, médecins, comptables, banquiers, etc., qui pourraient leur être utiles dans certaines circonstances. Cette formation se fait avec l'argent de la bande. Certaines bandes de Montréal protègent de jeunes universitaires doués et financent leurs études de droit, de médecine, de finances, ou même de techniques policières. En bref, ils en font des professionnels efficaces qui seront au service de la bande, mais ne seront jamais impliqués dans les activités criminelles, resteront à l'abri de la police, et auront la certitude de ne jamais avoir de casier judiciaire.

Les membres de la Mara Salvatrucha et de la Pandilla 18 ne sont pas des enfants de chœur. Ils ont des liens avec plusieurs organisations criminelles et gangs de rue notoires. Ces liens sont multiples, nationaux et internationaux, d'autant plus que les maisons mères de ces deux gangs sont situées à Los Angeles, leur berceau de naissance. Selon certaines informations, les quartiers généraux internationaux (maisons mères) de ces gangs se trouveraient dans un pénitencier de la Californie, plusieurs grands dirigeants y étant incarcérés pour y purger de longues sentences. Une incarcération n'est jamais garante d'un arrêt des activités d'un gang ou de son démantèlement. En fait, plusieurs chefs de cliques font fonctionner leur machine en incarcération. Lorsque j'ai voulu me rendre au *barrio* Saint-Louis de San Salvador, mon intermédiaire a dû en faire la demande à un membre incarcéré dans un pénitencier salvadorien. Que ce soit pour le trafic de la drogue, d'armes à feu, ou le trafic humain, la Mara Salvatrucha et la Pandilla 18 font des affaires avec les cartels colombien, mexicain, hondurien, nicaraguayen, et avec le crime organisé bolivien. Les membres de la Pandilla 18 ont des ententes avec des gangs du sud et du nord du Mexique, et avec des gangs étasuniens. Ils sont organisés et ne reculent devant rien.

La Mara Salvatrucha est l'ennemie mortelle de la Pandilla 18. Tout comme les Bloods et les Crips, les membres de la Mara Salvatrucha et de la Pandilla 18 ne savent même pas quelles sont les raisons de la haine qui les sépare. Chaque membre a une histoire

de filles à raconter, ou une légende urbaine justifiant cette haine ancestrale. Le respect, l'honneur, la protection de l'identité territoriale sont des fadaises entretenues par des adultes qui ne pensent qu'à se remplir les poches et à envoyer à l'abattoir de jeunes rêveurs idéalistes en quête d'une famille. Pour les adultes, le territoire est source de revenus; pour les jeunes, il est source de fierté et d'honneur. Si la Mara Salvatrucha a été créée en réaction aux Mexicains, la question ne se pose pas dans la Pandilla 18, où le besoin de protection a été remplacé par la rentabilité. Au Salvador, la haine entre la Mara Salvatrucha et la Pandilla 18 est si forte que les différentes cliques ne font jamais d'affaires ensemble. En fait, les MS13 n'ont de liens qu'avec les cartels et les mafias. Néanmoins, certains membres de la Mara Salvatrucha affirment qu'ils ne font pas directement affaire avec les groupes mafieux, par exemple le cartel colombien, et passent plutôt par des intermédiaires, liés ou non à la Mara. Ces derniers sont probablement des indépendants, ou des membres de la Mara, mais dans un pays étranger. Le même scénario est valable pour la Pandilla 18. Certains trafiquants étasuniens vont directement au Salvador pour commercer, sans passer par des intermédiaires salvadoriens. Selon les informations obtenues, les transactions de drogue entre des membres de la MS13 et des partenaires de type mafieux se font entre les États-Unis et le Salvador, mais aussi avec des pays comme le Mexique, la Colombie, le Panama, le Guatemala et le Honduras.

La Mara Salvatrucha et la Pandilla 18 ont par contre des liens très serrés avec leurs homologues des États-Unis. La plupart des grands chefs de la MS13 et de la 18 vivent en Californie. Les affaires et les assassinats peuvent être « commandés » de là-bas. Comme le disait un membre de la Mara Salvatrucha du Salvador en entrevue :

*Tu tues deux des miens, je vais tuer deux des tiens. Même si tu tues deux des miens en Californie, je vais tuer deux des tiens au Salvador. Juste aujourd'hui, j'étais nez à nez avec un [de la 18]. J'étais dans la voiture et lui arrivait à pied. Quand je me suis retourné, il était parti. Parce qu'on est supposé de le tuer à ce moment-là. Tu le fais. Tu dois le faire, si tu ne le fais pas, eux ils vont te tuer.*



La Mara Salvatrucha du Salvador fait affaire avec les bandes des États-Unis et celles d'Amérique centrale, et il en est de même pour la Pandilla 18. Selon certains membres de la MS13 salvadorienne, la situation serait quelque peu similaire aux États-Unis, où des membres feraient directement affaire avec des *crack-heads* et des *coke-heads*, soit des détaillants, mais aucune transaction avec des gangs dits rivaux. Ce dont je doute fort ! Un dicton dit que « la MS est seulement une et on ne se tient avec personne ». Au Salvador, les liens d'affaires mafieux n'existent qu'entre cartels et mafias hispaniques, et jamais avec les motards, qualifiés de racistes et de fascistes. Il en est autrement en Amérique du Nord.

## UNE STRUCTURE CELLULAIRE ET PARAMILITAIRE

Contrairement à la pensée populaire, les gangs de rue ont une organisation qui leur est propre. Il est vrai que les organisations criminelles comme les motards ou les mafias ont une structure beaucoup plus organisée que les gangs de rue, mais il n'en reste pas moins que ces derniers ont une organisation valable. En grande majorité, les gangs de rue fonctionnent selon deux modèles structurels : le type cellulaire et le type pyramidal. La structure de type pyramidal est moins répandue chez les gangs de rue. On la retrouve néanmoins dans certains gangs autochtones, comme les Native Syndicate. Ce type de structure suppose une hiérarchie pyramidale et une répartition des tâches à l'intérieur du gang. La structure de type cellulaire est généralement adoptée par les gangs de rue. Une cellule naît et une autre disparaît. Ce phénomène est imprévisible.

La Mara Salvatrucha et la Pandilla 18 sont constituées d'un ensemble de cliques, chaque clique fonctionnant comme une tribu. La tribu est un regroupement de membres d'une même famille ou de plusieurs clans familiaux appartenant à un même territoire, quartier ou *barrio*. Les individus de la tribu sont unis par des valeurs, des coutumes et des signes symboliques communs. Ces personnes s'identifient comme étant de même *raza* (de même race). En outre,



elles vivent dans un régime patriarcal, où le pouvoir est aux mains des pères, donc des hommes. Les cliques sont constituées de mineurs et d'adultes, hommes et femmes. Cette façon de fonctionner en groupe de cellules ou de cliques n'est pas nouvelle dans le milieu des gangs de rue. On a pu le voir aux États-Unis et au Canada, avec les Bloods et les Crips. À Montréal, les Crips et les Bloods fonctionnent en grande famille, soit une association de plusieurs cliques autour d'une couleur commune, mais chaque gang est une cellule en elle-même et est indépendante sur le plan du fonctionnement. Les grandes familles de gangs de rue des États-Unis fonctionnent également en cellules et c'est aussi le cas au Salvador. Cette décentralisation fait en sorte que l'on ne peut jamais détruire toute une famille. Lorsqu'on élimine une clique, on ne fait qu'effleurer la famille et, malheureusement, le vide se remplit toujours. Le concept de tribu est beaucoup plus présent chez les membres de la Mara Salvatrucha et de la Pandilla 18. Les liens entre les membres (majoritairement de la même famille) sont plus forts que dans d'autres gangs de rue nord-américains (membres d'une même famille, mais aussi amis), sauf en ce qui concerne les gangs autochtones, qui fonctionnent aussi comme des tribus.

La Raza, ou SUR (ou SUR-13; Sudenos Unidos de la Raza, South United Race; ou l'Union des Races du Sud), provient d'une alliance conclue aux États-Unis entre tous les gangs hispaniques. Cette alliance de non-agression et d'union n'a prévalence qu'à l'intérieur des pénitenciers. Elle a du reste été conclue dans un pénitencier californien. Cette alliance a pour but de protéger les gangs hispaniques des gangs du Nord. C'est une puissante alliance. Si les gangs de prison sont plutôt communs aux États-Unis, il est important de garder à l'esprit qu'il existe un risque de regroupements similaires à l'intérieur des institutions carcérales canadiennes. Il faut noter que, lorsque les membres de gangs hispaniques sortent du pénitencier, ils retournent dans leur propre gang, donc redeviennent membres de la MS13, de la Pandilla 18 ou des Latin Kings, etc., et les rivalités reprennent de plus belle. Cependant, certains membres de gangs établissent parfois des relations solides – d'amitié ou d'affaires –

avec des membres de gangs rivaux durant leur période d'incarcération, et ces relations perdurent à leur libération, ce qui crée de nouvelles ramifications dans les réseaux.

En observant la MS13 et la Pandilla 18 et en les comparant aux autres gangs de rue nord-américains comme les Bloods et les Crips, on constate l'existence de trois organisations de type cellulaire: les cellules ou les cliques qui sont totalement indépendantes et qui n'appartiennent à aucun regroupement de cliques, ou à ce que j'appelle une famille de cliques ou de cellules; les gangs qui s'organisent en une kyrielle de cellules autonomes portant le nom d'une famille – comme les Bloods et les Crips –, mais qui ne dépendent pas d'une structure de commandement ou d'un chef suprême; les gangs constitués de plusieurs cliques qui ont leur propre gestion interne, mais qui dépendent de lignes directrices provenant d'une structure de commandement suprême. C'est la structure que l'on retrouve dans la Mara Salvatrucha et dans la Pandilla 18. Les gangs de rue qui adoptent le modèle cellulaire autonome non contrôlé par une structure suprême de commandement sont beaucoup plus imprévisibles que ceux qui reçoivent des lignes directrices venues d'en haut. Dans les deux cas, la gestion interne des cliques est totalement autonome et n'appartient qu'aux membres de la clique.

Les cliques qui appartiennent à des familles ayant un commandement suprême sont soumises à des règles de fonctionnement et d'engagement communes. On ne tue pas un membre du gang sans y être autorisé par le commandement suprême. Ce qui n'est pas le cas pour les gangs de rue, qui adoptent le modèle de clique autonome sans structure suprême de commandement. Ces gangs semblent désorganisés, incontrôlables, et ne sont pas basés sur l'idéologie du sacrifice pour le gang. Les membres tendent à privilégier le bien personnel plutôt que celui du groupe. La volonté de sacrifier sa vie est moins présente que dans les cliques appartenant à des gangs dotés d'une structure de commandement suprême. Dans ces dernières, l'intérêt personnel et égoïste ne prime pas, seule compte la force du gang. Les membres sont prêts à sacrifier leur vie pour leurs pairs, même si les cliques ne se connaissent pas entre elles. Le cri de

ralliement des Crips ou des Bloods, lorsqu'une guerre survient entre ces deux familles, n'est que de la roupie de sansonnet comparé à ceux de la Mara Salvatrucha et de la Pandilla 18.

Dans le jargon des membres de la Mara Salvatrucha et de la Pandilla 18, la clique et le territoire, ou le *barrio*, veulent dire la même chose. La clique et le territoire ont une symbolique qui procède de la symbiose. Dans certains pays, notamment au Salvador, les cliques sont nommées en fonction du territoire où elles opèrent et du gang auquel elles appartiennent. Les cliques de la Mara Salvatrucha portent donc des noms qui commencent par celui du territoire et se terminent par L, pour Locos, ou S, pour Salvadorian, Salvatrucha ou Salvatruchos, ou les deux lettres. Dans les pays d'Amérique du Nord, on retrouve les mots *locos*, *salvadorian*, *salvatrucha* ou *salvatruchos* dans les noms des cliques, mais pas systématiquement celui du territoire, par exemple les CLS Coronado (le nom d'une rue à San Salvador + celui d'une ville californienne, Locos Salvadorian). Pour les gangs centro-américains, quel que soit le pays, le territoire est un lieu d'appartenance important. Les habitants des quartiers où ils œuvrent sont sous leur protection, et toute personne qui y pénètre sans leur autorisation risque de passer un mauvais quart d'heure. Par contre, à partir du moment où la personne est autorisée à entrer dans le territoire, elle bénéficie de leur protection. Comme me le disait un membre de la Pandilla 18 dans un *barrio* de San Salvador :

*Vous, on va bien prendre soin de vous. Ici, dans le sens qu'ici vous êtes en sécurité. Ici rien ne vous arrivera. Vous me comprenez ? Ils ne vont pas venir vous enlever vos effets personnels, personne ne va vous faire sentir mal, vous comprenez. Vous êtes sous notre protection. Mais pas dans d'autres endroits.*

Dans leurs territoires, les membres des gangs sont chez eux, ils sont respectés par les habitants. La loi du silence et la peur prévalent, et certains habitants comptent réellement sur leur protection. Nombre d'entre eux font du reste partie de la même famille.

Par ailleurs, dans chaque territoire, quartier ou *barrio*, la clique possède un quartier général. Il s'agit d'une maison qu'ils s'approprient à l'intérieur même de la communauté. C'est le «destroyer». La clique se réunit dans cette maison, et plusieurs membres y vivent avec leur *hayna*, femme-objet, leur femme, leur mère, leurs enfants, etc. Les femmes qui souhaitent quitter ce lieu avec leurs enfants obtiennent souvent le droit de le faire («*El Pase*»): les enfants sont plutôt gênants pour les membres – à moins qu'ils ne veuillent en faire des mendiants ou de futurs membres. Le nombre de membres par clique varie. Deux personnes peuvent décider de former une clique, et il existe des cliques de 30 personnes ou plus. Après des arrestations ou une guerre, il ne reste parfois qu'une seule personne dans une clique... qui recommence avec un ou deux individus et augmente selon l'efficacité du recrutement.

*Oui, avec deux personnes ça peut fonctionner. Avec une, on va dire moi, alors je peux m'en aller à Saint-Vincent, Saint-Miguel et faire une clique. Oui, je peux aller me faire une clique. Et recruter des gens et devenir amis avec eux, pour qu'ils m'imitent. «Regarde, ça, ça se fait comme ça. Regarde, viens marcher avec moi» et d'autres choses comme ça. Et après ça on devient de plus en plus nombreux, les jeunes disent: «Oui man! Toi tu marches avec celui-là!» Pour que le monde me respecte. Alors eux, ils commencent à évoluer, tu comprends? Moi je viens et je lui dis: «Je te donne la passe pour que tu te tiennes avec moi et alors tu peux faire partie de la gang.»*

Entrevue avec un membre de la MS13, Salvador, 2008

La structure de la MS13, tout comme celle de la Pandilla 18, est non seulement de type cellulaire – plusieurs cliques dirigées par un chef, qui œuvrent sur un territoire –, mais paramilitaire. Les membres de la Mara Salvatrucha et de la Pandilla 18 sont des guerriers. Ils obéissent aux ordres sans poser de questions. Dans ces gangs, l'argent est non seulement un outil pour vivre, mais pour faire la guerre. Chaque gang est géré par deux coordonnateurs nationaux, ou *generals* dans le

jargon du milieu : l'un est dans un centre pénal, l'autre à l'extérieur des murs. Le coordonnateur national est en liberté, le coordonnateur national incarcéré. Ce genre d'organisation peut varier d'un pays à l'autre, selon le nombre de cliques et de membres présents sur le territoire.

L'incarcération n'empêche pas les gangs de rue bien organisés de continuer à fonctionner. La plupart des chefs sont du reste dans des pénitenciers, que ce soit en Amérique latine ou aux États-Unis, et c'est de là qu'ils donnent des ordres aux groupes. Un coordonnateur national est un membre qui, en raison de sa discipline et de son courage, a la charge de gérer la grande famille, la Mara ou la Pandilla. Il ne gère pas une clique, mais supervise la gestion globale de toutes les cliques. Toutefois, les membres des différentes cliques ne le considèrent pas comme leur chef ou comme leur leader. Par exemple, lorsqu'une personne décide de prendre une franchise dans la restauration, elle achète le nom et tout ce qui vient avec, dont l'obligation de contribuer à la standardisation des façons de faire et des menus. Le bureau central de ces franchises est le gardien de la marque, non le chef du restaurant. Le coordonnateur joue un peu ce rôle, il veille à la bonne application des règles de franchise, collecte les cotisations et agit éventuellement lors de litiges importants. Ces généraux donnent les lignes directrices et les ordres aux différents coordonnateurs régionaux qui ont des liens avec les chefs des cliques. Il y a deux coordonnateurs nationaux dans chaque pays, et plusieurs coordonnateurs régionaux. Chaque région est constituée de plusieurs cliques. Les coordonnateurs régionaux peuvent donc avoir plusieurs chefs de cliques à gérer. Lorsque le coordonnateur régional reçoit des ordres du coordonnateur national, les cliques en charge du contrat d'exécution obéissent sans discuter. Selon les ordres des généraux, les membres des cliques commettent des homicides, des viols, des séquestrations, des kidnappings et des massacres. Ces ordres peuvent provenir de coordonnateurs locaux, de Los Angeles, ou d'un pénitencier des États-Unis. Les règlements de comptes peuvent donc se faire par pays interposé. Un membre de la MS13 ou de la Pandilla 18 n'est pas à l'abri d'une exécution, même s'il a été déporté ou a changé de pays. Les cliques sont dirigées avec une poigne de fer. C'est ce qui fait leur force et leur dangerosité.

Les coordonnateurs nationaux établissent les lignes politiques et les stratégies, appelées aussi «*frecuencias*», qui sont communiquées aux coordonnateurs régionaux, puis aux chefs des cliques, puis aux membres. Ils mettent en place les actions et les plans de communication. Ces directives peuvent provenir des États-Unis ou du pays où le gang est actif. D'autre part, les coordonnateurs nationaux des États-Unis, dont la maison mère est à Los Angeles, sont en contact avec les coordonnateurs nationaux de plusieurs autres pays, comme le Guatemala, le Salvador, le Honduras, le Nicaragua, le Belize, le Mexique et le Canada. Chaque coordonnateur national est identifié par le code international du pays qu'il représente, par exemple 503 pour le Salvador, 504 pour le Honduras, 505 pour le Nicaragua, etc. Les autres types de gangs, comme les Bloods et les Crips, et leurs cliques, ne reçoivent d'ordre de personne, même s'ils font partie d'une même famille, et leurs chefs font ce qu'ils veulent, en concertation ou pas avec les membres. En raison de cette différence entre ces deux modèles cellulaires, la MS13 et la Pandilla 18 sont beaucoup mieux structurées et organisées que les autres gangs nord-américains. Les membres fonctionnent comme des guérilleros et obéissent aux ordres sans broncher, et ils sont décentralisés, ce qui fait que le démantèlement d'une cellule ne porte pas vraiment atteinte à la structure globale. Les coordonnateurs de la structure suprême sont protégés par la loi du silence et la peur.

Certains types d'homicides sont des messages que les gangs s'adressent les uns aux autres. Par exemple, on décapite une *hayna* du gang rival, donc une femme non membre, afin de menacer ce rival de mort ou de guerre. Une autre forme d'homicide visant à semer la terreur est la suivante : on décapite une femme et on lui ouvre le ventre pour y mettre sa tête. C'est une technique de guérilla qui touche directement la population : ici, le message n'est pas adressé au gang rival, mais à la population afin qu'elle fasse pression auprès du gouvernement pour que cesse la répression envers les Maras et les Pandillas. Ces stratégies de terreur ont été observées dans plusieurs pays déchirés par des guerres civiles ou des conflits armés.



Il y a différents types de membres dans la MS13 et la Pandilla 18: les actifs, les passifs et *los pesetas*. Ces derniers sont considérés comme des traîtres dont la vie ne vaut pas plus qu'une peseta. Ils sont devenus délateurs ou ont changé de gang, ou encore n'ont pas respecté les règles. Ces personnes sont pratiquement condamnées à mort. Les passifs sont ceux qui ne sont plus dans le gang et ne participent donc plus à ses activités. Ils sont à la retraite. Ils sont toujours considérés comme des membres, mais ils ne commettent plus de délits. Ils peuvent alors avoir une vie sociale et familiale, et prendre un emploi. Mais ils peuvent garder leurs tatouages, et le respect du gang leur est acquis. Un passif est un peu comme un militaire qui a fait son devoir. En d'autres mots, ce membre a obtenu *El Passe*, un permis de retrait parce qu'il a été fidèle et a fait son temps. Ceux qui demandent ce permis sont très peu nombreux, car c'est plutôt mal vu, même si c'est un privilège. Cependant, si une crise se déclenche, le passif est rappelé au sein du gang. Quant aux actifs, ils font partie du gang et commettent des délits. Un membre actif est appelé « *hommboy* ». Pour le *hommboy*, l'idée de ne plus appartenir au gang est quasi sacrilège. Il existe aussi des femmes membres. Ce sont les *hommgirls*.

*Un vieux qui a commencé là, qui a créé la gang, soit au Salvador ou dans n'importe quel pays. Qui a tué! Qui a violé! Qui a privé quelqu'un de sa liberté, en l'enlevant pour de l'argent. Tout à coup il dit j'ai une femme et des enfants, et il peut dire à sa gang qu'il veut se faire une vie normale. Il a fait ses preuves et peut avoir une passe, un permis de quitter sa « cliqua » et c'est la clique qui décide oui ou non. Il a le droit, il a ce privilège-là.*

Entrevue avec un travailleur de rue, Salvador, 2008

Découvrir la structure interne des cliques est une entreprise compliquée. Ont-elles un chef et une division des tâches? Certains membres de gangs soutiennent qu'ils n'ont pas de chef et que chaque clique fonctionne par consensus, comme dans une table ronde où tous les membres sont au même niveau hiérarchique. Par



contre, c'est le plus âgé du gang, celui qui a le plus d'expérience, qui parle le mieux, qui a des capacités de communicateur et des habiletés sociales, qui sert de lien avec les autres cliques. C'est un homme calme, plus sage que ses pairs, qui ne boit pas, ou moins que les autres, et est beaucoup moins impulsif. C'est cet individu qui représente sa clique lors des réunions mensuelles de toutes les cliques de la MS13 ou de la Pandilla 18.

Toutefois, d'autres informateurs m'ont confirmé la présence d'un chef. Ce chef est communément appelé le « *palabrero* » (le communicateur). C'est lui qui a le pouvoir, mais pas seulement le pouvoir des mots. S'il meurt ou s'il s'en va, un, deux ou trois membres sont prêts à prendre sa place. Ce *palabrero* est élu, car il impose le respect. L'organisation est différente pour chaque clique, et certaines sont plus structurées que d'autres, mais, quel que soit le degré d'organisation d'une clique, elle doit avoir un répondant qui agira auprès du coordonnateur régional. D'autre part, au regard de certaines informations, on sait que les cliques regroupent plusieurs membres autour d'un chef, et opèrent dans un territoire donné. Le rôle du leader est de veiller au respect des règles et de la sous-culture. Il doit également s'occuper du bon fonctionnement du groupe, en plus d'appliquer les directives régionales, nationales et internationales. Les cliques deviennent de plus en plus spécialisées, donc beaucoup plus efficaces sur le plan des activités criminelles. Elles ont des membres qui s'occupent uniquement des vols, des homicides et de l'extorsion. D'autres membres s'occupent eux aussi des homicides et des vols, mais également des guerres avec les gangs rivaux et des assassinats. Les *hommgirls* ont pour rôle de recruter des « mules » pour faire entrer de la drogue et des objets illicites dans les institutions carcérales. Elles veillent aussi au recrutement des filles qui deviendront des *haynas*, ou des prostituées, et coordonnent leur présence dans les centres pénaux afin de satisfaire la libido des membres détenus.

Par ailleurs, les cliques de gangs sévissant dans différents quartiers peuvent travailler ensemble sur des opérations spéciales. Les cliques sont peut-être autonomes en termes de structure

interne, mais elles collaborent entre elles lorsqu'elles font partie de la même grande famille, la Mara. Selon les informations obtenues, chaque clique se spécialise dans une ou deux activités illicites. Certaines cliques ne font que du vol de véhicules, d'autres ne s'occupent que du trafic de drogue, d'autres d'extorsion, etc. Si une clique décide de faire une opération de vol de voitures dans un secteur et qu'elle ne possède pas l'expertise voulue pour ce genre de délit, elle peut s'associer à une ou plusieurs cliques qui sont expertes dans ce domaine. Selon certains membres de la MS13, les tâches et les rôles de chaque membre d'une clique se précisent en fonction des activités criminelles. À partir du moment où une opération est décidée et que les cliques qui y participeront sont connues, une distribution des tâches se fait en fonction des compétences, des connaissances et des capacités de chacun, ainsi que de ses contacts. C'est un travail d'équipe, à la bonne franquette, *cae la cosa*. On comprend que, dans ce genre d'organisation, il faut discuter avec plusieurs cliques à la fois pour mettre sur pied une opération criminelle.

Selon les informations obtenues auprès des membres des deux gangs, chaque clique aurait un membre (ou deux) qui ferait office d'agent de liaison. L'organisation des opérations criminelles se fait par téléphone, principalement par cellulaire. La communication est donc essentiellement orale, de bouche à oreille, avec un langage codé (voir la section Des modes de communication ingénieux, p. 162). Autrement dit, lorsqu'une clique décide de se livrer à une opération, l'agent de liaison de ladite clique est chargé d'en informer l'agent de liaison d'une autre clique en vue d'une collaboration éventuelle. Grâce à une chaîne de communication (téléphone arabe), plusieurs cliques participent ainsi à des opérations dans lesquelles elles trouvent toutes un profit.

Toutes les personnes rencontrées affirment que des réunions mensuelles ont lieu, au cours desquelles toutes les cliques se rassemblent pour établir des stratégies communes, régler les problèmes qui se posent, décider des exécutions et des transactions d'affaires. Au Salvador, ces réunions se font dans chaque district.

Les cliques de Mexicanos ou de Santa Tecla de San Salvador se réunissent une fois par mois pour discuter des affaires du gang. Aux États-Unis, les cliques fonctionnent également de cette manière, mais au Canada, compte tenu du fait que les cliques de la Mara Salvatrucha ne sont pas aussi nombreuses qu'ailleurs en Amérique, je doute que ces réunions soient aussi fréquentes. D'une façon générale, les cliques de la MS13 et de la Pandilla 18 se réunissent une fois par mois en fonction de leur district ou du regroupement territorial. Chaque clique y envoie son représentant, ou son chef et ses acolytes. Selon certains informateurs, ces réunions se tiennent, au Salvador, le premier samedi du mois ou, selon d'autres sources, le premier dimanche du mois. Dans ce genre de structure, l'information est compartimentée à l'intérieur de chaque clique appartenant à une même famille, soit celle de la MS13 ou de la Pandilla 18.

Plus un individu est impliqué dans les hautes sphères hiérarchiques, plus il possède des informations détaillées et d'une grande importance. Et plus il est proche de la structure de commandement national, plus les informations qu'il reçoit sont précises. À la base, les membres ne sont pas au courant de tout, et certains ne se connaissent même pas – comme dans toutes organisations ou entreprises. Les personnes appartenant au noyau décisionnel sont au courant d'un plus grand nombre d'éléments que celles qui sont à la base de l'organisation. Plus on monte dans la hiérarchie, plus on a accès à des informations pointues. En outre, les cliques les plus organisées procèdent à une répartition des tâches : compiler l'argent, voler des voitures, surveiller la police, etc. Chaque membre d'une clique doit contribuer aux efforts de guerre du groupe. En contrepartie, celle-ci en partage les gains. Chaque clique paie une cotisation, une dîme, à la structure centrale ou nationale, qui elle-même cotise à Los Angeles pour la structure internationale. Les membres doivent aussi aider les *hommbos* qui sont incarcérés. Les tâches les plus difficiles et les plus dangereuses, comme l'extorsion, sont réservées aux nouveaux.

*Alors c'est ça que je fais maintenant. Je compile l'argent, et à la fin du mois, je le mets dans une enveloppe et je l'envoie à tous les membres en prison. Parce qu'il n'y a pas de nourriture. Les gens sont malades, des fois, et les avocats doivent être payés. Ils doivent mettre de l'argent pour les armes à feu. Il y a beaucoup de choses à acheter, tu sais. Pour ça tu dois utiliser l'argent. Les avocats et beaucoup d'autres choses.*

Entrevue avec un membre de la MS13, Salvador, 2008

## DES RÈGLES D'ENGAGEMENT

Les bandes centro-américaines sont régies par des règles informelles d'engagement qui doivent être respectées, au risque, pour les membres, de se faire expulser par le gang; en d'autres mots, éliminer. Les membres se transmettent ces règles oralement et en parlent avec beaucoup de réticence. Lors de mes entrevues avec les membres des deux gangs, il m'a été très difficile d'obtenir des informations sur ce point, mais j'ai néanmoins réussi à en soutirer quelques-unes. Selon les renseignements obtenus, les membres de la MS13 seraient régis par 13 règles, et ceux de la Pandilla, par 18 règles. Ils affirment avoir des règles d'engagement, mais rien d'autre. Un des membres de la MS13 que j'ai rencontré en 2008 au Salvador m'a dit: «Je ne peux pas te dire les 13 règles, parce que, tu sais, je pourrais me faire tuer pour ça.» J'ai donc compris que la première des règles d'engagement dans la Mara Salvatrucha et dans la Pandilla 18 est de ne jamais parler des règles! Elles doivent demeurer secrètes. En tout cas, chaque fois que j'abordais ce sujet avec un membre, mon guide devenait extrêmement nerveux. J'ai dû adopter certaines stratégies pour obtenir ce genre d'informations.

Selon les membres des deux gangs rencontrés, les règles d'engagement ont été élaborées dans un centre pénitencier des États-Unis par tous les gangs hispaniques réunis sous la bannière de la Mexican Mafia. En conclusion, les membres de la MS13 et de la Pandilla 18 suivent les mêmes règles, à quelques exceptions près. Les femmes

(*hommegirls*) et les hommes (*homboys*) sont régis pas les mêmes règles et subissent les conséquences de tout manquement, à parts égales. Les erreurs sont punies sévèrement, et dans la violence. Comme me le disait un membre de la Pandilla 18:

*Les règles sont les mêmes pour tous les membres, homme comme femme. Si tu commets une erreur, tu paies pour. Que tu sois une fille, que tu sois un gars, tu dois respecter les règles, sinon tu en subis les conséquences. Si quelqu'un commet une erreur, soit homme, soit femme, ils le frappent. Ça n'importe pas.*

Entrevue, Salvador, 2008

Le respect entre les membres d'un même gang est une règle de vie fondamentale chez les membres de la MS13 et de la Pandilla 18. Hommes et femmes sont tenus au même respect. Par contre, les gangs rivaux ne se respectent pas entre eux et se livrent une guerre sans merci. Une des règles communes aux deux gangs est de ne jamais prononcer le nom du gang rival. Les membres de la MS13 ne nomment jamais les 18 par leur nom, et vice-versa, car le nom est sacré chez ces gangs et prononcer celui de son ennemi équivaut à l'honorer. Prononcer, écrire, tatouer ou graffiter le nom d'un gang est une marque d'honneur. Les membres d'un gang ne prononcent donc jamais le nom de leurs ennemis, et ils ne veulent pas qu'un tiers le fasse. Lorsqu'ils en parlent, ils disent: «eux», «les ennemis» (*el enemigo*), «les chiens», «l'autre gang» (*la otra pandilla*), «le gang contraire», soit toutes sortes d'appellations, à l'exception du vrai nom. Mon guide m'avait d'ailleurs mise en garde: ne jamais prononcer «MS13» devant un membre de la Pandilla 18, ni «18» devant un membre de la MS13. Par ailleurs, n'étant membre ni de la MS13 ni de la Pandilla 18, il m'était interdit d'utiliser le langage propre aux gangs, et de parler des fameuses règles.

*Alors pour pouvoir joindre la gang, la première chose qu'on doit faire, c'est agir. Contre les opposés. Le contraire de nous autres, c'est l'ennemi. Ouais, l'ennemi, l'autre gang. Alors pour joindre,*

*c'est ça... Alors c'est la seule chose, la seule chose qu'on a, nous, dans le sens qu'avec les gangs contraires on n'a aucun lien.*

Entrevue avec un membre de la MS13, Salvador, 2008

*Vous savez quoi ? Ils sont ce que vous venez juste de dire. Mais pour nous, c'est comme dire des mauvaises choses. Ça, pour nous, ce n'est pas permis. De dire ce mot, la [MS13]. Pour nous, ce que vous venez juste de dire. Des gangs, vous disiez. Ça, eux, on les appelle comme ça. C'est-à-dire les autres leur disent ça. Pour nous, ce mot-là n'est pas, ce n'est pas que ça nous rend inconfortables, mais ce n'est pas permis.*

Entrevue avec un membre de la Pandilla 18, Salvador, 2008

Dans la MS13 et la Pandilla 18, la loi du silence est une règle importante – comme dans tous les groupes criminels. La délation est punie de mort. Tout ce qui se dit dans le gang doit rester dans le gang. Un membre qui est arrêté par la police ne doit pas donner d'informations aux agents. S'il le fait, il le paiera de sa vie. Comme le dit un homme de la MS13 : « Ne parle pas, écoute. » Les membres ont également le devoir de protéger leur gang, leur territoire et leurs compagnons. Le territoire doit être protégé, car il est source de revenus. Au Salvador et même aux États-Unis, les habitants des quartiers paient une dîme aux membres de la MS13 et de la Pandilla 18 qui les « protègent ». Au Canada, le territoire est précieux, car les gangs y ont accès à la clientèle qui achète leurs produits illicites.

Les membres de la MS13 et de la Pandilla 18 doivent constamment démontrer leur force physique et psychologique. Ils doivent imposer le respect dans la rue par la violence. Rien ne doit les effrayer. L'utilisation de la violence est donc une règle, pour ne pas dire un style de vie.

Un membre n'a pas le droit de voler un membre du même gang, et encore moins de le tuer. Dans la MS13, lorsqu'un membre veut tuer un pair qui lui a porté préjudice, il doit d'abord en demander l'autorisation aux coordonnateurs de toutes les cliques – les chefs suprêmes de son pays de résidence. Le coordonnateur porte alors la

question devant le conseil des membres influents siégeant en Californie qui, lors d'une réunion, approuvent ou refusent l'exécution. Tuer un membre est une décision grave dans la Mara Salvatrucha. Et le faire sans tenir compte de la Mara est puni de mort.

*C'est comme quand tu vas tuer quelqu'un, on va dire que c'est un des membres de ma gang, si je veux le tuer parce qu'il a fait quelque chose, je dois demander. Je dois envoyer des lettres à Chalatenango (centre pénal au Salvador), je dois envoyer des lettres en Californie, je dois envoyer des lettres à New York. Et après, la réunion suit. Dès que la réunion est finie, ils décident : « Ok, vas-y, tue-le. » Tu ne peux pas juste tuer un hommbuy comme ça. Tu sais, j'ai poignardé un de mes hommbuys, poignardé dans le dos, avec un couteau. Ils allaient me tuer pour ça. Je buvais trop d'alcool. Et j'ai poignardé mon ami dans le dos avec un couteau. Après ils ont eu une réunion, et ils voulaient me tuer, en considérant ce que j'ai fait. Ce gars était bien respecté. Ils ne m'ont pas tué à cause de mon frère.*

Entrevue avec un membre de la MS13, Salvador, 2008

Dans la MS13 et la Pandilla 18, les membres se protègent entre eux. Un *hommbuy* doit toujours porter assistance aux *hommbuys* du même gang, même s'ils font partie d'une clique différente. Lors d'une opération criminelle, par exemple, si un membre se fait tuer, quelle que soit sa clique, il faut tout de suite en informer les membres de cette clique afin qu'ils récupèrent le corps, car les membres du gang rival risquent de l'enterrer eux-mêmes afin qu'il disparaisse (ce qui est un sacrilège, une insulte). Par ailleurs, quand un membre est incarcéré, son *hommbuy* est chargé par le gang de veiller à ce qu'il ne manque de rien. Le mot *hommbuy* signifie « membre », mais il veut aussi dire compagnon de guerre. Chaque membre, qu'il soit dans la MS13 ou dans la Pandilla 18, a un « parrain », un *hommbuy*. Dans les gangs, chaque membre est le *hommbuy* de quelqu'un. Il en est de même pour les *hommgirls*.

Sur le plan de la tenue vestimentaire, les membres de la MS13 – où qu'ils soient en Amérique – doivent porter du bleu, du blanc, du noir



et du gris (le bleu et le blanc sont les couleurs du drapeau salvadorien). Pour les tatouages, les règles semblent avoir changé depuis quelques années, selon les pays. Au Salvador, la Mara Salvatrucha et la Pandilla 18 incitent leurs membres à ne plus se faire tatouer, afin d'échapper à la surveillance policière. Au Canada et aux États-Unis, cette règle ne s'applique pas, puisque nos lois ne criminalisent pas l'apparence physique des membres de gangs. On y condamne plutôt le profilage basé sur des caractéristiques physiques, vestimentaires ou ethniques. Cependant, dans tous les pays où sévissent la Mara Salvatrucha et la Pandilla 18, l'enlèvement des tatouages sans autorisation est un sacrilège, tout comme l'effacement des graffitis. Cela indique au gang que le membre en question a décidé de quitter sa clique. L'enlèvement des tatouages est alors considéré comme une insulte suprême par le gang, et il est puni de mort.

Les femmes et les hommes qui font partie de gangs centro-américains ont un statut plus égalitaire que dans d'autres types de gangs de rue. Cependant, certaines règles s'appliquent spécialement aux femmes. Par exemple, la fidélité. Une *hommgirl* n'a pas le droit d'avoir un harem, contrairement aux *homboys*. Elle n'a pas le droit d'avoir des relations amoureuses ou sexuelles avec des hommes différents, qu'ils soient membres du gang ou pas. Si elle déroge à cette règle, elle risque de perdre son statut, d'être traitée de prostituée et de devenir une *hayna*. Elle risque également d'être tuée ou battue par un membre jaloux.

Par ailleurs, dans la MS13, une règle veut que l'appartenance à « la lignée MS13 » soit conférée à la naissance – à condition que les deux parents soient tous deux membres de la MS13. Autrement dit, de par sa naissance, l'enfant a le droit de devenir un membre de la MS13 sans initiation ni contrainte. Par contre, si un des parents n'appartient pas à la MS13, le jeune devra faire ses preuves et subir l'initiation. Dans tous les cas, il n'est pas obligé de suivre les traces de ses parents. Malheureusement, quand un jeune voit le jour dans une famille qui fait partie de la MS13 ou de la Pandilla 18, et qu'il baigne toute son enfance et son adolescence dans ce milieu, il lui est difficile d'envisager la vie autrement.



A  
Je rencontre Nelson  
Aristides Angulo  
Lopez, directeur du  
Centre pénal de  
Chalatenango.



1



2

Les photos 1, 2 et 3 ont été  
prises à Saint-Léonard  
durant l'été 2009. On voit  
que le graffiti des 18, en  
rouge, a été abîmé par les  
13 avec de la couleur bleue.  
Les 13 ont écrit le nom de  
leur gang, soit East Side  
Trece, et y ont ajouté le  
nombre 13. Cette guerre  
de graffitis a pour but  
d'humilier l'ennemi.



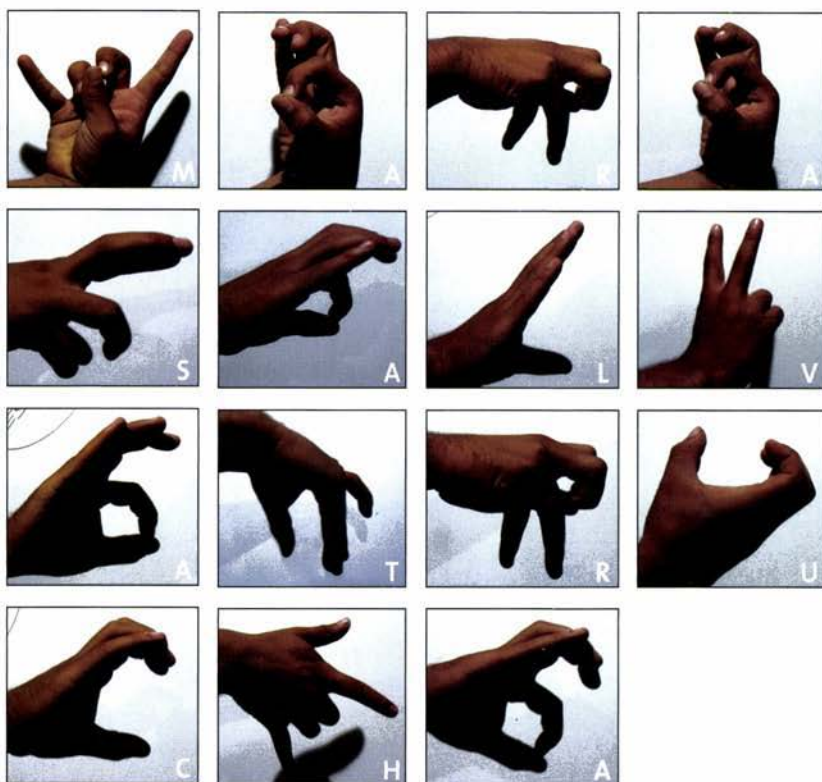
3

Sur cette série de photos,  
un membre de la MS 13 montre les signes de son gang.



1. Ce membre de la MS fait avec sa main la tête de la bête (du démon) pour Mara Salvatrucha.
2. Ce membre de la MS fait avec sa main le signe pour la lettre M.
3. Ce membre de la MS fait avec sa main le signe pour la lettre S.
4. Ce membre de la MS fait avec ses bras le signe pour le 10, en chiffres romains (X).
5. Ce membre de la MS fait avec ses bras le signe pour le 1, en chiffres romains (I) et ce signe est répété 3 fois sur chaque côté pour indiquer III, pour 3.
6. Ce membre de la MS fait avec sa main le signe pour le chiffre 3. C'est une autre façon de faire.

Sur cette série de photos, un membre de la MS montre les signes de son gang pour dire MARA SALVATRUCHA.





Tatouage d'une femme, membre de la Pandilla 18. Les chiffres 1 et 8 (en chiffres arabes) sont séparés par un autre 1 (chiffre romain) à l'intérieur duquel est écrit **UNO** (qui veut dire **un** en espagnol). **Melvin** est le nom du père de cette femme.



Cette femme membre de la Pandilla 18 s'est fait tatouer un grand 8 avec, à l'intérieur, «**ocho**» (qui veut dire huit en espagnol). Au-dessus du 8, elle a fait tatouer «**Eighteen**». Les lettres **SPLS**, qui signifient «**Sharros pues locos**» ou «**les Fous du Parque**» (une zone de San Salvador), ou encore «**Sombra del Parque de Libertad**» (Le Parque de Libertad est une zone territoriale à San Salvador), nomment la clique de la femme membre.



Le bras de ce membre de la 18 porte 3 fois le chiffre 6 : 666, le nombre de la bête, du démon, mais qui veut aussi dire :  $6 + 6 + 6 = 18$ .



Ce tatouage complexe met en évidence plusieurs façons d'écrire le nombre 18 (en chiffres romains et arabes). Sous les chiffres, on peut lire le nom de la clique, « *Concepciones Locotes* », ce qui veut dire « Fous de la Conception ». Conception est le nom du quartier, du barrios. Rappelons que les membres de la MS13 et de la Pândilla 18 insèrent le nom de leur quartier dans le nom de leur clique. On le retrouve également dans leurs graffitis.



Tatouage des lettres M et S, pour Mara Salvatrucha. (Centre pénal de Chalatenango, Salvador.)

Un jeune membre de la 18 s'est fait tatouer une pierre tombale avec le nom d'un homboy assassiné par la MS13. Cet homboy se nomme Muñeca, et la date de son décès est inscrite sur le tatouage, soit le 11 janvier 2006.



Une femme membre de la 18 s'est fait tatouer le nom d'un de ses amis assassinés. On peut lire : « *Mis ojos lloran por ti, Popis* », ce qui veut dire : « Mes yeux pleurent pour toi, Popis. »



Sur ce tatouage, la hommgirl domine la haynas. Elle porte sur le front les deux cornes de la bête, montrant ainsi son appartenance à la MS13. Une toile d'araignée s'étend à côté des deux femmes. (Photo prise dans un pénitencier au Salvador. Courtoisie du Conseil national de sécurité publique, Salvador.)



Tatouage complexe où les lettres MS sont bien visibles au milieu de la poitrine. Entre les lettres, une hommgirl, et sous le S, une haynas. On voit aussi une pierre tombale sur le cou, entre les lettres M et S. Dans la pierre tombale, les lettres RIP sont inscrites, très certainement en hommage à un frère d'armes tombé au combat. (Photo prise dans un centre pénal au Salvador. Courtoisie du Conseil national de sécurité publique, Salvador.)

Tatouage fait dans un pénitencier des États-Unis par un membre de la MS13, représentant trois femmes. Au-dessus de ces femmes, on peut lire : « *Brown Pride* », ce qui veut dire « fière d'être brune », autrement dit, « fière d'être latino-américaine ». Ces femmes représentent trois types de Sud-Américaines : l'Indienne (autochtone), la Chicana (femme hispanique née aux États-Unis) et la Bacharra (sorte de cowgirl, de haynas). Ce tatouage d'un déporté salvadorien des États-Unis illustre l'attraction des membres pour ces trois types de femmes.



Ce membre de la MS13 s'est fait tatouer une belle femme qui dort et rêve de son guerrier qui fait la guerre dans la rue. La femme endormie est une haynas. Au dire du membre, cette femme rêve que son guerrier va lui revenir et l'enlacer. Au-dessus du couple, on peut lire : « *Salvadorian Pride* » et, à droite, sur l'épaule, le nombre 13 et les lettres SUR. Ce tatouage a été fait dans le pénitencier de Chacawala Place, une prison de l'Arizona. (Centre pénal de Chalatenango, Salvador.)





Clown qui pleure. Tatouage d'un membre de la MS13. (Courtoisie du Conseil national de sécurité publique, Salvador.)



Tatouage les « Faces de la vie » (Courtoisie du Conseil national de sécurité publique, Salvador.)

Une hommgirl de la Pandilla 18 s'est fait tatouer deux clowns, l'un avec une expression joyeuse, l'autre avec une expression triste. Sous ces deux clowns, le chiffre 8, pour Pandilla 18.



Tatouage d'un tireur d'élite, avec ses victimes. (Courtoisie du Conseil national de sécurité publique, Salvador.)



Une hommgirl s'est fait tatouer une main qui fait le signe de la 18 avec les 3 points au-dessus du nombre 18. Au-dessus des doigts de la main, on voit les lettres SPLS, le nom de sa clique.



On voit, à l'avant, un 1 en chiffres romains, entouré d'un 8 en chiffres arabes. Sur le mur du fond, on voit aussi un 18 en chiffres arabes.



Barrios de la Concepción-d'Ombosco. Le mur, à gauche de la photo, est identifié à la Pandilla 18 et à la clique de la Concepciones Locos.



Deux jeunes membres de la Pandilla 18 posent fièrement devant un graffiti représentant un 18 en flamme.



Parchemin où il est écrit : « *En memoria de mi homeboy Pelón* » (en mémoire de mon hommboy Pelón). Avec, bien entendu, le nombre 18.



À la mémoire d'un membre disparu : une pierre tombale, une croix, le nom de la clique, LCS (Little Crazy Salvadorians), le nom du mort et les lettres RIP, (*Rest In Peace*), comme sur certains tatouages.





Image de Jésus-Christ et une prière pour la Mara Salvatrucha.



À l'entrée du barrios Saint-Louis, les lettres M et S (pour Mara Salvatrucha) informent déjà les passants qu'ils se trouvent sur le territoire de ce gang. Entre les lettres MS, on peut voir les lettres LCS (Little Crazy Salvadorians), soit le nom de la clique.



Barrios Saint-Louis, un autre graffiti avec les lettres M et S pour Mara Salvatrucha (écrit au-dessus des lettres). Entre les lettres MS, on peut lire le nom de la clique, LCS (Little Crazy Salvadorians) et à l'extrême gauche du mur, on peut lire Big, pour Big Mara Salvatrucha.



Barrios Saint-Louis. Les murs sont nettement identifiés MS et LCS.

Un chien a voulu lever la patte sur le mur où se trouvent des graffitis de la Mara Salvatrucha. On l'en a vigoureusement empêché !



Une autre règle importante des membres de la MS13 et de la Pandilla 18 est la non-consommation de drogue et d'alcool, ou du moins son contrôle. En effet, si ces gangs de rue vendent allègrement de la drogue, ils en interdisent la consommation abusive à leurs membres. L'intoxication et les affaires ne font pas bon ménage ! Cette consommation est soumise à des règles strictes : le crack est prohibé ; le *pot* est toléré. Le membre peut consommer du *pot*, mais seulement lors de fêtes et de partouzes organisées par les gangs. Certaines cliques interdisent la consommation de drogue, d'autres permettent la consommation d'alcool une fois par semaine, quand le membre n'est pas en fonction. Selon des membres de la MS13 et de la Pandilla 18, toute dérogation à ces règles est sévèrement punie. Un membre de la MS13 me disait, en 2008, au Salvador :

*Si tu bois deux fois par semaine, tu te fais battre 26 secondes. Ouais, comme une personne s'allume une cigarette, fume, compte un, après elle fume encore, deux, et pendant ce temps, tu te fais battre.*

D'autres règles ont été portées à ma connaissance. En l'occurrence, seuls les « Bato Loco », les déportés des États-Unis, ont le droit d'ouvrir un gang ailleurs dans le monde. Les Mara Salvatrucha et les 18 ne reconnaissent en leur sein que les gangs formés par des membres venant des États-Unis. Dans certains pays d'Amérique du Sud et au Canada, cette règle n'est pas systématiquement respectée. Une autre règle dit que nul ne peut sortir de la Mara ou de la Pandilla. Comme me le résumait un jeune membre de la MS13 en 2008, au Salvador : « Entrer dans le gang, sortir seulement par la mort ! » De plus, les membres des gangs ne doivent laisser aucun non-membre leur manquer de respect, les condamner ou les arrêter, car ils leur sont supérieurs. Le membre doit imposer son respect par la violence et faire respecter son territoire. Il ne doit ni voler, ni tuer, ni violer, ni commettre un délit pour son intérêt personnel. Tout doit être fait en fonction du gang. Enfin, un membre ne peut prendre la femme d'un autre membre, et il doit respecter sa *hayna*.



## DES MODES DE COMMUNICATION INGÉNIEUX

### Codification de l'alphabet

Pour pouvoir communiquer entre eux en toute discrétion et sans être compris des autorités policières, les membres de la MS13 et de la Pandilla 18 ont créé leur propre alphabet, à quelques différences près. Ces alphabets sont codés et utilisés uniquement de façon orale. Les membres de la MS13 et de la Pandilla 18 doivent donc les connaître par cœur, et être en mesure de faire des phrases complètes de mémoire. Avec ces codes, les membres des gangs peuvent planifier des enlèvements, faire des affaires, donner des numéros de téléphone de chefs de gangs, etc. Ces codes sont universels et leur permettent de communiquer entre eux à travers les Amériques et le monde. Voici quelques exemples de codifications.

TABLEAU 1

	1			2			3		
	A	B	C	D	E	F	G	H	I
	A	B	C	A	B	C	A	B	C
	4			5			6		
•	J	K	L	M	N	Ñ	O	P	Q
•	A	B	C	A	B	C	A	B	C
	7			8			9		
	R	S	T	U	V	W	X	Y	Z
	A	B	C	A	B	C	A	B	C

Les lettres de l'alphabet sont divisées en neuf blocs numérotés de 1 à 9. Dans chaque bloc, il y a deux rangées de trois lettres de l'alphabet. Le code a pour but de camoufler la vraie lettre par la série de lettre ABC. Par exemple, pour le mot « violence », le code est 8B-3C-6A-4C-2B-5B-1C-2B.

TABLEAU 2

1			2			3		
A	B	C	D	E	F	G	H	I
•	•	•	•	•	•	•	•	•
4			5			6		
J	K	L	M	N	Ñ	O	P	Q
•	•	•	•	•	•	•	•	•
7			8			9		
R	S	T	U	V	W	X	Y	Z
•	•	•	•	•	•	•	•	•

Ce code, presque similaire à celui du tableau 1, est également présenté en neuf blocs, mais, cette fois, les lettres sont remplacées par des points. Chaque point représente une lettre de l'alphabet. La position du point fait référence à une lettre. Par exemple, pour la lettre A, le membre dira 1-point début (*1-punto al principio*); pour la lettre B, le membre dira 1-point milieu (*1-punto al medio*); pour la lettre C, le membre dira 1-point final (*1-punto al final*). Même si cela n'est pas utilisé, le A s'écrira 1--; pour le B, ce sera 1-.-; et pour le C, ce sera 1--.

TABLEAU 3

<sup>1</sup>	<sup>2</sup> A BC	<sup>3</sup> D EF
<sup>4</sup> G HI	<sup>5</sup> J KL	<sup>6</sup> M NO
<sup>7</sup> P QRS	<sup>8</sup> T UV	<sup>9</sup> W XY
	<sup>0</sup> Z	

Il s'agit d'une série de chiffres et de lettres du cadran d'un téléphone cellulaire.

La première lettre de chaque case représente un chiffre, sauf pour le chiffre 1.

Par exemple : si un membre veut faire une transaction monétaire de 1500 \$,

il dira 1JZZ, et s'il veut communiquer un numéro de téléphone,

au lieu de dire 514 222-3344, il dira J1G AAA-DDGG.

TABLEAU 4

2 ABC  4 ABC  6 ABC  8 ABC	A B C	→ 1 ABC
	D E F	
	G H I	→ 3 ABC
	J K L	
	M N Ñ	→ 5 ABC
	O P Q	
	R S T	→ 7 ABC
	U V W	
	X Y Z	→ 9 ABC

8B 3C 6A 4C 2B 5B 1C 2B  
V I O L E N C E

Ce code utilise neuf chiffres et une série de lettres, dont une répétition ABC dans deux blocs. Un troisième bloc, celui du centre, est constitué des 27 lettres de l'alphabet espagnol. Si l'on veut donc la lettre E, le code est 2B; pour la lettre L: 4C, et ainsi de suite. En exemple, nous renvoyons le lecteur au mot « violence ».

Les membres de la MS13 et de la Pandilla 18 ont un autre code de communication, soit s'identifier par leur alias, leur nom ou celui de leur gang suivi de leur lieu de provenance en utilisant le code international téléphonique. Par exemple, une clique de la MS13 du Salvador se nommant Saint-Louis Locos Salvatruchos (SLLS) s'identifie comme la clique SLLS503, 503 étant le code international du Salvador; pour le Guatemala, c'est 502; pour Montréal, 514; pour Toronto, 416 ou 905; pour Los Angeles, le code est LA, et non pas le code international, car Los Angeles est le siège central de la MS13 et de la Pandilla 18. C'est le siège de la Big Mara Salvatrucha et de la grande famille de la Pandilla 18. Autrement dit, le siège des décideurs des deux familles.

## Langage des signes de la main

Les membres de la MS13 et de la Pandilla 18 ont un langage de signes de la main qui leur est propre. Ils sont capables de faire des phrases complètes à l'aide de ces signes, un peu comme les sourds-muets (voir photos p. II et III).

## UN ART GUERRIER ET ÉMOTIONNEL : TATOUAGES ET GRAFFITIS

Les tatouages et les graffitis ont une énorme importance dans la sous-culture de la Mara Salvatrucha et de la Pandilla 18. Ils sont nombreux, très élaborés, et ont tous une signification précise. Dans la vie du *pandillero* (membre de gang), certaines circonstances et certains éléments sentimentaux sont illustrés par les tatouages, représentant notamment des femmes et le nom du gang, de la *mara*. On y trouve notamment la bête à cornes (*la bestia con sus cuernos*); le démon; la *hayna* (femme importante dans la vie d'un membre, ou femme-objet appartenant au gang sans en être membre) et la *hommgirl*. Les membres se font tatouer pour prouver leur fidélité et leur loyauté au gang, pour manifester leur créativité et signaler leur identité. Le corps devient en quelque sorte une toile de fond où la vie du membre est racontée par l'entremise du tatouage: expériences, épreuves, drames, souvenirs – le tout bien évidemment relié au gang et aux guerres. Il peut arriver que des non-membres se fassent tatouer lors d'une incarcération dans l'espoir d'adhérer au gang, et de se protéger ainsi d'autres membres de gangs.

Le tatouage de base d'un membre de la MS13 et de la Pandilla 18 est le nom du gang (lettres et chiffres). Pour les membres de la MS13, c'est aussi la tête du démon, la bête (*la bestia*), qui symbolise le gang. Si certains tatouages sont obligatoires, d'autres sont laissés à la discrétion et à l'imagination des membres. Le tatouage du nom du gang est obligatoire. Pour beaucoup de membres, le tatouage est comme une drogue. Ils se font tatouer sur le corps tout entier pour

raconter leur vie (incarcération, souffrances, participation à des guerres, aléas de l'existence, amours). Le tatouage exprime leur parcours et symbolise avant tout leur dévotion pour le gang, et leur fidélité.

Avant de se faire tatouer le nom du gang, le membre doit mériter cet honneur en accomplissant certaines choses pour ce gang. Certains membres de la Mara Salvatrucha affirment qu'avant de se faire tatouer le nombre 13, ils doivent d'abord démontrer leur capacité de tuer un adversaire sur les ordres du gang ; autrement dit, prouver qu'ils sont prêts à obéir aux ordres, même les plus difficiles. D'autres soutiennent que ce sont les lettres M et S qui doivent être méritées et que le nombre 13 est tatoué en incarcération, car il représente la lettre M de l'alphabet, et signifie la « *eme* », soit la Mexican Mafia : le grand gang auquel doivent adhérer tous les membres des autres gangs hispaniques lors d'incarcérations. Un individu n'a donc pas le droit de se faire tatouer les lettres M et S s'il n'est pas un membre en règle de la Mara Salvatrucha. Ces lettres sont sacrées, et il faut les mériter. Les jeunes sont prêts à mourir pour exhiber ces tatouages. Quand la recrue est acceptée comme membre, elle peut se faire tatouer les lettres sacrées après son initiation, et après avoir accompli des actions pour le gang. Certains membres m'ont confirmé qu'il fallait tuer, ou commettre certains actes criminels. Le tatouage des lettres M et S ne se fait pas selon l'ordre d'un chef du gang ou de la clique, mais plutôt selon un moment décidé par le membre, soit lorsqu'il s'estime digne de porter les lettres sacrées – et bien sûr, pour cela, il doit avoir accompli certaines actions. Les mêmes conditions s'appliquent dans la Pandilla 18. Le tatouage du 18 est sacré et il faut le mériter !

*Parce que, pour nous autres, porter le 18, ce que j'ai ici, c'est quelque chose qui a de la valeur pour nous, tu me comprends, n'est-ce pas ? C'est-à-dire qu'on dépend sur ça et c'est pour ça qu'on se bat et qu'on meurt, tu me comprends ?*

Entrevue avec un membre de la 18, Salvador, 2008



Autant les membres de la MS13 que de la Pandilla 18 font preuve d'énormément d'imagination dès qu'il est question de dessiner le nom de leur gang. Les tatouages sont variés et originaux. Le nombre 18 de la Pandilla 18 est dessiné de différentes manières, que ce soit en lettres, par exemple, un *one-eight* ou *uno ocho*, *one*, *eight*, ou en chiffres romains ou arabes. Les membres de la MS13 ont leurs propres manières de dessiner leur nom (voir les photos 1, 2 et 3, p. iv et les photos 4 et 5, p. v).

Les autres tatouages de membres de la MS13 et de la Pandilla 18 sont très variés et font souvent allusion à des moments d'émotion : souffrance, amour, souvenir d'une personne décédée, expérience mystique. Par exemple, un membre peut se faire tatouer une pierre tombale, avec ou sans croix, à la mémoire d'un ami disparu. Il fait parfois inscrire sur la pierre tombale le mot « RIP » (*Rest In Peace*). Mais il arrive que seules les lettres RIP soient tatouées. Ce tatouage en mémoire d'un membre (*hommbuy* ou *hommgirl*) se retrouve autant chez des membres de la MS13 que de la Pandilla 18. Les membres de la 18 se font tatouer une larme au coin de l'œil pour exprimer les épreuves de la vie dans le gang, mais aussi en mémoire d'une amie, d'un ami, d'un membre tué par le gang adverse. Paradoxalement, et malgré la culture de la violence qui sous-tend ces gangs, les membres de la MS13 et de la Pandilla 18 sont de grands sentimentaux. Ils aiment se faire tatouer le nom de leur mère, de leurs enfants, de leur père, de leur femme, de leur mari, etc. (voir les photos 6 et 7, p. v).

L'incarcération est un lieu d'inspiration pour les membres de la MS13 et de la Pandilla 18. C'est là qu'ils se font tatouer leurs « émotions ». Colère, tristesse, ennui, solitude, abstinence sexuelle, tout peut être tatoué. Selon nos informations, une bonne partie des tatouages se fait en incarcération. Certains individus se font tatouer une toile d'araignée pour exprimer leur solitude. D'autres se font tatouer le Tao, ou une femme qui pleure, ou, chez les membres de la Pandilla 18, une boule de billard noire. Les tatouages carcéraux illustrent très souvent la violence, l'amour et le sexe. Les gars se font tatouer des portraits de *haynas*, de *hommgirls* et de démons. Ils expriment ainsi leur besoin d'amour et de contacts sexuels. Les membres

de la MS13 aiment se faire tatouer une *hommgirl* à côté d'une *hayna*. La *hommgirl* est représentée comme une guerrière, et la *hayna* comme une belle femme toute simple avec un beau visage sensible, car elle est faite pour l'amour. Le visage de la *hommgirl* est plus déterminé, plus passionné. C'est un visage de guerrière. Ce genre de tatouage prouve que le membre de la MS13 a fait de la prison. On le retrouve souvent chez les membres de la Mara Salvatrucha, mais ceux de la Pandilla 18 ne sont pas en reste (voir les photos 8, 9 et 10, p. vi).

Comme sur les photos 10 et 11 (p. vi), les membres de la MS13 qui se font tatouer « Salvadorien Pride » (fier d'être salvadorien) ou « Brown Pride » (photo 10) expriment ainsi leur fierté d'être des Latino-Américains. Les tatouages représentant des symboles identitaires occupent une place importante chez les MS13 et les 18. Les membres de la MS13 et de la 18 qui ont été incarcérés, notamment aux États-Unis, portent des tatouages qui soulignent leur appartenance à la « race » sud-américaine : les lettres SUR et SUR-13 veulent dire « *Sudenos Unidos de la Raza* » ou « *South United Race* ». Le mot « race » englobe tous les hispaniques.

Le tatouage du clown qui pleure (*El payas que lloran*) illustre l'état d'âme du membre qui se questionne sur sa vie dans le gang. Le clown exprime ce que ressent celui qui joue avec la mort, qui se rit de ses propres tragédies, mais qui ne permet à personne de s'en moquer. Ceux qui portent ce tatouage expriment leur souffrance ou leur lucidité face à leur vie dans le gang. Les membres qui se font tatouer un clown à un moment critique de leur existence le font souvent sous l'effet de la drogue. Autant les MS13 que les 18 se font tatouer des clowns. Ils déclarent ainsi que leur vie est une farce, une clownerie. En général, on trouve ce genre de tatouage chez des hommes qui ont passé pas mal d'années dans le gang, qui ont fait de la prison, et qui ont vu des pairs, des membres de leur famille ou des amis se faire tuer ou blesser gravement. L'image du clown résume un certain cheminement intérieur : le membre se sent pris au piège ; il comprend dans quel pétrin il s'est mis et sait qu'il (ou elle) ne pourra pas quitter le gang sans en subir les conséquences. Un

jeune membre de la MS13 me disait: «Je ne me suis pas fait faire un clown, parce que je n'ai pas honte de faire ce que je fais» (voir photo 12, p. vii).

Un autre tatouage typique des membres de la Mara Salvatrucha représente un démon et deux clowns – dont l'un rit et l'autre pleure. Ce tatouage ancien s'appelle les «Faces de la vie». Le membre choisit de porter ce tatouage au moment où il se livre à une introspection sur sa vie dangereuse et déprimante dans le gang. En bref, le tatouage veut dire: on pleure aujourd'hui, on rira demain; l'adversité aujourd'hui, la gloire demain; on souffre aujourd'hui, demain le soleil brillera. La vie de gangster est loin d'être rose et le membre qui se fait tatouer ainsi exprime son impuissance face à la réalité de sa vie. Le vrai visage de la vie dans un gang de rue, c'est la douleur, le désespoir, la haine, la solitude et l'amertume. Comme me le disait un membre de la MS13: «[Le gang] c'est aussi la violence, l'humiliation, la marginalisation, l'exclusion, la mort après 4 à 6 ans d'implication dans le gang ou l'incarcération pour 10 à 30 ans.» Les membres de la Pandilla 18 ont des tatouages qui leur sont propres, mais on y retrouve souvent, avec de légères différences, les «Faces de la vie» (voir photos 13 et 14, p. vii).

Les membres de la MS13 qui ont pour tâches d'exécuter des contrats d'assassinats, de procéder à des enlèvements, des vols et de l'extorsion portent souvent un tatouage qui illustre ces tâches. Le tatouage que l'on voit sur la photo 15 (p. vii), est celui d'un tireur d'élite. Les têtes de mort sont ses victimes. À chaque nouvelle victime, le membre fait ajouter un crâne à la collection. Le membre dont la mission est d'exécuter des personnes (le membre qui porte ce tatouage sur la photo n° 15 est un ex-militaire) fait parfois ajouter un signe chinois qui veut dire: «Ne fais confiance à personne».

Le tatouage le plus courant chez les membres de la Pandilla 18 (que l'on trouve rarement chez ceux de la MS13) est constitué de trois points situés dans le creux du revers de la main, entre le pouce et l'index. Ce tatouage a trois significations: «prison, hôpital et cimetière»; «la *vida loca*» (vie folle); ou «sexe, drogues et rock n'roll». Le membre interprète son tatouage selon son vécu et ses

états d'âme. Pour la majorité des membres de la Pandilla 18 que j'ai rencontrés, les trois points font davantage référence à « prison, hôpital et cimetière » (*carcel, hospital y cementerio*) (voir photo 16, p. vii).

Les tatouages jouent un rôle important dans le cheminement des membres de la Mara Salvatrucha et de la Pandilla 18. Ils sont intimement liés à l'expression de leur sous-culture, de leurs valeurs et de leur parcours de vie. Les tatouages expriment la fierté, mais suscitent aussi la peur chez leurs adversaires et dans la population. Depuis quelques années, dans des pays où leur aspect physique est devenu facteur d'exclusion et de criminalisation, les membres de la MS13 et de la Pandilla 18 tendent à camoufler leurs tatouages, quand ils ne les font pas tout simplement enlever.

Aujourd'hui, les membres préfèrent s'identifier aux autres avec des signes de la main. Selon certains membres des deux gangs, une nouvelle règle d'engagement conseillerait aux nouvelles recrues de ne pas se faire tatouer. En fait, au Salvador, les membres de gangs, femmes ou hommes, qui veulent se réhabiliter doivent enlever leurs tatouages, qui les stigmatisent et les rendent vulnérables face aux gangs adverses et aux forces de l'ordre. En outre, même si un membre ne fait plus partie du gang depuis longtemps, ces tatouages demeurent un danger pour sa vie et celle des membres de sa famille.

Tout comme les tatouages, les graffitis sont un mode d'expression des membres de la Mara Salvatrucha et de la Pandilla 18. Les graffitis servent à marquer le territoire à l'intention des gangs rivaux, des forces de police et de la population en général. Les graffitis sont aussi sacrés que les tatouages ; ils sont le symbole de l'affirmation des gangs. Ces derniers les utilisent pour se mettre en valeur et pour se déclarer la guerre. Effacer, détruire, endommager ou recouvrir un graffiti est considéré comme une insulte, une agression, une déclaration de guerre ou une humiliation par le gang visé. Ce sacrilège est d'ailleurs passible de mort. Le nettoyage des graffitis, au Salvador, n'a rien à voir avec la propreté, c'est la manifestation d'une guerre livrée aux gangs par les autorités policières. Des membres affirment qu'en plus d'enlever les graffitis, les policiers urinent sur les murs, leur assènent des coups de pied et tournent leurs noms en dérision.

*Bon, la vérité, c'est que pour nous, on se sent mal après, parce qu'on est de la gang, on est membres de la Mara Salvatrucha, tu comprends ? De la M et la S. Alors, ça nous fâche quand les autorités viennent et effacent nos graffitis, tu vois ? Où les écritures de nos hommboys sont, et tout. Alors eux, ils sont en problème avec nous. Mais comme ils sont des autorités, ce qu'on fait quand on a de la peinture et tout, on revient, et on les refait. Alors de cette façon on évite des problèmes avec les autorités. C'est une offense, sincèrement c'est une offense, que bon, qu'ils donnent des coups de pied, qu'ils pissent dessus, non ? Qu'ils pissent dessus et puis qu'ils les effacent. Qu'ils les effacent, qu'ils les offensent, qu'ils disent des mauvais mots en se référant à nos lettres. Alors pour nous autres, c'est une offense parce que le sang, nous on l'emporte. Parce que, comme on est membres de la Mara Salvatrucha, on n'aime pas qu'ils nous fassent ça.*

Entrevue avec un membre de la MS13, Salvador, 2008

À Saint-Léonard, à l'est de Montréal, on constate de plus en plus souvent l'apparition de graffitis des 13 et des 18 faits par des cliques émergentes qui se livrent une guerre symbolique. Cependant, nous sommes encore loin de certains quartiers de l'Amérique centrale et des États-Unis, où abondent des graffitis de la MS13 et de la Pandilla 18. Dans ces zones, les gangs décrivent leurs guerres et rendent hommage aux *hommboys* tombés au combat.

Sachez que dans les territoires et les quartiers appartenant à la MS13 et à la Pandilla 18, que ce soit au Salvador, aux États-Unis, au Canada ou dans d'autres pays d'Amérique latine, les graffitis sont respectés et sèment, dans certains pays, la peur parmi les populations locales. Au Salvador, les graffitis sont si sacralisés dans les *barrios* que les populations locales ont une attitude extrêmement respectueuse envers eux. Un respect essentiellement basé sur la peur de représailles, bien entendu. Les habitants pensent eux aussi qu'il ne faut pas les effacer, ni leur manquer de respect. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, ce ne sont pas les dessins religieux qui sacralisent les graffitis, mais la peur inspirée par le nom du gang.

Au *barrio* Saint-Louis de San Salvador, j'ai vu une vieille femme chasser un chien qui voulait lever la patte sur le mur d'une ruelle où il y avait des graffitis de la MS13. Cela m'a tellement fait rire que la vieille dame m'a rappelée à l'ordre en me disant que les graffitis étaient sacrés et qu'uriner dessus était un sacrilège sévèrement puni, parfois de mort. Rappelons que 500 familles vivent dans ce *barrio*, et que plusieurs d'entre elles ont des relations avec la clique locale de la MS13. En fait, 10 % des familles ont une relation soit familiale, soit d'affaire ou d'amitié avec le gang. Près de 90 % de la population est donc prise en otage par 10 % de gangsters. Les gens sont séquestrés dans leur propre quartier, où la loi du silence règne en maître. Trois foyers sur 10 ont des contacts étroits avec la MS13. On compte, dans chaque maison, au moins un membre de la MS13 de la clique Little Crazy Salvadorians. On comprend la crainte des résidents et leur hésitation à répondre quand on les questionne sur les graffitis de la MS13, ou tout simplement sur le gang en tant que tel.

*Les graffitis sont sacrés. On fait une tache ou on barbouille par-dessus, c'est pas bon. Parce que, comme ils le disent, cela, pour eux, signifie une écriture, comme une religion. Ouais, car eux ils le déterminent. C'est pour ça qu'ils ne vont pas permettre qu'ils aillent barbouiller ça. Les lettres, les lettres sont sacrées. Ils se battent pour leur territoire. Parce qu'eux ils disent qu'ici c'est leur territoire. Je pense que c'est pour se démarquer.*

Entrevue avec un habitant du *barrio* Saint-Louis, Salvador, 2008

La majorité des graffitis de la Mara Salvatrucha et de la Pandilla 18 représentent des symboles identifiant les gangs : les nombres 18 et 13 en chiffres ou en lettres, les lettres M et S pour la Mara Salvatrucha, le nom des cliques, un «in memoriam» pour un *homboy* assassiné, des images de Jésus-Christ et des croix (voir les photos 17 à 26, p. VIII à XII).



## UNE SOUS-CULTURE DE LA VIOLENCE

Une sous-culture de la violence sous-tend tous les gangs de rue, dans la mesure où l'essence même de leur domination et de leur pouvoir est basée sur la peur engendrée par leurs actes brutaux. La crainte qu'ils inspirent est essentielle au bon fonctionnement du gang : elle leur permet d'assujettir leurs membres, de maintenir leur domination dans leurs territoires et la loi du silence dans la population. L'intensité de la violence varie d'un gang à l'autre, et les méthodes employées pour inspirer la peur sont nombreuses. Pour les membres de la Mara Salvatrucha et de la Pandilla 18, la violence est un élixir qui fait partie intégrante de leur vie et qui leur permet de l'infliger et de la subir. Cependant, leur endurance n'est pas innée. Elle se grave dans le mode de vie des individus grâce à des années de violence quotidienne. Un héritage historique ! La violence n'est pas perçue, tolérée et vécue de la même manière au Canada et aux États-Unis qu'en Palestine ou au Soudan. Les personnes qui ont vécu dans des pays en guerre développent inévitablement une tolérance aux actes de violence, même les plus extrêmes, et ce, même s'ils ne les acceptent pas et les combattent. Lorsque nous entendons parler de fusillades à Vancouver, à Toronto, à Winnipeg ou à Montréal-Nord, nous sommes horrifiés, scandalisés, alors qu'au Salvador et dans plusieurs pays d'Amérique latine, cela fait partie des faits divers. Une sorte de quotidienneté se crée, doublée d'une impuissance et d'une lassitude chez les populations constamment exposées. Selon les chiffres de la police nationale du Salvador, on dénombrait, en 2005, 3778 homicides ; en 2006, 3928 ; et en août 2007, 2360. De janvier à juin 2006, la police a confisqué 1422 armes à feu diverses et, en 2007, durant la même période, soit de janvier à juin, 2798 armes, et ce, grâce au projet « Municipalités libres d'armes ». Ces confiscations se sont faites dans le cadre d'une collecte « volontaire » dans un espace municipal précis. Imaginez le nombre d'armes en circulation dans tout le Salvador ! Soit dit en passant, vous seriez surpris du nombre d'armes à feu qui circulent à Montréal !

La culture de la violence a commencé dans plusieurs pays d'Amérique latine avec l'arrivée de Christophe Colomb. Elle a débuté avec la colonisation, mère de la domination et de la répression. Comme beaucoup d'autres pays, le Salvador a subi les contrecoups de la colonisation. Dans les années 1930, 30 000 autochtones ont été tués lors d'une implacable répression paysanne qui a quasiment éliminé la population autochtone du Salvador. Comme me le disait, en 2008, Allan Queen, du Centre d'études et de coopération internationale (CECI): «Il reste peut-être 1 ou 2 % d'autochtones ici. Ce fut un génocide. Ils passaient en train et les tuaient comme des chevreuils. Ils tiraient sur eux. Un massacre.»

Ce massacre s'est produit après un soulèvement paysan. De 1989 à 1992, une guerre civile a fait plus de 100 000 morts au Salvador et plus d'un million de réfugiés – dont 80 % se sont retrouvés aux États-Unis. Actuellement, on estime qu'il y aurait deux millions de Salvadoriens aux États-Unis, qui contribuent fortement à l'économie salvadorienne. Dans ce pays, l'argent qui provient de la diaspora dépasse de loin les revenus générés par la vente de café et de sucre. Et le Salvador n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. Le Nicaragua, le Guatemala et le Honduras n'ont pas été épargnés par la violence: croisade anti-communiste menée par les États-Unis au Nicaragua; guerre civile au Guatemala; escadrons de la mort au Honduras (des milliers d'assassinats impunis de jeunes impliqués dans des gangs de rue – les plus jeunes avaient 14 ans). Il est clair que les pays qui connaissent une instabilité politique, des guerres ou des conflits exposent leurs populations à des situations insoutenables qui contribuent à une intériorisation de la violence et à sa banalisation.

La culture de la violence s'alimente aussi au machisme qui règne dans ces pays, à la libre circulation et à la vente d'armes à feu, à l'augmentation des agences de sécurité et aux politiques répressives. Le machisme s'exprime par une domination des hommes sur les femmes et les enfants, d'autant plus brutale que les inégalités sociales contribuent à l'établissement de rapports de force inégaux entre les sexes. Les enfants et les femmes en subissent durement les

conséquences. Certains membres de la Mara Salvatrucha disent qu'ils sont entrés dans le gang pour se protéger de leur père et devenir ainsi invulnérables grâce à la puissance du groupe.

Par ailleurs, même si le Salvador n'est pas producteur d'armes à feu, celles-ci y sont présentes en grand nombre – vestiges de la guerre civile, de la corruption endémique (et de celle des pays limitrophes) et de la porosité des frontières. Les autorités ne connaissent pas le nombre d'armes à feu et autres armes (grenades, missiles, etc.) qui circulent au marché noir. Soit dit en passant, le Canada ne fait pas meilleure figure : nous ne connaissons pas le nombre d'armes illégales qui y circulent, mises à part celles qui ont été saisies lors d'opérations policières.

Selon un spécialiste du Conseil national de sécurité publique, il y aurait autour de 450 000 armes à feu en circulation au Salvador, dont 220 000 enregistrées. Ces armes seraient non seulement utilisées par des membres de gangs, mais également par des citoyens bien nantis, des institutions, des ministères, des restaurants, des bars, des clubs, etc. Dans un pays où la violence est endémique, les polices privées sont légion. Il y aurait au Salvador plus de policiers privés que nationaux, soit 17 000 à 18 000 policiers nationaux contre 25 000 agences de sécurité privées. Une autre caractéristique de la culture de la violence, c'est la nécessité, pour la population, de vivre dans un environnement où la sécurité est présente et bien visible. Pendant mon séjour au Salvador, mon hôtel est devenu zone militarisée le jour où il a accueilli plusieurs présidents d'Amérique latine pour un sommet. Un périmètre de sécurité entourait le quartier, et la circulation dans cette zone était interdite. Des politiques extrêmement répressives contribuent à un cycle sans fin de la violence. En juillet 2003, le gouvernement du président Francisco Flores a mis en place une loi appelée la « *Mano dura* » (la main de fer), qui permet l'arrestation arbitraire de citoyens. Autrement dit, l'arrestation est uniquement basée sur l'apparence physique (tatouages, démarche, habillement), donc sans que ces personnes aient nécessairement commis un délit. En août 2004, à la suite de pressions du milieu judiciaire qui refusait de la mettre en application, cette loi a été jugée

inconstitutionnelle par la Cour suprême de justice du Salvador. Les juges estimaient qu'elle était discriminatoire. Selon le responsable du CECI, cette loi a permis d'arrêter plus de 11 000 membres présumés des MS13 et des 18 âgés de 14 à 25 ans (certains informateurs font plutôt état de 15 000 personnes, dont les plus jeunes n'avaient que 12 ans) et contribué à une augmentation majeure du recrutement dans les gangs. On rapporte que de 1998 à 2004-2005, le nombre de membres de gangs aurait atteint les 30 000 à 40 000 – bien que les chiffres officiels fassent plutôt état de 11 000 à 12 000 membres. Sur le plan du recrutement, les membres de la MS13 et de la Pandilla 18 procèdent de la même manière que les autres gangs. Tous les lieux susceptibles d'accueillir des jeunes sont des zones propices : écoles, parcs, centres de loisir, centres jeunesse, etc. Les membres des gangs procèdent également à la création de cellules étudiantes à l'intérieur même des institutions scolaires ciblées.

Cette politique de tolérance zéro, de la main de fer – qui a également été appliquée au Honduras – a galvanisé le mouvement des gangs de rue au lieu de l'écraser. Les membres sont devenus plus prudents et ont cessé de se faire tatouer ; les gangs ont peaufiné leur organisation, tout en restant plus criminalisés que jamais. La *Mano dura* ayant été décrétée inconstitutionnelle, plusieurs membres présumés de la MS13 et de la Pandilla 18 ont été libérés, mais leur arrestation avait permis à la police de créer une banque de données. En août 2004, après consultation avec des responsables du milieu policier et judiciaire, le successeur du président Flores, Tony Saca, a modifié la loi et établi la *Super Mano dura*. Les policiers ne peuvent plus arrêter les porteurs de tatouages, ils n'arrêtent que pour des délits. Ils doivent donc procéder à des enquêtes et ne peuvent appréhender des individus que sur preuves. Cependant, une unité spéciale *antimara*, ou antigang, a été créée, épaulée par l'armée.

Dans les faits, la violence des gangs de rue au Salvador a pris une telle ampleur qu'on ne peut plus parler de lutte aux gangs, mais de guerre. Si les membres de gangs font tous état de la brutalité (allant des insultes au tabassage, parfois à mort) et de la corruption policière, il n'est pas inusité que des jeunes de gang de 14-15 ans

aient déjà plusieurs meurtres à leur actif, que des mères ou des pères de famille soient en charge d'une clique, que des policiers, des agents de correction et des politiciens soient victimes d'enlèvement ou assassinés, ainsi que leur famille. De l'enlèvement de filles mineures à l'extorsion dans les autobus, tout est occasion de «faire» de l'argent ou de se venger de la répression policière, dont les membres de gangs estiment être les premières victimes. Comme me le disait un membre de la MS13 en 2008 :

*Les coups qu'ils nous donnent peuvent même des fois nous laisser fous à cause de leur brutalité. Même moi, j'ai des cicatrices de quand ils m'ont mis les menottes. J'ai toute cette partie-ci endormie. Comme je ne sens rien, quelqu'un pourrait me gratter que je ne sentirais rien. Alors nous on se sent mal quand ils nous traitent comme ça, parce qu'on est des êtres humains et qu'on sent la douleur quand ils nous frappent.*

Comme ils ont baigné dans la violence de la guerre civile et des dictatures, et appris à utiliser des armes à feu et des techniques de guérillas, les membres de la Mara Salvatrucha et de la Pandilla 18 sont comme des poissons dans l'eau lorsqu'ils sont confrontés à la violence urbaine nord-américaine, où les politiques répressives, la libre circulation des armes, la pauvreté, la violence familiale, l'abandon et le racisme alimentent un bassin de futures recrues et la création de nouveaux gangs. La sous-culture des gangs de la Mara Salvatrucha et de la Pandilla 18 est teintée par les valeurs et le style de vie nord-américain – plus précisément étasunien. Ce métissage entre le Nord et le Sud, entre les cultures capitaliste néo-libérale et traditionnaliste, met l'accent sur le pouvoir de l'argent, le luxe, les femmes, les costumes chics portés par les gangsters. Les vêtements de marques étasuniennes et occidentales sont privilégiés, ainsi que la foi chrétienne catholique, la croyance en la magie noire, et les valeurs traditionnelles familiales. Tous les membres de la MS13 et de la Pandilla 18 rêvent d'aller un jour à Los Angeles. C'est leur Mecque, leur berceau, leur mère. Le rêve amé-

ricain ! Comme me le disait un travailleur de rue salvadorien en 2008 :

*Ils sont très aliénés avec toutes les choses gringas. Ils sont pro-yankees, comme on leur dit. Et ils n'aiment pas les idées de la gauche. Ils sont anti-communistes.*

Les membres de la MS13 et de la Pandilla 18 ont une dégaine qui leur est propre, nonchalante, désinvolte, provocante. Ils parlent et s'expriment selon un code secret, compris seulement par les membres. Ils ont leur manière à eux d'associer l'espagnol à l'anglais, comme dans *hommies* (membre ancien, vétéran), *homboy* et *homm-girl*. Selon certains membres, la tenue vestimentaire ample et la tête rasée s'inspirent d'un style créé en incarcération aux États-Unis : dans ces prisons, les détenus ont le crâne rasé (et parfois tatoué) et les vêtements n'y existent qu'en une seule taille.

Dans la Mara Salvatrucha comme dans la Pandilla 18, la dimension mystique et occulte occupe une place importante, que l'on ne trouve pas chez d'autres gangs centro-américains ou nord-américains. Si certains membres de la Pandilla 18 et de la MS13 sont de fervents catholiques qui craignent la colère de Dieu, d'autres oscillent entre Dieu et Diable. Notons que la crainte de Dieu n'empêche pas les membres croyants de commettre des crimes – tout comme les membres de la mafia italienne qui assassinent et vont se confesser après ! La Mara Salvatrucha et la Pandilla 18 se plaisent donc à mettre l'accent sur l'occulte, ce qui sème la terreur parmi leurs membres qui ne souhaitent pas forcément faire des affaires avec le démon, et parmi les populations locales qui ont tendance à croire à ces pouvoirs maléfiques. Les membres qui sont attirés par l'occulte vont jusqu'à se faire tatouer des pentagrammes et autres symboles. Dans la Pandilla 18, le 18 devient 666, le chiffre de la Bête dans la Kabbale [« C'est ici la sagesse. Que celui qui a de l'intelligence calcule le nombre de la bête. Car c'est un nombre d'homme, et son nombre est six cent soixante-six. » (Apocalypse 13: 18)]. Selon nos sources, des membres de certaines cliques de la Mara Salvatrucha ou de la Pandilla 18 pratiquent



des rituels sataniques. À Soyatango, au Salvador, les cliques « Margaritas » et « Campanera » de la Pandilla 18 pratiquent ces rituels. Toujours au Salvador, la clique de Mariona, les Tecla Locos de Santatecla, d'Izalco et de Sonsonate en sont des adeptes.

On a entendu parler de ces aberrations aux États-Unis, mais aucun cas pour le moment n'a été porté à ma connaissance au Canada. Lors du rituel satanique, le chef de la clique convoque ses membres et dit une messe à l'envers, qu'il dédie au démon. Les membres reçoivent un rite d'initiation au satanisme, au cours duquel on dit qu'ils doivent sacrifier un être humain : un jeune garçon, une jeune fille ou une femme. La victime est, dit-on, sacrifiée à une heure précise, puis son sang est bu par celui qui a procédé à l'exécution. Les membres de ces gangs croient qu'en se livrant à ces pratiques, ils deviendront immortels. Il y aurait aussi un livre satanique où le chef puiserait recettes et directives pour sa messe noire. L'idéologie de la Mara Salvatrucha contient cinq principes fondamentaux : la camaraderie (*hommboy* ou *compagnero*) ; l'honneur du gang primant sur celui de la personne ; l'obéissance absolue au chef ; le pouvoir du gang basé sur des forces occultes ; la conviction que l'origine de la Mara et sa force proviennent de la Bête, ou le démon.

## DES FAMILLES NUISIBLES ET MORTELLES

Comme dans plusieurs gangs, les jeunes adhèrent à la MS13 et à la Pandilla 18 aux alentours de six à sept ans, mais l'endoctrinement à la sous-culture gangster et à la violence commence dès le berceau. Dans le *barrio* Saint-Louis et celui de la Conception, j'ai vu des enfants de trois et quatre ans se dandiner comme des gangsters. Ils connaissent même leurs signes de la main ! Naître dans ce genre de milieu, c'est naître au cœur de l'enfer ! Au Canada, le recrutement des gangs de rue commence auprès d'enfants de sept ou huit ans. Les enfants du Québec et du Canada ne sont pas à l'abri de cette exposition à la sous-culture de la violence et du gangstérisme. Que l'on soit en Amérique centrale ou du Nord, l'influence de la Mara

Salvatrucha et de la Pandilla 18 sur les jeunes est indéniable. Les jeunes adhèrent à la MS13 et à la Pandilla 18 pour accéder à la *vida loca* (la vie folle), le danger, le besoin de liberté, la fierté, le respect, les filles, la protection, le pouvoir, l'argent, la défense du quartier, l'amour, la vengeance (après le meurtre d'un membre de la famille ou d'un ami).

*J'ai 23 ans et j'ai commencé à en faire partie quand j'avais 15 ans. Très jeune. Mais moi je l'ai surtout fait pour ne pas avoir de domination. Pour aller danser aux discothèques. Des choses mauvaises, sans raison. C'était surtout pour ça. Je ne voulais pas que mes parents me disent rien. Plus que tout, je voulais être une personne libre. Ouais. Je ne voulais pas que personne me domine. Et je ne voulais rien entendre de mes parents ni rien. Mais je m'en repens.*

Entrevue avec un membre de la 18, Salvador, 2008

*C'est un gang pour les Salvadoriens. Et puisque je suis Salvadorien, je protège mon pays. En l'honneur de ma race. J'avais 13 ans. Pour le respect. Je voulais que le monde me respecte, alors je suis devenu un membre de gang de rue. Qu'est-ce qui s'est passé? Quand j'avais 2 ans, ma famille est allée aux États-Unis, à Los Angeles, Californie. Ma mère et mon père étaient toujours là pour moi. Mais j'avais 3 frères. Mon frère aîné est devenu membre quand il avait dans les 15 ans. Quand j'en ai eu 13, je l'ai suivi. Mais j'avais tout à la maison. J'avais mes jouets. J'avais de l'amour. L'amour que mes parents me donnaient. J'avais tout. Mais tout ce que je voulais, c'était le respect dans la rue. Je voulais tout. Je voulais de l'argent, je voulais des filles. Je voulais tout, alors je suis devenu membre. J'ai joint la MS pour honorer mon pays.*

Entrevue avec un membre de la MS13, Salvador, 2008

Les raisons qui entourent l'adhésion de jeunes à la MS13 et à la Pandilla 18 sont multiples, mais tous les membres de gangs que j'ai rencontrés dans ma profession de criminologue, quelle que soit leur allégeance, affirment avoir adhéré au gang pour y trouver une

« famille » qui leur apporterait amour et fraternité. Pour bon nombre d'entre eux, cette quête n'était pas nécessaire, car ils étaient nés dans une famille de membres de gangs de rue. Ils s'étaient simplement donné la peine de naître ! Quant aux autres, ils ont dû faire leurs preuves avant d'avoir le privilège d'intégrer la grande famille du gang. Parallèlement, en devenant membre, les jeunes qui ne proviennent pas d'une génération de membres de gangs de rue coupent tous leurs liens avec leur famille biologique – pour ne pas mener une double vie. Le gang domine l'univers symbolique, économique, affectif et même sexuel des jeunes. Il répond à tous leurs besoins : amour, fraternité, alcool, drogue, pouvoir, femmes, montée d'adrénaline et sentiment de liberté. Certains jeunes entrent dans la Mara Salvatrucha parce qu'ils y trouvent un espace où ils peuvent exprimer leur colère, ainsi que la tendresse et l'amour qu'ils n'ont pas connus à la maison. Ils s'y sentent libres, forts ; personne ne peut plus les atteindre. Ils y retrouvent leur estime de soi, et deviennent visibles face à cette société qui ne les a pas vus jusque-là, ou qui les a abandonnés. Dans la Mara ou la 18, on les regarde enfin. Les filles sont à leur service. Sexe, partouzes sont à leur disposition ; ils ont autant de femmes qu'ils le désirent et ces femmes sont soumises à leurs moindres caprices. En échange de cet « amour », le membre doit une allégeance totale au gang, et il doit contribuer à l'effort de guerre, humainement et économiquement.

*Parce que, premièrement parce que je pensais que ça faisait du mal à mon père. Il pleurait pour que je ne me mette pas dans ça. Il me disait qu'ils allaient me tuer : « Regarde, ma fille !... » Il me donnait des conseils. Alors plus que tout, je ne pouvais pas le faire, alors je me suis beaucoup isolée de ma famille. Pour aller boire de l'alcool, faire des drogues, et... être seule dans la gang. Alors on peut dire que j'ai oublié ma famille. Il arrive un moment où tout ce qu'on a en tête, c'est la gang, seulement la gang. Et comme j'étais dans une routine comme ça, je me suis mise dans une routine où ma famille ne m'importait pas.*

Entrevue avec une fille membre de la 18, Salvador, 2008

*Quelque chose de très fort, c'est quelque chose à quoi on prend de l'appréciation, de l'amour, vous comprenez ? Pour nous, la M et S, c'est quelque chose de spécial, quelque chose qui a beaucoup de valeur, qu'on valorise, vous me comprenez ? C'est quelque chose de valeur, qu'on valorise. Le 13 n'est pas seulement un chiffre, c'est de l'art. Ne croyez-vous pas qu'on pourrait dire que ce dessin, c'est de l'art ? C'est ma famille. Pourquoi ? Parce qu'on prend soin l'un de l'autre, on se comprend.*

Entrevue avec un membre de la MS13, Salvador, 2008

Certains jeunes qui ont connu la violence intrafamiliale considèrent l'entrée dans un gang de rue comme une occasion de devenir plus forts que le parent violent. Ils croient qu'en adhérant au gang on n'osera plus les battre à la maison. Une fois devenus membres de la Mara Salvatrucha, le parent violent les percevra comme des adultes, violents eux aussi, et il aura peur de les battre à cause des réactions possibles du gang.

En outre, les *homboys* qui déambulent dans les rues, libres comme l'air, avec de beaux vêtements et de l'argent, fascinent les jeunes qui vivent dans la misère et la violence. Certains décident d'adhérer à un gang dans un moment de rébellion envers leurs parents. Ils fuient une réalité familiale trop frustrante en s'évadant dans un mythe, un rêve qui est celui du « monde merveilleux des gangs de rue ». En fait, ces jeunes ne savent pas à quoi s'attendre et n'ont aucune idée de ce qu'est la vie d'un gangster. Ils l'apprennent sur le terrain, à la dure. Très vite, ils déchantent lorsqu'ils réalisent dans quel enfer ils sont tombés, et ce, malgré des moments de plaisir. Mais avec le temps, les moments de plaisir se font de plus en plus rares, et la souffrance prend toute la place. Les conséquences sont dramatiques pour les membres : prison, hôpital, mort prématurée. Une des règles d'engagement dans le gang est du reste : « *Hasta la muerte* », jusqu'à la mort. Le membre fait le serment de ne jamais quitter le gang, sauf dans un cercueil.

*C'est seulement verbalement, mais il y a beaucoup de choses que l'on ne reconnaît plus lorsqu'on entre dans la gang, mais on fait partie d'une famille, de la Mara Salvatrucha. C'est difficile de se décider, parce que quand on est déjà entré dans la gang et qu'on repense les choses par après, par exemple quand on tue quelqu'un et se fait emprisonner pendant 30, 40, et même 70 ans, ben, on se rend compte que si on avait connu les conséquences plus tôt, qu'on l'aime ou non, on n'aurait rien fait. Alors quand on est déjà membre de la gang, il faut continuer à avancer, qu'importe ce qui nous attend dans le futur. On cherche l'appui des autres personnes, de l'amour, pour se sentir aimé, se sentir comme dans une famille. Alors la Mara, c'est une famille. Mais les conséquences en entrant dans la gang sont grandes aussi, graves mêmes, il y a des occasions ou beaucoup de jeunes ne sont pas au courant. Et quand ils s'en rendent compte, ils se demandent : « c'est quoi ça ? » Mais à ce moment-là, on ne peut pas faire de pas arrière, ni avant. Ni de côté même. Alors même si tu ne veux pas, il faut faire face à la vie, de la façon qu'elle se présente. Si on décide sur quelque chose, il faut persévérer, et ne pas retourner en arrière, tu me comprends ? Quand on les rencontre, on se sent bien, le fait qu'ils nous prennent sous leur aile. Mais quand tu arrives dans un centre pénal, ou n'importe quelle autre place, il y a beaucoup de choses à subir. Quand les policiers arrivent, ils te battent à grands coups. Et alors quand ils te capturent avec tes armes ou pour un meurtre, tu as déjà 35 à 70 ans de prison. Tu ne peux pas revoir ta famille, tu ne peux voir personne, juste les quatre murs et Dieu à tes côtés. Personne ne veut y aller.*

Entrevue avec un membre de la MS13, Salvador, 2008

L'influence familiale, lors de l'adhésion à un gang, est importante. Très souvent, les plus jeunes cherchent à imiter un frère plus âgé, ou un cousin, ou un père faisant partie d'un gang. Par mimétisme, ils se mettent à imiter sa démarche et ses attitudes. Le fait d'avoir une personne de sa famille dans la MS13 ou dans la Pandilla 18 facilite l'intégration des plus jeunes dans le gang,

d'autant plus que ce dernier ne recrute pas au hasard par crainte des infiltrations policières. Les jeunes du quartier, de la famille sont privilégiés. L'adhésion à un gang de rue n'est pas une obligation, la démarche est purement volontaire et reste un privilège accordé à ceux qui ont réussi à faire leurs preuves. Tous les membres de la MS13 et de la Pandilla 18 rencontrés ont été unanimes : pour entrer dans ces gangs, l'aspirant membre doit faire une série de choses : aviser le gang quand la police va débarquer ; commettre un assassinat ou y participer ; garder des armes dans sa maison ; se battre avec d'autres au nom du gang, etc. L'adhésion se fait par endoctrinement progressif, autant dans les gangs centro-américains que dans les autres. La recrue est manipulée et séduite : elle finit par ne plus pouvoir envisager son existence en dehors du gang.

Au Salvador, des enfants ayant connu la guerre civile et l'abandon parental sont devenus des soldats idéaux pour les gangs de rue. Le fait d'avoir vécu dans la violence désinhibe et désensibilise les jeunes. En outre, plusieurs d'entre eux connaissent le maniement des armes à feu. Comme quoi la violence entraîne la violence ! Au Canada et aux États-Unis, la violence familiale et urbaine ainsi que la libre circulation des armes contribuent directement au recrutement des jeunes dans les gangs de rue. Dans certaines sociétés nord-américaines, fréquenter une école est une opération risquée, et il est moins dangereux pour certains jeunes de faire partie d'un gang. Si le Canada est encore loin de ressembler aux États-Unis et aux pays d'Amérique centrale, il n'en demeure pas moins que nous sommes extrêmement fragiles et que la mise en application de lois trop répressives, la déréglementation et l'accessibilité aux armes à feu, un désengagement dans la lutte à la pauvreté et le sous-financement des programmes de prévention et de réhabilitation ne feront que nous conduire à l'échec dans notre lutte panaméricaine contre la Mara Salvatrucha, la Pandilla 18 et autres gangs de rue.

*Oui, j'ai vécu dans un endroit vraiment conflictuel. Vraiment conflictuel. Pour la même guerre, alors que je venais de vivre une vie de souffrance depuis que j'étais petit. Tout ça, ça ne me faisait plus*



*peur, les balles et tout ça. Alors ça ne me faisait pas peur, je n'avais pas peur. Et quand c'est arrivé, j'ai senti le goût de me venger.*

Entrevue avec un membre de la 18, Salvador, 2008

Lorsqu'un jeune décide d'adhérer à la Mara Salvatrucha ou à la Pandilla 18, il doit en faire la demande à la clique de son quartier, de son lieu de résidence. Ensuite, il doit passer par plusieurs étapes, dont la première est le rite d'initiation. Le rite d'initiation est obligatoire et très violent. Dans la MS13, l'aspirant est battu pendant 13 secondes, et dans la Pandilla 18, pendant 18 secondes. Très souvent, les exécutants oublient volontairement de compter. Les futurs membres, femmes autant qu'hommes, ont souvent des fractures. Plusieurs membres participent au rituel : ils frappent partout, en prenant leur temps.

Après avoir passé avec succès la première étape de l'initiation, le futur membre doit tuer un membre d'un gang rival ou une personne choisie au hasard. D'autres membres l'emmènent en voiture dans un territoire ennemi, et il y tue quelqu'un. L'aspirant qui a fait ses preuves a le droit de se faire tatouer le nom du gang. À partir du moment où il a parcouru toutes les étapes menant au membership, il se donne un alias qui deviendra son nom dans le gang.

*L'initiation, c'est 13 secondes. Trois personnes te sautent dessus et un compte. Pour 13 secondes, tu te fais battre. Boom, boom, boom, boom, boom ! Et après ça, tu fais partie. Mais après, t'es à l'intérieur d'une voiture, et ils t'amènent vers un membre de la gang rivale. Et là ils te disent : « Vas-y, il faut que tu sortes ton arme et que tu l'abattes. » Ouais. Tu dois tuer quelqu'un pour être dedans. Parce que ce n'est pas un jeu, tu sais. Parce qu'il y a des gens qui meurent pour cette merde. Tu sais, des personnes meurent tous les jours, tu regardes les nouvelles et quelqu'un meurt. C'est la réalité. Ce n'est pas un jeu.*

Entrevue avec un membre de la MS13, Salvador, 2008

*Imagine, entrer dans la gang pour qu'ils puissent te frapper. Parce que, pour entrer dans la gang, ils frappent tout le monde. Même qu'ils m'ont cassé le bras. Avec rien que des coups. Ils sautaient sur nous. Sur la tête et tout. Si je ne suis pas devenue folle, c'est parce que je suis forte. On souffre, oui.*

Entrevue avec une fille membre de la 18, Salvador, 2008

La mort revient très souvent dans le discours des membres de gangs de rue. Elle fait partie de leur quotidien et, très souvent, elle est le moteur d'une réflexion qui pousse certains membres à vouloir quitter leur groupe, cette famille nuisible. La grande majorité des ex-membres que j'ai rencontrés au Canada et au Salvador, tous les gangs confondus, m'ont déclaré que le risque de mourir était la raison première qui les avait poussés à quitter leur groupe. Voir un ami, un membre de sa famille ou du gang se faire descendre, ou être personnellement victime d'une tentative de meurtre, avec ou sans blessure grave, en fait réfléchir plus d'un. Viennent ensuite les autres raisons, comme le mariage, la religion, une longue incarcération, les enfants, etc. Mentionnons, toutefois, que certains membres de gangs ne sont nullement impressionnés par la mort et la violence. Lorsqu'un membre décide de s'en aller, il peut réussir à convaincre son gang de le laisser partir. La négociation n'est pas facile, mais elle est possible.

Cependant, dans la MS13 et la Pandilla 18, la mort fait partie intégrante du quotidien. Lorsqu'une personne décide d'entrer dans leurs rangs, elle prend l'engagement, comme je l'ai déjà mentionné, d'y rester jusqu'à la mort. Un message qui instille chez les membres une peur qui les empêche souvent de quitter le gang, et les plonge dans le désespoir. Fatalisme et fanatisme. Autrement dit : si tu quittes le gang... le gang te tuera ! En conséquence, la grande majorité des membres savent pertinemment que personne ne quitte la Mara Salvatrucha et la Pandilla 18. On y reste jusqu'à la mort, sauf si l'on retourne à Dieu, soit en mourant, soit en se consacrant à l'église. Une forte proportion de membres de la MS13 et de la Pandilla 18 semblent déterminés à mourir pour le gang (contrairement aux

Bloods et aux Crips que j'ai rencontrés lors de mes recherches), mais chez quelques-uns de ceux ou de celles qui ont frôlé la mort, une réflexion s'installe et déclenche un processus de départ. Quoi qu'il en soit, la peur fait partie du quotidien des membres. Ils vivent dans la hantise de se faire abattre par un gang adverse ou par la police. Ils regardent par-dessus leur épaule quand ils marchent dans la rue. Ils sont constamment sur leurs gardes.

*Moi, j'ai quitté sinon je serais morte. Une fois, je marchais sur le chemin de fer avec un autre membre. J'ai entendu des bruits et j'ai vu qu'à ce même endroit ils le frappaient [attaque d'un gang adverse] dans le dos. J'ai entendu le bruit et je pensais qu'ils m'avaient frappée, mais quand je me suis retournée... j'ai couru et couru, et ils me suivaient, mais je me suis cachée. Je suis entrée dans une autre maison. Quand je suis sortie, ils l'avaient tué. Ils étaient retournés pour s'assurer qu'il était mort en lui tirant plusieurs balles. Je serais morte là. Mais Dieu ne voulait peut-être pas que je meure là.*

Entrevue avec une femme membre de la Pandilla 18, Salvador, 2008

*Ouais, je ne dois plus faire de missions. Je ne dois plus tuer, je ne dois plus me prouver, ils savent qui je suis. Ils savent que j'aime cette merde. Mais dans mon cœur, je veux démissionner, tu sais. Je veux aider des personnes à sortir de cette merde parce que c'est horrible, tu sais. Je n'aime pas cette merde. Je ne veux pas en faire partie. Plusieurs de mes homboys, des gens dans ma gang, ils ne veulent plus en faire partie. Ils veulent démissionner, tu sais. Ouais, mais ils ont peur, tu sais. Parce que, quand tu quittes, ça te coûte ta vie.*

Entrevue avec un membre de la 18, Salvador, 2008

*Cette question est compliquée parce que je ne sais pas si tu sais c'est comment la fréquence [la politique d'engagement]. Et moi non plus je ne vais pas te l'expliquer, mais quand tu cours pour ta vie, tu sais qu'il n'y a pas de pas arrière et que si tu veux faire*

*tomber ton drapeau [ne plus continuer à faire partie du gang], tu dois sortir la vergue [assumer les coûts] parce que n'importe quel hommbuy qui te retrouve va t'envoyer vers la « ganchuda » [la mort].*

Entrevue avec un membre de la MS13, Salvador, 2008

*Avant, tu pouvais, ils te laissaient te calmer. Te calmer, si tu étais membre de gang, mais si tu travaillais, tu avais une épouse ou une femme, des enfants, une famille, ou si tu entras dans ton église, alors là ils te donnaient la passe. Ils disaient que c'était pour ne pas que tu fasses des délinquances. Mais hebdomadairement tu devais apporter ta rente. Parce que chaque membre de gang doit apporter une rente pour acheter des armes, des munitions, pour ceux en prison, c'est pour ça qu'il faut payer.*

Entrevue avec un membre de la Pandilla 18, Salvador, 2008

Rencontrer Dieu constitue une autre manière de s'en sortir. Parfois, les membres de gangs trouvent Dieu lors d'une incarcération. Certains ex-membres décident même de consacrer leur vie à aider des jeunes. S'il est extrêmement difficile de quitter la Mara Salvatrucha et la Pandilla 18, entrer dans un ordre religieux est l'échappatoire la mieux acceptée par ces gangs. La religion y est prise très au sérieux, et les Maras n'oseraient jamais défier Dieu.

Si le droit de retrait, *El Pase*, est rarement accordé, il l'est dans certains cas : d'une part, à des membres qui ont fait leurs preuves, des vétérans qui ont tout donné au gang et qui ont bien mérité de prendre leur retraite (membres passifs) d'autre part, à des membres qui ont décidé de retourner à Dieu et de se joindre à une congrégation religieuse. Bien entendu, le gang ne permet à ces membres de jouir de leur retraite que tant et aussi longtemps qu'ils restent dans cette phase religieuse. Ils accordent aussi aux femmes la permission de changer de vie pour le bien de leurs enfants, à condition qu'elles « retournent à Dieu ». Ils acceptent de ne pas intégrer les enfants dans le gang. Certains enfants obtiennent donc automatiquement le droit de retrait. Par contre, la mère doit prouver qu'elle a changé de

vie; qu'elle va à l'église; qu'elle ne s'habille plus comme une *puta*, ne se maquille plus, et n'a plus d'homme dans sa vie. Si elle passe d'un amant à l'autre, elle est réintégrée dans le gang. Il en est de même lorsqu'elle commet un délit ou force ses enfants à la mendicité. Le gang donne donc l'autorisation de retrait lorsque la preuve d'un authentique changement est faite. Dans la réalité, cela fait souvent l'affaire des chefs de gang de se débarrasser des femmes qui ont des enfants, car ceux-ci les dérangent dans leurs activités criminelles. Toutefois, les chefs ne laissent pas les femmes s'en sortir trop facilement de peur de perdre leur contrôle et leur pouvoir. Ils font donc en sorte que le retrait soit compliqué afin de ne pas perdre la face devant les autres membres.

*Maintenant elle est chrétienne. Elle ne se mêle plus de rien. Et nous on respecte sa décision aussi. Parce que rappelez-vous que, pour nous, Dieu est sacré aussi. Et si ce n'était pas pour lui, personne n'existerait. Personne, alors, aucun pays n'aurait rien. Le pays et le monde seraient perdus.*

Entrevue avec un membre de la Pandilla 18, Salvador, 2008

## ENTRE LA HOMMGIRL ET LA HAYNA : LE RÔLE DES FEMMES DANS LES GANGS DE RUE CENTRO-AMÉRICAINS

Certaines études, notamment étasuniennes, se sont penchées sur le phénomène des gangs de filles. Elles mettent en évidence le fait que les filles peuvent également faire partie de gangs de rue, soit en formant leur propre bande, soit en s'intégrant à un gang d'hommes. Reste que ce phénomène des gangs de filles est plutôt marginal. Il ne représente qu'un très faible pourcentage des gangs de rue aux États-Unis, et il faudrait en évaluer la puissance pour savoir s'ils peuvent être placés au même niveau que les gangs dominés par des hommes. Au Salvador, il semble qu'il y ait une femme membre pour dix hommes. Au Canada, les gangs de filles sont plutôt rares. À Montréal, il y a eu un gang de filles dans les années 90, les Sixty Pretty Girls, une clique

sous la bannière des Crips, mais placée sous la domination d'un gang de gars de Saint-Michel. Cette clique était une façon de se distraire pour les sœurs, les copines, les conjointes des membres de ce gang de gars. Elle n'existe plus. Les cliques de filles n'ont jamais été prises au sérieux dans le milieu. À Toronto, on rapporte la présence d'un gang de rue constitué de filles, les Dipset Girls.

Cependant, au Canada comme ailleurs, les femmes s'intègrent plus volontiers dans des gangs dominés par des hommes, où elles ne sont qu'une marchandise que l'on peut jeter après usage. Ce sont des femmes-objets qui se prostituent pour le gang, recrutent de futures prostituées, vendent de la drogue et cachent des armes, mais n'acquièrent jamais le statut de membres à part entière. Certaines filles peuvent avoir un statut particulier, comme celui de sœur, de mère ou de conjointe d'un membre du gang, mais les autres femmes s'achètent et se vendent pour une poignée de dollars. Une femme chef de gang? Je n'en ai jamais entendu parler au Canada. Au Salvador, certains membres m'ont dit que les femmes chefs de gang se comptent sur les doigts de la main.

Le rôle des femmes dans la MS13 et la Pandilla 18 est complexe, contrairement à ce que j'ai pu observer dans d'autres gangs, comme les Crips, les Bloods et les gangs asiatiques où les femmes ne sont qu'une marchandise ou un objet sexuel destiné au bon plaisir du gang. Dans certains gangs centro-américains, il existe des femmes membres, et ce, malgré le machisme régnant. Ces femmes sont appelées les *hommegirls* dans la Mara Salvatrucha, et les *hongeres*, ou encore les *hommegirls*, dans la Pandilla 18. Plusieurs de ces femmes sont incarcérées. Elles sont aussi dangereuses que les hommes. Elles doivent également faire leurs preuves pour avoir le droit de porter le nom du gang. La *hommegirl* et la *hongera* ont le droit de parole et le droit de vote, comme les hommes. Elles sont donc les égales des membres de sexe opposé dans la *mara*. Par exemple, si un membre d'un gang veut faire tuer sa femme parce qu'elle le trompe, une *hommegirl* peut faire de même en ce qui concerne son mari. Les viols collectifs sont courants, surtout pour punir une femme adultère ou qu'on suspecte de l'être. Comme me



le disait en 2008 une travailleuse sociale du Salvador : « Les membres de la Mara ou de la Pandilla disent alors : “Tati a été infidèle” (*Tati fue infidel*) et, selon le code, ils doivent te faire le train. Ils te violent... cinq, sept, en série. »

En théorie, la *hommgirl* pourrait devenir « cheffe », mais c’est plutôt rare. En réalité, les hommes tolèrent la présence des *homm-girls*, mais de là à ce qu’elles deviennent des « cheffes », il y a un pas qu’ils ne sont pas prêts à franchir ! Il y a davantage de femmes cheffes dans les prisons pour femmes. Il y aurait environ 15 % de *hommgirls* dans les gangs de rue du Salvador. Les femmes membres de ces gangs sont aussi tatouées que les hommes et subissent également le rite d’initiation. Elles ont le choix entre les coups ou le viol collectif. La grande majorité des *hommgirls* choisissent les coups.

Les *hommgirls* transportent les armes pour le gang, car elles ne sont pas souvent fouillées par la police. Les femmes qui ont plusieurs tatouages le sont, elles, et ne portent pas d’armes. Les *homm-girls* sont également responsables du bien-être de leurs compagnons de lutte incarcérés. Elles leur apportent de la nourriture, mais elles ne sont pas obligées de faire entrer de la drogue, ni de cellulaires ni l’un ou l’autre produit qui pourrait leur faire risquer l’incarcération. La *hommgirl* est protégée par son statut de membre et n’est pas obligée de faire des choses qui pourraient lui nuire. Comme les *homm-boys*, elles vendent de la drogue, volent, recrutent des filles pour la prostitution ou pour le harem des gars, et participent aux activités criminelles du gang.

La deuxième catégorie de femmes de gangs, ce sont les *hayna*. La *hayna* peut être la maîtresse, la conjointe, ou tout simplement la femme-objet recrutée de gré ou de force pour le bon plaisir des hommes. Elle appartient au gang, soit parce qu’elle s’est amourachée d’un membre qui la manipule à loisir, soit par peur. Certaines sont utilisées pour la prostitution ou pour pourvoir aux besoins primaires (nourriture, sexe, drogue, etc.) de détenus. Elles peuvent aussi vendre des stupéfiants, ou servir de mule pour faire entrer de la drogue dans les pénitenciers. Contrairement à la *hommgirl*, la *hayna* est obligée d’apporter de la drogue aux détenus. Elle doit

aussi offrir son corps aux membres incarcérés lors de ses visites. Les *haynas* font partie de la vie du gang, mais elles n'ont pas le statut de membres. Certaines filles ont été enlevées à leur famille, que le gang menace afin de maintenir leurs proies sous leur domination. D'autres ont été attirées dans le gang par la séduction et la tromperie. Le rite d'initiation, pour les *haynas*, est le viol collectif. Elles n'ont pas le droit d'assister aux réunions. Si on les y convie, c'est pour qu'elles servent de jouets sexuels.

*Certaines femmes sont recrutées de force pour devenir des haynas pour qu'elles puissent répondre à la nécessité sexuelle des Maras. Il y avait une jeune femme de très bonne famille. Toujours avec le même itinéraire de travail, ou aller à l'école je crois. Et toujours, à telle heure, elle prend le même bus. Elle s'est fait approcher par une fille du gang de rue qui l'a menacée de tuer toute sa famille si elle ne venait pas avec elle au centre pénal. Elle est allée au centre pénal avec elle. T'as pas le choix, parce que c'est ta famille qui est en danger. Elle est allée au centre pénal avec elle, où on l'a mariée à un membre de gang de rue et par la suite, toujours sous forme de menace, de chantage et de « je vais tuer ta mère et ton frère, je sais où tu habites' » na, na, na, on l'obligeait à aller chaque semaine au centre pénal pour servir le gang. Tous les gars passaient dessus. Tout ce qu'elle avait, c'était un peu d'eau pour se nettoyer entre chacun des gars. Donc, elle était au service du gang de rue, mais mariée officiellement à un membre pour pouvoir rentrer dans le centre pénal.*

Entrevue avec une travailleuse de rue salvadorienne, Salvador, 2008

*La femme a deux façons d'entrer dans le gang. Par le sexe ou « aux deux chats », comme ils disent. Et par des coups. Celle qui entre par les coups a les mêmes droits et les mêmes devoirs qu'un homme. Ils la respectent. Celle qui entre par le sexe est considérée comme prostituée et ils l'abuseront toujours sexuellement. Elle doit aller aux prisons, et faire des petites choses, et là-bas elle doit répartir l'amour [repartir amor]. Ceux qui*

*veulent vont passer sur elle. Ce qu'elle pourra être capable d'endurer.*

Entrevue avec un travailleur de rue salvadorien, Salvador, 2008

Les femmes occupent une place importante dans la vie des membres. Dans les pénitenciers, elles constituent la grande majorité des «visites»: mères, sœurs, maîtresses, épouses, etc. Lors des périodes d'incarcération de membres, les femmes occupent une plus grande place encore dans la vie de ces derniers. C'est d'ailleurs en incarcération que les détenus se font faire des tatouages représentant des femmes. Un membre de la MS13 ou de la Pandilla 18 qui a des tatouages de femmes – *haynas* ou *hommgirls*, ou les deux – signale ainsi qu'il a fait de la prison. La femme répond à tous les besoins primaires des détenus: sexe, drogue, nourriture, cellulaires et cartes d'appel, ce qui permet aux gars de garder le contrôle de leur clique. Les femmes leur fournissent aussi des informations et des rapports provenant de la Pandilla.

*Ils vont se tatouer la femme, le beau visage de la femme par exemple, avec son nom et tout, quand ils sont en prison. Comme ça, quand elle va venir, elle va voir qu'il l'aime. Alors là, elle va revenir, elle va donc revenir. Tu sais? Mais lui il a besoin d'elle, il est donc content qu'elle revienne et tout. C'est tout un effet manipulateur, si tu veux mon avis, mais c'est aussi qu'ils vont se tatouer à l'intérieur, dans les murs, en prison. Es manipulation eso!*

Entrevue avec un travailleur de rue salvadorien, Salvador, 2008

Lorsqu'une *hommgirl* ou une *hayna* a un enfant alors qu'elle fait partie d'un gang, plusieurs cas de figure sont possibles. Elle peut décider de rester dans le gang tout en élevant son enfant, avec tous les risques que cela comporte: l'enfant peut devenir une victime collatérale lors d'un règlement de compte; il est exposé à un style de vie déviant qui peut contribuer fortement à sa propre adhésion au gang; il risque de se retrouver dans un foyer des services de la protection de l'enfance. En outre, dans certains pays où les lois sont

extrêmement répressives, les enfants des membres subissent les conséquences directes et indirectes de cette répression. L'enfant a une vie de misère, il ne mange pas à sa faim et il est constamment en danger. Au Salvador, il arrive qu'une femme membre se fasse tuer par une bande adverse avec son enfant, ou alors qu'elle est enceinte. Si cette situation des femmes dans les gangs d'Amérique centrale est préoccupante, elle l'est tout autant aux États-Unis et au Canada, où les enfants encourent des risques de blessures, de mort ou de maltraitance. Notons que l'on ne retrouve pas seulement ces graves problèmes parentaux dans la MS13 et la Pandilla 18, ils existent aussi dans d'autres gangs, dont les gangs autochtones. Heureusement, les femmes qui décident de quitter le groupe pour élever leur enfant dans un milieu sain obtiennent souvent l'autorisation du gang. En fait, tomber enceinte fait souvent réfléchir la femme, et le fait d'avoir un enfant peut l'aider à se soustraire à un milieu délétère. D'autres femmes abandonnent tout simplement leur bébé aux responsables de la protection de l'enfance.

*Si la mère ne s'en sort jamais, et tout, je pense que l'enfant va aller mal aussi. Il va déjà sur la mauvaise route. Comme je vous le dis, il y a des fois qu'ils les tuent tous les deux. Il y a eu des fois qu'ils les ont tués, la mère et le fils. Ceux de l'autre gang. Comme il y a des fois que, pour une fille qui était comme ça, enceinte, ils ont tué son fils. Ils lui ont mis 3 balles et ont tué son fils. Il y a des fois qu'on voit des choses vraiment laides ici. Même s'il y a des fois qu'il y a des femmes membres qui sont très irresponsables. Parce qu'elles préfèrent être dans la gang et laisser leurs enfants tout seuls, alors les institutions de protection de mineurs les enlèvent. Ils les gardent et elles ne peuvent plus jamais revoir leurs enfants. Les autres disent que c'est bon, qu'elles vont sortir de la gang pour leur bébé. Parce qu'un bébé veut de l'attention, il ne peut pas juste être laissé comme ça. Parce que là, elles laisseraient leur bébé seul et quelque chose pourrait lui arriver. Mais moi je dis que c'est mieux de rester avec son fils, oui. Parce qu'il est comme un poussin, l'enfant. Il a besoin de la protection de sa mère. Mais pour*

*quelques femmes, ça leur est égal. Elles n'ont pas cet amour de mère. Ou il y a des fois qu'elles tombent enceinte, mais ce n'est pas désiré, et ça, c'est mauvais. Tomber enceinte comme ça quand l'enfant n'est pas voulu.*

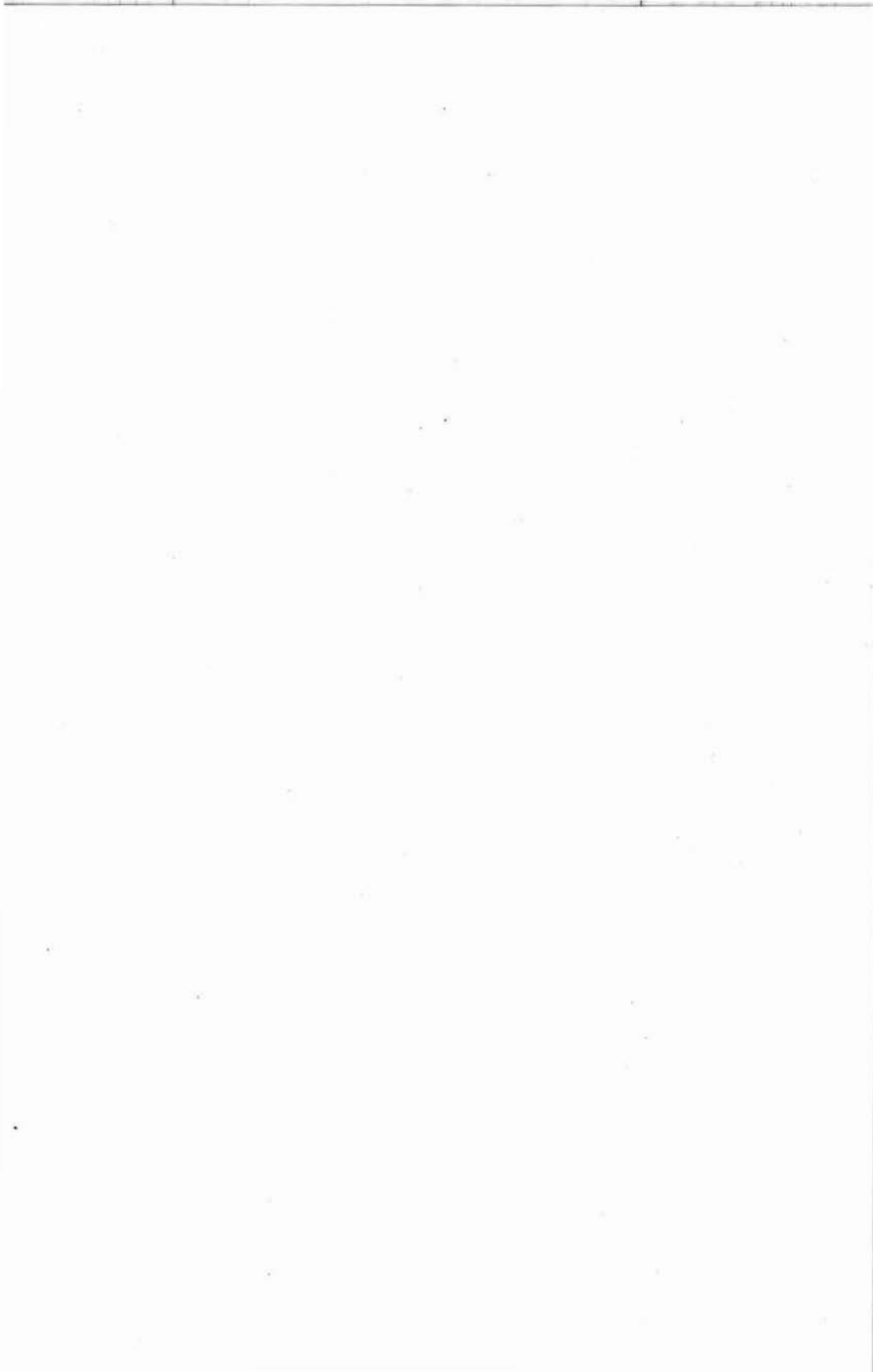
Entrevue avec une femme membre de la Pandilla 18, Salvador, 2008

Depuis quelques années, il y a de moins en moins de femmes dans la MS13 et la Pandilla 18 au Salvador, car elles sont moins résistantes lors d'arrestations brutales et d'interrogatoires violents. Selon des membres de la MS13, elles ont tendance à se livrer à la délation. Certaines cliques de la MS13 et de la Pandilla 18 n'auraient même plus de femmes dans leurs rangs. D'autres en auraient encore mais en petit nombre. La grande majorité des membres que j'ai rencontrés au Salvador m'ont tous dit que les cliques acceptaient de moins en moins de filles – ce qui n'est pas encore le cas aux États-Unis et au Canada. Si les *haynas* ont toujours la cote dans ces cliques, ce n'est plus le cas des *hommegirls*. Les femmes sont souvent décrites comme des langues trop bien pendues, qui apportent plus de problèmes qu'autre chose. Certaines fréquenteraient même des membres de gangs rivaux. Il n'en demeure pas moins que la MS13 et la Pandilla 18 restent les gangs de rue les plus ouverts aux femmes, même si l'on constate chez eux une tendance à vouloir circonscrire les privilèges et le pouvoir dans le cercle masculin macho. Rappelons que la MS13 et la Pandilla 18 sont d'abord et avant tout une histoire de famille. Si les membres actifs impliquent très jeunes leurs enfants dans la sous-culture des gangs, ils doivent aussi accepter leur mère, leur maîtresse, leurs sœurs, leur épouse.

Enfin, je ne pourrais terminer ce chapitre sans faire une comparaison entre les gangs autochtones du Canada et les gangs centro-américains. En ce qui concerne la situation des femmes, les gangs autochtones canadiens et les gangs centro-américains ont plusieurs points communs. Ils permettent l'adhésion des femmes dans leurs rangs, en tant que membres en règle, même si certaines discriminations existent toujours. On constate donc que les gangs autochtones canadiens et les gangs centro-américains sont les gangs les plus

ouverts aux femmes. Nous croyons que cette ouverture est surtout liée au fait que ces groupes sont très souvent constitués en tribus ou en clans familiaux, dans lesquels les femmes, bien que dominées par un régime patriarcal, font tout de même partie du clan. En outre, la culture autochtone est ouverte aux femmes de pouvoir, et les Salvadoriens ont une culture ancestrale autochtone.

Par ailleurs, ces gangs baignent dans une culture de la violence accentuée par une forte impulsivité et une culture de la survie engendrée par des conditions de vie misérables et un passé de colonisation – que ce soit dans un grand nombre de réserves autochtones du Canada ou dans plusieurs pays d'Amérique centrale. Les membres de ces gangs ont appris à vivre et à réagir dans un mode de survie et de défense. Leurs tatouages ont quelques ressemblances et leurs codes de communication, même s'ils diffèrent, sont basés sur le codage des lettres de l'alphabet. Dans les gangs autochtones canadiens et centro-américains, plusieurs générations d'une même famille sont souvent présentes, autant les figures paternelle que maternelle. En outre, la présence d'enfants d'un très jeune âge et leur endoctrinement dans la sous-culture de leurs groupes sont similaires. Certains enfants portent même des tatouages à six ou sept ans, autant dans certains gangs autochtones canadiens que dans certaines cliques centro-américaines, avec la bénédiction des mères qui en éprouvent une grande fierté et vont jusqu'à mettre des photos de leur rejeton sur Facebook. Le jeune enfant est constamment exposé au style de vie de ses parents et le gang devient sa seule source identitaire. On constate cela autant dans les gangs autochtones que centro-américains. Dans les groupes criminels qui ont une structure pyramidale, la famille est beaucoup moins impliquée dans les « affaires ». Dans la sous-culture des gangs de rue, l'implication de très jeunes enfants fait partie de la normalité, alors que dans les organisations criminelles, il n'en est rien. En fait, les enfants y sont parfois récupérés par le groupe, mais c'est loin d'être la règle, car la famille y est protégée, voire tenue dans l'ignorance des activités criminelles.





## Chapitre 4

### *Folk et people : symboles et sous-culture*

*Les marques, les équipes sportives et collégiales, les couleurs, les signes de la main, les tatouages, les graffitis... tout est utilisé pour le bénéfice du gang et fait partie de leur identité.*

Entrevue, Montréal, 2007

Aux États-Unis, il existe deux grands regroupements dans le monde des gangs de rue : celui de la People Nation et celui de la Folk Nation. On retrouve ce genre de regroupements au Canada, mais ils sont beaucoup plus présents aux États-Unis. Les gangs de rue qui font partie de la People Nation s'identifient grâce à la couleur rouge. Les Bloods et les Vice Lords en font partie. Les graffitis et les tatouages de ces groupes sont, notamment, une étoile à cinq pointes et un lapin aux oreilles dressées (*Straight Rabbit Ears*). Les gangs de rue de la People Nation se sont approprié les symboles suivants : les mots *outlaws* et *pirus*. Le gang de rue *pirus* est à l'origine des Bloods, anciens alliés des Crips devenus ensuite les Bloods. Ces *pirus* sont donc les ancêtres des Bloods. Les gangs de rue de la People Nation portent aussi les lettres CK (Crips Killers, ou tueur de Crips), une pyramide, une demi-lune, un fantôme, une tête de mort, une couronne à l'endroit (*Right Side Up Crown*) avec des pointes (trois ou cinq). Une couronne à cinq pointes fait référence au gang de rue Latin Kings. Enfin, les membres des gangs de rue de la People Nation portent tout à gauche : casquettes, foulards, bijoux,

et ils se rasent complètement le sourcil gauche, ou laissent quelques poils formant trois points. Ce n'est pas une mode, c'est le signe d'identification de la People Nation.

La Folk Nation a elle aussi ses symboles, que l'on retrouve dans ses tatouages et ses graffitis : les couleurs bleu et noir, une étoile à six pointes, une fourche dressée vers le haut (*Pitch Forks Pointed*), les lettres GD (*Gangsters Disciples*), et ZZ, le signe nazi (les gangs néonazis font partie de la grande alliance de la Folk Nation), les lettres CUZ, BK (Bloods Killers, ou tueurs de Bloods), PK (Pirus Killers, ou tueurs de Pirus, donc de Bloods), MOD, ou Crips. Les Crips font partie de la Folk Nation. Lorsqu'il y a guerre de graffitis, chaque groupe tente d'insulter le groupe ennemi en profanant ses symboles (*disrespect*). Dessiner une couronne à l'envers (*Upside Down Crown*) est un manque de respect envers les membres de la People Nation. Biffer, barbouiller une fourche dressée vers le haut, ou en dessiner une qui pointe vers le bas, c'est insulter les membres de la Folk Nation. Biffer des étoiles (*Dallas Stars*) à cinq pointes, ou ajouter une pointe, est une insulte des gars de la Folk Nation envers ceux de la People Nation. Biffer le C (Crips) et le remplacer par un B (Bloods), ou vice-versa, est une autre manière d'insulter l'adversaire et de marquer son territoire. Souiller un graffiti, ou le dessiner à l'envers, ou le barbouiller, constitue l'insulte suprême, le *put down*. Généralement, après avoir profané un graffiti le gang qui a commis les déprédations dessine ses propres symboles afin de souligner sa supériorité. Enfin, les membres de la Folk Nation portent tout à droite : casquettes, foulards, bijoux, etc. Ils se rasent le sourcil droit. Ils vont jusqu'à arracher les dents de gauche de leur peigne ! Les gars de la People Nation font la même chose, mais dans le sens contraire. Par ailleurs, les membres des gangs aiment porter des perles de couleur, bleues, noires ou rouges selon leurs allégeances. Ils les joignent à leurs tresses, les portent sur une chaîne, un porte-clé, un bracelet. Ils portent des bandanas et des casquettes dont la couleur est en accord avec leurs allégeances. Les lacets de leurs espadrilles sont rouges ou bleus.

À partir de ces grands regroupements de gangs – et des symboles qui s'y rattachent –, la doctrine des Crips, des Bloods, de la

MS13 et de la Pandilla 18 s'élabore de la même manière, à quelques différences près, dans tous les territoires : villes, régions, pays où sévissent les cliques. Chaque gang s'inspire du principe de cette division en formant deux grands groupes. Comme me le faisait remarquer un de mes informateurs, la pratique du catholicisme est la même partout, à quelques différences près.

Dans les pénitenciers fédéraux canadiens, les membres des gangs n'ont pas le droit d'afficher leurs couleurs, mais ils ont recours à diverses astuces pour le faire, car s'afficher, c'est s'imposer aux autres groupes criminels. Par exemple, ils colorent en rouge ou en bleu l'intérieur d'une poche et, lors de leur promenade dans les espaces communs des établissements carcéraux, comme la cour, ils montrent prestement l'intérieur de cette poche aux autres membres de gangs – à l'insu des gardiens. Bien entendu, la poche colorée est à droite ou à gauche selon qu'ils appartiennent à la Nation People ou à la Folk Nation. Ils communiquent entre eux avec des signes de la main. Ils font aussi des graffitis dans les toilettes – graffitis que le Service correctionnel canadien enlève immédiatement.

Comme je l'ai dit plus tôt, les membres des gangs ont différentes façons de communiquer entre eux, que ce soit à l'aide de graffitis, de signes de la main, de codes secrets ou de tatouages. Certains graffitis composés de chiffres ne sont pas anodins : le nombre 187, qui fait référence à l'article du Code criminel de la Californie sur l'homicide, signifie qu'une personne a été tuée à tel endroit, ou que la vie d'un individu ne tient plus qu'à un fil. Le nombre 31 veut dire : *I'm Blood* ; 031 : *Love for Blood* ; 404 : *Send money*. Le graffiti « INF » (*In Full Effect*), suivi du nom du gang, signifie que ce gang domine dans le territoire où il s'est formé. Les membres des gangs utilisent également les logos et les noms de grandes marques, d'équipes sportives, notamment de baseball, de basket-ball et de football, ou encore d'équipes de collège pour communiquer entre eux, pour s'identifier, ou pour signaler leur présence aux gangs rivaux. Pour s'identifier, ils ont recours à des vêtements généralement à la mode chez les adolescents,

qu'ils portent afin de ne pas éveiller les soupçons du commun des mortels, mais qui, grâce aux marques, en imposent aux autres gangs. J'ai choisi d'en parler, car il m'apparaît fondamental que parents et intervenants connaissent ces éléments importants de la sous-culture des gangs d'Amérique du Nord – ce qui leur permettra d'agir, si nécessaire, auprès de leur adolescent.

Les membres des Crips portent des espadrilles et des vêtements de marque NIKE (*Nigger Insane Killing Everybody*, ou «nègre fou qui tue tout le monde») et ont adopté les couleurs bleu et noir de cette marque. Ils portent aussi les espadrilles ADIDAS bleues, (*All Day I Disrespect All Slobs*, ou «je manque de respect aux Slobs à longueur de journée»). «Slobs» est un mot irrespectueux pour nommer les Bloods. Les Crips surnomment également les Bloods «Blops» ou «Sloks»; tandis que les Bloods surnomment les Crips, «E-Rickett's». Autrement dit, quand les Bloods veulent se moquer des Crips, ils portent des NIKE (*Nigger Insane Killing E-Rickett's*, ou «nègre fou qui tue les E-Rickett's», donc les Crips). Les Bloods se sont également approprié la marque REEBOK (*Respect each and every Blood OK*, ou «respecte chaque Blood et tous les Bloods, OK») et CALVIN KLEIN, pour le CK de *Crips Killers*, ou «tueurs de Crips», ainsi que les espadrilles de COLUMBIA KNIGHTS, ou CK, pour *Crips Killers*. Par ailleurs, les Crips portent d'autres marques, par exemple les espadrilles BRITISH KNIGHTS pour le BK de *Blood Killers*, ou «tueurs de Bloods», et la marque K-SWISS (*Kill Slobs When I See Slobs*, ou «je tue des Slobs chaque fois que j'en vois»), ou encore la marque PELLE PELLE (le PP de *Pirus Persecutor*, ou «persécuteur de Pirus», donc de Bloods). Enfin, ces grandes familles s'affublent de vêtements à l'effigie des équipes sportives. Chez les Crips, ce sont les Giants de New York pour les couleurs bleu et blanc, mais aussi pour le mot «Giants» qui, pour eux, veut dire: *Going Insane All Night Toward Slobs* (ou «je poursuis les Slobs comme un dingue toute la nuit»); les Raiders d'Oakland pour «Raiders», qui veut dire pour eux: *Remember After I Die Everybody Runs Scared* (ou «n'oublie pas qu'après ma mort tout le monde crèvera de peur»); les Cowboys de Dallas pour «Cow-

boys», qui veut dire: *Crips Out West Bangin on you Slobs*, ou «les Crips de l'Ouest vont vous faire la leçon, à vous les Slobs») et les Chicago Bulls pour le C de Crips et la première lettre de Chicago. Les Crips de Montréal, notamment les 67 (Saint-Michel), portent le costume de l'équipe de hockey des Canadiens de Montréal, pour le C de Canadiens, qui fait référence au C des Crips, ou encore des Expos de Montréal pour la couleur bleue (couleur des Crips) de leur casquette et le M de Montréal, et pour Expo 67 (Exposition universelle de 1967 de Montréal), 67 étant le nom du gang. D'autres marques ou équipes sportives inspirent également les signes d'identification des gangs, notamment MAGIC, qui veut dire pour eux: *Murder All Gangsters in Chicago* (ou «tue tous les gangsters de Chicago»), MICHIGAN, pour le M (*eme* en espagnol) de Mexican Mafia, et les espadrilles CONVERSE ALL STAR, pour l'étoile à cinq pointes symbolisant la People Nation.



## Chapitre 5

### Les gangs de rue dans l'armée américaine

*Bloods, Crips, Black Disciples, Gangster Disciples, Hells Angels, Latin Kings, The 18th Street Gang, Mara Salvatrucha (MS13), Mexican Mafia, Nortenos, Surenos, Vice Lords, tous les grands gangs américains sont représentés au sein de l'armée, et jusque sur les théâtres des opérations, notamment en Irak. Autrement dit : l'armée comme alternative à l'incarcération, ou pour avoir accès à des armes de guerres [...]. Quels que soient les objectifs visés, l'entraînement militaire permet aux membres de gangs vétérans de la guerre d'Irak de mettre en pratique leur « savoir faire » dans les rues étasuniennes.*

Gang-Related Activity in the US Armed Forces Increasing,  
janvier 2007

**S**elon un rapport du National Gang Intelligence Center datant du 12 janvier 2007, dans lequel les informations proviennent notamment du FBI et d'autres sources (police militaire et autres corps de police), il y a des membres de gangs de rue dans l'armée américaine. Même si cela ne représente qu'une partie minime des effectifs de l'armée, il n'en reste pas moins que, depuis 2003, on constate une augmentation du nombre de ces membres. Les données varient énormément selon les sources d'information. Les chiffres les plus conservateurs font état de plus de 300 membres de 43 gangs de rue différents. On peut donc se demander si les Forces armées



canadiennes sont également aux prises avec ce problème. Les maigres informations que j'ai pu obtenir me portent à croire qu'elles ne sont pas encore aux prises avec ce problème, mais d'autres renseignements indiquent que les gangs de rue et le crime organisé s'intéressent de près aux Forces armées canadiennes. Pour le moment, je n'ai aucune donnée officielle pour corroborer cette information, mais les Forces armées canadiennes pourraient être une cible d'infiltration de choix pour ces groupes criminels, compte tenu de l'abondance des armes, de la possibilité de voyager dans le monde (donc d'étendre les réseaux au niveau mondial), de l'ampleur des informations disponibles et de l'apprentissage de techniques de combat.

Ce phénomène qui sévit dans l'armée étasunienne a été mis au jour par les nombreuses enquêtes et arrestations de soldats qui avaient commis des délits, comme des vols, du trafic de drogue et d'armes militaires, des agressions et des meurtres. Par ailleurs, certains membres de gangs arborent leurs tatouages, se font prendre en photo en groupe, ou seuls, en faisant un signe particulier de la main, et certains ont le culot de dessiner leurs graffitis sur des tanks de l'armée américaine. En Irak, par exemple, on a identifié grâce à des graffitis la présence de membres des Black Disciples, des Gangster Disciples, des Hells Angels, des Latin Kings, de la Mexican Mafia (*La Eme*), des Nortenos et des Surenos dans l'armée. On rapporte aussi la présence de graffitis dans des bases militaires allemandes, italiennes et japonaises. Les graffitis des Gangster Disciples et des Latin Kings ont été repérés en Allemagne. Selon les sources d'informations de la National Gang Intelligence Center, les motards criminalisés, que ce soit les Hells Angels ou les Bandidos, s'intéressent aussi à l'armée, dans laquelle ils se font enrôler afin d'y recruter des membres. Un membre des Hells Angels, lieutenant-colonel de l'Illinois, a servi en Irak, et un militaire a été recruté par les Hells Angels en 2006 après son retour de la guerre.

Parmi les gangs identifiés, on peut parler de groupes majeurs et bien connus du milieu criminel : les Bloods, les Crips, les Black Disciples, les Gangster Disciples, les Hells Angels, les Latin Kings, la Pandilla 18, la Mara Salvatrucha (MS13), la Mexican Mafia, les

Nortenos, les Surenos, les Vice Lords et plusieurs gangs néonazis. En 2004, le FBI et la police d'El Paso identifiaient, au Texas, à la base de Fort Bliss, 40 militaires membres de la Folk Nation, impliqués dans le trafic de drogue et dans des vols, des agressions, des vols à main armée, ainsi que dans un homicide. En 2005, près de 130 gangs de rue et groupes d'extrême droite ont été identifiés dans les bases militaires de Fort Lewis (Washington). En 2006, un membre du gang Latin King de Milwaukee, a été engagé dans les marines, malgré une accusation de racket. On l'y a accepté parce qu'il n'avait pas encore été condamné. Au cours de la même année, des membres de la MS13 ont été recrutés par la base militaire de Fort Lewis (Washington) après que leur chef s'est fait incarcérer. Selon certaines informations obtenues lors de mon enquête au Salvador sur les gangs de ce pays, j'ai appris que, depuis 2005, des membres de la Mara Salvatrucha tentent d'infiltrer les forces aériennes et l'infanterie des forces armées salvadoriennes. Leur objectif est de se procurer des armes militaires, de développer des techniques de combat sophistiquées, et de recruter des taupes dans les lieux où se prennent les décisions importantes. Certaines cliques bien implantées seraient impliquées dans le vol de navires, le chantage politique, l'enlèvement de membres de familles riches et de personnalités politiques. Ce phénomène est également présent dans l'armée étasunienne, où la présence de la MS13 est de plus en plus inquiétante.

Des membres de gangs de rue enrôlés dans les forces armées étasuniennes ont été identifiés dans les armées de terre, de l'air, de mer, dans les marines, dans la garde nationale et dans l'armée de réserve. Ces individus se sont enrôlés pour perfectionner leurs techniques de combat, ou pour avoir le « plaisir » de tuer des races inférieures – à l'instar de certains membres de groupes nazis en Irak. En outre, ils s'éloignent ainsi de gangs rivaux qui veulent leur faire la peau, ou se soustraient à la police. L'armée est également une alternative à la prison. Ces individus y bénéficient d'un enseignement appréciable et gratuit, notamment dans les premiers soins et les techniques médicales. Ils ont accès à une foule d'armes militaires et apprennent comment on les fabrique. Sur le plan criminel, ils

deviennent donc encore plus efficaces et plus dangereux, ce qui pose un réel problème à la sécurité publique des États-Unis, mais aussi aux pays où ces individus opèrent impunément sous le drapeau étasunien.

Ce problème contribue à une expansion de ces gangs, et non des moindres, dans les zones de guerre où se trouvent les troupes américaines, mais aussi dans des pays où leur armée a des bases militaires ou des ententes d'échanges de services. Les risques sont énormes pour certains pays étrangers, comme l'Irak ou l'Afghanistan (source mondiale d'opium). D'une part, ces pays pourraient être accablés par une nouvelle forme de criminalité en raison de la création de gangs (succursales) – criminalité contre laquelle ils ne sont pas équipés politiquement, législativement, socialement et économiquement; d'autre part (surtout dans des pays d'Europe), ils pourraient assister à une mutation de leurs propres bandes urbaines en une forme plus organisée et plus criminalisée. Par effet boomerang, la création de «succursales» dans ces pays pourrait contribuer à l'établissement de liens commerciaux, notamment dans le trafic de drogue et humain. Par ailleurs, dans l'armée, ces individus sont entraînés aux nouvelles guerres de style guérilla – techniques de combats bien adaptées aux guerres de rue, qu'ils pourraient mettre à profit lors de leur retour à la vie civile. Les camps militaires sont également des lieux de recrutement, où les membres de gangs trouvent un bassin d'enfants de militaires (de futurs membres potentiels) qui se sentent seuls et isolés. En outre, ils y ont accès à des armes de combat et à des explosifs. On leur apprend même à fabriquer des bombes. Il est clair que cet apprentissage leur permettra d'être plus organisés, plus sophistiqués et plus efficaces sur le plan des techniques de survie et de guerre, comparativement à leurs ennemis, que cela soit des gangs adverses ou des forces de police.

Par ailleurs, faire partie de l'armée n'élimine en rien les activités criminelles. On rapporte plusieurs trafics et délits aux abords des bases militaires impliquant des membres de gangs de rue: trafic de drogue et d'armes, vols, fusillades au volant (*drive-by-shooting*), agressions, vandalisme, extorsion, blanchiment d'argent, etc. La

présence des gangs contribue ainsi à une augmentation de la criminalité dans les bases militaires. En 2006, un membre de gang incarcéré, soldat dans l'armée, a dénoncé la présence d'environ 60 à 70 militaires affiliés à des gangs de rue dans son unité. Ces individus avaient commis des vols d'armes et d'équipements militaires. Imaginez, dans un pays en guerre comme l'Irak, ce que le cocktail entre gangs de rue, crime organisé et terrorisme peut faire comme dégâts ! Imaginez l'afflux de drogue, la corruption et la violence dans ce pays instable ! Imaginez ce que peut faire l'opium associé aux gangs de rue, au crime organisé et au terrorisme en Afghanistan ! Hélas, la présence de membres de gangs de rue dans l'armée américaine, bien que très documentée, est loin d'être résolue, et l'armée n'est pas prête à lutter efficacement contre ce phénomène.

La lutte contre les gangs de rue ne peut malheureusement pas se faire dans notre petit carré de sable, et les erreurs des États-Unis auront inévitablement des conséquences chez nous. Il ne faut donc pas se faire d'illusion : le phénomène des gangs de rue est un cancer qui se propage dans toute l'Amérique du Nord, et même dans des parties du monde où il n'existe pas encore. Le plus inquiétant dans tout cela, c'est que les gangs de rue sont des caméléons qui prennent la couleur des pays, des villes, des régions où ils veulent s'installer. En conséquence, n'y aurait-il pas lieu de redouter que, dans des pays où des groupes dits terroristes font partie du paysage quotidien et ont pignon sur rue, les gangs de rue développent des partenariats, des amitiés, des affinités ? Allons-nous assister à une alliance entre gangs de rue et groupes dits terroristes, comme les gangs l'ont déjà fait avec certaines organisations criminelles ? Verrons-nous émerger des groupes hybrides, où se mêlent une culture de gangster et des méthodes terroristes ? Ou verrons-nous naître une idéologie politique qui s'exprimera par la violence épaulée par les façons de faire des gangsters, unis par des échanges économiques et des structures communes ? Tout est possible !



## Chapitre 6

### Le commerce de la drogue

*Un nombre sans précédent de réseaux transnationaux de production, de fabrication et de distribution de drogue se forment actuellement au Canada. Leurs répercussions se font sentir dans nos quartiers, où la corrélation entre la drogue, les armes à feu et les gangs de rue est maintenant très nette.*

Chef William Blair du Service de police de Toronto,  
Rapport du SCRC, 2008

**L**e trafic de drogue est le marché le plus important et le plus lucratif pour les groupes criminels. Que ce soit le crime organisé traditionnel, les motards criminalisés ou les gangs de rue, tous y trouvent leur compte. Les réseaux de trafiquants sont multiples et diversifiés. On en démantèle un, dix autres apparaissent! De la plantation à la distribution, en passant par la fabrication, l'importation et l'exportation, les groupes criminels se partagent les marchés canadiens sur les plans local, régional, national et international. Selon nos informations, une large proportion de groupes criminels se partage la distribution des stupéfiants, mais seule une minorité s'occupe de la production, de l'importation et de l'exportation. On peut dire que cette minorité fait partie de ceux qu'on appelle les « grossistes ». En 2007, le Service canadien de renseignements criminels (SCRC) estimait que 80 % des groupes criminels canadiens s'occupaient du trafic dans la rue, tandis que les autres étaient plutôt impliqués dans la distribution en gros, l'importation et la production mondiale.

Pour vous donner une idée de l'ampleur de ce commerce, les forces de police canadiennes ont saisi, en 2006, l'équivalent de 2,3 milliards de dollars en drogues diverses au Canada. À eux seuls, les dérivés du cannabis (marijuana, haschisch) représentaient 1,8 milliard de dollars au détail et 93 % des saisies. Imaginez le nombre de milliards de dollars introduits sur le marché légal par le moyen du blanchiment d'argent et de tout ce qui n'a pas été saisi. Selon les rapports de 2007 et de 2008 du SCRC, Montréal, le sud de l'Ontario et le Lower Mainland (les basses terres continentales) de la Colombie-Britannique sont les régions les plus actives sur le plan du commerce de la drogue – notamment la cocaïne, le crack, l'ecstasy, les dérivés du cannabis, l'héroïne, la méthamphétamine, et d'autres opiacés. Compte tenu de la demande, la cocaïne et les dérivés du cannabis restent des marchés en importance au Canada, qui demeure un des grands producteurs mondiaux d'ecstasy. Rappelons que la drogue la plus vendue au monde est le cannabis. C'est le principe de l'offre et de la demande, source profonde du problème! Pourtant, 5 % seulement de la population mondiale de 15 à 64 ans consomme de la drogue. On constate que le commerce mondial des stupéfiants, qui génère des milliards de dollars pour les groupes criminels et coûte des milliards de dollars aux États sur les plans de la répression, de la prévention et de la réhabilitation, sert une clientèle représentant à peine 5 % de la population mondiale!

La croyance que le monde est rempli de toxicomanes et qu'il est impossible d'éradiquer la drogue est un mythe.

## L'ECSTASY

Le marché de l'ecstasy a connu une montée fulgurante au Canada et en Amérique du Nord depuis l'apparition, à la fin des années 90, de la culture *rave*<sup>6</sup>. L'ecstasy, qui provenait d'Europe, n'existait même

---

6. La culture rave est née à Londres dans les années 80. Elle se caractérise par des nuits où l'on danse sur de la musique techno. L'ecstasy y est omniprésente.



pas en Amérique du Nord, car il n'y avait aucune demande pour cette drogue. Depuis, le Canada est devenu un pays producteur et exportateur d'ecstasy à l'échelle mondiale. En outre, malgré la baisse du nombre de raves, le commerce interne de cette drogue n'a guère diminué, en raison d'un élargissement de la clientèle et du nombre de distributeurs, qui ont leurs entrées tant dans les raves que dans les clubs, les fêtes privées, les boîtes de nuit et les bars fréquentés majoritairement par une population jeune.

Les pays clients du Canada sont principalement les États-Unis – qui produisent très peu d'ecstasy et uniquement pour la consommation locale –, l'Australie et le Japon. En quelques années, le marché canadien de l'ecstasy a connu un revirement : de pays importateur et consommateur qu'il était au milieu des années 90, le Canada est donc devenu un important pays producteur et exportateur.

À partir de 2004, les cargaisons de MDMA (nom chimique de l'ecstasy) et les quantités d'ecstasy saisies aux points d'entrée du Canada ont diminué, jusqu'à presque disparaître en 2006, mais d'après un rapport de la GRC de 2006, entre la fin de 2005 et 2006, le Canada a remplacé les Pays-Bas et, dans une moindre mesure, la Belgique comme principale source d'ecstasy, tant pour le marché local que pour son introduction en contrebande aux États-Unis. Le Canada possède actuellement des « superlaboratoires » pour fabriquer cette drogue, et reçoit les produits chimiques nécessaires à sa fabrication de Chine, notamment. Le Canada est reconnu pour sa production d'ecstasy « cocktail », dans laquelle on retrouve plusieurs produits : méthamphétamine, kétamine, caféine, pseudoéphédrine (PSE) et éphédrine. De plus en plus de pilules d'ecstasy contiennent de la méthamphétamine.

La production d'ecstasy est donc entre les mains du crime organisé, et les gangs de rue ont très peu d'intérêt à s'en mêler, sauf, dans une moindre mesure, pour la distribution locale. Même si d'autres groupes du crime organisé, comme les motards et des indépendants, sont impliqués dans ce trafic, le commerce de l'ecstasy est dominé principalement par le crime organisé asiatique, notamment vietnamien, chinois et laotien, en partenariat avec le crime organisé

indo-canadien, qui s'est infiltré dans le transport commercial. L'ecstasy est produite essentiellement en Ontario et en Colombie-Britannique. Les gangs de ces provinces font affaire avec des organisations criminelles de même allégeance dans les pays clients. En 2005, selon une évaluation de 2007 de la menace liée à la drogue, la Drug Enforcement Administration (DEA) faisait état de liens entre des organisations criminelles asiatiques canadiennes et des organisations criminelles chinoises, vietnamiennes et laotiennes installées aux États-Unis, notamment en Californie, dans le Connecticut, en Géorgie, en Illinois, au Massachusetts, au Michigan, au Minnesota, dans l'État de New York, en Caroline du Nord, en Pennsylvanie, au Tennessee, au Texas, dans l'État de Washington et au Wisconsin. Le réseau de circulation de cette drogue est tant terrestre (transports commerciaux et privés), que maritime et aérien.

En 2006, la GRC rapportait plusieurs saisies importantes d'ecstasy dans plusieurs États américains ainsi qu'en Ontario, en Colombie-Britannique et en Australie. En mars 2006, 670 000 comprimés d'ecstasy et 375 kg de marijuana ont été saisis à Blaine (État de Washington), provenant de la Colombie-Britannique. Toujours au mois de mars 2006, 96 000 comprimés d'ecstasy et 36 kg de marijuana ont été saisis à Niagara Falls, dans un véhicule privé en provenance de l'Ontario. En juin 2006, 1,2 million de comprimés d'ecstasy ont été saisis à Melbourne, en Australie, en provenance de la Colombie-Britannique.

## LA COCAÏNE

Le Canada n'est pas un pays producteur de cocaïne, mais il en est un importateur important. La plupart du temps, la cocaïne vendue au Canada provient directement des pays producteurs, comme la Colombie (près de 62 % de la production mondiale), le Pérou (28 % de la production mondiale) et la Bolivie (10 % de la production mondiale). Cette estimation a été publiée en 2007 dans le rapport mondial sur les drogues de l'Office des Nations Unies contre la

drogue et le crime (ONUDC). Même si le Canada est, pour certains pays, notamment l'Australie et, dans une moindre mesure, le Royaume-Uni et le Portugal, un pays de transit pour cette drogue, la distribution locale provient de pays de transit comme la République dominicaine, la Guyane, la Jamaïque, Haïti, le Mexique et les États-Unis. On peut lire, dans un rapport de la GRC de 2006 : « [en] 2006, la majorité de la cocaïne saisie au Canada a transité par les États-Unis par voie terrestre. » En effet, de 2004 à 2006, 1,6 tonne de cocaïne a été introduite au Canada – soit 40 % de l'importation totale canadienne – par la frontière entre le Canada et les États-Unis. Selon l'Évaluation de la menace liée à la drogue de 2007, la grande majorité de cette cocaïne en provenance du Mexique et des Caraïbes est entrée par voie terrestre à partir de centres de distribution situés au Texas ; à Los Angeles et à San Francisco, en Californie ; à Denver, au Colorado ; à Chicago, en Illinois ; à Seattle, à Blaine et à Yakima, dans l'État de Washington ; et à New York. Il y a souvent des échanges de produits entre les groupes criminels canadiens et étasuniens ; on troque notamment de la marijuana ou de l'ecstasy, ou les deux, vers les États-Unis, contre de la cocaïne et des armes à feu. On constate que l'exportation de marijuana vers les États-Unis est souvent associée à l'importation de cocaïne. Échanges et achats sont très courants dans le milieu criminel.

Le transport de la cocaïne de ces pays vers le Canada se fait, comme pour l'ecstasy, par voies terrestre (camions de transport de marchandises, véhicules privés, véhicules tout-terrains, motoneiges, etc.), maritime et aérienne (hélicoptères, avions privés, etc.). Les trafiquants canadiens et étasuniens repèrent bien sûr les points frontaliers les moins surveillés, principalement ceux de la Colombie-Britannique et de l'Ontario, notamment Windsor, Sarnia et Sault Ste. Marie. Depuis quelques années, selon un rapport de la GRC de 2006, on constate qu'une partie de la drogue qui entre au Canada passe aussi par la frontière albertaine.

Le marché interne de la cocaïne met en scène toutes sortes de groupes criminels impliqués dans l'importation, la distribution et la revente en gros. On trouve dans ce commerce des membres du

crime organisé traditionnel (clans italien, latino-américain, asiatique et indo-canadien), des motards criminalisés et des gangs de rue. Les organisations criminelles mexicaines, colombiennes et dominicaines qui fournissent les États-Unis approvisionnent également le Canada par l'entremise des organisations criminelles canadiennes ou d'intermédiaires indépendants. La mafia mexicaine contrôle la distribution de cocaïne dans l'Ouest des États-Unis et fournit également des groupes criminels en Colombie-Britannique, en passant par la Californie. En outre, le cartel de Cali et la mafia dominicaine fournissent non seulement le Nord-Est des États-Unis, mais également les provinces canadiennes de l'Est. Les Hells Angels et la mafia italienne peuvent soit s'approvisionner directement dans les pays source, soit faire affaire avec des intermédiaires indépendants qui ont des contacts directs dans les pays source, ou avec d'autres intermédiaires aux États-Unis. Le plus bel exemple est le réseau du trafiquant colombien notoire Mauricio Jaramillo Correa, actuellement incarcéré aux États-Unis. Selon certaines sources, ce dernier est considéré comme un *operador*, un membre actif des FARC, les Forces armées révolutionnaires de Colombie (*Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia*), qui demeurent l'une des organisations criminelles colombiennes les plus puissantes quant à la production, à l'exportation et à la distribution de cocaïne. Les FARC contrôlent près de 80 % des territoires cultivés dans ce pays et sont les premiers fournisseurs de tous les cartels de Colombie.

Selon nos informations, Correa avait des contacts à Montréal qui lui servaient d'intermédiaires et s'occupaient de fournir en cocaïne les Hells Angels et le clan italien. En fait, la cocaïne partait de la Colombie vers le Mexique et passait la frontière entre le Mexique et les États-Unis par voie terrestre vers le Texas. Ensuite, la drogue était livrée à une organisation criminelle dominicaine de New York, et les intermédiaires canadiens de Correa allaient la chercher par voie terrestre pour la distribuer ensuite à leurs clients montréalais (les Hells Angels et le clan italien), et torontois.

Au Canada, le commerce en gros de la cocaïne est essentiellement dominé par le crime organisé, même si quelques gangs de rue

ont leurs propres réseaux d'importation. Certaines bandes de Montréal qui ont des contacts à Haïti, en Jamaïque, en République dominicaine et aux États-Unis, n'achètent pas nécessairement leur cocaïne du crime organisé. Cependant, même si les gangs de rue sont impliqués dans le trafic de la cocaïne, de la marijuana et d'autres drogues comme l'ecstasy ou la méthamphétamine, le crack demeure le produit le plus vendu par ces groupes criminels. Le crack est un dérivé de la cocaïne, et le commerce de cette drogue est dominé par les gangs de rue. Cette drogue est autant vendue dans la rue que dans des appartements appelés *crack house*. Les gangs de rue ont également recours à un autre moyen de distribution, appelé *dial-a-dope* ou « vente sur appel ». Le client appelle sur un cellulaire jetable afin qu'on lui livre la marchandise. Cette méthode est davantage utilisée par les gangs de rue de l'Ouest canadien. Au Québec, en Ontario et dans les provinces de l'Atlantique, les gangs de rue se livrent à leur trafic dans des territoires bien définis.

Les réseaux commerciaux sont donc variés et multiples. Toutefois, on constate que trois provinces fournissent tout le territoire canadien : la Colombie-Britannique, l'Ontario et le Québec. La cocaïne part de grands centres urbains pour être distribuée dans les régions et les petites localités. Des groupes criminels peuvent avoir des échanges interprovinciaux en partant d'une des trois provinces de coordination. Certains groupes du crime organisé qui, initialement, se spécialisaient dans un certain type de drogue, peuvent réinvestir dans la cocaïne et profiter de leurs alliances pour s'emparer d'une part du marché. Par exemple, on sait que si le crime organisé asiatique se spécialisait surtout dans l'ecstasy, il s'est embarqué depuis 2006 dans l'importation de cocaïne via les États-Unis, en collaboration avec le crime organisé indo-canadien, bien implanté dans l'industrie légale du camionnage. Avoir des amis dans le camionnage peut faciliter l'entrée de drogues en provenance de nos voisins du sud. La cocaïne sort des États-Unis, est acheminée en Colombie-Britannique, passe ensuite par l'Ontario, et termine son périple au Québec, dans les lieux de distribution de Montréal. Les réseaux sont aussi diversifiés qu'il y a de groupes

criminels au Canada. D'où la complexité du démantèlement de ces réseaux qui, lorsqu'ils sont affaiblis lors d'arrestations policières, se remettent très vite sur pied.

La nature a horreur du vide, le monde criminel aussi!

## LA MÉTHAMPHÉTAMINE ET LES PRÉCURSEURS CHIMIQUES

Le Canada est un pays producteur et exportateur de méthamphétamine. La méthamphétamine n'est pas la drogue la plus consommée, et les groupes criminels qui la fabriquent et la distribuent pourvoient presque totalement à la consommation interne. Cependant, depuis quelques années, la méthamphétamine gagne en popularité. D'après un rapport de la GRC de 2005, elle est vendue comme de l'ecstasy dans les raves et dans les clubs, ou bien elle est mélangée à d'autres drogues comme la cocaïne et la marijuana.

La fabrication massive de méthamphétamine dans les «superlaboratoires» canadiens permet d'approvisionner essentiellement les marchés internationaux. Des saisies ont notamment été faites en 2007 au Japon, en Australie, en Nouvelle-Zélande, en Chine, à Taiwan, en Inde et même en Iran. En dépit du fait que les États-Unis sont de gros consommateurs d'ecstasy, le marché canado-étasunien de la méthamphétamine est limité; toutefois, d'après un rapport du Service canadien de renseignements criminels de 2008, il ne demande qu'à se développer. En fait, les groupes criminels étasuniens se fournissent davantage dans les «superlaboratoires» mexicains et les petits laboratoires locaux. Dans ce cas, le commerce avec les États-Unis est terrestre. Il est postal, aérien et maritime avec les pays plus éloignés.

Au Canada, la plupart des «superlaboratoires» se trouvent en Colombie-Britannique et en Alberta. Ils sont sous la mainmise du crime organisé asiatique et des gangs autochtones, qui distribuent la drogue dans les réserves et les centres urbains. On a également signalé la présence du crime organisé indo-canadien dans le trafic



d'éphédrine, ingrédient importé de l'Inde, utilisé dans la fabrication de méthamphétamine. Le crime organisé asiatique est impliqué dans l'importation d'éphédrine de Chine. Cependant, depuis quelques années, on constate un certain déplacement de ce trafic vers l'est, entre autres depuis le démantèlement de «superlaboratoires» en Ontario et au Québec lors d'opérations policières. Au Québec, ce sont notamment les Hells Angels qui possèdent une partie de ces «superlaboratoires» et qui commercent avec des trafiquants indépendants. En Ontario, ce trafic implique non seulement les Hells Angels, mais aussi les organisations criminelles asiatiques et indo-canadiennes. Jusqu'à présent, aucune information ne porte à croire que les gangs de rue – à part les gangs autochtones de la Colombie-Britannique et de l'Alberta – sont des joueurs majeurs dans la production et la distribution de méthamphétamine. Certaines cliques peuvent en vendre sur le terrain, mais ce n'est pas leur drogue de prédilection. Les gangs préfèrent le crack, la marijuana et la cocaïne.

En 2005, la GRC a rapporté le démantèlement de 29 laboratoires où l'on fabriquait de la méthamphétamine. Ces laboratoires produisaient tant pour la petite distribution aux indépendants que pour les gros acheteurs. Après la Colombie-Britannique, l'Ontario arrive en deuxième place dans les laboratoires saisis, petits et gros. En décembre 2005, on a saisi à Sydney, en Australie, 46 kg de méthamphétamine cachés dans un bateau à moteur provenant par fret maritime de l'Ontario. En Alberta, le nombre de laboratoires est en diminution. En février 2005, la GRC a fait état du démantèlement d'un «superlaboratoire» à Didsbury (Alberta) appartenant à une organisation criminelle asiatique. On y a saisi 10 kg de méthamphétamine et 100 kg de phosphore rouge. En septembre 2005, à Abbotsford, en Colombie-Britannique, on a démantelé un «superlaboratoire» et saisi 500 litres de méthamphétamine. Par ailleurs, en juin 2006, un «superlaboratoire» a été découvert à Northern Bruce, en Ontario. On y a saisi autour de 35 kg de chlorhydrate de méthamphétamine. Enfin, un autre «superlaboratoire» de méthamphétamine a été démantelé à Surrey, en Colombie-Britannique, en juillet 2006. Et ce n'est que la pointe de l'iceberg!



Les précurseurs chimiques, communément appelés « produits chimiques », font aussi l'objet de contrebande, car ils permettent de fabriquer des produits interdits, comme la méthamphétamine et l'ecstasy. Il est très difficile d'interdire la vente, la distribution, la production, l'exportation et l'importation des précurseurs chimiques, car ils peuvent aussi être utilisés dans la fabrication de produits légaux, comme les parfums, certains produits pharmaceutiques, les diluants et les produits de nettoyage. En janvier 2003, un Règlement sur les précurseurs a rendu obligatoire l'obtention d'une licence ou d'un permis pour la production, l'importation, la vente, l'emballage et l'exportation de précurseurs chimiques qui peuvent servir à la fabrication de drogues comme la méthamphétamine (le crystal meth), l'héroïne, le LSD, la MDMA (ecstasy), la cocaïne et le PCP. De la même manière, les personnes qui veulent exporter des solvants et d'autres produits actifs susceptibles de servir à la fabrication de drogues doivent obtenir un permis d'exportation. Par ailleurs, en novembre 2005, des amendements ont été apportés au Règlement sur les précurseurs, interdisant l'emballage, la distribution, la vente et la production de précurseurs chimiques pouvant servir à la fabrication de drogues – sauf bien évidemment aux entreprises possédant une licence, aux pharmaciens ou aux personnes qui bénéficient d'une exemption du ministre de la Santé pour raisons médicales ou scientifiques. Ces entreprises et ces individus doivent respecter les modalités de leur licence et déclarer tout vol de produits chimiques.

Les précurseurs chimiques les plus courants sur le marché noir sont l'éphédrine, la pseudoéphédrine, le gamma-butyrolactone (GBL) utilisé pour la fabrication de la GHB, communément appelée la « drogue du viol », et le 3,4-méthylènedioxy-phényle-2-propanone (MDP-2-P ou PMK) utilisé pour fabriquer du MDMA (méthylènedioxy-méthylamphétamine), autrement dit l'ecstasy. Deux des groupes qui participent à ce trafic au Canada sont le crime organisé asiatique et le crime organisé indo-canadien. Les précurseurs chimiques proviennent essentiellement de Chine et d'Inde. Parfois, des individus autorisés à acheter ce genre de produits les revendent à

des producteurs de méthamphétamine ou d'ecstasy. En 2006, au Québec, un rapport de la GRC a révélé qu'un étudiant en chimie avait été arrêté lors d'une opération policière au cours de laquelle on avait saisi chez lui 900 kg de phosphore rouge. Cet étudiant vendait ces produits chimiques sur Internet.

## LA MARIJUANA

La marijuana est tirée du cannabis, tout comme le haschisch et le haschisch liquide. En 2006, la GRC évaluait à 160 millions le nombre de consommateurs de ces dérivés du cannabis dans le monde. C'est l'un des commerces les plus importants sur le marché des stupéfiants. La marijuana est sans aucun doute la drogue la plus consommée au Canada, celle que l'on cultive et que l'on exporte en grande quantité. Cependant, le « beurre de cannabis » (incorporation d'air dans de l'huile de hashi, le tout congelé et fumé) et le *cheese* (mélange d'héroïne et de médicaments pour le rhume, fumé ensuite) deviennent de plus en plus populaires dans certaines villes canadiennes, notamment à Vancouver. Au Canada, le marché des dérivés du cannabis est alimenté, majoritairement, par la production locale. L'importation des pays étrangers est minime, même si certains gangs de rue peuvent en ramener des Caraïbes. Reste que la marijuana canadienne est un produit d'excellente qualité et coûte moins cher que les produits étrangers – coût auquel il faut ajouter les frais de transport –, sans parler de l'augmentation des risques aux zones frontalières. L'exportation est donc plus importante au Canada, ainsi que la distribution locale. Selon un rapport de la GRC de 2005, différents corps policiers ont saisi, cette année-là, 7500 plants de cannabis en Saskatchewan, 13 200 plants au Manitoba, 9400 plants en Nouvelle-Écosse, 45 000 plants au Nouveau-Brunswick et 7000 plants dans un bunker de la Colombie-Britannique. Lors de l'opération « Cisaille », la Sûreté du Québec a saisi, cette même année, 700 000 plants et a arrêté 800 personnes. En 2006, 1 749 057 plants et 13 154 kg ont été

saisis lors d'opérations policières ou aux frontières. Une sacrée récolte!

Tous les groupes criminels cultivent, produisent, distribuent, exportent et importent de la marijuana et reçoivent donc une part du gâteau. Cependant, le crime organisé asiatique, notamment vietnamien, la mafia italienne et les Hells Angels restent les principaux joueurs, même si certains indépendants participent à la culture et délèguent la distribution à d'autres. Selon nos informations, le marché de la marijuana est dominé dans l'Est par les motards, le crime organisé traditionnel et certains gangs de rue majeurs, tandis que dans l'Ouest, il est aux mains du crime organisé asiatique (vietnamien, cambodgien), des motards et de certains gangs de rue – dont certains gangs autochtones – qui font de la contrebande avec les États-Unis, entre autres à partir des réserves autochtones. La réserve mohawk d'Akwasasne est un territoire propice à la contrebande transfrontalière, compte tenu de sa situation géographique à cheval entre l'État de New York, la province de Québec et celle de l'Ontario, ainsi que des nombreux cours d'eau présents le long de la voie maritime du Saint-Laurent et des terrains boisés. Le marché de la marijuana est beaucoup plus « démocratique » que celui des drogues dures, qui sont contrôlées par les gros joueurs du marché illicite, comme le crime organisé. Cela s'explique en partie par le fait que le cannabis se cultive facilement et n'importe où. Comme me le disait un jeune membre d'un gang de Montréal : « Ça pousse même dans le garde-robe ! »

Le Québec, l'Ontario et la Colombie-Britannique sont les provinces où l'on cultive le plus de plants de cannabis, même si, depuis 2003, on observe une baisse de la culture en Colombie-Britannique. Ces trois provinces représentent à elles seules 90 % de la production canadienne. Dans les Laurentides et Lanaudière, au Québec, les plants de cannabis sont souvent camouflés dans les champs de cultures légales, parfois même à l'insu des fermiers. Au Québec, les Hells Angels cultivent le cannabis à grande échelle, et certains gangs font pousser les plants dans des bâtiments, des usines abandonnées ou des serres hydroponiques. D'autres gangs de rue importent de la

marijuana de la Jamaïque. Même si le pot québécois est de plus en plus populaire, le *gold* jamaïcain est très prisé au Québec (en 2006, 804 kg de marijuana ont été saisis à la frontière, en provenance de la Jamaïque). En outre, on remarque que les groupes criminels de l'Ouest canadien, en particulier en Colombie-Britannique, préfèrent la culture intérieure, tandis que ceux de l'Est favorisent davantage la culture extérieure.

Selon un rapport de la GRC de 2006, le Canada produit sa propre marijuana, avec une production annuelle se situant entre 1399 et 3498 tonnes métriques. La production est fonction de la demande locale et, dans une moindre mesure, de la demande étasunienne. La demande étasunienne est élevée, mais les consommateurs américains se fournissent en grande partie chez les producteurs locaux et mexicains. La culture de cannabis aux États-Unis se fait essentiellement en Californie, au Kentucky, au Tennessee, en Floride, à Hawaii et dans l'État de Washington. En fait, les groupes criminels canadiens ne peuvent répondre à la grosse demande étasunienne, qui est comblée par les groupes criminels des États-Unis et les producteurs mexicains. C'est pour répondre à cette demande que la production canadienne est en constante augmentation. La plupart du temps, le commerce de la marijuana sert à financer d'autres trafics, comme celui des armes à feu, de la cocaïne et des femmes.

La marijuana entre aux États-Unis à partir du Canada de plusieurs manières : camion, voiture privée, hydravion, etc. Une fois aux États-Unis, elle est expédiée notamment à Los Angeles, à Chicago, à San Diego, à Detroit, à Seattle et à New York. Les trafiquants déploient une foule de stratégies pour faire passer la drogue : les autorités étasuniennes ont découvert des tunnels unissant le Mexique et les États-Unis, qui permettaient aux trafiquants de faire passer des produits illicites. En 2005, les autorités canadiennes et étasuniennes ont démantelé un tunnel d'une profondeur de trois mètres et de 100 mètres de long reliant Lynden (dans l'État de Washington) à Aldergrove (en Colombie-Britannique).

## LE HASCHISCH

Selon les informations de la GRC, le marché du haschisch et du haschisch liquide est limité, et essentiellement concentré en Ontario, au Québec et dans les provinces de l'Atlantique. Toutefois, dans la région de Vancouver, un autre dérivé du cannabis, le *budder*, fait à base de haschisch liquide (avec un pourcentage de THC pouvant atteindre 99,6 %), est très populaire. Le trafic du haschisch est essentiellement aux mains des organisations criminelles qui ont les moyens d'acheter cette drogue en grande quantité. Ils font affaire avec des intermédiaires dans les pays source comme le Maroc et la Jamaïque, puis distribuent la marchandise au Canada. Certaines informations me portent à croire que ce marché est tenu par des groupes mafieux et des gangs de rue ayant des liens avec la Jamaïque, et qui collaborent avec les Hells Angels. Les groupes criminels de Toronto et de Montréal sont plutôt actifs dans ce marché.

Paradoxalement, alors que les groupes criminels canadiens produisent leur propre marijuana pour la consommation locale, et même pour l'exportation, le haschisch, un autre dérivé du cannabis, est importé de pays source comme le Maroc, le Pakistan et l'Afghanistan. Certains pays du Moyen-Orient, d'Asie du Sud-Ouest et d'Afrique sont également des lieux d'expédition ou de transit à destination du Canada. En outre, certains pays d'Europe de l'Est servent de transit pour les conteneurs commerciaux chargés de haschisch en partance pour les ports de Halifax et de Montréal. Ces conteneurs peuvent également, mais dans une moindre mesure, arriver au port de Vancouver pour ensuite se diriger vers Toronto ou Montréal. Même si les saisies sont spectaculaires et que l'on met parfois la main sur plusieurs tonnes de haschisch (en mai 2005, d'après un rapport de la GRC, le *Donegal*, un navire de pêche, a été intercepté au large des côtes de Terre-Neuve-et-Labrador avec six tonnes de haschisch à bord en provenance du Maroc), elles sont moins fréquentes que pour les autres stupéfiants. Le haschisch liquide, quant à lui, provient entièrement de la Jamaïque par voie aérienne, et il passe principalement par l'aéroport international

Pearson de Toronto, en petites quantités et, dans une moindre mesure, par voie maritime, mais en plus grosse quantité. La GRC signale qu'en 2006, la police a saisi 504 kg de haschisch liquide au port de Halifax, dans un conteneur en provenance de la Jamaïque.

## LES OPIACÉS

Parmi les drogues de la catégorie des opiacés, on trouve l'héroïne, l'opium et les médicaments opiacés. L'héroïne est une drogue faite à partir de l'opium, pour laquelle la demande est plutôt faible au Canada. Elle est vendue principalement dans les grands centres urbains, notamment Vancouver, Toronto et Montréal. Actuellement, l'héroïne que l'on trouve au Canada provient de l'Asie du Sud-Ouest, principalement de l'Afghanistan, de l'Inde et du Pakistan. En 2007, la GRC et le Service de police de Calgary ont démantelé la première installation de culture de pavot au Canada. Au cours de l'année 2000, la grande majorité des saisies d'héroïne (près de 93 %) ont été faites en Asie du Sud-Est, notamment au Myanmar, au Laos, en Thaïlande et au Vietnam, mais depuis quelques années, 89 % de l'opium utilisé pour faire de l'héroïne provient de l'Afghanistan. Selon la GRC, en 2005, les principaux pays source et de transit pour l'héroïne envoyée au Canada étaient, en premier lieu, l'Inde et le Brésil. En fait, l'Amérique latine, avec des pays comme le Mexique et la Colombie, est un partenaire important dans ce trafic et pourrait devenir, dans les 10 prochaines années, la principale source d'héroïne au Canada. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : en 2000, l'Amérique latine représentait 2 % des importations d'héroïne au Canada et, en 2005, 38 %. En outre, selon l'Évaluation de la menace liée à la drogue faite en 2007, on a saisi, de 2004 à 2006, aux frontières canadiennes (terrestres et aériennes) 204,1 kg d'héroïne, dont 21 % environ provenaient d'Amérique du Sud, entre autres du Mexique et de la Colombie, et 73 % de l'Asie du Sud-Ouest.

Le marché de l'héroïne étant limité, seuls quelques groupes du crime organisé asiatique, latino-américain, indo-canadien, de l'Asie

du Sud-Ouest ainsi que de la Colombie-Britannique et de l'Ontario s'occupent de sa commercialisation. Ces organisations criminelles redistribuent ensuite l'héroïne aux autres groupes criminels. Les moyens utilisés pour faire entrer cette drogue au Canada sont très variés : avion, véhicules privés et commerciaux, mules, valises à double fond, etc., mais les moyens le plus employés sont la poste et le système de messagerie, qui permettent l'anonymat et l'expédition en petites quantités. L'héroïne en provenance de l'Amérique latine est transportée par voies terrestre et aérienne, tandis que celle qui provient de l'Asie du Sud-Ouest est acheminée par voie aérienne.

Selon un rapport de 2007 de l'ONUDC la production mondiale d'opium de 2007 provient à 92 % de l'Afghanistan. Il y a eu peu de saisies d'opium au Canada, mais on constate une augmentation des saisies d'opium réservé au marché interne. Comme l'héroïne, l'opium n'a pas un gros marché au Canada : un nombre restreint d'organisations criminelles l'y distribuent, ainsi qu'aux États-Unis. Le principal point d'entrée au Canada, mais non le seul, est l'aéroport international de Vancouver. En 2005, 10 saisies totalisant 6,9 kg d'opium ont été faites dans cet aéroport. Il n'en reste pas moins que la poste demeure le moyen d'importation le plus prisé, comme dans le cas de l'héroïne. Les trafiquants ne manquent pas d'imagination quand il s'agit de faire entrer de la drogue au Canada : en décembre 2006, la police des États-Unis a saisi une cargaison d'appareils de cuisson pour chiche-kebabs dans lesquels étaient dissimulés 15 kg d'opium destiné à Montréal. Les réseaux, les pays source et les techniques d'importation sont quelque peu similaires pour l'opium et l'héroïne et l'un étant nécessaire à la production de l'autre. Les pays de transit de l'opium sont, notamment, l'Iran, la Turquie et l'Inde.



## Chapitre 7

# Gangs de rue et prostitution : l'esclavage des temps modernes

*Les idées changent plus vite que les structures,  
les structures changent plus vite que les mentalités  
et une législation [sur la prostitution]  
[...] s'attaque aux mentalités.  
Adaptation libre d'une citation  
de Camille Laurin sur la langue*

**L**es gangs de rue ne sont pas les plus grands joueurs sur le marché transnational de la traite humaine, mais ils sont impliqués dans la traite interne. Ce marché de la chair humaine, qu'il soit transnational ou interne, est davantage dominé par le crime organisé traditionnel, les motards et des trafiquants en tout genre. Cependant, il m'apparaît important d'y consacrer un chapitre, car ce fléau mondial a une influence sur l'industrie du sexe au Canada, notamment sur le marché des enfants et des filles mineures dans lequel certains membres de gangs jouent un rôle majeur de recruteurs et de proxénètes. La grande majorité des victimes de la traite sont vouées à l'exploitation sexuelle, les autres sont destinées au travail forcé, à la guerre et au prélèvement d'organes. Selon le dernier rapport de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC, 2009), l'exploitation sexuelle représente près de 79 % de la traite, comparativement à 18 % pour le travail forcé. La traite est une forme d'esclavage, une violence qui touche majoritairement des femmes et

des enfants, souvent les plus démunis socialement, économiquement et psychologiquement. C'est l'exploitation des uns par les autres ; c'est une atteinte grave aux droits des personnes et à la dignité humaine. Les trafiquants, souvent avec la complicité de certains États ou en raison de la négligence et du laisser-faire de ces derniers, sont extrêmement dangereux. Leurs victimes sont contraintes au silence ou sont tuées.

Le Canada est l'un des pays signataires du protocole de Palerme, ratifié en 2002, qui concerne la lutte contre la traite des personnes. La traite humaine consiste à recruter, à transporter, à héberger, à vendre ou à acheter un être humain à l'intérieur ou à l'extérieur d'un pays en ayant recours aux menaces, à la force brutale, à la contrainte, à la tromperie et à l'abus de pouvoir, dans le but, au minimum, de l'exploiter sexuellement ou de le contraindre au travail forcé. Lorsqu'on achète une jeune fille en Asie et qu'on la revend en Amérique du Nord, c'est de la traite ; il en est de même lorsqu'on recrute une jeune fille ou une femme adulte à Montréal et qu'on la fait danser nue ou se prostituer à Toronto.

## LA TRAITE DES PERSONNES : UN MAL MONDIAL

Selon l'UNICEF (2006), c'est dans les pays les plus pauvres que l'on trouve les plus larges populations d'enfants. Ces derniers sont les premières victimes de la pauvreté, du sida et des conflits armés. Ils sont aussi sujets à la mortalité précoce (avant cinq ans) et ont peu accès à l'éducation. Que ce soit pour le travail forcé ou pour servir de soldats ou d'esclaves sexuels, on estime que, chaque année, 1,2 million d'enfants sont victimes de la traite. Ce chiffre m'apparaît quelque peu sous-estimé puisqu'on dénombre 218 millions d'enfants au travail dans le monde (dans l'agriculture, les mines, les usines ; pour la mendicité et l'aide domestique, etc.), dont 126 millions sont voués à des travaux dangereux. Les Nations Unies font plutôt état de 700 000 personnes victimes de la traite dans le monde, qui rapportent au milieu criminel environ 10 milliards de dollars US

par an. Dans son rapport de 2007, l'ONU DC estimait à 2,5 millions les personnes victimes de la traite et évaluait ce marché à 32 milliards de dollars. En fait, compte tenu de la fluidité de cette criminalité et de sa clandestinité, il est difficile d'avoir des données exactes quant aux nombres de victimes.

Ces esclaves proviennent du monde entier et sont envoyés dans tous les pays, des plus pauvres aux plus riches. Le marché de la chair humaine, surtout celui de l'industrie du sexe, représente le deuxième commerce mondial après la drogue. Vient ensuite celui des armes. Toutefois, c'est la progression du commerce du sexe qui est la plus rapide. En 2005, l'Organisation internationale du travail révélait que 80 % des victimes de la traite sont des femmes et des fillettes; et que de 40 à 50 % du total des victimes sont des enfants. Les femmes et les fillettes représentent 98 % des personnes victimes d'exploitation sexuelle. En 2006, le Fonds des Nations Unies pour la population rapportait qu'environ 50 % des personnes victimes de la traite en vue d'une exploitation sexuelle sont des mineures. En 2001, le Service canadien de renseignements criminels estimait qu'au Canada, l'âge moyen d'entrée dans la prostitution était de 14 ans. En Thaïlande, il est de 9 ans. Dans ce pays, 75 % des hommes sont des prostitués<sup>7</sup> occasionnels ou réguliers. Au Vietnam, la prostitution est une industrie de masse. On estime que plus de deux millions de personnes sont utilisées dans l'industrie du sexe, dont le tiers sont des enfants. La naissance d'une fille, en Inde et au Népal, est une fête, car cette fille va rapporter de l'argent à sa famille (Poulin, 2007/CIFAS 2005).

Les chemins parcourus par ces nouveaux esclaves sont multiples. Le commerce se fait souvent entre pays limitrophes, mais aussi entre pays éloignés. On retrouve des femmes et des enfants d'Asie du Sud-Est en Thaïlande et en Amérique du Nord; des femmes et des enfants africains au Moyen-Orient et dans le Golfe persique; des enfants d'Amérique latine en Amérique du Nord, en Europe et dans les Émirats arabes. Depuis l'effondrement de l'Union soviétique,

---

7. Néologisme. Personne qui prostitue.

des femmes et des enfants originaires d'Europe centrale et orientale sont également victimes de la traite. L'ex-Yougoslavie est devenue une destination privilégiée et un centre important de transit. Les filles des pays de l'Est sont envoyées un peu partout, notamment en Afrique, au Moyen-Orient et en Amérique du Nord (Poulin, 2007/ CIFAS 2005).

Les causes de la traite sont multiples, mais la première reste sans aucun doute la demande. Il est bien évident que s'il existe un marché, c'est parce qu'il y a une forte demande, et ce, au Canada aussi bien que dans le reste du monde. Ce commerce abject des enfants et des femmes est donc alimenté par les consommateurs, complices, et les proxénètes, instaurateurs de cette violence. Cependant, d'autres causes doivent être prises en considération : la pauvreté, la vulnérabilité et la naïveté des enfants, l'opportunisme ou la cupidité de certaines familles, le manque d'éducation, l'impunité des trafiquants et des membres du crime organisé, le chômage, la discrimination dont sont victimes des femmes et des fillettes considérées comme des objets sexuels, la maltraitance, les agressions sexuelles familiales, le tourisme sexuel, les mariages précoces, la légalisation de la prostitution et, enfin, les mythes qui existent dans certains pays, où des gens croient que l'on peut guérir du sida en ayant des rapports sexuels avec une vierge.

En outre, les conflits armés, les catastrophes naturelles, la famine, l'instabilité politique et la corruption contribuent au recrutement des enfants, souvent vendus par les parents, ou enlevés de force. Les orphelinats et les centres qui recueillent des jeunes démunis ou abandonnés sont eux aussi ciblés par les esclavagistes. Les membres de gangs de rue profitent de leurs séjours dans ces centres pour jeunes afin d'y recruter des filles mineures pour leurs réseaux de prostitution. Parfois, ce sont les filles elles-mêmes, prostituées ou danseuses dans des bars, qui recrutent d'autres filles pour le gang auquel elles sont soumises. En général, ces filles se considèrent comme des membres du gang et non comme une marchandise. L'implication des femmes en tant qu'« acteurs » dans le commerce du sexe et la traite de personnes est de plus en plus courante, et on

ne retrouve pas seulement ces femmes dans les gangs de rue. Dans son dernier rapport de 2009 sur la traite, l'ONUDC fait un constat désolant: plus que dans tout autre crime, les femmes sont particulièrement impliquées dans la traite. Plus de 60 % des personnes condamnées en Europe orientale et en Asie centrale sont des femmes, dont la plupart ont été elles-mêmes des victimes. Ces chiffres peuvent s'expliquer de diverses manières: traitement différent réservé aux femmes dans le système judiciaire, raisons financières, syndrome de Stockholm, etc.

On ne peut parler de la traite en vue de l'exploitation sexuelle sans aborder la question de la prostitution et de la violence que subissent les victimes. Viols, agressions physiques, homicide, tortures, menaces, dénigrement, insultes, « dressage », mutilations, viols collectifs, emprisonnement dans des lieux confinés et insalubres sont le lot tragique de ces malheureuses. Que ce soit au Canada ou dans d'autres pays du monde, la prostitution reste intimement liée à la violence.

*Il existe également des lieux d'abattage où la prostituée est vendue quotidiennement à vil prix à une quantité inouïe d'hommes, afin justement de l'abattre, de la briser, de l'anéantir psychologiquement... Ces révélations ne sont malheureusement pas exagérées et font partie de la tragique réalité de ce commerce de femmes et d'enfants. En Thaïlande, des enfants sont sortis d'une cage pour le bénéfice des touristes sexuels. Le propriétaire d'une boîte de nuit du Nord-Est de la Bosnie s'est même installé en plein champ de mines, avec une seule voie d'accès. Les personnes prostituées ne peuvent donc s'évader. Des guetteurs surveillent l'issue.»*

Poulin, 2007/CIFAS 2005, p. 34 et 36

La situation est-elle différente au Canada? Même si les circonstances ne sont pas pareilles, les femmes et les filles prostituées au Canada ont un taux de mortalité 40 fois supérieur à la moyenne nationale, et elles courent 20 fois plus de risques d'être assassinées (Poulin, 2007/CIFAS 2005). La consommation de drogue et les

tentatives de suicide sont très élevées chez ces personnes. Les victimes de ce commerce infâme sont battues, droguées et violées à répétition, tout cela dans le but de briser leur résistance ou leur refus de se prostituer.

## PORTRAIT DE LA TRAITE AU CANADA

Le Canada est un pays de recrutement, de destination et de transit, surtout vers les États-Unis. Le Canada est une destination de tourisme sexuel très prisée par les amateurs, notamment étasuniens et européens. Comme me le disait une de mes sources :

*Un américain m'a dit un jour qu'à Montréal le marché était ouvert et libre. On peut se commander une fille comme une pizza et se la faire livrer où on veut.*

Les femmes et les jeunes filles canadiennes sont également exportées aux États-Unis. Selon des données de 2004 sur la traite humaine du Département d'État des États-Unis, il y aurait, chaque année, de 1500 à 2200 personnes qui seraient victimes de la traite du Canada vers les États-Unis.

Les principaux points de transit et de destination des victimes de la traite interprovinciale et internationale sont les villes de Montréal, Toronto, Winnipeg et Vancouver. La traite est tant interprovinciale que transfrontalière et urbaine. Elle n'est donc pas uniquement internationale, mais aussi interne – que ce soit d'une province à l'autre, d'une ville à l'autre ou d'une région à l'autre. Selon le rapport de 2007 du Service canadien de renseignements criminels, les groupes du crime organisé, notamment ceux du Québec, de l'Ontario et de la Colombie-Britannique, sont impliqués dans la traite des personnes au niveau international, tandis que les gangs de rue sont plutôt actifs dans la traite interprovinciale. On estime qu'environ 600 femmes et enfants entrent au Canada par l'entremise de trafiquants afin de servir dans l'industrie du sexe cana-

dienne, et ce chiffre grimpe à 800 lorsqu'on ajoute celles et ceux qui sont destinés au travail forcé. Ces femmes et ces enfants proviennent d'Asie et des pays de l'ex-Union soviétique. On n'a donc pas besoin d'aller en Thaïlande pour trouver des petits enfants; on peut aussi trouver au Canada de la « marchandise » exotique.

Les victimes de la traite entrent au Canada de manière légale ou illégale. En général, les femmes se voient offrir des emplois saisonniers ou à contrat en tant qu'aides domestiques, serveuses, mannequins, actrices, ou comme danseuses exotiques dans des bars canadiens. Malgré le 12<sup>e</sup> rapport du Comité de la condition féminine déposé en chambre le 27 février 2007 et intitulé « De l'indignation à l'action pour contrer la traite à des fins d'exploitation sexuelle au Canada », auquel j'ai activement collaboré à titre de porte-parole à la Condition féminine, le gouvernement canadien n'a toujours pas aboli les visas pour danseuses « exotiques ». Même s'il était clairement établi que ces visas facilitaient l'exploitation de femmes et de jeunes filles étrangères, le gouvernement canadien a préféré fermer les yeux pour « le bon plaisir de l'industrie du divertissement pour adultes ». Cette ignominie permet l'exploitation sexuelle de femmes étrangères. C'est à se demander d'où, ou de qui, vient cette idée! Qui veut-on favoriser par cette procédure? L'industrie du divertissement pour adultes? La clientèle avide de ce genre de divertissement?

Par ailleurs, certaines femmes entrent dans un réseau de traite en acceptant de se marier avec des Canadiens. Ces derniers peuvent les épouser dans leur pays d'origine ou par correspondance. La victime est donc persuadée, en arrivant au Canada, qu'elle va y trouver un mari avec qui elle va construire un avenir. Mais la réalité est tout autre, et elle comprend très vite qu'elle a été flouée et vendue à un proxénète faisant partie d'un réseau bien établi.

Des enfants qui franchissent la frontière canadienne avec un membre de leur famille, un tuteur ou une personne se faisant passer pour un parent ou un ami, sont vendus, à l'arrivée, au plus offrant. On fait miroiter devant certains adolescents un avenir meilleur, notamment l'accès à l'éducation ou à un emploi. Les techniques de



recrutement des trafiquants à l'extérieur du Canada sont multiples : enlèvements, manipulation, achat de l'enfant à un parent ou dans un orphelinat, récupération d'enfants en fugue, etc.

Bien que certaines victimes de la traite entrent au Canada à la suite d'un enlèvement (ou de menaces, d'un viol, de violence physique, etc.), un grand nombre d'entre elles passent les frontières de leur propre gré et de manière illégale, soit avec un faux passeport, soit avec un faux permis de travail. Il devient alors difficile de faire la différence entre le trafic de migrants (entrée clandestine volontaire de personnes qui payent leur passage pour venir au Canada) et la traite (personnes qui sont introduites au Canada sous la contrainte ou par la tromperie, en vue d'un travail forcé ou d'une exploitation sexuelle). Ces personnes se retrouvent alors dans un pays étranger dont elles ne connaissent pas la langue – le français ou l'anglais – et sont prises en otage par des trafiquants qui les menacent de les dénoncer aux autorités canadiennes si elles refusent de se prostituer. Le trafiquant confisque le passeport et les autres pièces d'identité de sa victime, puis il fait d'elle son esclave sexuelle. Cette dernière est tenue de lui rembourser les dettes supposément contractées pour son passage au Canada. Le scénario est typique : ces femmes et ces jeunes filles sont des produits de consommation et sont traitées comme tels. Les femmes et les enfants étrangers ne sont pas les seules victimes de la traite en vue d'une exploitation sexuelle ; les Québécois et les Canadiens le sont également.

## UN APERÇU SUR L'INDUSTRIE DU SEXE AU CANADA

Comme partout dans le monde, l'industrie du sexe au Canada est florissante. Elle est et demeure un marché majoritairement contrôlé par le crime organisé. Ce qui est également le cas dans les pays où la prostitution a été légalisée. En fait, les proxénètes et les trafiquants de ces pays sont devenus des hommes d'affaires qui contribuent pour une infime partie au PIB de leur pays proxénète. L'industrie du sexe canadienne est sous la coupe des motards, du crime orga-

nisé traditionnel et des gangs de rue. Leur commerce offre tout ce que l'industrie propose : bars de danseuses, agences d'escortes, petites annonces, prostitution de rue, prostitution dite de luxe, pornographie (juvénile et adulte), vente de produits sexuels, production et diffusion de films pornographiques, etc. Au Canada, les proxénètes et les trafiquants sont tant des membres d'organisations criminelles et de gangs de rue que des indépendants.

Selon la Sûreté du Québec, 80 % des clubs de danseuses nues qui sont sous leur juridiction appartiennent à des groupes criminels, souvent sous des prête-noms (Poulin, 2008). Au Québec, les bars de danseuses sont contrôlés par les Hells Angels et le crime organisé traditionnel, notamment le clan italien, la mafia russe et la mafia asiatique. Depuis quelques années, on constate que les gangs de rue commencent eux aussi à avoir des clubs de danseuses. Ils ont compris qu'il fallait supprimer les intermédiaires ! Ces groupes criminels sont impliqués dans l'industrie du sexe qui exploite des adultes et des mineurs. En effet, des femmes et des jeunes filles mineures et, dans une moindre mesure, des jeunes garçons, sont utilisés dans l'industrie du sexe partout au Canada. Selon nos sources, dans la seule ville de Montréal, quelque 300 mineurs âgés de 12 à 17 ans (filles et garçons) font l'objet d'une exploitation sexuelle (pornographie juvénile et prostitution), et plusieurs d'entre eux ont été recrutés au moyen d'un réseau de traite.

Dans son livre *Enfances dévastées, l'enfer de la prostitution* (tome I, 2007), Richard Poulin fait plutôt état de 600 prostitués juvéniles à Montréal. Et Michelle Côté, dans *L'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales – L'initiative du Service de police de la ville de Montréal* (2004), mentionne que le Service de police de Montréal a comptabilisé dans ses dossiers 488 enfants de moins de 18 ans victimes d'exploitation sexuelle. D'autres études affirment qu'il y aurait plus de 1500 mineurs prostitués, filles et garçons. Toutefois, quels que soient les chiffres avancés, un consensus prévaut : 80 % des personnes prostituées affirment avoir commencé avant l'âge de 18 ans. Il faut noter que lorsque des enfants sont intégrés dans l'industrie du sexe, ils sont utilisés tant pour la prostitution que pour la pornographie.

L'industrie du sexe représente des milliards de dollars pour le milieu criminel mondial, et tout autant pour celui du Canada. Selon une source d'information, le Québec demeure, proportionnellement à sa population, la province où l'industrie du sexe est la plus importante en termes d'agences d'escortes, de bars de danseuses, d'agences de danseuses, d'annonces, de bordels, etc. Dans cette province, la présence de cette industrie fait partie de la norme, de la quotidienneté de la vie. On assiste depuis plusieurs années à une banalisation, dans l'espace public, du corps des enfants et des adolescents, notamment des jeunes filles.

*Ce qui est unique chez nous, c'est que c'est si ouvert. Les bars de danseuses sont annoncés à la radio et dans les journaux. Seules les chaînes de télévision gardent encore une petite gêne ! Vendre le corps des femmes et des jeunes filles, c'est banal ! Comme c'est normal, eh bien les filles décident d'aller danser et de se prostituer. Les pimps sont valorisés ! Ils ont juste à cueillir les filles. Pour eux, quand ils voient une femme, quel que soit son âge, c'est de l'argent.*

Entrevue, Canada, 2009

Comment expliquer que Statistique Canada soit capable de faire des études, avec chiffres à l'appui, sur plusieurs phénomènes criminels ou sur la violence (difficilement quantifiable) et qu'elle ne puisse faire une étude chiffrée sur la prostitution et l'industrie du sexe en général ? Combien y a-t-il de personnes prostituées au Canada ? Combien d'agences d'escortes, de bordels, de bars de danseuses ? Parmi les victimes, combien sont passées par un réseau de traite ? Quand on ne sait pas... on ne fait rien pour changer les choses, car le problème n'est pas évident ! Pourtant, il suffit de lire certains journaux pour constater la prolifération des agences d'escortes, des salons de massage érotique, des bordels déguisés. Prenons par exemple le marché de la pornographie. Il est devenu si commun de « voir » l'acte sexuel dans notre monde que les clients exigent de plus en plus de sensations fortes. La pornographie juvénile connaît un essor fulgurant dans le monde et au Canada. L'industrie de la

pornographie juvénile « professionnelle » est contrôlée par les groupes criminels. C'est un marché extrêmement lucratif car la clientèle est énorme. On estime qu'au Canada plus de 65 000 personnes s'échangent, sur Internet, de la pornographie juvénile en photos et en vidéos ! Ce chiffre me paraît très sous-estimé. En février 2009, la police provinciale de l'Ontario démantelait un réseau de production et de distribution de pornographie juvénile qui impliquait 31 personnes dans différentes villes ontariennes. Andrew Stewart, de l'Unité contre l'exploitation sexuelle des enfants de la police ontarienne, affirmait ceci dans le journal *Le Droit* du 6 février 2009 : « Malheureusement, il y aurait des milliers d'enfants [exploités] que l'on n'arrive pas à atteindre, car cela est particulièrement difficile. »

En effet, en 2004, on a trouvé 480 000 sites de pornographie juvénile dans le monde, comparativement à 4 300 sites en 1996. Nonobstant les films, plus d'un million d'images d'enfants agressés sexuellement sont en circulation sur Internet. Des images de plus en plus explicites mettant en scène des enfants de plus en plus jeunes – avec utilisation de la violence. Quant aux films, un grand nombre d'entre eux sont tournés en direct pour le bon plaisir des clients et montrent d'abominables agressions sexuelles sur des enfants de moins de sept ans. En outre, on estime qu'il y a de 50 000 à 100 000 réseaux organisés de pornographie juvénile dans le monde, dont un tiers sévit aux États-Unis (55 % de la production et de la diffusion) et une bonne partie en Russie (23 % de la production et de la diffusion). Un million d'enfants, aux États-Unis, auraient été victimes de ces producteurs de pornographie juvénile, et la situation serait encore plus horrible dans les États de l'ex-bloc soviétique (Poulin, 2008).

## GANGS DE RUE : LES NOUVEAUX JOUEURS DANS L'INDUSTRIE DU SEXE AU CANADA

Le marché de l'industrie du sexe continue à être dominé par les motards et le crime organisé traditionnel, notamment dans les

agences d'escortes et les bars de danseuses. Les salons de massage sont davantage sous la coupe du crime organisé russe et asiatique. Selon une de mes sources, certains bars de danseuses appartenant à des motards se trouveraient dans des immeubles ou des bâtisses appartenant au clan italien. Plusieurs bars de danseuses appartiendraient donc à des motards par l'intermédiaire de prête-noms. Les gangs de rue sont de nouveaux joueurs dans ce marché. Rappelons que, dans les années 80 et 90, les membres des gangs de rue étaient peu impliqués dans l'industrie du sexe et recrutaient sporadiquement pour les motards ou pour d'autres organisations criminelles. Cependant, depuis quelques années, tout a changé : ces groupes ont compris qu'une fille pouvait rapporter gros, à condition de disposer de la logistique, des structures et des réseaux pour ce genre de commerce. Depuis lors, certains gangs possèdent quelques agences d'escortes, des salons de massage et des bars de danseuses. Bien que les gangs de rue restent de petits joueurs dans le marché du sexe, certains groupes majeurs ont réussi à s'imposer et sont devenus des proxénètes d'envergure qui s'occupent de recruter, de déplacer, de vendre et de prostituer des adultes et des mineurs.

*Au Canada, les dossiers (de traite) qui sont devant les tribunaux démontrent l'envergure du problème. Ayant mené pendant six ans des opérations d'infiltration d'organisations criminelles, je peux vous assurer que plusieurs dames sont impliquées dans la prostitution ou dans les bars de danse exotique. Elles ne sont pas là de leur plein gré, elles y sont parce qu'elles sont contrôlées [...]. Pour ce qui est des gangs de rue, les corps policiers de Toronto, de Vancouver et surtout de Montréal ont constaté que plusieurs sujets sont impliqués dans le contrôle des filles prises pour faire de la prostitution. S'ils ne sont pas membres d'un gang de rue, ils y sont directement associés. C'est un crime qui est de plus en plus contrôlé par les gangs de rue. [...] C'est davantage ce qu'on appelle un shifting de responsabilités entre les organisations*

*criminelles. Une certaine stratification se fait entre les organisations, mais les gangs de rue sont de plus en plus impliqués. Ils font du recrutement et gèrent cette activité.*

Michel Aubin, directeur des Opérations fédérales  
et internationales de la Gendarmerie royale du Canada,  
Comité permanent de la justice et des droits de la personne,  
40<sup>e</sup> législature, 2<sup>e</sup> session, 8 juin 2009

Lorsque l'organisation des gangs est cellulaire, chaque groupe est indépendant et gère son propre réseau, mais chaque membre peut avoir sa propre écurie de « travailleuses ». Il n'en demeure pas moins que certains de ces individus sont en contact. Comme me le disait un membre d'un gang de Montréal : « *Dans ce commerce, tout le monde connaît tout le monde.* » Les réseaux sont multiples, mais si un gang de Toronto veut déplacer une de ses filles à Montréal, il lui faut d'abord établir des contacts. On n'entre pas dans une ville sans droit de passage, à moins d'y avoir placé des pions. La majorité des réseaux de prostitution des gangs de rue se trouvent dans les grandes villes comme Montréal, Toronto, Winnipeg, Niagara, Peel, Québec et Vancouver, mais aussi dans les régions. On les trouve également en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick. Des filles recrutées dans les provinces de l'Atlantique peuvent donc se retrouver au Québec et en Ontario. Des gangs déplacent parfois des filles jusqu'en Alberta et en Colombie-Britannique (à Vancouver). Certains gangs étendent même leurs réseaux jusqu'au nord de l'État de New York. Selon nos informations, les Crips et les Bloods de Montréal déplacent des filles à Niagara. En outre, les Day Squad et les North Preston's Finest font de même entre Halifax et Niagara – en plus du trafic de stupéfiants. Les filles peuvent aussi être recrutées dans les régions afin d'aller se prostituer en ville, et vice-versa.

Les proxénètes membres de gangs tendent à faire circuler leurs « marchandises », comme ils se plaisent à les nommer, sur tout le territoire canadien. Les grands événements sportifs et culturels sont propices au commerce, donc à l'affluence de proxénètes dans les villes ou les régions hôtes. On peut s'attendre à ce que les Jeux olympiques



de Vancouver de 2010 voient affluer en masse des proxénètes de la côte ouest, de Seattle, de Montréal, de Toronto et de Winnipeg, accompagnés de filles adultes ou mineures. Espérons que les différents corps de police provinciaux, municipaux et la GRC auront le réflexe d'y envoyer leurs enquêteurs de la moralité, qui pourront au moins profiter de l'événement pour identifier les proxénètes et enrichir leur base de données, outil important pour la résolution d'enquêtes en cours ou futures.

Selon mes informations, les filles qui se prostituent pour les gangs de rue sont parmi les plus efficaces. Elles apprennent à bien se présenter, à sourire, à être de bonne humeur et surtout à montrer aux clients qu'elles sont heureuses et aiment leur « travail ». Elles savent qu'elles ne doivent pas éveiller les soupçons en cas de mauvais traitements, et qu'elles doivent éviter soigneusement la police. Elles subissent un lavage de cerveau et deviennent des esclaves, mais elles sont intelligentes et ont appris à manipuler leur environnement... et à obéir à leur souteneur. Les victimes de ce commerce proviennent de différentes couches socioéconomiques, en majorité de la classe moyenne, mais elles viennent aussi de classes défavorisées. Elles ont entre 12 et 25 ans; mais on trouve même des petites de 11 ans! Clientèle oblige, le client est roi!

Les filles sont très souvent recrutées par de jeunes hommes charmants, membres d'un gang de rue, dont le rôle dans le groupe est de séduire des filles influençables, naïves, psychologiquement fragiles, et qui ont généralement une mauvaise image et une faible estime d'elles-mêmes. Le membre recruteur valorise sa victime afin de mieux la piéger. Parfois, ces filles ont été victimes de violence physique, psychologique et sexuelle dans leur milieu familial, ou elles ont des problèmes de consommation de drogues. Les fugueuses et les fugueurs sont des cibles idéales pour les proxénètes, que ce soit les membres de gangs de rue, du crime organisé ou les indépendants. Les recruteurs des gangs de rue sont de beaux parleurs. Ils offrent à leurs proies mer et monde. Elles sont séduites par l'image du gangster idéalisé par le hip-hop et le rap. L'homme leur parle d'amour. En bref, elles se laissent embarquer par le prince charmant.



Hélas! elles déchantent lorsque, la lune de miel terminée, elles doivent aider leur « amoureux » à rembourser les cadeaux offerts, ou tout simplement se prostituer pour le faire vivre, lui et le gang. Certains membres de gangs engrossent leurs victimes pour qu'elles développent une fidélité envers eux et le groupe. Il se crée alors un lien familial difficile à briser. Ces hommes vont jusqu'à fréquenter la famille de leur victime, et les filles font de même avec la famille de leur souteneur. Ces relations sont parfois tellement confuses que les malheureuses ne font plus de différence entre souteneur et conjoint. Elles le perçoivent davantage comme un conjoint, et non comme un *pimp*.

La jeune fille prise dans ce piège est sous la contrainte d'un homme dont elle pensait qu'il était son ami. Si elle résiste et refuse de se prostituer, le soi-disant ami la brise par la violence : menaces à sa famille, viol collectif (*gang-bang*), coups. De toute manière, qu'elle résiste ou pas, la victime est maintenue dans un isolement total. Le proxénète prend ses papiers d'identité, ses cartes et ses clés. Il maintient sa victime dans la peur et la soumission en la menaçant, en l'agressant et en la manipulant. Il lui fait subir des sévices physiques et psychologiques (il tue son animal préféré, la brûle avec une cigarette, la bat, lui donne des coups de poing, fait semblant de l'étrangler, l'agresse sexuellement) afin de la soumettre.

Malheureusement, pour un bon nombre de filles, le proxénète devient indispensable. Elles ne peuvent plus vivre ou fonctionner sans lui, car il contrôle tous les aspects de leur existence. Il a de l'argent, de l'assurance et du charme. Malgré la violence, la maltraitance et l'exploitation dont elles sont victimes, les filles restent. Sur plusieurs points, cette situation ressemble à de la violence conjugale. En grande majorité, les filles ne vont pas voir la police, et elles se disent consentantes. Elles acceptent également d'être échangées entre membres de gangs lors de partouzes où l'alcool coule à flots et où la drogue est omniprésente. Le but de cette hypersexualisation et de cette sexualité débridée vise à une désinhibition de la victime, afin qu'elle se prostitue en trouvant cela normal. Souvent, les filles sont initiées et recrutées par d'autres filles. Elles deviennent alors des sortes de *coachs*.

*Si j'essaie de me suicider, il va s'en prendre à ma mère et à ma petite sœur. Elles n'ont pas besoin de vivre ça (pleurs). Je leur dis que tout va bien pour les protéger. Je ne peux pas leur dire la vérité. Que leur fille est une pute. Moi, j'ai fait un mauvais choix et ma famille n'a pas à subir ça. Je ne sais pas ce que je vais faire.*

Entrevue avec une prostituée, Canada, 2009

*Je ne voulais rien savoir de la police (geste de colère). Si vous l'arrêtiez, c'était m'enlever mon pilote automatique. Il s'occupait de tout pour moi. J'ai jamais payé un compte. Je sais rien faire ! J'étais consentante. Je voulais lui donner mon argent [...] Si on (la police) m'avait pas tirée de là, je serais morte (pleurs).*

Entrevue avec une prostituée, Canada, 2009

Une fois leur résistance brisée, les filles sont mises sur le marché du sexe: bars de danseuses, agences d'escortes, salons de massage, Internet, Facebook, hôtels, motels, résidences privées, bordels clandestins, pornographie juvénile et adulte. Les filles sont déplacées d'une ville à l'autre et d'une province à l'autre afin de permettre aux clients de disposer d'un choix varié, mais aussi pour les isoler et les soustraire aux recherches policières – surtout les mineures. Une fugueuse recrutée à Montréal qui est considérée comme un « produit » intéressant peut être transférée en Ontario en moins de 48 heures. Certains gangs de rue de Montréal déplacent des filles mineures vers Niagara, Toronto et Peel pour les faire danser nues dans des bars et se prostituer. Et les filles d'autres provinces se retrouvent à Montréal ou dans certaines régions du Québec pour les mêmes raisons. Dans les Prairies et en Colombie-Britannique, principalement à Vancouver, on constate la présence d'une majorité de filles autochtones dans le milieu de la prostitution. Ces filles sont souvent transbahutées d'une province à l'autre, et peuvent aussi se retrouver à Toronto ou à Montréal. En outre, les filles mineures reçoivent de faux papiers d'identité pour pouvoir danser dans certains bars où les contrôles sont plus fréquents. Ces victimes deviennent dès lors plus difficiles à retrouver. Elles peuvent également être échangées contre de la

drogue, des objets, de l'argent, ou tout simplement pour conclure une affaire avec un autre groupe criminel. Celles dont on veut se débarrasser sont parfois vendues pour une centaine de dollars.

Les lieux de recrutement sont multiples : écoles, polyvalentes, lieux de fête, clubs, rues, parcs, centres de protection de la jeunesse, métros, etc. Plusieurs membres de gangs prisent tout particulièrement les centres jeunesse, de ressources et d'aide, car la probabilité y est grande d'y trouver des filles psychologiquement fragiles, en quête d'amour, d'identité, de vêtements, de produits de luxe et d'argent. En outre, certains gangs utilisent leurs propres jeunes qui se trouvent dans les centres pour la jeunesse ou dans des centres de réadaptation pour repérer et même recruter des filles. Certains de mes informateurs affirment même que certaines filles, attirées par le style de vie véhiculé par la culture hip-hop et gangster rap – qui valorise l'image de la fille objet hypersexualisée – demandent à être recrutées par le gang comme prostituées.

## PROXÉNÈTE ET TRAFIQUANT : DES MÉTIERS LUCRATIFS

En 2005, le Parlement canadien adoptait un projet de loi visant la criminalisation de la traite humaine ; a alors été modifié l'article 279.01 du Code criminel, afin d'y inclure ce genre de délit. Cet article a été utilisé pour la première fois en 2008, à Toronto, pour condamner un proxénète qui avait obligé deux adolescentes à se prostituer. Depuis la modification du Code criminel, il n'y a eu que cinq condamnations au Canada pour traite interne et proxénétisme. Ces condamnations ont été accompagnées de sentences de deux à sept ans, dont celle, en juin 2008, d'un proxénète de la région de Peel qui avait exploité une jeune fille de 15 ans pendant plus de deux années. Cette dernière lui rapportait plus de 360 000 \$ par an, et il avait d'elle, au départ, 100 000 \$ en guise de prime. La sentence pour ce sinistre personnage ? Trois ans ! En novembre 2008, un autre proxénète de Montréal a été condamné à deux ans et demi de prison pour avoir recruté une fille de 20 ans afin de la faire danser dans des bars de

Mississauga (dans la région torontoise). La fille avait été battue pendant quatre mois. Elle lui avait rapporté 60 000\$. Il faut noter que ce genre de procès se base très souvent sur le témoignage de victimes qui se rétractent ensuite car on les a menacées de sévices graves. Cela oblige les procureurs de la Couronne à conclure des « arrangements » hors cour (*plea bargaining*) avec les avocats des proxénètes – d'où de misérables sentences de deux à trois ans! Il arrive que l'exploitation soit mise au jour quand la victime demande le statut de réfugiée. Pour la période 2008-2009, il y avait, au Canada, 17 dossiers de traite humaine en cour, concernant sept mineures.

La traite demeure donc un crime grave, mais qui peut difficilement être prouvé sans le témoignage de victimes. Lorsque ces dernières ont peur, les procès aboutissent souvent à des sentences « bonbons ». Par ailleurs, il ne faut pas oublier que l'exploitation sexuelle, notamment la prostitution, reste un crime pour lequel il n'y a pas de plainte, et que les victimes doivent faire face, en plus des menaces, à une foule de préjugés lors des procès. Leur crédibilité est souvent mise en doute, et ce, même lorsqu'elles sont mineures – comme on a pu le voir lors du procès des membres des Wolfpack de Québec. Les questions qui reviennent souvent sont: « Pourquoi es-tu restée avec lui si tu n'étais pas consentante? Pourquoi as-tu accepté cette violence? cette exploitation? Certaines personnes pensent même qu'« elles » doivent aimer ça! Et qu'« elles » gagnent beaucoup d'argent! Il est fondamental que les juges, les avocats et les procureurs qui interviennent dans ce type de procès soient bien formés et sensibilisés à la réalité de ces êtres exploités.

Pour bon nombre de membres de gangs de rue et du crime organisé qui font le calcul coût/bénéfice, le jeu en vaut la chandelle: la traite des femmes et des jeunes filles est payante, alors que les services de police qui s'occupent de ce fléau sont sous-financés. Le Service d'enquête sur l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales ne dispose, pour l'île de Montréal, que de huit enquêteurs, comparativement à une soixantaine pour la section de la lutte contre les stupéfiants. Selon nos sources, la prostitution n'est pas une priorité du Service de police de la ville de Montréal ni des pro-

cureurs de la Couronne – sauf si le dossier implique des groupes criminels ou des mineurs.

Certains membres de gangs préfèrent donc se spécialiser dans l'exploitation sexuelle et laisser tomber la drogue, dont le trafic est beaucoup plus risqué. La drogue laisse des traces, des preuves. La police peut soit trouver la drogue, soit envoyer un policier en civil (agent double) pour l'acheter à un dealer – ce qui constitue une preuve solide lors d'un procès. Par contre, les victimes de traite, qui vivent dans la terreur, sont les seuls témoins pouvant incriminer leur souteneur. Ce qu'elles ne font souvent pas, car elles sont paralysées par la peur. Elles sont fragiles, influençables, et souvent brisées par un choc post-traumatique. Il arrive aussi qu'elles collaborent avec le proxénète parce qu'elles ont le syndrome de Stockholm.

Entre vendre de la drogue et le proxénétisme, quelle est l'activité la plus payante et la moins risquée? Certains gangsters font rapidement le calcul. Le plus bel exemple est le cas de ce membre notoire des Crack Down Posse de Montréal qui a décidé de passer de la vente de drogue (crack) au proxénétisme. Plus de 20 filles, mineures ou adultes, se prostituaient pour lui. Il les déplaçait de Montréal à Toronto et savait qu'elles ne communiqueraient jamais avec la police. Sachant qu'une fille peut rapporter de 250 000 à 350 000\$ par année, on peut estimer les recettes de ce proxénète à plusieurs millions de dollars. L'homme s'est fait arrêter pour proxénétisme, traite et proxénétisme juvénile. Même en détention, il a continué à faire marcher son commerce. Les filles qui auraient pu témoigner contre lui se sont rétractées sous la menace, et il n'a écopé que d'une sentence de deux ans à la suite d'un arrangement entre la Couronne et la défense.

*Une fille peut me rapporter 300 000\$ par année. J'ai même pas besoin de trimballer la fille. Elle prend elle-même ses rendez-vous. Et contrairement à la drogue, je ne risque pas de me faire buster ou pagner avec une roche de crack dans ma poche. La fille coûte pas cher à entretenir, mais rapporte beaucoup. Je ne prends pas*

*beaucoup de risques avec elle. C'est pas aussi chaud que la drogue avec la police.*

Entrevue, Canada, 2009

Pour le milieu criminel, la prostitution représente donc l'un des commerces les plus lucratifs, après la drogue. Selon le Service canadien de renseignements criminels (2008), une fille peut rapporter au gang de 300 à 1500\$ par jour, avec une moyenne de 900\$. Le tout dépend de son apparence physique, du lieu de prostitution, et de son âge. Une fille rapporte donc environ 280 800\$ par année; 5 filles: 1 638 000\$; 20 filles: 6 552 000\$; 30 filles: 9 828 000\$, et 40 filles: 13 104 000\$! C'est beaucoup d'argent, gagné en faisant peu d'efforts et en prenant peu de risques. Les filles reçoivent le gîte, des vêtements et de la nourriture en échange de leur «travail». Et pour qu'elles gardent l'espoir de s'en sortir, on leur fait croire que si elles paient leurs prétendues dettes, elles pourront quitter le gang.

La majorité des filles donnent entre 50 et 100 % de leurs recettes au proxénète, après avoir réglé différentes quotes-parts. L'un des cas de figure les plus courants, pour une fille placée dans un bar de danseuses, est le suivant: le proxénète envoie la fille dans un bar par l'entremise d'un contact ou d'une agence de danseuses. Quand la fille transite par une agence de danseuses (la majorité de ces agences appartiennent à des motards ou au clan italien), elle doit payer une quote-part bien avant d'avoir dansé ou de s'être prostituée. Cette quote-part paie son transport et sa protection à l'intérieur du lieu. Ensuite, la fille s'acquitte de frais de 20 à 70\$ au propriétaire du bar, selon la renommée du lieu. C'est ce qu'on appelle le «service de bar». Elle paie donc pour se prostituer! Dans les bars où les danses coûtent 10\$ au client (les filles sont dans une cabine et le client peut les toucher), le «service de bar» est de 20\$, et dans les bars dit «à gaffe», soit les bordels déguisés, il est de 50 à 75\$ - car le propriétaire estime que les filles peuvent y gagner plus d'argent. Qu'il s'agisse de la quote-part payée à l'agence de danseuses ou du «service de bar», l'argent se retrouve dans les poches des motards ou du crime organisé traditionnel! Dans les agences d'escortes, les filles



donnent une quote-part de 25 à 50 % de ce qu'elles gagnent, et le reste aux proxénètes. L'histoire de la jeune étudiante qui se prostitue pour payer ses études sans l'aide d'un proxénète, ou de la mère de famille qui veut arrondir ses fins de mois, est un mythe. L'industrie du sexe, que ce soit à Montréal, ailleurs au Canada ou dans le monde, ne profite qu'aux exploiters.

## VIVRE DANS UN MONDE SANS PROSTITUTION, C'EST POSSIBLE !

La prostitution, et même la pornographie, ne peuvent être abordées sans la question de la traite. Refuser de reconnaître que la prostitution et la traite sont indéniablement liées, c'est se mettre la tête dans le sable, d'autant plus que 79 % des victimes de la traite ne servent qu'à fournir l'industrie du sexe, autrement dit : à nourrir les bars de danseuses, les agences d'escortes, la prostitution et la production de pornographie. Et cette traite se fait tant avec des sujets de moins de 18 ans qu'avec des adultes.

Parallèlement à la défense du droit des femmes de vivre dans une société qui favorise en priorité des rapports égaux et non violents entre les sexes, le Canada a le devoir de mettre un terme à l'ambivalence juridique et sociale existant autour de la prostitution et dans toutes les lois connexes. Combien de fois avons-nous entendu dire que la prostitution est le plus vieux métier du monde ? Cet adage est incrusté si profondément dans notre esprit que l'on trouve normales la marchandisation et la consommation des femmes – et aussi des hommes et des jeunes garçons. Or, la prostitution (comme l'industrie du sexe) est le plus vieux système esclavagiste du monde. Il est plus que préoccupant de voir que, pour accommoder et prétendument « protéger » une infime minorité de marginaux qui ont choisi de vendre leur corps, certains politiciens et groupes de pression tiennent un discours qui favorise l'acceptation de la prostitution – qui est dès lors réduite au simple troc d'un rapport sexuel contre de l'argent. La prostitution est bien plus que cela. La prostitution est un système



d'exploitation dans lequel la majorité des victimes sont des femmes et des fillettes. Elle entraîne et favorise des rapports inégalitaires et violents. Les personnes exploitées, qui n'ont pas choisi leur condition de prostituées (c'est le cas de la majorité), ne bénéficient d'aucune aide et d'aucune considération. Et peut-on parler de choix lorsque la grande majorité des personnes prostituées ont commencé très jeunes, parfois aussi tôt que 11 ans ? Peut-on parler de choix quand ces personnes sont démunies économiquement et psychologiquement ?

La prostitution ne peut donc être mise au même niveau que les rapports sexuels égalitaires entre adultes consentants, car elle crée, avant tout, des victimes. Mais est-il possible de contrôler les activités du crime organisé et des gangs de rue et de respecter les droits de la personne dans des zones spécifiques de prostitution ? Est-il possible de limiter ces activités à ces seules zones ? Rappelons qu'aux Pays-Bas, pays où la légalisation est la plus ferme, 4 % seulement des personnes prostituées s'enregistrent auprès des autorités. En 1981, dans ce même pays, on estimait à 2500 le nombre de personnes prostituées. En 2004, on en comptait 30 000 – 80 % de ces personnes étaient d'origine étrangère et 70 % n'avaient même pas de papiers d'identité. En ce qui concerne les mineurs, selon l'Organisation des droits de l'enfant, basée à Amsterdam, le nombre d'enfants exploités a augmenté de 11 000 sujets depuis 1996, dont 5000 seraient d'origine étrangère. La Commission des droits de la femme et de l'égalité des genres du Parlement européen reprend à son compte, dans son avis du 18 septembre 2006, l'étude comparative élaborée en 2004 par la London Metropolitan University. Ce rapport démontre que la légalisation de la prostitution entraîne une augmentation des agressions sexuelles contre des enfants, de la violence contre des femmes et une hausse considérable de la traite. Dans sa conclusion, cette commission déclare que la légalisation de la prostitution facilite la demande et l'achat de sexe, y compris de victimes de traite, et recommande que les États reconnaissent l'importance vitale de la réduction de la demande de la traite.

[On voit donc que les États] réglementaristes légalisent la claus-tration des femmes ou leur mise à l'écart sociale dans des red light districts. Les proxénètes voient leurs activités et leurs revenus légi-timés et les clients « prostitués » ont officiellement et en tout bon droit accès au corps et au sexe des femmes. La légalisation ne met pas fin, loin s'en faut, à la stigmatisation. Au contraire, la reconnais-sance de la prostitution comme « travail » ou comme « service » la renforce en isolant physiquement et socialement les personnes pros-tituées dans des bordels, des chambres-vitrines et autres lieux clos « agréés », ainsi que dans les zones de « tolérance » souvent situées dans des lieux qui sont loin des regards et donc propices aux actes violents sur les personnes prostituées.

Poulin, 2006

Le rapport du Département d'État américain de 2004 démontre que dans les pays où la prostitution est légalisée ou tolérée, on assiste à une augmentation de la demande et au maintien sur le marché d'organisations criminelles. En 2006, après une enquête menée par les autorités compétentes de la municipalité d'Amsterdam, on a constaté que la réglementation de la prostitution (ou légalisation), loin d'enrayer le crime organisé, n'a fait qu'aggraver le problème, les bordels légaux devenant des paravents pour le trafic de la drogue, le blanchiment d'argent, le trafic de personnes, les rackets, le meurtre, etc. (Poulin, 2008). Il est fondamental de comprendre que la légalisa-tion des produits illégaux n'élimine en rien les groupes criminels. Ceux-ci s'adaptent aux changements environnementaux et légaux d'une société et utilisent la loi pour se donner une apparence de res-pectabilité. Certains vont même jusqu'à légitimer leur commerce.

Au Canada, la prostitution adulte n'est pas interdite. Cepen-dant, le proxénétisme, la tenue de maisons de débauche (bordels), le transport vers ces dites maisons et la sollicitation – qu'elle soit faite par la personne prostituée ou par le client – sont prohibés. Cepen-dant, on constate que les personnes prostituées sont davantage ciblées que les clients. Certains commandants de police peuvent décider de procéder à des opérations d'arrestation des clients, mais

il s'agit là de décisions propres à certains postes de quartier. En interdisant la sollicitation et non la prostitution adulte, le Canada envoie un message qui laisse entendre qu'il ne souhaite pas légiférer sur l'essence même de la prostitution, entre autres en établissant clairement et fermement que la prostitution n'est pas un travail, mais une violence faite à des personnes, et une atteinte aux droits des femmes et des enfants. Ce manque de courage politique contribue au système dysfonctionnel qui est actuellement le nôtre, et dont les premières victimes sont des femmes et des fillettes. Le gouvernement fédéral ne peut plus garder le statu quo et déléguer sa responsabilité législative aux juges et aux policiers. En cette ère de mondialisation de la criminalité, le Canada doit se doter d'une loi cadre pour enrayer la prostitution, et modifier le Code criminel en conséquence, tout en développant des mesures de prévention et de réhabilitation des personnes prostituées ainsi que des proxénètes. Il est plus que temps d'envisager de suivre le chemin choisi par la Suède. Il faut mettre en place un système qui pénalise l'achat de services sexuels et cesser de criminaliser les personnes prostituées, qui sont avant tout les victimes d'un système qui les transforme en marchandise.

Bien qu'il soit imparfait, comme tout système, le modèle suédois me semble extrêmement cohérent, tant du point de vue criminologique que du point de vue des droits de la personne. Il n'y aurait pas d'industrie du sexe s'il n'y avait pas de consommateurs! Il y a un marché parce qu'il y a des clients. L'étude de 2005 de Transcrime sur les législations nationales concernant la prostitution et la traite des femmes et des enfants soumise au Parlement européen démontrait notamment que la législation suédoise, qui rend punissable l'achat du corps d'autrui pour un usage sexuel, entraîne une baisse de la traite à des fins sexuelles. Ce changement que le Canada devrait amorcer ne nécessite pas seulement une modification du Code criminel, mais exige un changement des mentalités sociétales quant à la prostitution et aux relations hommes/femmes. En outre, ce genre de mesure comprend aussi l'instauration d'une campagne de sensibilisation, d'éducation et d'information sur la marchandi-

sation des femmes et des jeunes filles, ainsi que sur l'hypersexualisation de ces dernières. Il faut protéger physiquement les victimes en installant des refuges et des maisons d'hébergement pour les personnes prostituées, et contribuer ensuite à leur réinsertion sociale et professionnelle. Il faut éduquer la population sur les répercussions de l'exploitation sexuelle et de la traite, mais aussi offrir des services d'aide aux clients proxistuteurs.

Par ailleurs, un changement de la législation devrait également s'adresser aux corps de police, qui doivent impérativement disposer des ressources financières nécessaires pour lutter contre cette forme de criminalité. Selon mes sources d'information, la lutte contre la prostitution n'est pas une priorité pour les corps de police canadiens. En fait, cette lutte ne semble les concerner qu'à partir du moment où l'industrie du sexe implique des mineurs, des organisations criminelles et des gangs de rue, ou permet d'enquêter sur un trafic de drogue. De la même manière, cette lutte n'est pas une priorité pour les procureurs : en effet, pour qu'il y ait des mises en accusation dans un dossier de prostitution adulte, il faut qu'elle soit reliée au crime organisé ou à un trafic de drogue. Il est essentiel que cette forme de criminalité ne soit plus minimisée, car elle constitue sans aucun doute une atteinte importante aux droits humains, principalement à ceux des femmes, et parce qu'elle est une source financière majeure pour les groupes criminels. Il est fondamental que les escouades de moralité reçoivent le financement nécessaire pour fonctionner efficacement. En outre, les corps de police doivent bénéficier d'une formation sérieuse sur la situation des femmes étrangères et des femmes autochtones.



## Chapitre 8

# Le Service correctionnel du Canada : un renouvellement nécessaire à l'ère des gangs de rue

*Y a des gars qui font exprès de faire des affaires et quand on les transfère, on propage le cancer !*

Entrevue faite en mars 2007 au Canada

**L**e Service correctionnel du Canada (SCC) est un organisme qui fait partie de la Sécurité publique. Il est chargé de l'administration des peines imposées par les tribunaux aux personnes qui ont été condamnées à un emprisonnement de deux ans plus un jour. Les sentences de deux ans moins un jour sont, elles, gérées par le système correctionnel des provinces. En général, les peines administrées par le système correctionnel canadien, comme par celui des provinces, comportent une période d'incarcération et de surveillance dans la collectivité. Notons que dans certaines provinces, le SCC s'occupe aussi de la surveillance des libérés sous juridiction provinciale et de la surveillance des délinquants qui ont purgé leur sentence, mais qui se sont vu imposer par le tribunal une « ordonnance de surveillance de longue durée » – soit pour une période pouvant aller jusqu'à 10 ans. Autrement dit, le SCC s'occupe également des individus qui ont été déclarés par un tribunal « délinquants à contrôler » après leur libération.

Le SCC n'est pas un bourreau comme on pourrait l'imaginer. Ce n'est pas à lui de punir le délinquant. En fait, c'est l'incarcération qui est la punition – soit la privation de liberté – dont le SCC devient le gestionnaire. Cet organisme est donc régi par une loi qui définit son mandat selon deux critères : la protection de la société et la réhabilitation des délinquants. Ce double mandat législatif a été établi en 1992 et se définit comme suit :

*Le système correctionnel vise à contribuer au maintien d'une société juste vivant en paix et en sécurité, d'une part en assurant l'exécution des peines par des mesures de garde et de surveillance sécuritaires et humaines, et d'autre part en aidant, au moyen de programmes appropriés dans les pénitenciers ou dans la collectivité, à la réadaptation des délinquants et à leur réinsertion sociale à titre de citoyens respectueux des lois.*

LSCMLC, art. 3

Malgré cette dualité avec laquelle le SCC doit jongler, certains principes directeurs guident ses décisions, notamment la primauté de la protection de la société sur la réhabilitation du délinquant. Toutefois, un détenu garde toujours des droits et des privilèges, comme tout citoyen, sauf en ce qui concerne sa libre circulation. Mais le SCC est tenu d'offrir aux détenus des programmes de réhabilitation variés, selon leur problématique criminelle. Le but de cette réhabilitation est de diminuer les facteurs de risques pouvant conduire le détenu à une récidive après sa libération. Cela étant dit, il est évident que tout individu incarcéré sera un jour libéré, avec ou sans surveillance (fin de mandat), à moins qu'il n'ait été déclaré « délinquant dangereux », ce qui sous-entend une incarcération tant et aussi longtemps que le SCC le considérera comme un danger pour la société. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, les sentences à perpétuité sont rarement « à vie » : un juge peut établir la possibilité de demande de libération conditionnelle à 10, 15 ou 20 ans. Par conséquent, en partant du principe qu'un détenu finit toujours par sortir de prison, le mandat de réinsertion sociale du SCC est primordial pour la protection de la société.



Le Service correctionnel canadien a sous sa responsabilité un grand nombre de détenus dans tout le Canada. Les données des années 2007-2008 font état de 13 582 personnes en détention sous juridiction fédérale au Canada, et de 8 434 en liberté sous condition, dont 866 dans la région de l'Atlantique, 2 008 au Québec, 2 297 en Ontario, 1 917 dans la région des Prairies et 1 345 dans la région du Pacifique. Pour ce faire, le Service correctionnel canadien gère dans tout le pays 58 pénitenciers fédéraux, 16 centres correctionnels communautaires (CCC), 71 bureaux de libération conditionnelle, 175 maisons de transition appartenant à des organismes sans but lucratif (OSBL), quatre pavillons de ressourcement autochtone, des centres de soins en santé mentale, un centre de recherche sur la toxicomanie, un centre d'apprentissage en gestion correctionnelle, un organisme de service spécial (CORCAN), des collèges régionaux pour le personnel, et 37 centres d'emplois communautaires. Au XVIII<sup>e</sup> et au XIX<sup>e</sup> siècle, plusieurs pénitenciers ont été construits en tenant compte d'une population carcérale homogène loin des réalités changeantes du monde criminel : 28 des 58 pénitenciers ont un âge moyen de 44 ans, tandis que 30 établissements ont un âge moyen de 46 ans. Quelques exemples frappants : dans la région de l'Atlantique, le pénitencier à sécurité minimale de Dorchester a été construit en 1880, tandis que celui de Kingston, en Ontario, l'a été en 1835.

Ces établissements ne sont donc plus adaptés à une population carcérale présentant une grande diversité en matière de types de criminalité et de façons de faire. Ils sont non seulement désuets, mais ils ne répondent plus à la réalité carcérale d'aujourd'hui. Dans le rapport d'octobre 2007 du Comité d'examen du Service correctionnel du Canada, aux pages 174 et 175, il est mentionné ce qui suit :

*L'aménagement physique de certains pénitenciers est une source de préoccupations sérieuses, car il crée des environnements dans lesquels les employés peuvent très difficilement interagir avec les détenus d'une manière qui permette d'assurer un bon équilibre entre la sécurité passive et la sécurité active. Dans certains aménagements, le SCC peut difficilement offrir un environnement global*

*sûr aux employés. Concrètement, nombre d'anciens pénitenciers ont des « angles morts » ou des zones où les employés ne peuvent voir directement les activités des détenus. Par conséquent, il y a un risque élevé d'agressions contre des employés ou d'autres délinquants [...]. Le Comité a en outre remarqué que l'aménagement des postes de contrôle de quelques pénitenciers ne permet pas d'offrir la meilleure sécurité possible dans certaines unités résidentielles [...]. Les membres du Comité ont été surpris de constater le manque de barrières dans certaines des nouvelles unités à sécurité moyenne qu'ils ont visitées aux établissements de Springhill et de Collins Bay.*

Les pénitenciers fédéraux sont situés dans cinq grandes régions : Québec, Ontario, Prairies (Alberta, Manitoba, Saskatchewan), Atlantique (Île-du-Prince-Édouard, Nouveau-Brunswick, Terre-Neuve-et-Labrador, Nouvelle-Écosse) et Pacifique (Colombie-Britannique). Les niveaux de sécurité y diffèrent. Chaque détenu possède une cote de sécurité qui est évaluée dès son arrivée au pénitencier. Cette cote représente sa dangerosité à l'intérieur des murs, et non pas en collectivité. Elle permet de classer le détenu dans un pénitencier qui répond à son degré de dangerosité carcérale. Un détenu qui présente une cote de sécurité minimale sera transféré dans un pénitencier à sécurité minimale, si possible le plus proche de son lieu de résidence afin de permettre un retour plus aisé à la collectivité. En outre, chaque pénitencier est équipé et adapté afin de répondre aux exigences sécuritaires du niveau de sécurité qui lui est attribué. Un pénitencier à sécurité minimale ressemble en général à un complexe constitué de plusieurs unités d'habitation. On n'y voit pas de mirador, et il n'y a pas de restriction de mouvement à l'intérieur du complexe. Les détenus qui se trouvent dans un pénitencier à sécurité minimale sont souvent proches d'une libération dans la collectivité. En somme, plus on monte dans l'échelle de sécurité, plus il existe de mesures restrictives de déplacement : murs, barbelés, agents de correction dans les miradors, portes électriques, cellules, déplacements limités à l'intérieur de l'établissement, visites derrière des vitres, etc.

Au Québec, on retrouve 14 pénitenciers fédéraux, soit trois établissements à sécurité minimale, cinq à sécurité moyenne, quatre à sécurité maximale, un à sécurité super-maximale et deux à sécurité multiple. Plusieurs de ces pénitenciers sont situés sur deux grands complexes, l'un à Laval et l'autre à Sainte-Anne-des-Plaines. Au complexe de Laval, on trouve deux établissements à sécurité minimale, la Montée Saint-François, créée en 1963, et le Centre fédéral de formation, créé en 1952, ainsi qu'un pénitencier à sécurité moyenne créé en 1961, l'établissement Leclerc. Sur le complexe situé à Sainte-Anne-des-Plaines, on trouve un établissement à sécurité minimale, celui de Sainte-Anne-des-Plaines, construit en 1970, et un pénitencier à sécurité moyenne, Archambault, construit en 1969, dont une des ailes abrite le Centre régional de santé mentale où l'on accueille des détenus ayant des cotes de sécurité multiple et des problèmes de santé mentale. Ce site possède un pénitencier à sécurité maximale, le Centre régional de réception, où tous les détenus arrivent après la détermination de leur sentence afin d'y être évalués. Ils sont ensuite transférés dans un autre pénitencier en fonction de leur cote de sécurité et des programmes disponibles. De plus, le Centre régional de réception, créé en 1973, comprend une unité spéciale de détention (USD), créée en 1984 pour les détenus ayant une cote de sécurité super-maximale. C'est à l'USD que se trouve Maurice Boucher (alias Mom Boucher, ex-chef des Nomads, un groupe de motards criminalisés). Notons qu'il n'existe qu'un seul établissement à sécurité super-maximale au Canada, plus exactement au Québec, ce qui pose quelques problèmes sur le plan de la gestion des gangs de rue et autres organisations criminelles. Les autres pénitenciers du Québec sont l'établissement Drummond, construit en 1984; l'établissement de Cowansville, construit en 1966; La Macaza, créée en 1960; Donnacona, construit en 1986; l'établissement de Port-Cartier, créé en 1988; et l'établissement Joliette, construit en 1997 (pour femmes).

Dans la région de l'Ontario, on dénombre 13 établissements carcéraux, dont quatre à sécurité minimale, soit l'établissement Frontenac, créé en 1962; l'établissement de Beaver Creek, créé en

1961; la maison Isabel McNeil située à Kingston, créée en 1934; et l'établissement Pittsburgh, créé en 1963. Les cinq établissements à sécurité moyenne sont l'établissement Fenbrook (1998); celui de Bath (1972); celui de Collins Bay (1930); celui de Joyceville (1959); et celui de Warkworth (1967). Les deux établissements à sécurité maximale sont le pénitencier de Kingston, créé en 1835 (établissement mixte) et l'établissement de Millhaven, créé en 1971. Enfin, il existe deux établissements à sécurité multiple, soit le Centre régional de traitement (1855), et l'établissement Grand Valley (pour femmes) créé en 1997.

Dans les Prairies, on trouve un pénitencier à sécurité maximale (établissement d'Edmonton); quatre établissements à sécurité multiple, qui abritent le Centre psychiatrique régional et un pavillon de ressourcement; trois établissements à sécurité moyenne; huit à sécurité minimale, dont deux sont des annexes d'établissements à sécurité moyenne (celle de l'établissement de Bowden et celle de l'établissement de Drumheller); et trois des pavillons de ressourcement pour autochtones (Willow Cree, Centre Pê Sâkâstêw et Centre Grierson). Dans la région de l'Atlantique, le SCC possède six pénitenciers, dont un à sécurité minimale, un à sécurité maximale, deux à sécurité multiple et deux à sécurité moyenne. Par ailleurs, dans la région du Pacifique, on dénombre 10 établissements carcéraux, dont trois à sécurité minimale; un «village de guérison» appelé Kwikwêxwelhp; trois établissements à sécurité moyenne; un à sécurité maximale et trois à sécurité multiple, dont un centre régional de traitement.

## UN VISAGE CARCÉRAL EN PLEINE MUTATION

Depuis plusieurs années, la population carcérale québécoise et canadienne est en mutation en raison du renforcement des lois contre les organisations criminelles, notamment par une plus large utilisation de la loi antigang; une légère augmentation des ressources policières; et, finalement, par la priorité accordée à la lutte aux gangs de

rue. Rappelons que les gangs de rue ne sont une priorité pour la police de Montréal que depuis quelques années. Ces changements dans les priorités, qui se sont faits dans presque tous les corps de police canadiens, ont permis de mettre de l'avant la lutte aux gangs de rue et de procéder à des arrestations importantes. Rappelons-nous l'arrestation du gang de la rue Pelletier en 2006; les 17 membres de la MS13 arrêtés à Toronto en juin 2008; et l'opération «Axe» de février 2009 qui a permis d'arrêter des membres influents des Syndicate et des Crips, affiliés aux Hells Angels. Cette opération n'a pas été la seule: deux mois plus tard, l'opération «SharQC» visait les Hells Angels partout au Québec. On comprend que ces changements ont contribué, en partie, à cette transformation de la population carcérale canadienne. Le SCC s'est donc ajusté à cette situation. Les gangs de rue et les organisations criminelles sont devenus une priorité du Service correctionnel du Canada dès 1999, et celui-ci a délégué un de ses agents au Service canadien de renseignements criminels.

Le Service correctionnel canadien estime qu'au cours des 15 dernières années, la population carcérale est devenue de plus en plus lourde et beaucoup plus violente, avec une augmentation de plus de 100 % des détenus incarcérés dans des pénitenciers à sécurité maximale. Par ailleurs, la proportion de membres des gangs de rue et du crime organisé a augmenté de 33 %, soit un homme sur six et une femme sur dix. Ces groupes criminels sont considérés comme beaucoup plus violents qu'auparavant, en raison de l'utilisation de plusieurs types d'armes à feu. Ces préoccupations ont été soulignées, le 30 janvier 2007, par Ross Toller, sous-commissaire aux Opérations et Programmes correctionnels du SCC, lors des séances du Comité permanent de la justice et des droits de la personne. Cette augmentation des membres de groupes criminalisés contribue à une hétérogénéité de la population carcérale, mais aussi à la multiplication de groupes incompatibles dans un même établissement fédéral. Autrement dit, on y retrouve plusieurs cliques d'individus criminalisés qui ne peuvent cohabiter dans un même espace, car cela augmente les probabilités de conflits et de violence. Les membres de ces groupes peuvent aussi bien être affiliés à des gangs de rue

qu'au crime organisé. Réunir plusieurs groupes antagonistes et violents dans un établissement carcéral désuet et conçu pour des populations homogènes peut donner des résultats explosifs! Rappelons que l'on observe, dans les prisons du Québec, la même conjonction entre l'augmentation des membres de gangs de rue et l'augmentation de la violence. Toutefois, on trouve davantage de « gros poissons » dans les pénitenciers fédéraux que dans les prisons provinciales.

*La détention moyenne des gars de gangs dans les pénitenciers est de cinq ans. C'est donc des grosses sentences, souvent des sentences à vie. C'est beaucoup moins élevé dans les prisons provinciales. Donc dans les pénitenciers, tu vas trouver des gros poissons alors que dans les prisons ce seront les petits membres de gangs.*

Entrevue avec Alain McNulty,  
Coordonnateur régional du renseignement de sécurité,  
Service correctionnel du Canada, région du Québec, 2007

En 2008, selon nos sources, le SCC avait sous sa responsabilité 1924 détenus membres de groupes criminels, soit 523 membres de gangs autochtones, 618 de gangs de rue, 435 de motards criminalisés, 262 du crime organisé traditionnel, 86 du crime organisé asiatique et de gangs asiatiques. Dans la *Gazette* de la GRC de 2008, Luciano Bentenuto, du Service correctionnel du Canada, mentionnait qu'on a répertorié, au mois de décembre 2007, 1882 délinquants membres ou associés d'un groupe criminel, dont 66 % étaient incarcérés et 34 % en surveillance dans la communauté. Il dénombrait également 548 détenus membres ou affiliés à des gangs autochtones. Ces données de 2007 me portent à croire que mes chiffres de 2008 sont fiables.

Par ailleurs, au mois d'août 2007, le Service correctionnel du Canada identifiait 1869 délinquants sous mandat fédéral affiliés à des gangs de rue ou à des organisations criminelles à travers le Canada, soit environ 8,4 %, et ce, sur une population délinquante fédérale totale (par population délinquante fédérale, je fais référence



aux personnes incarcérées dans les pénitenciers fédéraux, et à celles libérées sous surveillance) de 22 184 personnes. De ce fait, environ 91,6 % de la population délinquante fédérale, soit 20 315 personnes, ne sont nullement impliquées dans des gangs de rue ou des organisations criminelles. En septembre 2005, sur une population délinquante fédérale de 23 001 personnes, on dénombrait 1 761 délinquants affiliés aux gangs de rue ou au crime organisé. Toutefois, nous tiendrons uniquement compte de 1 711 détenus, compte tenu du fait que 51 délinquants parmi ces détenus ont été déportés. De plus, environ 92 % de la population délinquante, soit 21 291 individus, n'étaient pas affiliés à des groupes criminels. Comparativement aux données de 2005, même s'il n'y a pas de grosses différences en pourcentage, on constate une augmentation des membres de gangs de rue et des organisations criminelles sous mandat fédéral, soit environ 159 personnes de plus, en moins de deux ans.

La ventilation des chiffres des années 2005 et 2007 permet de voir la répartition des groupes criminels dans les cinq régions canadiennes. Tout d'abord, en 2005, les groupes les plus fortement représentés au Service correctionnel du Canada, comparativement aux autres groupes criminels, sont les gangs autochtones (31 %) et les motards (28 %). Les autres gangs de rue suivent avec 18 %. Le crime organisé asiatique et les gangs de rue asiatiques sont représentés à 4 %, les autres groupes à 6 % (notamment les groupes idéologiques) et le crime organisé traditionnel à 13 % (ex. : la mafia italienne). En septembre 2005, les données du SCC indiquaient que sur 1 710 personnes affiliées à des groupes criminels, 1 066 étaient incarcérées, et que 644 étaient en communauté, c'est-à-dire en liberté surveillée. En 2005, les provinces qui géraient le plus grand nombre de membres affiliés à des groupes criminels dans leurs établissements carcéraux ou en communauté étaient le Québec, avec 582 personnes (338 individus incarcérés; 244 libérés sous mandat de surveillance fédérale) sur 1 710, et les Prairies avec 653 personnes (440 individus incarcérés; 213 libérés sous mandat de surveillance fédérale). En Ontario, on relevait 243 personnes affiliées à des groupes criminels (148 individus incarcérés; 95 libérés sous mandat de surveillance fédérale),



toujours sur 1710; dans la région de l'Atlantique, 52 personnes (33 individus incarcérés; 19 libérés sous mandat de surveillance fédérale), et 180 dans la région du Pacifique (107 individus incarcérés; 73 libérés sous mandat de surveillance fédérale).

En août 2007, les provinces qui avaient le plus grand nombre de membres affiliés à des groupes criminels incarcérés ou en surveillance sous mandat du Service correctionnel du Canada, étaient une fois de plus le Québec, avec 579 personnes sur 1869 (348 individus incarcérés; 231 libérés sous mandat de surveillance fédérale), et les Prairies avec 745 personnes (538 individus incarcérés; 207 libérés sous mandat de surveillance fédérale). Il est à prévoir que, pour les années 2008-2009, les données concernant la population carcérale du Québec augmenteront en raison des nombreuses arrestations policières de ces deux années. En Ontario, 311 personnes affiliées à des groupes criminels étaient incarcérées sous mandat du SCC (200 individus incarcérés; 111 libérés sous mandat de surveillance fédérale), toujours sur 1869; dans la région de l'Atlantique, 44 personnes (32 individus incarcérés; 12 libérés sous mandat de surveillance fédérale), et 190 dans la région du Pacifique (111 individus incarcérés; 79 libérés sous mandat de surveillance fédérale). Il n'y a donc pas eu de grandes variations entre septembre 2005 et août 2007 quant aux taux d'incarcération et de libération dans les différentes régions. Le portrait des délinquants sous mandat fédéral appartenant à des groupes criminalisés n'a guère changé en deux ans, sauf en ce qui concerne les gangs de rue non autochtones. Ceux-ci présentent une augmentation de 6 % – ils sont passés de 18 % en 2005 à 24 % en 2007. Cette augmentation s'explique en partie par l'application de la loi antigang. Le plus bel exemple et le premier en la matière est le procès des membres du gang de la rue Pelletier, au cours duquel plusieurs membres ont été reconnus coupables de gangstérisme. Pour en savoir plus long sur la loi antigang, voir le chapitre 9.

Dans les données d'août 2007, l'Ontario arrive au premier rang quant à la présence de membres de gangs de rue dans ses établissements carcéraux ou en surveillance, avec 130 personnes sur 448,

suivi de près par la région des Prairies avec 126 membres, et le Québec avec 121 membres. Ce sont encore ces régions qui ont à gérer le plus grand nombre de membres de gangs de rue non autochtones, comparativement à 24 pour la région de l'Atlantique et à 47 dans le Pacifique. La population carcérale reflète la situation qui prévaut à l'extérieur. Il y a davantage de gangs autochtones dans les Prairies parce que c'est la région dans laquelle il y a le plus de réserves autochtones et d'arrestations de membres de gangs issus de ces milieux. En outre, l'Ontario est la province où il y a le plus grand nombre de gangs de rue – la ville de Toronto compte plus de 90 gangs en tout genre. Par ailleurs, le Québec et l'Ontario restent les provinces où il y a le plus de motards incarcérés ou en surveillance, soit 241 motards au Québec et 105 en Ontario. Les autres se répartissent comme suit dans les régions restantes : 14 motards en Atlantique, 59 dans les Prairies et 48 dans le Pacifique. Quant au crime organisé traditionnel, c'est au Québec qu'il y a le plus grand nombre de membres incarcérés ou en surveillance, avec 186 personnes – comparativement à 33 en Ontario, à 4 dans le Pacifique et à 3 en Atlantique. Ce qui veut dire que près de 86 % des motards incarcérés se trouvent au Québec et en Ontario, tandis que 85 % des membres du crime organisé traditionnel incarcérés (clan italien, par exemple) sont au Québec. Cette forte présence de motards sous mandat du Service correctionnel section Québec peut s'expliquer en partie par l'opération policière « Printemps 2001 » qui a mis fin à la guerre des motards. Le nombre de motards incarcérés au Québec risque d'augmenter avec les nombreuses arrestations ciblant les Hells Angels de tout le Québec (opération « SharQC »).

Au regard des chiffres d'août 2007, les membres des gangs autochtones et du crime organisé asiatique se trouvent majoritairement dans la région des Prairies. On y a identifié 482 membres de gangs autochtones sur 552 dans les établissements carcéraux fédéraux ou en surveillance, ainsi que 51 membres du crime organisé asiatique sur 82. C'est donc dans les Prairies que l'on trouve le plus grand nombre de membres de gangs autochtones incarcérés ou en surveillance, avec près de 71 % des délinquants sous mandat

du SCC dans tout le Canada. C'est au Québec (16 personnes), en Atlantique (1 personne) et en Ontario (10 personnes), que l'on trouve le moins de membres des gangs autochtones incarcérés ou en surveillance. Aucun membre du crime organisé asiatique n'est incarcéré ou en surveillance sous juridiction fédérale dans l'Atlantique; au Québec, il y a deux personnes, et l'Ontario en compte neuf. Dans la région du Pacifique, on a identifié 43 membres de gangs autochtones sur les 552 affiliés, et 20 membres du crime organisé asiatique sur les 82 affiliés. Les chiffres les plus significatifs concernant les gangs autochtones et les membres du crime organisé asiatique incarcérés ou en surveillance sous mandat fédéral sont ceux des Prairies et de la région du Pacifique.

## GESTION EN MILIEU CARCÉRAL : LES GANGS DE RUE FONT-ILS LA LOI ?

La politique de gestion des gangs de rue et du crime organisé dans les établissements carcéraux du Service correctionnel du Canada consiste à éparpiller les membres de ces groupes criminels dans la population carcérale générale. Toutefois, les membres sont regroupés en fonction de leur affiliation et de leurs alliances. Les autorités carcérales ne placent pas des antagonistes dans une aile commune ni dans le même pénitencier, car les détenus peuvent se rencontrer dans les ateliers de travail, à l'aumônerie, dans la cour ou dans la bibliothèque. Sachant très bien que le pénitencier est l'université du crime, soit l'endroit où les moins criminalisés peuvent apprendre à perfectionner des méthodes criminelles et à développer de « bons contacts » pour leurs délits à venir, le SCC souhaite créer des ailes neutres pour y placer de jeunes détenus non-membres de groupes criminalisés, afin que ces derniers ne puissent être recrutés par les gangs de rue ou le crime organisé. Reste à voir quand ces ailes « neutres » seront prêtes à accueillir ces jeunes délinquants !

Le jeu des alliances et des conflits entre les différents groupes criminalisés que l'on peut observer à l'extérieur des murs se réper-

cute souvent dans les établissements carcéraux. Par exemple, une guerre de gangs entre les gars de Saint-Michel et de Rivière-des-Prairies peut avoir des conséquences majeures dans les établissements carcéraux du Québec et même de l'Ontario. Une guerre peut se déclencher à l'intérieur des murs, et ce, même si les antagonistes sont séparés. Par ailleurs, les amis d'aujourd'hui peuvent devenir les ennemis de demain. Un bel exemple : les fusillades qui ont eu lieu durant l'été 2008 entre des Bloods et le clan italien dans un secteur de Montréal-Nord. Selon nos informateurs, ce conflit s'est poursuivi à l'intérieur des murs de la prison de Bordeaux, où il y a eu des altercations entre membres des Bloods et membres du clan italien. Les Bloods demandaient, entre autres, que les Italiens leur donnent plusieurs milliers de dollars en réparation d'insultes faites par des membres du clan qui les auraient traités de « gorilles nègres ». Lutte de territoire, non-respect d'ententes de partenariat, insultes, tous les éléments sont présents pour que la chicane se poursuive.

D'autres scénarios sont possibles et ont bien évidemment des répercussions dans le milieu carcéral. Par exemple, une clique appartenant à la famille d'une autre clique peut très bien décider d'éliminer cette dernière, en dépit du fait qu'elles ont la même appartenance territoriale et les mêmes couleurs. Autrement dit, une clique des Bloods, par exemple, peut se mettre en tête d'éliminer une autre clique des Bloods dans Montréal-Nord afin de s'approprier un plus grand marché de la drogue, ou tout simplement par vengeance. Par conséquent, compte tenu de la variabilité des situations, des alliés peuvent devenir des adversaires. Il est donc essentiel d'être toujours à l'affût des changements relationnels à l'extérieur des murs, dans la mesure où ces changements peuvent avoir des répercussions à l'intérieur des établissements. Le contraire est tout aussi possible : un changement d'alliance à l'intérieur d'un établissement carcéral peut transformer les relations de groupes à l'extérieur. La majorité des conflits entre groupes criminalisés est engendrée par le désir de contrôler le marché de la drogue dans les établissements carcéraux, fédéraux et provinciaux, et de garder le pouvoir. Ces objectifs sont les mêmes à l'extérieur.

*Les gangs de rue ont des liens avec les motards à l'intérieur des murs, de la même manière qu'ils en ont à l'extérieur. Les Hells Angels avec les Noirs, même si c'est une organisation raciste qui ne les aime pas. On voit que pour faire de l'argent et avoir des informations qui proviennent de l'extérieur des murs ou de l'intérieur, la couleur ne compte plus. D'ailleurs, les Syndicate, c'est un groupe allié aux HA, dont le chef serait Grégory Wooley, d'origine haïtienne, qui est lui-même membre des Nomads et possède tous ses patchs.*

Entrevue avec Alain McNulty,  
Coordonnateur régional du renseignement de sécurité,  
Service correctionnel du Canada, région du Québec, 2007

Sur le plan structurel, les gangs de rue fonctionnent de la même manière qu'à l'extérieur des murs, donc en cellules et, parfois, sous une forme pyramidale (dans certains gangs autochtones). Le mode cellulaire est davantage répandu dans les gangs de rue. Par conséquent, les membres de gangs de rue incarcérés dans des pénitenciers auront tendance à se diviser en cellules ou en cliques. Chaque clique est constituée de quelques individus de même allégeance. On peut retrouver dans un établissement plusieurs cliques différentes, mais appartenant à la même grande famille d'un gang de rue, et c'est ce que l'on voit aussi à l'extérieur. Chaque clique a un chef. Notons qu'en établissement, les cliques survivent rarement à l'élimination de leur chef. Advenant un transfert de ce chef, par exemple, la clique se dissout, et les membres s'intègrent à d'autres cliques de même allégeance. Parfois, la clique nomme un nouveau chef. Dans ce cas, si le chef transféré revient dans l'établissement et souhaite reconstituer sa clique, il peut se retrouver dans une situation conflictuelle. On peut donc observer, en établissement comme à l'extérieur, des conflits entre gangs de rue de même allégeance ou appartenant à la même cellule. Ou encore entre gangs de rue et leurs alliés du crime organisé. Rien n'est noir ou blanc; ces groupes sont dirigés par des êtres humains qui ont

leurs propres susceptibilités et qui veulent gagner le plus d'argent possible en un court laps de temps. Le grand problème avec les gangs de rue, c'est que leurs structures cellulaires en font des groupes instables, incontrôlables et impulsifs.

*Prenons par exemple les Indian Posse. Disons qu'il y a cinq cellules. Toutes ces cellules ont des leaders. Tous les membres de ces cinq cliques disent être des Indian Posse. Pour moi, c'est la clique de A, de B, de C, etc. Parfois, ils ont des frictions entre eux. Si on prend un exemple, le leader de la cellule A est transféré dans un autre établissement. Plus de chef, plus de cellule. S'il n'y a pas de leader fort, la cellule se dissout et les autres vont dans les autres cellules des Indian Posse, genre B, C, D, etc. Mais disons qu'un chef qui a été libéré voit sa libération suspendue. Il retourne en établissement et veut reformer sa cellule. Quatre membres reviennent, sauf un qui préfère rester dans la nouvelle cellule. Là, on se retrouve avec une possibilité de début de conflit entre les membres de la cellule reconstruite et le membre récalcitrant.*

Luciano Bentenuto, conférence sur les gangs de rue de l'Ouest  
du Canada et le crime organisé, Calgary, avril 2009

La gestion des gangs de rue en milieu carcéral doit tenir compte de plusieurs variables. Les alliances, tant permanentes que temporaires, les différentes structures des groupes, leur place sur le marché illicite, tout est important dans l'analyse. Quand on identifie un individu comme un membre des Bo-Gars et qu'on décide automatiquement de le transférer dans un établissement « rouge », donc Archambault au Québec, et vice-versa pour un membre des Crips, on met de côté tout un pan de l'analyse sans tenir compte de la cellule d'appartenance du délinquant. Posons-nous les questions suivantes : À quelle cellule appartient-il ? Où sont les autres membres de la cellule ? Ont-ils une bonne entente ou pas ? Est-ce que les autres membres de la cellule l'attendent pour lui faire passer un mauvais quart d'heure ? Ces particularités, qui doivent faire partie de l'analyse de la gestion sécuritaire des membres de gangs de rue dans les



pénitenciers, s'expliquent en grande partie par la structure cellulaire de ces groupes – qui n'existe pas dans les organisations criminelles. En effet, les organisations criminelles fonctionnent en structure pyramidale et avec une hiérarchie bien établie, même si les mineurs de ces groupes s'organisent en cellules. Il n'en demeure pas moins que c'est l'organisation mère, constituée d'adultes, qui contrôle tout. Par conséquent, les cliques de mineurs affiliées aux organisations criminelles sont moins impulsives et instables que les gangs de rue, car elles dépendent et obéissent aux groupes criminels qui les chapeautent. Les cellules de mineurs œuvrant pour le crime organisé asiatique, par exemple, dépendent en tout point de l'organisation mère, et ces mineurs ne prennent pas de décisions. Il existe, malgré tout, une certaine centralisation des décisions, et ces jeunes ont de fortes chances de se retrouver un jour, après avoir fait leurs preuves, intégrés dans l'organisation.

Au pénitencier, les membres de ces organisations criminelles sont beaucoup plus disciplinés que ceux des gangs de rue. Ils ont un code de vie et ils le respectent. Dans les triades, ou même chez les motards, lorsque le président est arrêté, ou tué, le vice-président prend immédiatement la relève. Les membres obéissent aux règles informelles établies par les leaders pour le « mieux-vivre » en incarcération. L'analyse des relations et des situations est donc beaucoup moins complexe lorsqu'on a affaire à des organisations criminelles. Ce paradoxe est plutôt cocasse, car si les organisations criminelles sont beaucoup plus fortes et plus riches que les gangs de rue grâce à leurs structures bien organisées, cette discipline les rend plus vulnérables en établissement carcéral face aux gangs de rue, qui sont incontrôlables. Cependant, les membres du crime organisé ne sont pas stupides ; ils veulent faire leur temps sans turbulence afin de se prévaloir d'une libération éventuelle. Ils présentent généralement un profil bas en incarcération et sont des détenus modèles.

Les gangs de rue ne sont pas avantagés dans leurs « affaires », car leur structure cellulaire freine quelque peu la pérennité de leurs acquis et leur expansion économique. En établissement, ils refusent



de se plier aux règles informelles du milieu carcéral établies depuis plusieurs années par les dominants du marché illicite : motards et mafias. Les Indian Posse, par exemple, n'ont pas de chefs stables, fonctionnent en cellules et présentent une plus grande fluidité. Les Manitoba Warriors, eux, portent des patches comme les motards et sont beaucoup plus structurés. Toutefois, ces deux groupes sont des gangs de rue. Dès lors, un Indian Posse peut très bien agresser un autre Indian Posse si ce dernier ne fait pas partie de la même cellule. Une complexité de plus!

En raison de toutes ces particularités, la gestion des membres de gangs de rue incarcérés exige une grande finesse dans l'analyse de l'information. Les actions à entreprendre pour gérer ces groupes criminels dans les pénitenciers sont différentes de celles entreprises à l'extérieur. Dans *La face cachée des gangs de rue*, je mettais de l'avant l'importance de maintenir cinq axes : la prévention, l'intervention, la répression, l'information et la recherche. La prévention s'adresse davantage aux enfants et aux jeunes mineurs impliqués dans les bandes émergentes, tandis que la répression, en l'occurrence les arrestations, s'adresse aux membres des bandes majeures surtout constituées d'adultes. Quant à l'intervention, elle demeure intimement liée à la prévention et à la réinsertion des membres dans la communauté. La recherche et l'échange d'informations sont eux aussi le nerf de la guerre, tant dans les pénitenciers qu'à l'extérieur des murs.

En milieu correctionnel, les stratégies changent quelque peu. Les actions se situent à trois niveaux : la prévention, la répression et l'intervention. Cependant, on n'a plus affaire, dans ce cas, à des mineurs en voie de criminalisation, mais plutôt à des adultes déjà criminalisés qui ne cherchent qu'à se perfectionner sur le plan criminel. Par conséquent, la prévention telle qu'on la conçoit en communauté n'a pas le même sens au pénitencier. Ce qui est aussi le cas pour la répression, puisque ces personnes sont déjà incarcérées. Autrement dit, lorsqu'une cellule est identifiée dans un pénitencier, il est important de la dissoudre (répression) en envoyant les membres dans différents établissements carcéraux. Il faut ensuite les inci-

ter à s'engager dans un programme correctionnel (intervention) de réhabilitation. Ceux qui démontrent alors une réelle volonté d'entamer un processus de changement doivent être aidés par le Service correctionnel de telle sorte qu'ils ne retournent pas dans leur milieu criminel. C'est ainsi que l'on prévient la rechute (prévention). Lors du Congrès international sur les gangs de rue tenu à Montréal en octobre 2007, le conférencier du Service correctionnel du Canada, Luciano Bentenuto, a décrit la stratégie de gestion de ce genre de détenus.

Actuellement, les membres de gangs incarcérés sont placés dans la population carcérale en fonction de leur affiliation. Selon nos informateurs, on met en isolement (au « trou »), afin de les protéger, les détenus non-membres de gangs de rue qui ont peur de ces gangsters ou sont en conflit avec eux. Une aberration ! Rappelons qu'environ 92 % des détenus ne font pas partie de gangs de rue (8 % seulement en font partie, dont 6 % de membres dormants [non actifs] et 2 % de membres actifs). C'est cette infime minorité qui nécessite un grand nombre d'interventions. En procédant par catégorisation (soit en regroupant des détenus en fonction de leur affiliation et de leurs alliances), le SCC crée des espaces contrôlés par des groupes criminels, autrement dit des « ghettos criminels », et ce, même s'ils sont « dilués » dans la population carcérale normale. Il est donc primordial que le SCC gère cette minorité sans pénaliser la majorité des détenus.

En ce qui me concerne, je crois que cette stratégie doit passer par une dissolution des cellules de gangs de rue et d'organisations criminelles grâce à la création d'espaces carcéraux bien spécifiques occupés par quelques individus (de cinq à sept personnes). On y logerait, entre autres, des membres de gangs de rue en les divisant en trois catégories : les actifs, les non actifs et les associés. Un membre actif s'identifie clairement à l'organisation criminelle ou au gang auquel il appartient et continue à commettre des gestes pour le groupe ; un membre non actif est toujours considéré comme un membre du gang ou de l'organisation, mais il ne participe plus aux activités criminelles ; il est en quelque sorte à la retraite. Un membre associé aspire à devenir membre actif. Ces sous-groupes devraient

être placés dans des rangées séparées. L'intervention ne peut être la même selon qu'on a affaire à un membre actif, à un membre non actif, à un associé ou à un non-membre. Même si le SCC semble vouloir développer des façons de faire différentes, l'agencement architectural des pénitenciers est loin d'être adaptée à une intervention ciblée.

Au SCC, la prévention se fait auprès de jeunes adultes qui ne font pas partie de gangs de rue, mais qui ont le potentiel pour en devenir membres et qui pourraient dès lors se faire recruter dans un pénitencier. En outre, advenant une demande officielle de désaffiliation de la part d'un membre, ce dernier devrait lui aussi être placé dans une rangée de prévention, soit loin de son groupe. La désaffiliation est souvent un processus très long et une épreuve difficile pour les membres de gangs, car ils doivent démontrer hors de tout doute au SCC qu'ils ne souhaitent plus faire partie du groupe et qu'ils veulent rompre définitivement avec ceux qu'ils ont considérés jusque-là comme leur famille. Ce processus peut prendre plusieurs années. Toutefois, la stratégie actuelle du SCC n'est pas la désaffiliation des membres de gangs, mais plutôt leur désactivation. Le SCC peut aider un membre détenu à devenir inactif. Il est extrêmement difficile à un gars de gang de dire ouvertement qu'il ne veut plus être membre, car il sait qu'il pourrait être exécuté. La solution de remplacement, pour lui, est de continuer à être membre du gang, d'en respecter le code, tout en restant inactif sur le plan des activités criminelles. Compte tenu de son inefficacité et du fait qu'il ne rapporte plus d'argent au groupe, le gang demandera son renvoi. Le SCC peut alors procéder au processus de désaffiliation.

*Nous, on a une directive à suivre là-dessus. Directive du commissaire. Ça va t'expliquer que c'est pas si facile que cela. Moi, pour te mettre affilié, j'ai plusieurs documents en preuve. Les jugements de cour, les tatous, les affiliations, etc. Toi, si tu veux te désaffilier, tu dois me démontrer tout l'inverse de ce que j'ai. Par exemple, le gars me dit qu'il s'est désaffilié. Mais je reçois de l'info qu'il a reçu une lettre du Bunker des HA. C'est ben de valeur mais un gars qui n'est pas membre ne reçoit pas ça. On a une photo de lui à Noël*

*avec d'autres membres. Donc les gens qui veulent se désaffilier doivent nous le prouver. Un gars qui veut vraiment, on peut lui arranger ça et le transférer dans un milieu où il n'y a pas de gangs, pour l'aider à s'en sortir.*

Entrevue, Canada, janvier 2007

Ce classement des membres des gangs de rue est donc très important car il permet au groupe de ne pas contaminer des individus peu criminalisés, et évite le mélange de membres de gangs avec des membres d'organisations criminelles – mélange explosif et peu productif sur le plan de la prévention, dans la mesure où le système actuel crée des espaces de rencontres pour ces personnes criminalisées, ce qui leur permet de grossir leurs rangs et d'étendre leurs tentacules. Autre cas de figure, le SCC pourrait aménager des espaces carcéraux bien spécifiques, de quelques places (de cinq à sept personnes) pour les membres actifs uniquement, et intégrer à la population carcérale générale les membres non actifs, les non-membres et les associés. Cette solution est la plus économique à court terme, mais la moins rentable à long terme sur le plan de la réhabilitation de membres de gangs. Il serait donc beaucoup plus pertinent d'avoir plusieurs sections d'intervention afin de cibler la clientèle à risque, souvent incarcérée au fédéral pour de longues sentences. Pourquoi ne pas en profiter pour réhabiliter ces gens, et réduire ainsi leur dangerosité lors de leur libération? Car ils finissent par sortir, ne l'oublions pas. Certains membres de gangs de rue sont réhabilitables, mais pour y parvenir, le désir de changement et la coupure des liens avec le gang sont des éléments fondamentaux. Tout désir d'intervention est caduc sans la volonté du détenu de changer de vie, et sans la mise en place de mesures pour le soustraire à l'influence du groupe. Dans tous les cas, une personne qui veut vraiment s'en sortir peut profiter de son incarcération pour couper tout lien avec son gang et pour se faire oublier durant plusieurs années, voire disparaître de la liste noire des gangs adverses.

Par ailleurs, tout projet de prévention, d'intervention ou même de répression à l'intérieur des murs d'un établissement carcéral doit

tenir compte des quatre éléments suivants : intimidation, corruption, manipulation et infiltration. Le Service correctionnel doit établir des paramètres pour lutter contre l'intimidation (physique : meurtres de gardiens, d'employés ou de détenus, coups, blessures ; psychologique : menaces à la famille de membres du personnel ou autres, à leurs enfants, etc., plaintes, griefs judiciaires) ; et contre l'infiltration, la manipulation et la corruption, afin de mettre en échec les gangs de rue mais aussi le crime organisé. Cette stratégie a été présentée par Luciano Bentenuto, du Service correctionnel du Canada, au Conseil permanent de l'organisation des États américains lors de la Commission spéciale sur la criminalité transnationale du 30 novembre 2000.

Quoi qu'il en soit, dans un plan d'intervention ou correctionnel, il est fondamental, lors de l'évaluation des risques, de tenir compte de la personnalité du membre, mais aussi de la mentalité de son groupe. Il faut élaborer des stratégies de communication interne entre les différents pénitenciers et le reste du réseau fédéral carcéral, mais également externe, et avec les autres acteurs (police, SCRC, organismes communautaires, etc.). Il est important de ne jamais oublier qu'un programme de prévention ou de réhabilitation peut toujours être détourné de son objectif premier par des membres actifs de gangs de rue grâce à leur pouvoir de corruption et d'intimidation.

*On décide d'établir un programme de poterie ou d'art quelconque pour ceux qui ne savent ni lire ni écrire, par exemple. Si t'as pas de barrière pour prévenir intimidation, corruption, manipulation, infiltration, ton programme va servir à autre chose qu'à ce pourquoi il a été créé. Un programme légitime peut donc être manipulé, infiltré par des groupes criminels.*

Entrevue, Canada, janvier 2007

Que faire d'un chef de gang ou d'une organisation criminelle ? Le couper du monde extérieur ? Le couper de sa propre machine ? Il est vrai que l'isolement total d'un chef de gang peut briser les liens

qu'il a avec les membres du groupe à l'extérieur et à l'intérieur des murs. Cet isolement est une façon de le neutraliser et de déstabiliser son gang. En outre, s'il essaie de se faire remplacer par une autre personne, elle-même incarcérée, il faut également isoler le successeur éventuel. Quant à un remplacement à l'extérieur des murs, c'est l'affaire de la police. D'où l'importance d'élaborer une approche multidisciplinaire avec d'autres partenaires engagés dans la lutte contre ce genre de criminalité, en l'occurrence la police, les agents du système de justice, la Commission nationale des libérations conditionnelles, etc. Rappelons qu'un chef ne le restera pas longtemps si ses contacts avec le reste de la bande sont rompus. Dans ce milieu, tout le monde veut être le calife à la place du calife. Prenons par exemple Maurice Boucher, qui est totalement coupé de ses liens criminels, à l'intérieur et à l'extérieur de l'établissement carcéral où il réside, soit l'Unité spéciale de détention (USD). Il n'a droit à aucune visite contact, même pas de son avocat. Les visiteurs se trouvent de l'autre côté d'une vitre blindée. Lorsque j'ai fait une demande officielle auprès du SCC pour le rencontrer dans le cadre de mes recherches, on m'a opposé une fin de non-recevoir. Le SCC a justifié son refus par la directive habituelle. N'empêche qu'un chef de gang peut très bien faire rouler sa machine à l'intérieur d'un pénitencier. Cela lui est d'autant plus facile quand on l'incarcère avec d'autres membres de son gang. Il peut ainsi conserver ses relations avec ses hommes à l'extérieur.

Au pénitencier comme en communauté, les décisions des agents de contrôle social doivent être basées sur le renseignement, c'est-à-dire l'analyse des informations qui leur parviennent des différents établissements carcéraux, ou d'autres sources. L'information est constituée de données factuelles qui n'ont aucun sens sans une analyse approfondie. L'échange d'informations entre le SCC et les différents corps de renseignements policiers ou autres agences d'information est fondamental pour la sécurité des établissements carcéraux et de la population en général, compte tenu du fait que beaucoup de renseignements importants peuvent sortir des établissements carcéraux. Chaque région sous juridiction du SCC deve-



loppe son propre réseau d'information et participe à un échange des données avec cet organisme ainsi qu'avec les corps policiers. Le Centre de sécurité préventive et de renseignement national sur le crime organisé et les bandes criminelles partage les informations qu'il reçoit avec la communauté policière et d'autres acteurs du milieu de la lutte à la criminalité. En 2008, le ratio des agents de renseignements était d'une seule personne par 300 à 400 détenus, dans chaque établissement. Une centaine d'agents étaient répartis dans tout le Canada, dont cinq agents régionaux (cinq régions) et un agent national. Depuis le début de l'année 2009, ce chiffre a été doublé, pour atteindre 200 agents de renseignements répartis sur le territoire canadien. Grâce au travail de ces agents, les informations récoltées à l'intérieur des pénitenciers contribuent non seulement à la sécurité des établissements carcéraux, mais également à la mise sur pied d'opérations policières à l'extérieur. Tous les agents travaillent à l'intérieur des murs. L'information est fondamentale dans la lutte aux gangs de rue et au crime organisé.

*Qui tu penses a les meilleurs stools d'informateurs enregistrés et les gère? Une bonne partie des renseignements proviennent des murs.*

Entrevue, Canada, janvier 2007

Comment se fait l'analyse de l'information? Prenons un exemple présenté par Luciano Bentenuto, gestionnaire national des Services du crime organisé et des gangs criminels du Service correctionnel du Canada, à la 14<sup>e</sup> conférence annuelle du National Major Gang Task Force en septembre 2008 au Kentucky:

*On constate que dans l'aile D d'un pénitencier canadien, il y a eu quatre assauts entre deux cellules de gangs de rue. L'information reçue est à l'effet qu'il y aurait une guerre de gangs autochtones dans ledit établissement et qu'on y a relevé 15 agressions en moins d'une semaine. Toutefois, le renseignement n'y voit aucune guerre de gangs. Il se passe bien quelque chose, mais pas une guerre. Après*



*analyse de tous les instigateurs des batailles et des victimes, il est établi que les agresseurs sont des membres des cellules autochtones suivantes, soit les Indian Posse, les Redd Alert, les Native Syndicate et les Manitoba Warriors, tandis que les victimes ne sont pas des membres de gangs de rue. Par conséquent, ce n'est pas une guerre de gangs, sinon ils se battraient entre eux. Or, une deuxième analyse montre que 15 jours après les agressions, les victimes sont devenues membres des gangs autochtones énumérés ci-dessus. Ce qui porte à croire que ces agressions étaient des rites d'initiation et que ces personnes ont été recrutées par ces gangs autochtones, dont certains sont reconnus comme étant des gangs de prison, donc des groupes qui recrutent dans les pénitenciers du Canada, et qui s'y sont même formés.*

Cependant, après cette analyse, une question demeure: pourquoi, soudainement, plusieurs gangs autochtones se sont-ils mis à recruter aussi massivement? Une troisième analyse est alors déclenchée et on découvre qu'un membre d'un des gangs cités aurait fait une demande d'accès à l'information afin de connaître le nombre de membres de gangs de rue présents dans cet établissement. Et aussi aberrant que cela puisse paraître, ce détenu a obtenu la dite information et a constaté que sa cellule était en nombre minoritaire par rapport aux groupes adverses. Par conséquent, les Indian Posse, les Redd Alert, les Native Syndicate et les Manitoba Warriors se sont mis à faire du recrutement. D'où une recrudescence dans cet établissement des agressions liées à un recrutement massif de membres par plusieurs gangs autochtones. Il n'est pas rare que des membres de gangs de rue ou du crime organisé fassent des demandes d'accès à l'information. Comme quoi des moyens légaux peuvent être utilisés à des fins criminelles. Il est alors préférable de donner ce genre d'information sensible en pourcentages et non en chiffres absolus.

## Au Québec

Dans tous les pénitenciers fédéraux, la gestion des détenus se fait à partir de plusieurs critères, dont la cote de sécurité, les alliances et

les affiliations. Au Québec, lorsqu'un individu reçoit sa sentence, il est transféré au Centre régional de réception (CRR), où une équipe multidisciplinaire procède à son évaluation. Cette évaluation tient non seulement compte des facteurs de risque qu'il représente et des programmes qui pourraient aider à sa réinsertion, mais également de son classement en vue de sa sécurité, ainsi que de sa dangerosité et de son établissement de détention. C'est à cette étape du processus d'évaluation que commence l'identification des détenus en tant que membres d'un groupe criminel. Cette identification se fait tout d'abord à partir d'une déclaration du détenu, mais aussi de rapports du tribunal et de la police. Un détenu qui refuse de s'identifier comme un membre de gang de rue peut demander à être placé dans la population carcérale générale, et ce, même si les rapports de police l'identifient comme un membre en règle d'un groupe criminel. D'où l'importance de la déclaration du détenu. Par contre, un membre d'un gang de rue notoire qui refuse d'être considéré comme tel risque fort de mettre sa vie en danger, advenant son transfert dans un établissement majoritairement dominé par un groupe adverse.

Le SCC-région Québec fait donc toujours en sorte de ne pas mettre des antagonistes dans les mêmes établissements. Au Québec, les pénitenciers sont non seulement divisés en rouges (la grande famille des gangs appartenant aux Bloods) et en bleus (la grande famille des gangs appartenant aux Crips), mais aussi en fonction des groupes de motards criminalisés. Il y a des établissements pour les Hells Angels et d'autres pour les Bandidos. Cette division en fonction des groupes existe depuis beaucoup plus longtemps que celle des bleus et des rouges. À partir du moment où le SCC a commencé à accueillir un plus grand nombre de motards dans ses établissements, il a mis au point ce type de gestion. En outre, avant l'arrivée des gangs de rue dans les pénitenciers, il existait un code informel géré par les motards, qu'aucun détenu ne remettait en question.

Depuis que les gangs de rue prédominent, les motards semblent perdre leur autorité. Le code informel qui permettait de conserver une paix relative dans les pénitenciers ne garantit plus rien. Les membres des gangs de rue font ce qu'ils veulent, tout comme ils le font à

l'extérieur. Dans certains pénitenciers, la dilution des membres est plutôt faible, et on peut retrouver des ailes où ils sont majoritaires et font la loi. Comme je l'ai mentionné précédemment, ce qui est paradoxal, c'est que les individus qui n'ont rien à voir avec les gangs de rue peuvent se retrouver en isolement, pour leur protection. Les membres de gangs savent très bien que s'ils menacent un détenu ou font du grabuge dans une aile, c'est leur victime qui sera mise en isolement, et ce, jusqu'à son transfert dans une autre aile. Quand à l'agresseur, il passera quelques jours « au trou » et reviendra ensuite dans son aile.

Selon nos informations, Archambault, l'établissement à sécurité moyenne situé dans le complexe régional de Sainte-Anne-des-Plaines, était identifié comme « rouge » (donc Bloods). Cependant, depuis plusieurs mois, cet établissement est en pleine transformation, car les membres de ces groupes criminels sont dirigés ailleurs afin que cet établissement devienne neutre, donc réservé à une population carcérale régulière. Antérieurement, le SCC-région Québec y transférait des détenus membres des Bandidos, et on y plaçait des membres de gangs de rue de la famille des Bloods, leurs alliés. Depuis l'élimination des Bandidos du Québec, certains de leurs membres se seraient intégrés aux Hells Angels. Les Bloods, alliés des Bandidos, se sont alors mis à côtoyer ces Bandidos reconvertis en Hells Angels. Ce qui est parfaitement logique puisque, à l'extérieur des murs, les Bandidos étaient les alliés des Bloods (alliance conclue autour des années 90). En raison des anciennes alliances, les Bloods d'Archambault s'entendent bien avec les Hells Angels. De la même manière, le pénitencier à sécurité moyenne de Drummonville, identifié antérieurement comme « bleu » (donc Crips) est également en transformation dans le but d'en faire un établissement neutre.

Néanmoins, le pénitencier à sécurité maximale de Donnacona et le pénitencier à sécurité moyenne Leclerc (Sainte-Anne-des-Plaines) sont toujours identifiés « bleus ». Le SCC y transfère des membres de gangs de rue appartenant à la famille des Crips, mais aussi des Hells Angels. Ces lieux étaient antérieurement identifiés « Hells Angels », mais le SCC a dû trouver une manière sécuritaire de gérer la nouvelle clientèle. Ce changement s'est fait en fonction des alliances de

ces groupes. Compte tenu du fait que les Crips sont les alliés des Hells Angels (alliance conclue dans les années 90), ils se sont retrouvés dans les pénitenciers «Hells Angels».

D'après nos informateurs, il y aurait à l'intérieur des murs plus de membres des Crack Down Posse (bleus) que des Bo-Gars (rouges). De plus, des membres de la Mara Salvatrucha (MS13) et de la Pandilla 18 feraient leur apparition dans le milieu carcéral. On rapporte notamment, dans un pénitencier du Québec, la présence d'un membre de la MS13 de Los Angeles d'origine salvadorienne qui a commis un délit au Québec. Notons qu'en 2007 et en 2008, des membres de la MS13 provenant des États-Unis arrêtés au Québec ont été déportés. À l'intérieur des murs, quelques membres de la MS13 seraient alliés avec les Crips, et ceux de la Pandilla 18 avec les Bloods. Ce qui veut dire que les gars de la MS13 se trouvent dans les mêmes ailes que des membres des Crips, et les membres de la Pandilla 18 dans les mêmes ailes que les gars des Bloods. Les Indian Posse s'entendent bien avec les bleus et sont, en général, transférés à Donnacona lorsqu'ils ont une cote de sécurité maximale. Les groupes jamaïcains se divisent en rouges et en bleus. Certaines cliques se disent d'allégeance «bleue», donc Crips, et d'autres d'allégeance «rouge», donc Bloods. Ils sont classés en conséquence dans les pénitenciers, toujours selon leurs cotes de sécurité.

Cette division informelle en bleu/rouge et Hells Angels/Bandidos n'est évidemment pas coupée au couteau. Des nuances existent, teintées par le jeu des alliances. Par exemple, certains membres des Bandidos de l'Ontario et de ceux du Québec sont devenus des Hells Angels (on appelle cela un *patch over*), alors que d'autres ont disparu. De ce fait, les Bandidos de l'Ontario qui avaient des alliances avec les rouges ont conservé leurs relations avec ces gangs, tout en étant sous la bannière des Hells Angels. Par conséquent, un rouge de l'Ontario pourrait cohabiter dans une même aile avec un bleu du Québec. Avec la domination des Hells Angels sur les Bandidos, de nouvelles alliances se sont forgées entre gangs de rue, ce qui a contribué à une complexification du classement des détenus dans les pénitenciers du Québec et du Canada. On doit

non seulement tenir compte des relations entre les différents groupes, mais aussi du lieu de provenance du membre. Au Québec, les alliances et le milieu criminel ne sont pas les mêmes qu'ailleurs au Canada. D'autant plus que les amis d'hier peuvent devenir les adversaires de demain, et vice-versa.

Dès le départ, le SCC-région Québec s'est tiré dans le pied avec cette gestion des gangs de rue. La force des membres des gangs de rue et du crime organisé réside notamment dans les contacts. Plus un groupe a de contacts avec différentes cliques ou personnes, plus son pouvoir s'élargit sur le marché criminel. Parfois, les membres de ces groupes ne craignent pas l'incarcération car ils savent très bien qu'ils vont s'y créer des contacts utiles. Très souvent, les meilleurs contacts que l'on peut établir dans ce genre de « carrière » sont en prison ou dans les pénitenciers. En conséquence, réunir dans ces établissements des gangs de rue et des motards, c'est leur fournir un lieu de rencontre dans lequel ils renforceront des liens, ou en créeront. Même si on sait que les Crips sont des alliés des Hells Angels, cela ne veut pas dire que tous les membres des Crips possèdent forcément ce genre de contact. Par exemple, chez les Crack Down Posse (gangs de rue Crips), quelques personnes seulement, généralement membres du noyau central décisionnel (chef, adjoint du chef), ont des liens avec certains membres des Hells Angels. En outre, ces personnes ne veulent pas que les autres membres connaissent leurs contacts importants, afin de conserver leur pouvoir et leur contrôle sur le gang. Cela fonctionne de la même manière chez les Bloods et dans les autres groupes criminalisés. Créer des lieux regroupant des alliés potentiels permet non seulement d'allonger les tentacules des réseaux, mais aussi de supprimer les intermédiaires et de permettre à certains individus de créer leurs propres cliques dès leur libération. On pourrait comparer cela à un espace de réseautage organisé par une association de gens d'affaires ou faisant partie d'une chambre de commerce.

Malgré les alliances entre motards et gangs de rue, le code informel de fonctionnement carcéral des motards est loin d'être respecté par les membres de gangs. Rappelons que ce code établit des règles

informelles de conduite auxquelles tous les détenus doivent se conformer. En général, elles sont élaborées et appliquées par les plus forts. Ce sont donc les motards qui les créent. Or, depuis l'arrivée d'un grand nombre de membres de gangs de rue dans les pénitenciers, ces règles informelles ne sont plus vraiment respectées car les gangs de rue élaborent leurs propres directives.

Par exemple, le crack est la drogue par excellence des gangs de rue. Or, l'une des règles informelles du milieu carcéral, c'est de ne pas faire entrer de drogues dures (cocaïne ou crack) à l'intérieur des murs, car cela rend les consommateurs agressifs et contribue à une augmentation de la violence. Les drogues dites « douces » peuvent y être vendues. Mais les membres des gangs de rue ne respectent pas cette règle et font entrer toutes sortes de stupéfiants dans les pénitenciers, dont le crack, bien entendu. Dans le rapport d'octobre 2007 du Comité d'examen du Service correctionnel du Canada, il est dit que l'augmentation de la violence dans les établissements carcéraux fédéraux est en grande partie due à l'intoxication des détenus et à la lutte entre groupes criminalisés, en particulier les gangs de rue, pour le contrôle de la drogue. Au dire de nos informateurs, les Hells Angels utiliseraient les Syndicate (un club de motards) pour faire respecter leur loi à l'intérieur des murs, et pour surveiller leur territoire à l'extérieur. Les détenus membres des Syndicate sont essentiellement incarcérés au Leclerc, avec les Nomads.

Les motards se retrouvent donc dans une situation délicate : ils doivent conserver leurs alliances avec des gars de gangs et les contrôler sans perdre la face. Or, les gangs de rue n'obéissent qu'à leurs propres règles, et même si les motards savent que la guerre n'est jamais bonne pour les affaires, le SCC et les corps de police à l'extérieur des murs peuvent s'attendre à un affrontement entre les gangs de rue, les motards et le clan italien. On a d'ailleurs eu un avant-goût de cette guerre avec les fusillades de l'été 2008 entre les Bo-Gars et le clan italien. Ce pronostic n'est pas alarmiste, mais réaliste : dans un jeu, surtout criminel, lorsque les règles ne sont pas respectées par tous les joueurs, la guerre est l'ultime moyen d'établir un nouveau rapport de force. Le crime organisé ne pourra plus



continuer à utiliser les gangs de rue comme soldats, car ceux-ci voudront devenir eux aussi les maîtres du jeu et arrêter de jouer les larbins. Il n'en reste pas moins que les Syndicate vont devoir suivre les Hells Angels. Ce jour-là, le SCC et la police devront être prêts. S'ils ne le sont pas, ils compteront les cadavres tant du côté des criminels que des victimes innocentes.

*Tout le monde parle des gangs de rue. Nous, au SCC, on parle présentement de motards. Les motards du printemps 2001, ils vont majoritairement être bons pour la libération d'office en 2008-2009. On risque d'avoir des conflits avec les gangs de rue. Les motards ne respectent pas les jeunes et se promettent de leur montrer qu'ils sont les maîtres. Les jeunes, quant à eux, sont rebelles et ne sont pas prêts à laisser leurs territoires. Qui va à la chasse perd sa place. Qui va en dedans perd sa place. Ça va être gangs de rue contre motards.*

Luciano Bentenuto, Congrès international sur les gangs de rue,  
Montréal, Québec, octobre 2007

La gestion des membres de gangs de rue dans les établissements carcéraux exige une analyse en profondeur des liens et des relations entre les différents groupes. Même si le SCC possède des balises et un cadre d'analyse préétablis, rien n'est jamais défini quand on a à gérer des gangs de rue. Contrairement au crime organisé, il existe autant de codes de conduite que de gangs de rue et chaque famille compte un grand nombre de cellules, toutes autonomes. De plus, le code de conduite des CDP n'est pas forcément celui des Krazz Brizz, même si ces deux gangs appartiennent à la famille des Crips et opèrent sur les mêmes territoires.

Certaines alliances entre membres de gangs de rue à l'extérieur des murs peuvent changer au pénitencier. Par exemple, selon nos informations, six membres du gang de la rue Pelletier auraient demandé à être transférés dans un pénitencier rouge, et cinq autres dans un pénitencier bleu. Cela s'explique par le fait que le gang de la rue Pelletier était un gang mixte, où la division rouge/bleu ne comptait pas. Seule importait la rentabilité, autour d'un chef commun,



Bernard Mathieu, alias Ti-Pon, qui avait ses entrées tant chez les Bloods que chez les Crips. On voit que si ces personnes formaient un gang à l'extérieur des murs, il en est tout autrement à l'intérieur. En général, les alliances carcérales tendent à ressembler à celles de l'extérieur, mais avec des nuances. Des groupes peuvent parfois être en conflit à l'extérieur et en bonne entente à l'intérieur. Si l'étude des liens est très complexe dans le marché externe criminel, il l'est davantage dans les milieux confinés que sont les établissements carcéraux.

*Dans les pénitenciers, on peut voir des bleus décider de rester avec des rouges, et d'autres avec des bleus. Les alliances et les affinités ne sont pas à 100 % identiques à celles de l'extérieur. Certains bleus et membres des Syndicate décident d'aller avec les Syndicate et d'autres avec des rouges. À un moment donné, les rouges faisaient des descentes dans les bars de motards à Montréal et ça brassait dehors. Alors que nous, on les voyait bras dessus, bras dessous, ami ami, en train de se prendre en photo. La dynamique n'est pas tout à fait la même, mais elle suit une certaine tendance.*

Entrevue avec Alain McNulty,  
Coordonnateur régional du renseignement de sécurité,  
Service correctionnel du Canada, région du Québec, 2007

## Dans le reste du Canada

Les autres régions canadiennes sous responsabilité du Service correctionnel canadien ne fonctionnent pas de la même manière quant à la gestion des détenus membres de gangs de rue. En effet, dans les autres régions, il n'y a pas d'établissements carcéraux subdivisés en fonction des groupes criminels. Il n'y a pas de pénitenciers pour les bleus et leurs alliés, ou pour les rouges et leurs alliés. Selon nos sources, cela est en partie dû au fait qu'au Québec il y a plus de membres de gangs incarcérés qu'ailleurs au Canada, et qu'il y a plus de libérations conditionnelles sur l'île de Montréal que dans les provinces de l'Atlantique.

Par contre, le transfert d'un détenu dans un établissement tient compte non seulement de sa cote de sécurité, mais aussi de ses

ennemis. Les établissements sont aménagés afin d'accueillir des membres de gangs rivaux dans des ailes différentes. L'établissement Leclerc est officiellement identifié comme « bleu » et Hells Angels, alors qu'un établissement au Manitoba ne sera pas identifié à un groupe criminel même s'il réserve une aile pour les Indian Posse et une autre pour les Warriors. En Ontario comme ailleurs, les membres de gangs sont donc dirigés dans les pénitenciers en fonction de leur cote de sécurité et de leurs besoins en réinsertion sociale, et non en raison de leur allégeance criminelle – sauf si un détenu affirme qu'il risque d'être tué! Cependant, le SCC tient compte des antagonismes et certaines ailes sont spécifiquement mises à la disposition de membres de groupes criminels. Au Québec, certains groupes criminels sont tellement nombreux qu'ils ont réussi à avoir des pénitenciers rien que pour eux! Il est difficile de ne pas tenir compte de ces facteurs dans l'évaluation du risque que pose le détenu et dans son intégration dans une aile pénitentiaire.

En Ontario, par exemple, les Hells Angels du chapitre Ontario font des affaires avec les rouges. Au Québec, ils sont plutôt alliés avec les bleus. En outre, depuis que certains Bandidos du Québec sont devenus des Hells Angels, la situation s'est complexifiée du fait qu'ils sont des alliés des rouges. Par conséquent, dans l'analyse qui précède l'assignation d'un détenu dans un pénitencier, on doit tenir compte des alliances actuelles, antérieures et futures. Un Hells Angel de l'Ontario qui fait affaire avec les rouges peut avoir des problèmes dans un établissement comme Leclerc, qui est dominé par les Hells Angels bleus, mais fonctionnera très bien avec des Hells Angels rouges du Québec, donc des ex-Bandidos. Chaque région a sa dynamique territoriale propre et ses réseaux d'alliance, dont le SCC doit tenir compte. Avec toutes les arrestations qui sont prévues, il va falloir que la gestion des pénitenciers change en raison de l'affluence de détenus. Le pénitencier est le microcosme de l'extérieur. Chaque dynamique régionale à l'extérieur des pénitenciers colore la dynamique à l'intérieur.

## LE PÉNITENCIER : UN TERREAU FERTILE POUR L'EXPANSION ET LA FORMATION DES GANGS DE RUE (*PRISON GANGS*)

« Expansion » est le terme employé pour désigner un gang de rue qui s'étend au-delà de son territoire initial, autrement dit, un gang qui opère dans d'autres villes, régions, provinces ou pays en raison de la migration de ses membres. Cette migration est définitive mais les membres conservent des liens de collaboration et de partenariat avec le groupe initial. On ne parle donc pas d'expansion lorsqu'un gang se contente de faire des incursions dans un lieu afin de profiter d'occasions d'affaires, sans se décider pour autant à y établir une base d'opération permanente ou d'y ouvrir un chapitre. L'expansion d'un gang peut se faire de différentes manières, soit par la déportation, la migration, ou par le recrutement en milieu carcéral.

Au Québec, l'expansion de certaines bandes s'est faite par migration : les Crips et les Bloods de Montréal ont ouvert des cellules à Niagara. Cela n'a pas été le cas pour certains gangs autochtones, comme les Native Syndicate (créés dans le pénitencier de Stony Mountain), les Redd Alert (créés dans le pénitencier d'Edmonton) et les Indian Posse, qui tendent plutôt à utiliser le milieu carcéral. Les Indian Posse et les Natives Syndicate sont très présents dans les pénitenciers fédéraux des Prairies, compte tenu du taux élevé d'incarcération des autochtones. Il est bien évident que, pour créer un gang dans un pénitencier ou une prison et envisager son expansion, il faut recruter un nombre important d'individus qui adhéreront à la sous-culture du gang. Par exemple, le gang de la Mexican Mafia (la *eme*) a été formé à la fin des années 50 dans une prison d'État de la Californie par des membres d'un gang de Chicago. Ce gang s'est formé en réaction à d'autres gangs se trouvant dans cet établissement carcéral dans le but de protéger les membres d'autres gangs ethniques, noirs ou blancs. La Mexican Mafia est constituée d'un ensemble de gangs de rue d'origine hispanique du sud de la Californie. Avec la hausse du taux d'incarcération des personnes d'origine hispanique, la Mexican Mafia a recruté

une foule de membres et a pris de l'expansion dans tous les États américains, à partir des milieux carcéraux.

Selon les données de 2006 du Centre canadien de la statistique, en Colombie-Britannique, 20 % de la population carcérale fédérale et 3 % de la population carcérale provinciale sont autochtones; en Alberta, on parle respectivement de 38 % et de 4 %; en Saskatchewan, de 77 % et de 10 %; au Manitoba, de 70 % et de 11 %; et à Terre-Neuve-et-Labrador, de 13 % et de 10 %. Les données sont beaucoup moins élevées dans les prisons provinciales que dans les pénitenciers fédéraux, mais le recrutement y est aussi présent. Les autochtones reçoivent généralement des sentences beaucoup plus sévères, et peuplent donc davantage les établissements fédéraux. Ces taux d'incarcération provinciale sont très significatifs lorsqu'on les compare à ceux du Québec (1 % de détenus autochtones), de l'Ontario (1 %), du Nouveau-Brunswick (2 %), et de la Nouvelle-Écosse (2 %). De la même manière, les taux d'incarcération fédérale sont beaucoup plus élevés qu'au Québec (2 % de détenus fédéraux autochtones), en Ontario (9 %), au Nouveau-Brunswick (7 %) et en Nouvelle-Écosse (7 %).

*[...] parce qu'ils viennent de milieux encore plus défavorisés que d'autres. En regardant les statistiques au niveau des autochtones, le taux d'incarcération est disproportionnel aux autres. C'est parce qu'ils se retrouvent dans des situations où ils prennent des chances. Ils tentent de s'en sortir, mais ça ne marche pas et ils retournent en dedans. On ne leur donne pas vraiment le choix. C'est l'une des plus grosses problématiques. Si on les retourne dans leur communauté, là où ils ont fait des délits, c'est le pire qu'il peut leur arriver. Alors ils retournent en dedans parce qu'il y a tous les services qu'ils n'ont jamais eus dans leur vie [...] La police leur court après, non ? Mais la police fait des choix. On doit regarder 10 personnes. Il y en a 8 qui viennent de sortir de prison, tous des autochtones. La machine se reproduit. Ils sont sous surveillance. À un moment donné il y en a deux autres qui veulent aider et ils se font pigner aussi. Le système judiciaire multiplie le nombre d'autochtones dans le système.*

Entrevue, Canada, janvier 2007

En conséquence, au Manitoba, en Alberta, en Colombie-Britannique, à Terre-Neuve-et-Labrador et en Saskatchewan, la forte présence de détenus autochtones a favorisé et pourrait continuer à favoriser le recrutement à l'intérieur des murs, ainsi que l'expansion territoriale de ces gangs. Certains gangs autochtones se sont du reste créés dans des établissements carcéraux. Nous pouvons à juste titre être préoccupés par l'expansion de ces gangs qui ont une longueur d'avance sur les autres bandes. Il est clair que la surpopulation carcérale d'un groupe peut contribuer à son expansion, et même à l'apparition de « gangs de prison ». Par ailleurs, si certains gangs autochtones ont vu le jour dans les pénitenciers des Prairies et ont pu y veiller à leur expansion en recrutant des membres des Premières Nations, il n'en est pas de même dans les établissements carcéraux du Québec et de l'Ontario, qui sont « protégés » par le nombre restreint d'autochtones incarcérés, donc par l'absence d'un terreau fertile pour ces bandes dont le recrutement est en partie ethnique. Ces gangs auront beau migrer, s'ils n'ont pas de recrues potentielles, ils auront de la difficulté à établir des chapitres et à grossir leurs rangs, notamment avec de jeunes autochtones pour certains gangs autochtones, et avec de jeunes hispaniques pour la MS13. Toutefois, même si l'on observe une augmentation des membres de gangs de rue à l'intérieur des pénitenciers, et que la gestion actuelle de ces groupes pourrait contribuer à l'apparition de *prison gangs*, il n'en demeure pas moins que la majorité du recrutement ne se fait pas dans les pénitenciers mais aux abords des écoles, dans les parcs, les centres jeunesse, etc. Cependant, ne nous y trompons pas, cette tendance que l'on observe dans les Prairies pourrait apparaître au Québec et ailleurs au Canada, et nous risquons d'assister à un recrutement carcéral de plus en plus fréquent et, par le fait même, à la formation de gangs de prisons (chose courante aux États-Unis), ainsi qu'à l'expansion de ces groupes par l'entremise des centres correctionnels.

Le Service correctionnel du Canada contribue également à la migration des membres de gangs de rue et du crime organisé d'une province à l'autre grâce au transfert des détenus d'un établissement à l'autre. Il contribue donc à l'expansion de ce cancer ! Les raisons

entourant les transferts de détenus sont multiples: voies de fait ou meurtres de membres du personnel (plutôt rares) ou de détenus; raisons de santé mentale ou raisons familiales, etc. Les agressions ou les meurtres demeurent une des raisons principales du transfert de détenus, une façon de gérer la violence en établissement. Le Québec reçoit donc des membres de gangs de rue, comme les Indian Posse, du reste du Canada, notamment de Halifax, ainsi que des Prairies et de l'Ontario. Le Québec exporte en revanche ses détenus membres de gangs de rue dans d'autres provinces. Cette circulation de détenus membres de gangs de rue se fait en fonction des cotes de sécurité des détenus et, comme il n'existe qu'un seul établissement à sécurité super-maximale au Canada et qu'il se trouve au Québec (Unité spéciale de détention), cette province doit gérer tous les détenus du Canada qui ont la cote «super-maximale». Les détenus qui ont une telle cote ont en général commis des actes de violence à l'intérieur des murs (voies de fait graves, meurtres), ou ils sont sous protection. Maurice Boucher, par exemple, a été plusieurs fois victime de tentatives d'assassinat de la part de membres des Indian Posse, ce qui fait qu'il est incarcéré à l'USD pour sa propre sécurité, mais aussi pour celle des membres du personnel et des autres détenus.

Il existe un sérieux problème de gestion des transferts au Service correctionnel du Canada, car certaines provinces n'ont pas de pénitenciers à sécurité maximale ou super-maximale, ou n'ont qu'un seul pénitencier à sécurité moyenne par province. Si une région n'a qu'un seul établissement à sécurité maximale et que celui-ci ne convient pas au détenu pour diverses raisons (antagonisme, mauvaise adaptation à son programme de réinsertion, etc.), ce dernier est transféré dans une autre région. Il y a aussi, dans certaines provinces, des pénitenciers pour détenus «à haut risque» qui ne peuvent être placés ailleurs et que l'on dit «en protection», comme les délateurs, les agresseurs sexuels, les détenus ayant des ennemis en raison de leurs dettes de drogue. À Halifax, par exemple, il n'y a pas de pénitencier pour les détenus cotés à sécurité maximale. Par conséquent, lorsqu'un détenu membre d'un gang de rue ou du

crime organisé a cette cote, on doit le transférer soit dans le seul pénitencier de la région Atlantique, à Reno, au Nouveau-Brunswick, soit dans une autre province, le Québec ou l'Ontario.

Il en est de même au Manitoba, où il n'existe qu'un seul pénitencier à sécurité moyenne. Lorsque la cote de l'un de ces détenus augmente, il doit être transféré dans une autre province. Lorsqu'on a affaire à un détenu appartenant à un groupe criminalisé, le transfert devient un moyen d'expansion. Antérieurement, il existait deux pénitenciers à sécurité super-maximale : l'un au Québec (ça n'a pas changé), l'autre en Saskatchewan, actuellement fermé. À cette époque, le pénitencier super-maximal de la Saskatchewan recevait donc tous les détenus des Prairies dont la cote de sécurité était super-maximale, ce qui restreignait l'expansion des gangs de rue de cette région, car leurs membres n'avaient pas accès au défrichage de nouveaux territoires ; cela les empêchait de créer des liens avec des membres de gangs ou d'organisations criminelles d'autres régions. Aujourd'hui, les membres de gangs de rue qui commettent des actes majeurs de violence se retrouvent au Québec et peuvent ainsi avoir accès à un réseau différent, mais important pour l'expansion de leurs groupes.

Un autre exemple frappant est celui des Indian Posse. Ce gang sévit majoritairement au Manitoba. Toutefois, selon les informations obtenues, en raison de la gestion des détenus, de leur cote de sécurité et de la rareté de certains établissements, les membres de ce gang ont pu migrer un peu partout dans les Prairies, notamment en Saskatchewan et en Alberta, où il y a des pénitenciers à sécurité maximale. De la même manière, des Redd Alert se retrouvent aussi en Alberta. Notons que ces membres de gangs déménagent généralement avec leur famille. Lorsque le SCC transfère un membre des Indian Posse, ce dernier emmène toute sa famille avec lui. Et à sa libération, il décide soit de rester dans le territoire où il a été transféré, soit de retourner là où il vivait avant son incarcération.

*Y a des gars qui font exprès de faire des affaires pour se retrouver au Québec. Quand on déménage un gars, on déménage sa famille.*



*Ça veut dire qu'ils sont partout. Après sa période d'incarcération, le gars peut décider de retourner dans son territoire initial, comme il peut rester dans le territoire de son établissement et former une nouvelle cellule. Donc, il y a une propagation du phénomène dans d'autres régions canadiennes via le système carcéral.*

Entrevue, Canada, janvier 2007

Au dire de mes informateurs, les détenus autochtones ont une forte tendance à mêler les membres de leur famille à leurs « affaires ». Les membres de la famille font partie du gang, ou aident le groupe. Chez eux, la solidarité familiale est si forte qu'une mère ou une sœur peut faire entrer de la drogue ou tout autre produit dans un établissement carcéral. Le problème, c'est que celle-ci peut alors se retrouver dans le système judiciaire à la suite d'une fouille ! Même si ce genre de comportement existe aussi chez des détenus non autochtones, il y est moins systématique et concerne davantage des membres de la famille éloignée, des amis ou des maîtresses. Dans d'autres groupes criminels, il y a clivage entre le gang et la famille, même si cette dernière profite des gains.

Chez les autochtones, le lien familial et la vie criminelle sont en symbiose, dans la mesure où ces personnes appartiennent très souvent à de petites communautés « tricotées serré », où tout le monde se connaît. Le réseau criminel de chaque individu inclut inévitablement des proches (mère, père, sœur, frère, fils, fille). J'ai pu observer ce même phénomène – où la famille se mêle étroitement au gang ou à la clique – dans les bandes centro-américaines, comme celles de la MS13 et de la Pandilla 18. Les liens familiaux y sont si forts que la famille fait non seulement partie du gang, mais devient une complice inconditionnelle du fils ou du frère. Le cycle devient alors difficile à briser.

Sur le plan des valeurs (famille, tribu, symboles) et de la sous-culture, il existe du reste plusieurs similitudes entre les gangs autochtones et les gangs centro-américains. Il est donc possible qu'avec des conditions favorables, l'on assiste à la création d'alliances entre ces deux types de gangs de rue. Par souci de prévention,

mentionnons qu'il serait judicieux que le SCC ne place pas dans les mêmes ailes carcérales, ou les mêmes pénitenciers, des membres de bandes centro-américaines et autochtones, car les ressemblances entre ces groupes pourraient contribuer à la création d'alliances qui non seulement renforceraient ces bandes dans les établissements, mais favoriseraient l'établissement de fortes alliances à l'extérieur des murs. Le cocktail Indian Posse et MS13 pourrait être assez explosif, que ce soit dans le milieu carcéral ou à l'extérieur, notamment à Toronto ou dans la belle ville de Vancouver. En outre, une alliance entre ces deux gangs pourrait contribuer à la formation de MS13 en Alberta, où les Indian Posse ont des assises. L'un des critères d'évaluation quant à la gestion et au transfert des détenus membres de gangs de rue pourrait donc aussi être, en plus de la cote de sécurité, les liens entre différents groupes, ainsi que les ressemblances entre ces groupes (valeurs, symboles, sous-culture, etc.).

La lutte contre les gangs autochtones est la priorité du Service correctionnel du Canada. Pourquoi ? Parce que ce sont les bandes les plus nombreuses en milieu carcéral et qu'elles recrutent à tout vent à l'intérieur des pénitenciers. Ces gangs sont en quelque sorte un produit de la sous-culture des *prison gangs*. Plusieurs d'entre eux ont du reste vu le jour dans des pénitenciers. Par ailleurs, ces gangs fonctionnent de manières diverses et il est important de tenir compte de leurs particularités si on veut les gérer adéquatement en établissement. Les Manitoba Warriors et les Natives Syndicate ont une structure pyramidale. Ils sont organisés, ont des jaquettes et des patches qui leur sont propres. Les Indian Posse et les Redd Alert fonctionnent quant à eux en cellules, davantage comme un gang de rue. Ils ont leurs couleurs et leurs foulards. On ne doit donc pas mettre tous les membres de gangs autochtones dans le même panier.

Les échanges de détenus interprovinciaux permettent aux gangs de rue et au crime organisé de tisser des liens dans tout le Canada. Ces transferts contribuent à la création de ponts interprovinciaux entre les différentes organisations ou cellules. Il est vrai qu'il n'existe pas de solution idéale, mais la stratégie minimale serait de créer des espaces pour quatre établissements à sécurité super-maximale dans

les régions suivantes : Prairies, Atlantique, Ontario et Pacifique et des établissements à sécurité maximale dans les provinces qui n'en ont pas. Cela permettrait, notamment au Québec, de ne pas avoir à gérer ce type de détenus des autres provinces et mettrait un frein à la création de réseaux criminels pancanadiens.

Par ailleurs, je crois que le SCC devrait mettre fin à tous les transferts interprovinciaux dans le cas de membres de gangs de rue ou d'organisations criminelles, et trouver d'autres solutions pour la gestion de la violence dans les établissements. Cette gestion devrait non seulement se faire à l'intérieur de la province d'incarcération, mais dans un même complexe carcéral. Par exemple, dans le complexe de Sainte-Anne-des-Plaines, il y a des établissements à sécurité moyenne, minimale, super-maximale et multiple. Il faudrait donc, pour que ce complexe carcéral soit complet, y aménager une aile ou une section à sécurité maximale, ce qui permettrait de faire des transferts à l'intérieur du complexe, et ce, quelle que soit la cote de sécurité des détenus. D'autant plus que des détenus commettent parfois des actes de violence pour être envoyés dans des établissements à haute sécurité afin d'y retrouver des membres de gangs de rue amis. Il est impératif que le SCC s'adapte aux changements et adopte d'autres façons de faire. Cela nécessite non seulement un changement de culture, mais des ressources financières.

## **DROGUES ET CORRUPTION : FLÉAUX PROFITABLES AUX GANGS DE RUE**

La consommation et le trafic de drogue sont des problèmes majeurs dans les établissements fédéraux (et provinciaux). Le Service correctionnel rapporte que quatre détenus sur cinq ont déjà un grave problème de consommation de drogue et d'alcool lorsqu'ils arrivent au pénitencier. Cette abondance de consommateurs constitue une bonne clientèle pour les trafiquants incarcérés. Selon nos sources, en 2008, 63 membres du crime organisé traditionnel, 55 membres du crime organisé asiatique et des gangs asiatiques, 47 membres des

motards criminalisés, 38 membres de gangs de rue et 12 membres de gangs autochtones se sont rendus coupables de délits liés à la drogue. Rappelons que ceux qui contrôlent le trafic de stupéfiants à l'intérieur des établissements ont le pouvoir : la drogue leur permet non seulement de gagner de l'argent, mais aussi de faire chanter d'autres détenus, qui se voient obligés de faire entrer de la drogue ou des objets (par exemple des cellulaires), et de servir de « facteurs » après leur libération.

*[Il existe un] lien entre la drogue et l'augmentation des gangs criminalisés dans les pénitenciers du SCC, et que cette augmentation a une incidence sur la hausse de la violence, puisque ces gangs tentent de continuer leurs activités criminelles. Les membres de gangs n'hésitent pas à utiliser la violence pour obtenir ce qu'ils désirent et pour maintenir ou améliorer leur situation dans la hiérarchie des délinquants. Ils continuent de se concentrer sur le trafic de la drogue dans les pénitenciers, car il s'agit pour eux d'une source importante de revenus et de pouvoir. Ils continuent de chercher et d'exploiter le plus de moyens possibles pour faire entrer de la drogue, soit en faisant appel à des complices dans la collectivité, soit en menaçant et en intimidant d'autres délinquants et leur famille.*

Rapport du Comité d'examen de SCC, octobre 2007, p. 28

Posons-nous la question : est-ce si facile de faire entrer de la drogue dans les établissements carcéraux ? Aussi aberrant que cela puisse paraître, oui. Les stupéfiants sont monnaie courante dans les pénitenciers. On peut y trouver une aussi large variété de drogues que dans la rue. Et leur prix est beaucoup plus élevé compte tenu des risques encourus. Les drogues sont introduites dans les établissements carcéraux de plusieurs manières : dans des ballons, des balles de tennis, des flèches creuses, des téléphones cellulaires, etc. Dans le rapport d'octobre 2007 du Comité d'examen du SCC, il est mentionné qu'il y a une augmentation de la quantité de drogue projetée à l'intérieur des locaux à l'aide de flèches ou de balles de tennis. Cet exploit est en partie possible grâce au nombre limité de gardiens

dans les miradors et à une déficience dans la surveillance des périmètres de sécurité, surtout ceux qui sont proches des voies d'accès publiques. La drogue passe également grâce aux visiteurs, qui n'hésitent pas à la dissimuler dans certaines de leurs cavités corporelles. Comprend qui peut. Ces visiteurs sont des membres de la famille, des avocats, ou des membres de la famille d'autres détenus qui sont victimes de chantage, etc.

*Quand on dit qu'un camion fait une livraison et qu'il a plusieurs sacs de patates... Si quatre sacs sont livrés au pénitencier, on en fouille un et les autres ne sont pas forcément fouillés.*

Entrevue faite en 2007 avec Alain McNulty,  
Coordonnateur régional du renseignement de sécurité,  
Service correctionnel du Canada, région du Québec

La corruption de certains membres du personnel carcéral, de livreurs de courrier et de marchandises, d'éboueurs et d'ouvriers de la construction ou de la rénovation permet de faire entrer de la drogue. Les membres des groupes criminels, aussi bien les gangs de rue que les organisations criminelles, sont particulièrement doués pour détecter les employés fragiles et corruptibles : personnes endettées, en instance de divorce, toxicomanes, employée tombée sous le charme d'un gangster... Selon quelques-uns de mes informateurs, certains membres de gangs ont des idylles amoureuses et des rapports sexuels avec des gardiennes. Bien évidemment, ces dernières font entrer de la drogue, des cellulaires, et tout ce que leur amoureux leur demande. Quand ce n'est pas par amour, c'est contre une contribution financière. Certains détenus membres de gangs et du crime organisé sont très bien nantis. Les employés de premières lignes, comme les gardiens, ne sont pas les seuls qui peuvent être tentés, il en est de même de certains agents de libération conditionnelle et, parfois, de certains chefs d'équipe. Nul n'est à l'abri de la sollicitation habile des gangsters.

Le SCC possède plusieurs techniques de dépistage des drogues, notamment des chiens renifleurs et des scanners. Il fait des fouilles

quotidiennes – parfois à nu, lorsqu’il a un « doute raisonnable » et l’autorisation spéciale du directeur de l’établissement – et des tests d’urine aléatoires. Malgré cela, les drogues passent ! Au Québec, les détenus peuvent, par l’intermédiaire de leur avocat, refuser de subir une fouille à nu.

*Les gars de gangs et du crime organisé connaissent leurs droits et ils ne se gênent pas pour les faire respecter. Les tests d’urine se font au hasard et l’écoute électronique peut aussi se faire, mais avec accord du directeur du pénitencier. Ils n’ont pas besoin d’un mandat d’un juge. Ils ne font pas d’écoute pour le compte de la police. J’ai des doutes là-dessus, mais il paraît que le détenu est averti qu’il a été écouté, pas qu’il va être écouté.*

Entrevue faite en 2007 avec Alain McNulty,  
Coordonnateur régional du renseignement de sécurité,  
Service correctionnel du Canada, région du Québec

Outre les stupéfiants, les outils de communication sont très prisés dans les établissements carcéraux. Ces outils ont beaucoup évolué, et le SCC doit s’adapter aux nouvelles technologies. Les articles en question sont les téléphones cellulaires avec accès Internet, messagerie texte et appareil photo et vidéo intégré. On sait que plusieurs trafiquants de drogues et groupes criminels font des affaires par Internet. Les membres de gangs de rue sont très bien « branchés » eux aussi. L’introduction des appareils cités plus haut leur permet de poursuivre leurs activités. En outre, dans certains pénitenciers, des détenus ont accès à Internet dans le cadre d’un programme de réinsertion. Ils peuvent alors être victimes de chantage de la part de membres de groupes criminels, dont les gangs de rue, et utilisés pour accomplir des tâches en leur nom. Ces détenus obéissent parce qu’ils ont reçu des messages de violence ou de mort, ou pour payer des dettes de drogue. La vigilance reste de mise lorsqu’on mélange des membres de gangs de rue avec des personnes qui ne sont pas membres de groupes criminalisés, mais qui ont accès à des privilèges ou à des programmes et qui, de surcroît, consomment de la drogue.

## EN GUISE DE RÉFLEXION...

Les gangs de rue sont de plus en plus présents dans les pénitenciers fédéraux, mais aussi dans les prisons provinciales. Cette réalité exige des ajustements de la part des services correctionnels, d'autant plus que l'augmentation de détenus membres de gangs influe sur la gestion des établissements carcéraux. Par ailleurs, les luttes de pouvoir pour le contrôle du trafic de stupéfiants à l'intérieur des murs et la consommation de drogue contribuent à une exacerbation de la violence. En fait, ce sont les membres de gangs de rue et du crime organisé qui contribuent quasiment à eux seuls à cette violence et aux activités criminelles. Intimidation, corruption du personnel et des fournisseurs du SCC, trafic de drogue, recrutement de membres, manipulation, maintien du lien avec des membres à l'extérieur des murs, ingérence des chefs de gang dans le fonctionnement des activités carcérales, augmentation du nombre de détenus dans les pénitenciers à sécurité maximale et super-maximale sont le quotidien du Service correctionnel du Canada, et cela ne risque pas de changer de sitôt.

Mentionnons cependant que les gangs de rue ne sont pas les seuls à être impliqués dans ces problèmes et que les motards criminalisés et autres organisations criminelles n'ont rien à leur envier. Cependant, ce sont les gangs de rue qui exigent un contrôle plus ferme et une gestion plus sophistiquée, ce qui nécessite plus de ressources humaines et matérielles. C'est à cette condition que le Service correctionnel du Canada viendra à bout de sa double mission : réinsertion de membres de gangs, et sécurité de la population tant dans les établissements qu'en communauté, puisque les membres de gangs incarcérés seront un jour libérés. En fait, le système de justice dans son ensemble est aux prises avec la question des gangs de rue.

Les relations et les conflits des gangs à l'extérieur des établissements carcéraux teintent leurs liens et leurs alliances avec d'autres groupes. Il est extrêmement urgent de procéder à une évaluation des besoins pénitenciers du Canada en termes de structures physiques, de ressources humaines, de gestion des détenus et d'outils d'analyse.



Les politiques de gestion doivent évoluer en fonction d'une sérieuse probabilité: la population carcérale de membres de groupes criminels, de gangs de rue et d'organisations criminelles ne fera qu'augmenter. Il faut endiguer cette vague! Mais une fois mises en place des lois et des politiques de lutte aux gangs de rue et aux organisations criminelles, un ajustement des services correctionnels, tant fédéraux que provinciaux, doit suivre, dans la mesure où ces délinquants se feront fatalement arrêter. La construction de nouveaux établissements correctionnels devrait tenir compte non seulement de la diversité de la population carcérale (gangs de rue, motards, organisations criminelles), mais de leurs nouvelles façons de faire (stratégies opérationnelles) à l'ère d'Internet et des nouvelles technologies.

En outre, la modernisation des établissements demande aussi des innovations quant à la gestion des détenus. Investir dans de la brique sans instaurer un changement de gestion ne répondra en rien aux nouvelles réalités carcérales. Deux points sont fondamentaux: le Service correctionnel doit arrêter les transferts interprovinciaux de membres de gangs de rue et du crime organisé, qui ne font que propager le cancer; et le Québec ne peut plus accepter dans son établissement à sécurité super-maximale les membres de gangs et du crime organisé des autres provinces. Il est plus que temps de construire ce genre de pénitenciers dans d'autres régions! Pour mettre en place des actions positives et concrètes, il est impératif que les débats politiques et théoriques entourant le Service correctionnel et les sanctions portent essentiellement sur la correction des comportements criminels plutôt que sur la punition.

Actuellement, le SCC a une politique qui confère automatiquement à un membre de gang de rue ou du crime organisé un risque sécuritaire plus élevé qu'aux autres détenus. Cependant, cette directive n'a pas encore été ajoutée à la Loi sur le service correctionnel et la mise en liberté conditionnelle – ni à la loi antigang. Il est important qu'un rectificatif soit fait à cet effet afin que le SCC puisse traiter les détenus accusés de gangstérisme comme des délinquants à haut risque pour la sécurité. Par ailleurs, l'outil d'évaluation du risque utilisé par les agents de libération conditionnelle devrait non seulement

tenir compte des critères individuels du détenu, comme cela se fait actuellement, mais aussi de son allégeance – donc de celle de son groupe criminel. Les allégeances doivent également être un critère d'évaluation des risques de récidive en communauté, et devenir un élément important du plan correctionnel tant en communauté qu'en incarcération. Les membres du crime organisé et des gangs de rue ne sont pas forcément des mésadaptés sociaux. Au contraire, ces personnes ont souvent une famille, un emploi, des enfants, tout en étant très actives dans la criminalité. Les détenus libérés de ces groupes criminels devraient avoir des conditions de libération spécifiques à une criminalité de type groupale : par exemple, ils n'auraient pas l'autorisation de voyager au Canada, et encore moins à l'extérieur du Canada, tant et aussi longtemps qu'ils seraient sous mandat du SCC, et ce, même dans le cas d'un voyage pour trouver un emploi. On ne traite pas des membres de gangs ou du crime organisé comme des détenus ou des libérés réguliers, tout comme on ne traite pas un délinquant sexuel comme un membre de gang. Il est urgent d'établir de nouveaux critères d'analyse de ces individus, d'autant plus qu'en raison des nombreuses arrestations qui s'annoncent, les pénitenciers et les prisons provinciales, surtout au Québec, risquent d'avoir de gros problèmes de gestion.

L'évaluation du risque du détenu en fonction de son allégeance à un gang ou à une organisation criminelle ne se fait toujours pas au SCC. Deux évaluations s'imposent : l'évaluation de l'individu et son appartenance à un groupe criminel (ex. : un tiers pour son adaptation en prison ; un tiers pour les risques de récidive ; un tiers pour ses habiletés sociales). Si l'individu appartient à un groupe criminel, sa cote de sécurité augmente. S'il fait partie d'un gang international ou ayant des liens avec des groupes internationaux, cette cote augmente davantage. Appartient-il à un gang ou à une organisation criminelle comme les motards ? Quel est son rang dans le gang ? Est-il un chef ou un membre influent de l'exécutif ? La cote doit être évaluée en fonction de tous ces critères, et pas seulement en fonction des caractéristiques personnelles du détenu. Un détenu peut avoir l'air d'un bon gars qui s'occupe de sa famille, qui prendra un emploi à sa libé-

ration, qui ne consomme pas de drogue et est diplômé, mais il n'en reste pas moins, par exemple, le chef ou le bras droit du chef des Syndicate, un gang important de Montréal.

La crainte du SCC est de se retrouver avec un nombre élevé de détenus dans des établissements à sécurité maximale et moyenne. Un fait est certain : les membres de groupes criminels ne sont pas des enfants de chœur et présentent un risque élevé pour la sécurité dans les établissements carcéraux et en communauté en raison de leur capacité de corrompre, des menaces qu'ils peuvent utiliser et de l'influence qu'ils exercent. On sait que certains membres continuent à travailler dans leurs organisations criminelles à partir du pénitencier. Cela est dû, en grande partie, au fait qu'ils sont traités comme les autres détenus, nonobstant un élément majeur de leur criminalité : leur groupe criminel.

La gestion différentielle des détenus permettra aux membres des groupes criminels de comprendre qu'une libération conditionnelle se mérite, et que le fait d'être incarcéré dans un établissement à sécurité minimale passe par la désaffiliation, étape importante dans une authentique réhabilitation. On ne peut donc pas faire « comme si » les membres des groupes criminels ne l'étaient pas, même si cela comporte des coûts de gestion ! La sécurité de la population n'a pas de prix !

Par ailleurs, il est mentionné, dans la Loi sur le service correctionnel et la mise en liberté sous condition, que le SCC doit utiliser la mesure la moins restrictive lors de l'incarcération d'un détenu. Décision tout à fait louable, mais qui doit être revue lorsqu'on doit gérer un membre d'un groupe criminel. Les avocats des organisations criminelles et des gangs de rue sont devenus des maîtres dans l'art de contester les cotes de sécurité en se basant sur cette loi ! Ces conseillers savent comment contrecarrer le système en utilisant les balises mises en place pour protéger des détenus démunis contre les éventuels abus du système. Les membres de gangs savent calculer. Faire du temps « dur » ne les intéresse pas. Je suis convaincue que dans cette ère des gangs de rue, une révision de la Loi sur le service correctionnel et la mise en liberté sous condition s'impose.



## Chapitre 9

### Les gangs de rue, c'est l'affaire de tous !

*La responsabilité de prévenir et de contrer les gangs de rue doit être partagée entre différents acteurs : la famille, le milieu institutionnel, le milieu communautaire et tout partenaire qui a un rôle à jouer auprès des jeunes. Il est essentiel que la communauté s'implique.*

Mario Plante, assistant-directeur et  
chef du service des enquêtes spécialisées,  
responsable du dossier gangs de rue au SPVM, Montréal

**L**a lutte aux gangs de rue n'est pas seulement la mission des forces de police, des gouvernements et de diverses instances, elle nous concerne tous, que nous soyons parents, célibataires, grands-parents, membres du corps enseignant ou du monde des affaires. Les gangs de rue – tout comme le crime organisé – sont des groupes extrêmement nuisibles tant sur le plan humain que sur le plan économique.

En matière de lutte aux gangs, le syndrome du « pas dans ma cour » est une démission injustifiable et impardonnable. Cette lutte ne se déroule pas seulement à l'échelle du Canada, elle est mondiale. Elle doit donc être « pensée » en fonction de cette réalité. Des actions et des stratégies communes pourraient contribuer à améliorer la situation au Québec, au Canada, dans les Amériques et dans le monde. En revanche, les erreurs auront inévitablement des conséquences planétaires. Il est donc important que le Canada consolide sa stratégie nationale de lutte aux gangs de rue, tout en respectant

les champs de compétence des provinces. Tous nos ministères – Immigration, Éducation, Santé, Culture, Finances, Affaires étrangères, Défense – doivent travailler en concertation, et en tenant compte des stratégies élaborées par les instances spécialisées dans la lutte aux gangs de rue et aux organisations criminelles. L'objectif à atteindre nous concerne tous.

La lutte aux gangs de rue passe d'abord par la mise sur pied d'une coordination des politiques sociales préventives et répressives. Chaque ministère fédéral et provincial doit s'engager dans la stratégie de lutte aux gangs de rue. On peut se demander quel est le lien entre le ministère de la Culture et les gangs de rue. C'est simple : un budget apte à soutenir les initiatives cinématographiques et théâtrales, la peinture et la sculpture, les arts multimédias, la musique, etc., aiderait à prévenir le recrutement de jeunes et à faire de la prévention auprès des familles. Les gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral pourraient faire de la publicité antigang dans les médias, comme ils le font déjà pour l'alcool au volant et la violence conjugale. Il faut impérativement activer les mécanismes de protection des jeunes et de leur famille. Dans ce combat, briser la loi du silence est un facteur déterminant et une obligation.

Tous les droits et lois sur la protection des enfants sont primordiaux dans la lutte aux gangs de rue, car ce sont souvent les conditions de vie misérables des jeunes qui favorisent leur recrutement. Les besoins des enfants et des adolescents doivent l'emporter sur les considérations politico-administratives des gouvernements – fédéral et provinciaux. Un triste exemple est la tragédie survenue au Manitoba en février 2005. Jordan River Anderson, un gamin de cinq ans des Premières Nations, est mort à la suite d'un litige entre le fédéral et la province du Manitoba concernant le paiement de ses frais médicaux. Il faut souvent des morts pour que les gouvernements agissent !

Le 12 décembre 2007, le Parlement canadien a adopté le « Principe de Jordan » par résolution. Ce principe est le suivant :

*Lorsqu'un conflit de juridiction survient au sujet des services gouvernementaux concernant un enfant ayant le statut d'Indien inscrit*

*ou d'un enfant inuit, le département ministériel contacté en premier paie pour le service à l'enfant sans délai ni interruption. Le ministère payeur peut ensuite transmettre l'affaire au Processus intergouvernemental afin de demander le remboursement de la dépense.*

Si l'Assemblée législative du Manitoba a adopté ce principe, aucun gouvernement provincial et territorial, non plus que le fédéral, n'en a fait une loi pour le renforcer. Dans certaines provinces, le principe n'est même pas encore adopté. En fait, des enfants autochtones pourraient encore être des victimes et mourir à cause de ces tracasseries bureaucratiques. Quel est le rapport entre le Principe de Jordan et la lutte aux gangs de rue? Le bien-être des enfants, qui est directement lié à leur recrutement dans des gangs de rue. Il faut comprendre que la lutte aux gangs de rue ne signifie pas seulement qu'il faut consacrer de l'argent à la répression ou faire de la prévention. Cette lutte est globale et exige des actions globales qui protègent la vie des enfants dans son ensemble: hygiène, nourriture, sommeil, sécurité, psychologie, entourage, culture, apprentissage pédagogique, loisirs, amour, affection, amitié, santé, etc. On estime à 700 000 le nombre d'enfants pauvres au Canada! Un chiffre inacceptable pour un pays aussi riche.

Au regard des nouvelles réalités familiales du monde dans lequel nous vivons, chaque province doit revoir sa politique familiale en tenant compte de plusieurs variables, dont les gangs de rue, l'itinérance des jeunes (appelés aussi «jeunes de la rue»), l'hypersexualisation des jeunes filles, la marchandisation du corps des femmes et des enfants, le trafic des femmes et des enfants, la banalisation de la violence, la hausse du décrochage scolaire, le suicide chez les jeunes, la lutte à la pauvreté des familles et de leurs enfants, la conciliation travail-famille, le chômage et l'éclatement des familles.

Par ailleurs, il est fondamental, dans cette lutte quasi planétaire, de ne pas tomber dans la démonisation des gangs, car celle-ci contribue à un renforcement de leur pouvoir d'attraction auprès des jeunes, à une amplification de la peur qu'ils provoquent dans les communautés et les populations, à une stigmatisation des groupes minoritaires et



à l'abandon des jeunes membres de gangs, que l'on laisse à eux-mêmes sans tenter de les soustraire à ces groupes. Les jeunes membres de gangs ne sont pas des monstres. Ce sont leurs actes qui peuvent être monstrueux. Ces enfants sont manipulés, utilisés par des adultes eux-mêmes victimes d'une enfance volée. Je ne saurais trop insister sur la nécessité absolue, dans la lutte aux gangs, de consacrer des ressources considérables à la prévention, et cela dès les premiers pas de l'enfant, notamment par le moyen d'une véritable politique de conciliation travail-famille, du renforcement de la cellule familiale, d'une lutte efficace à la pauvreté et d'une distribution équitable des richesses. La lutte aux gangs de rue passe aussi par la lutte au racisme et au profilage racial. Elle exige également des ressources pour la répression, ressources qui doivent être accordées aux forces de police sur le terrain, mais aussi à celles chargées des enquêtes. Une concertation utile doit s'établir entre forces policières et autres instances de surveillance et de sécurité sur les plans régional, national et international. La lutte aux gangs de rue dépend aussi de l'aide humanitaire que nous apportons aux pays aux prises avec ce problème. L'aide aux pays étrangers est un investissement majeur pour la sécurité du Canada et des Amériques. Cette aide doit être financière, mais aussi de l'ordre de l'expertise. Nos échanges avec ces pays doivent être respectueux. Il ne faut pas oublier que ces derniers en savent long sur les groupes criminels qui sévissent chez eux (et qui se retrouveront un jour au Canada!).

Devant les fusillades à Vancouver et la montée de la violence un peu partout au Canada, notamment à Toronto, à Winnipeg et à Montréal, le gouvernement canadien se contente actuellement de tergiverser. Et pendant qu'il tergiverse sur la création de lois dont l'utilité est discutable, mais qui donnent à la population une impression de sécurité, les gangs de rue se renforcent jour après jour! Pendant que les forces de police, les groupes de prévention, les parents, les écoles se battent pour obtenir les ressources (financières et humaines) nécessaires à leur travail, les gangs de rue gagnent des millions de dollars et continuent à recruter à tout vent. Une véritable politique canadienne de lutte aux gangs de rue et au crime

organisé – l'un ne va pas sans l'autre, car plusieurs de ces groupes sont interreliés dans un même réseau régional, national et international – exige un investissement de plusieurs millions de dollars. Chaque province pourrait évaluer ses propres besoins en prévention et en réhabilitation et investir en conséquence. Il faut noter que, dans la grande majorité des provinces canadiennes, la prévention demeure l'enfant pauvre de la lutte aux gangs de rue. Le fonds de lutte contre les activités des gangs de jeunes du Centre national de prévention du crime (CNPC) n'est que de 11 millions de dollars par année pour tout le Canada : une goutte d'eau dans l'océan ! Cette lacune majeure en matière de prévention est également présente au Québec, qui a pourtant adopté une philosophie plus axée sur la prévention que sur la répression. Reste que les fonds alloués à la prévention sont insuffisants et ne répondent même pas aux besoins les plus criants.

D'autre part, une politique efficace de lutte aux gangs passe d'abord par une analyse intelligente de nos lois et par les rectificatifs à apporter aux failles existant dans le Code criminel ou aux autres lois y afférant. Nous devons aussi créer des lois en fonction des nouvelles formes de criminalité – et y consacrer les ressources nécessaires. Il est plus que temps que le Parlement canadien adopte une loi obligeant les fournisseurs Internet à révéler automatiquement à la police les coordonnées des clients canadiens qui consomment de la pornographie juvénile. Actuellement, les policiers doivent demander ces coordonnées, et dépendent donc de la collaboration des fournisseurs. Les sites faisant l'apologie des gangs de rue demeurent une contradiction face au travail de sensibilisation fait auprès des jeunes. Entre liberté d'expression et sécurité publique, une question se pose : devons-nous interdire ce genre de sites qui font non seulement l'apologie des gangs de rue, mais qui appartiennent souvent à des gangs qui utilisent ce vecteur comme outil de recrutement et de propagande ? Nous avons criminalisé la propagande haineuse, mais nous n'avons pas de loi qui interdise la propagande faite par les gangs de rue et autres groupes criminels – comme les motards, qui vendent même des exemplaires de leur blouson et de leur symbole sur Internet. Une aberration !

Devons-nous accepter de dépenser des milliers de dollars et de mobiliser des centaines de policiers pour assurer la sécurité du public lors des concerts où l'on fait l'apologie des gangs de rue? Comment se fait-il qu'on laisse entrer au Canada des chanteurs qui ont été accusés de trafic de drogue et de port d'armes, alors qu'on interdit l'entrée à des activistes politiques? Comment se fait-il qu'on mette des bracelets électroniques aux chevilles de personnes qui n'ont été accusées d'aucun crime – mais dont on pense qu'elles pourraient peut-être, un jour, commettre un acte terroriste – alors que des pédophiles récidivistes dangereux ne sont pas soumis à ces mesures? Une autre contradiction scandaleuse! On pourrait écrire un livre sur ces aberrations!

Une autre aberration dont l'un de mes informateurs m'a fait part: certaines stars américaines engagent des membres de gangs ou du crime organisé comme gardes du corps, en l'occurrence des Hells Angels. Les Hells offrent ce service! Depuis toujours, les Hells Angels feraient n'importe quoi pour graviter dans le milieu artistique et dans celui du sport. En août 1998, les Warriors ont été engagés pour assurer la sécurité lors d'un grand concert pop rock à Minneapolis. Cela existe également au Québec et au Canada. Je pourrais continuer à relever ces anomalies. Je pourrais démontrer que, souvent, la main droite ne travaille pas avec la gauche! Comment se fait-il que l'on permette d'organiser des raves alors que l'on sait pertinemment que la consommation et la vente d'ecstasy sont indissociables de ces soirées? S'il y a un commerce de drogue, n'est-ce pas parce qu'il y a des consommateurs? Si la prostitution juvénile est en expansion dans le monde et au Canada, n'est-ce pas parce qu'il y a des consommateurs de pornographie juvénile? Quand allons-nous nous attaquer au fondement de tout commerce criminel: le client!? Qui sont les criminels: ceux qui vendent un enfant ou ceux qui l'achètent? Eux tous! Et pourquoi le crime est-il si évident lorsqu'on parle d'enfants, et beaucoup moins quand on parle de femmes adultes? L'exploitation sexuelle est un crime en soi, qu'elle soit pratiquée sur un adulte ou sur un enfant! Autre aberration: comment se fait-il qu'on entre au Palais de justice de Montréal comme

dans un moulin? Pourquoi attend-on qu'un drame se produise pour agir? Comment se fait-il que des membres du crime organisé aient toujours leurs entrées dans nos ports et nos aéroports?

Dans son rapport du 30 mars 2009, la vérificatrice du Canada soulignait le manque de communication entre Transport Canada et la GRC quant aux échanges d'informations, lacune qui permet à des délinquants ayant des liens avec des groupes criminels de travailler dans les ports et les aéroports en toute impunité. En fait, la sécurité aéroportuaire semble davantage mettre l'accent sur la lutte au terrorisme que sur la lutte aux organisations criminelles. Or, l'un ne va pas sans l'autre, puisque tout est question de sécurité publique. Le système judiciaire et de sécurité publique est truffé de failles.

On ne peut et on ne doit pas faire abstraction des lois criminelles dans la lutte aux gangs de rue, même si ces lois ne sont pas les seules à pouvoir contrer ce phénomène. Les lois régissant les impôts, les entreprises, les paradis fiscaux, la Bourse, etc., peuvent toutes contribuer à une lutte plus efficace aux gangs de rue et au crime organisé. Prenons un exemple assez absurde, mais réel: selon la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada, ou même du Québec, un contribuable canadien ou québécois, au regard de l'article 1, doit déclarer toutes ses sources de revenu, quelle que soit leur provenance. « La loi du praticien » de David Sherman explique tout cela en détail, mais la reprendre ici en entier prendrait trop de temps. Or, une de mes sources m'a expliqué que cet article de loi permet de déclarer des sources de revenu provenant de la vente de produits ou de services illicites (drogues, armes, prostitution, etc.) en ayant la garantie que l'on ne sera pas inquiété par la police. Les agents du ministère du Revenu du Québec apprennent parfois que des revenus proviennent de sources illégales, mais ils ne sévissent pas et évitent souvent d'en informer la police, compte tenu de la confidentialité des données, et surtout parce qu'ils sont tenus d'appliquer la Loi sur les impôts et non le Code criminel! En fait, selon mes sources, le partage d'informations entre les corps de police et le ministère du Revenu du Québec, notamment, est à une étape plus qu'embryonnaire.

Il est courant, lors d'enquêtes spéciales du ministère du Revenu sur des individus soupçonnés de vivre au-dessus de leurs moyens et de ne pas tout déclarer au fisc, que les agents apprennent de la bouche même d'une personne suspecte l'existence de sources illégales de revenus. Or, le Ministère n'est pas tenu de rapporter ces cas à la police. Il se contente simplement de percevoir le montant des impôts et d'en exiger le paiement par le contribuable. Comme me le disait un de mes informateurs :

*On va dire que j'enquête sur une personne qui nous déclare 100 000 \$ par année, mais qui a un train de vie de 350 000 \$. Je vais donc vérifier cette différence avec elle. La personne va me dire : « Moi, je vends du pot et j'en ai pour 250 000 \$, voilà la réalité. » Alors ? On ne fait rien. On va l'imposer sur l'écart et c'est tout ! L'article 1 de la LMR ne nous oblige à rien. On n'est pas là pour juger le produit vendu. Le contribuable doit payer pour ses revenus, c'est tout. C'est la loi criminelle qui dit que le produit est illégal, pas la Loi sur les impôts. On ne travaille même pas avec la police. Le fédéral ou le provincial pourrait frapper quelqu'un et on ne le saurait pas. On n'est pas en communication avec la police.*

Autrement dit, la loi oblige les contribuables à déclarer leurs revenus, mais ces contribuables ne sont pas tenus de dire d'où ils proviennent. Un beau processus légal de blanchiment d'argent !

Il arrive cependant que les forces de police demandent au ministère du Revenu d'une province, ou du fédéral, de collaborer à une enquête sur des individus membres de groupes criminels. Comme ils n'ont pas assez d'éléments d'information pour arrêter ces délinquants dans le cadre de leurs activités illégales, ils s'efforcent de trouver des preuves de fraudes fiscales, et ils les arrêtent sur cette base. En Colombie-Britannique, par exemple, en partenariat avec la police, Revenu Canada a procédé à plusieurs vérifications auprès de membres des Hells Angels. Ces derniers ont même crié à la discrimination ! En conséquence, les ministères du Revenu des provinces et du fédéral devraient, en partenariat avec les corps de police, et

avec un canal de communication plus fluide, mettre sur pied un processus de dénonciation des contribuables qui déclarent des produits illicites. En outre, il faudrait ajouter une case dans le formulaire de déclaration des revenus concernant l'identification des sources de revenus. Après tout, dans la lutte aux gangs de rue et au crime organisé, l'argent est le nerf de la guerre!

Par ailleurs, les provinces devraient revoir les lois régissant les permis d'alcool et la tenue de bars, de clubs, de restaurants et de bars de danseuses, de telle sorte que les propriétaires de ces établissements publics – qui sont des lieux où se déroulent des fusillades et des bagarres impliquant des membres de gangs de rue et du crime organisé – soient obligés de présenter un plan de sécurité pour leur établissement, au risque de se voir retirer le droit de l'exploiter. Plusieurs de ces lieux appartiennent à des groupes criminels ou sont fréquentés par eux. Ces endroits peuvent devenir des lieux de règlements de compte entre gangs rivaux, fusillades qui font, comme ils le disent, des «dommages collatéraux», donc des victimes innocentes. Une balle perdue ou une erreur sur la personne... comme dans le meurtre de Raymond Ellis, 25 ans, tué sauvagement dans un bar de Montréal par un membre des Crips qui l'avait pris pour un Blood; les fusillades de l'été 2008 dans Montréal-Nord entre certains membres des Bloods et du clan italien; la fusillade entre membres de gangs de Vancouver qui a fait un mort et un blessé dans le pub de l'hôtel Cecil de Granville Street; ou, en 2006 et en 2007, les fusillades entre membres de groupes criminels au Purple Onion, discothèque très en vogue à Vancouver, et au Loft Six, une autre discothèque à la mode. À l'entrée du Purple Onion, des membres d'un gang asiatique se sont tirés dessus, tuant une jeune femme qui tentait de s'interposer. En tout, sept personnes ont été atteintes par une arme de poing, dont trois personnes innocentes. Au Loft Six, des membres des Hells Angels ont pris à partie un gang indo-canadien. Neuf personnes ont été atteintes par balles (cinq armes à feu au moins), dont six étaient innocentes (l'une d'elles est morte, une autre est paralysée).

Écrire des lois demeure le moins coûteux des investissements dans la lutte aux groupes criminels. Poser des actions concrètes exige



des millions de dollars et des ressources humaines. Ces intervenants, qui travaillent dans la prévention, la répression, ou dans le cadre de politiques familiales et de lutte à la pauvreté, font des gestes très efficaces pour combattre le phénomène, alors que des lois extrêmement répressives n'ont rien donné dans certains pays. Les États-Unis en sont un bel exemple, mais aussi le Salvador et le Honduras. Au moment de commettre leurs délits, les gangsters ne se posent pas de questions sur la sentence qui pourrait leur tomber sur la tête, et les mineurs moins que les adultes. La peine de mort n'a pas mis fin aux homicides dans les États américains où elle est en vigueur. La *Mano Dura*, loi invalidée par la Cour suprême du Salvador, qui permettait aux policiers d'arrêter, sans qu'aucun délit soit commis, des personnes portant des tatouages de gangs de rue (donc en se basant uniquement sur leur apparence et leur appartenance à un groupe criminalisé) a été un échec total. Non seulement les juges refusaient de condamner les prévenus, mais ils ont déclaré la loi inconstitutionnelle. C'est ainsi que la répression a contribué à la stigmatisation de plusieurs jeunes et a favorisé un recrutement massif. Comme me le disait en 2008 un agent de contrôle social au Salvador : « Ce genre de loi ne fait que rendre les policiers plus fainéants, puisqu'ils n'ont plus besoin d'avoir de preuves et de faire des enquêtes pour arrêter les gens. » J'espère que dans la course à la surenchère de la répression, nous ne tomberons pas dans ce genre de démagogie politique au Canada !

Les lois extrêmement répressives ne font que remplir les prisons et les pénitenciers – les établissements par excellence pour se perfectionner dans le crime en développant des contacts avec des membres plus expérimentés. Investir dans la pierre des pénitenciers et non dans l'esprit, la chair et le cœur de nos jeunes mènera inévitablement à une perte de contrôle dans la lutte aux gangs de rue, à une plus grande criminalisation des membres, à la stigmatisation de plusieurs générations de jeunes, et à une augmentation du sentiment d'insécurité parmi les populations québécoise et canadienne. Un ajustement de nos politiques, de nos lois, de nos façons de faire et des ressources investies doit être fait. S'il ne l'est pas, nous risquons, d'ici à quelques années, de perdre le contrôle face à ce



phénomène, comme on le voit actuellement aux États-Unis et dans plusieurs pays d'Amérique centrale. Pour lutter contre les gangs de rue, il faut faire preuve de cohérence. Tout d'abord, il faut prêcher par l'exemple. Quand de jeunes délinquants entendent parler de détournements de fonds, de délits d'initiés, d'abus de confiance, du scandale des commandites, de contrats de plusieurs millions de dollars obtenus par copinage, cela les conforte dans leur gangstérisme. Comme me le disait un jeune membre de gang : « Pourquoi je serais honnête puisque le gouvernement ne l'est pas ? » On ne réglera pas le problème des gangs de rue en continuant à croire que les lois extrêmement répressives et le remplissage des prisons sont la solution. Ou que le Registre des armes à feu doit être aboli, ou que la libre circulation des armes est un droit. Ou en n'investissant que des « peanuts » dans la lutte au trafic des armes à feu et autres armes prohibées (grenades, missiles, etc.).

Une lutte efficace aux gangs de rue passe par l'équilibre des forces et des actions en matière de prévention, de réhabilitation et de répression. Investir dans la prévention, c'est investir dans l'avenir des générations futures. La lutte aux gangs de rue et au crime organisé passe par la création de lois intelligentes qui aboliront les faiblesses et les failles du système législatif. Elle ne passe pas par la sévérité des peines, mais par le renseignement, soit l'échange d'informations sur les plans national et international. Elle exige une plus grande valorisation de la police communautaire et l'instauration de mesures favorisant le rapprochement entre cette police, les jeunes et la population; la réhabilitation de membres de gangs et du crime organisé; une gestion efficace des services correctionnels fédéraux et provinciaux; la mise en place de ressources pour les victimes des crimes et pour les communautés qui doivent se réapproprier leurs quartiers; une politique familiale généreuse et humaine comprenant la lutte à la pauvreté; l'établissement d'une stratégie de lutte aux gangs de rue et au crime organisé dans tous les ministères des provinces et du gouvernement fédéral; une aide substantielle, en argent et en expertise, aux pays où sévissent ces groupes criminels; et, enfin, une réévaluation de l'impact des déportations dans ces dits pays.

## TROUVER LE JUSTE ÉQUILIBRE ENTRE PRÉVENTION ET RÉPRESSION

Pour combattre les gangs de rue, il est capital de trouver le juste équilibre entre prévention et répression. Investir massivement dans la répression en délaissant ou en minimisant la prévention est loin d'être une bonne solution. Mieux vaut jouer sur les deux tableaux : par la prévention, on jugulera le recrutement de nouveaux membres, et par la répression, on éliminera, du moins pour un certain temps, les acteurs chroniquement impliqués dans le marché illicite. C'est la tactique de l'étau ! Le but de la manœuvre est d'empêcher, ou du moins de freiner, le recrutement et de neutraliser les adultes actifs afin de provoquer un épuisement de la relève et un vieillissement des bandes – déjà bien présent. Ce qui revient à dire qu'il ne faut plus négliger les bandes dites émergentes dont le but est bien entendu de devenir des bandes majeures. Dans les années 90, les CDP, une bande de « petits culs » qui jouaient aux durs à la sortie de leur école, sont devenus un des groupes importants du marché illicite.

En ce qui concerne la prévention, quels doivent être les objectifs et les personnes visés ? La prévention doit avoir pour buts de contrer le recrutement des jeunes et d'aider les mineurs à quitter les bandes. La prévention auprès des mineurs plutôt qu'auprès des adultes offre plus de possibilités de réussite. On peut présumer, d'une part, que les mineurs ne disposent pas encore d'un réseau criminel très élaboré et, d'autre part, que la cristallisation de leur personnalité criminelle n'est pas encore achevée. Faire de la prévention auprès des membres de gangs émergents ou « juniors » peut être utile, et ce, même si ces gangs font partie de grandes familles (rappelons qu'une famille est un ensemble de cliques ou de cellules unies sous une même bannière) comme les Crips et les Bloods. L'âge aidant, les mineurs enrôlés dans ces bandes sont encore réhabilitables, mais la tâche pourrait se révéler plus difficile qu'avec des mineurs appartenant à un gang qui ne fait pas partie d'une grande famille. Il ne faut pas oublier que, dans une famille, les gangs constitués de mineurs sont en général sous le contrôle de bandes majeures

formées d'adultes chargés de faire leur «éducation criminelle». Faire de la prévention auprès de jeunes membres de gangs n'ayant aucun lien avec des membres d'organisations criminelles peut s'avérer beaucoup plus efficace que faire de la prévention auprès de jeunes ayant des liens avec elles. En effet, nous avons constaté que lorsqu'une organisation criminelle aide, contrôle ou chapeaute un gang de rue, il est extrêmement compliqué de faire de la prévention auprès d'un jeune qui en fait partie, surtout si un des membres de sa famille se trouve dans la dite organisation. Avoir un membre de sa famille dans une bande majeure ou dans une organisation criminelle ayant un gang sous tutelle n'aide guère à envisager l'avenir ailleurs que dans le milieu criminel.

Par conséquent, nous avons tout lieu de penser que, face à un membre d'un gang majeur, d'une organisation criminelle ou d'un gang très structuré, ou encore devant un adulte intégré depuis longtemps dans le réseau criminel, il est plus efficace d'appliquer des mesures répressives, suivies d'un processus de réhabilitation. Il ne sert à rien de se bercer d'illusions : la prévention ne donne aucun résultat avec ce type de délinquant. Il est beaucoup plus fructueux de dépenser de l'énergie et de l'argent pour réaliser les objectifs suivants : *primo*, faire de la prévention auprès de parents, de mineurs dans les écoles, de jeunes membres de bandes émergentes, de futures recrues de bandes émergentes et de jeunes impliqués dans des bandes de peu d'envergure et n'ayant aucun lien avec des organisations criminelles ; *secundo*, intégrer ces jeunes dans le marché du travail ; *tertio*, mettre en œuvre des programmes favorisant la réussite scolaire. Reste que peu importe le degré d'implication et de criminalisation d'un membre de gang, si ce dernier a une réelle volonté de changer d'existence, il le fera quel que soit son statut dans le gang. Aucun programme de prévention et de réhabilitation n'est efficace sans la volonté de changer. Même un chef de gang peut être réhabilité s'il a la volonté d'agir en ce sens.

Dans les autres cas de figure, la répression est beaucoup plus efficace que la prévention, mais cette possibilité ne doit être considérée

que comme un dernier recours. N'oublions pas que la répression a pour but ultime de dissoudre les gangs structurés et bien organisés en démantelant les réseaux, qui sont ainsi neutralisés temporairement. Les policiers tentent d'enrayer le phénomène en déstabilisant les réseaux par l'arrestation des têtes dirigeantes et de leurs acolytes. Cette tactique n'est pas efficace si l'on ne s'attaque pas, parallèlement, au recrutement de la relève, ce que l'on peut faire grâce à des programmes de prévention. Il ne faut jamais perdre de vue la tactique de l'étau. Et il ne faut surtout pas tomber dans le profilage racial et la répression de groupes identifiés en fonction de leur appartenance ethnique ou de leur allure.

Finalement, on ne peut parler de répression sans aborder l'épineuse question de la déportation, outil important de l'expansion et de la migration de certains gangs de rue en Amérique. Les États-Unis restent le pays qui déporte le plus de membres de gangs vers leur pays d'origine, majoritairement en Amérique centrale. L'Illegal Immigration Reform and Immigrant Responsibility Act de 1996 permet l'expulsion rapide de personnes, même pour des délits mineurs. De 2000 à 2004, environ 20 000 personnes ayant commis des actes criminels, dont la majorité étaient des membres de gangs, ont été expulsées vers l'Amérique centrale – dont plus de 90 % au Salvador, au Honduras et au Guatemala. Au Canada, la Loi sur l'immigration de 1995 n'autorisait à expulser que les personnes condamnées à une peine de 10 ans et plus, mais tout a changé le 28 juin 2002 lorsque le Parlement canadien a adopté la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés, qui permet l'expulsion de personnes condamnées à six mois et plus. Le Canada expulse donc désormais un plus grand nombre de personnes. Lors de la 22<sup>e</sup> rencontre de la communauté caribéenne (CARICOM) en 2001 à Nassau (Bahamas), les chefs d'États des pays concernés ont fait part de leurs inquiétudes face à ces déportations, qui ont non seulement créé une nouvelle forme de criminalité dans leurs pays, mais ont nui considérablement à leur sécurité, compte tenu de la faiblesse de leurs structures de contrôle et d'une corruption endémique. Ces déportés contribuent à l'augmentation du taux de criminalité et de violence

dans ces pays, sans pour autant régler celle qui règne dans les pays de déportation. En effet, les déportés membres de gangs y reviennent sous de fausses identités ou bâtissent des réseaux beaucoup plus forts avec leurs contacts dans les pays de déportation. Ils contribuent ainsi à une expansion et à une mondialisation des gangs non seulement en Amérique, mais dans le monde.

La présence de membres de gangs majeurs dans l'armée américaine est un autre vecteur d'expansion des gangs dans le monde, surtout dans certains pays européens et des nations en guerre où les cellules terroristes prolifèrent, notamment en Irak et en Afghanistan. Je suis curieuse de voir quelles mauvaises surprises nous prépare le cocktail explosif gangs de rue/cellules terroristes. On peut s'attendre à une mutation des gangs de rue, entre autres grâce à l'apprentissage de techniques de combat, à la création de nouveaux réseaux et de contacts, et à l'accessibilité des lieux de production de drogue (opium en Afghanistan, etc.). Si l'on veut accomplir des actions plus constructives et mettre en place des solutions efficaces pour endiguer ce phénomène, il est fondamental d'évaluer les répercussions sur les plans criminologique, social et économique de l'expansion et du renforcement des gangs de rue à la suite des déportations ou de leur migration.

Que ce soit au Québec, au Canada ou aux États-Unis, la déportation de membres de gangs de rue a contribué à la formation de groupes dans leurs pays d'origine et à leur renforcement dans les pays de déportation. En fait, les membres déportés profitent de la corruption endémique et de la faiblesse du contrôle social de certains pays pour y créer des gangs de rue forts et consolider leurs liens avec les membres restés dans le pays de déportation. C'est ainsi que l'on a pu assister, notamment, à la création du triangle de la drogue Montréal/Port-au-Prince/Miami, et à l'apparition de gangs de la MS13 et de la Pandilla 18 au Salvador. Les déportations canadiennes et étasuniennes ont facilité, et facilitent toujours, l'expansion des gangs de rue en Amérique. La politique du « pas dans ma cour » favorise les membres de gangs de rue qui n'ont même plus besoin de payer leur transport pour se mettre en quête de nouveaux

territoires à explorer et où s'implanter. Ce faisant, ils maintiennent un lien fort avec le gang initial, ce qui permet l'édification d'un pont économique entre les pays.

La mondialisation sert aussi les intérêts des gangs de rue. Une vraie lutte aux gangs passe donc par des actions concertées et de solidarité entre tous les pays d'Amérique. Depuis quelques années, même s'ils n'y ont pas mis fin, les États-Unis et le Canada semblent avoir compris que les déportations contribuent à l'aggravation du problème des gangs de rue en Amérique. Ils commencent à s'investir directement dans des projets de prévention et de réhabilitation de membres dans certains pays de déportation. Il est fondamental que les pays riches aident non seulement les pays moins bien nantis à combattre les gangs, mais tout ce qui nourrit ces groupes : l'extrême pauvreté, la corruption, l'instabilité politique, la maladie, l'analphabétisme, la déscolarisation des jeunes, la violence, etc. Les échanges d'informations et de façons de faire entre pays favorisent la lutte contre les gangs de rue. Plusieurs pays en voie de développement qui disposent de ressources très limitées pour la prévention auprès des jeunes doivent être aidés. Ces actions seront beaucoup plus efficaces que les déportations.

## MIEUX VAUT PRÉVENIR QUE GUÉRIR

La prévention demeure un outil fondamental dans la lutte aux gangs de rue et à la criminalité dans son ensemble. Que l'on soit à Montréal, à Vancouver, à Los Angeles ou à San Salvador, la prévention est la clé du problème. Même si les résultats des programmes de prévention ne se manifestent souvent qu'à moyen et à long terme, et qu'on ne peut les évaluer en fonction du nombre d'arrestations sur un territoire, la prévention est l'arme la plus redoutable contre le crime. Il est vrai que ces programmes de prévention ne sont pas tous bons, mais ceux qui le sont apportent beaucoup plus à une société que la construction de prisons et de pénitenciers. La prévention permet d'éviter que des jeunes ou des adultes soient margi-



nalisés et deviennent des éléments nuisibles à la société dans son ensemble. Elle peut avoir plusieurs visages : projet sportif, programme d'aide aux devoirs, politique de conciliation travail/famille ou de lutte à la pauvreté, pièces de théâtre, concerts symphoniques, projets de lutte contre le décrochage scolaire et la pauvreté ; mesures contre le chômage et pour l'emploi ; investissements dans la recherche, etc. La prévention ne requiert pas une batterie de tambours pour être efficace. Elle s'inscrit dans le besoin d'aider un jeune à ne pas s'égarer dans les méandres de la criminalité et de comportements nocifs qui ne peuvent que bloquer son épanouissement. Elle le met à l'abri des idées de suicide et de la violence. La prévention, c'est l'écoute et la communication. Elle est efficace à partir du moment où l'intervenant réussit à créer un lien de confiance avec son vis-à-vis. Son but ultime est de redonner à la jeunesse l'espoir d'un monde meilleur.

Un grand nombre de projets et de programmes sont mis en place au Canada et dans le monde. Nous en avons sélectionné quelques-uns, mais il n'en demeure pas moins que les ressources investies en prévention sont modestes comparativement aux sommes réservées à la répression (qui sont elles-mêmes insuffisantes). Que ce soit grâce à la prise de conscience des communautés résidant dans des territoires de gangs de rue, au courage des organismes qui veulent sauver des jeunes avec des ressources plus que dérisoires, autrement dit faire des miracles avec des miettes, ou à l'humanité de policiers qui savent que prévention vaut mieux que répression, il est fondamental que le gouvernement comprenne que pour un dollar investi dans la prévention, des milliers de dollars sont épargnés dans la répression, la réhabilitation et les incarcérations. Et des vies humaines sont sauvées. Certaines actions préventives peuvent se traduire par des programmes spécifiques pour les jeunes et les parents, tandis que d'autres permettent d'établir des partenariats de travail dans les quartiers, comme des concertations au sujet de la lutte contre les gangs de rue ou des séances d'information données par des policiers dans les écoles (cela se fait déjà au Québec). À Montréal, les patrouilleurs de rue de la Maison d'Haïti, les Monarques et les



Princes de la rue d'Ali Nestor viennent en aide aux jeunes; à San Salvador, on construit des terrains de basket ou de soccer pour les enfants des quartiers défavorisés; à Bruxelles, les Mamas africaines parlent aux jeunes; à Toronto, on organise des cercles de guérison... Je crois que les États devraient davantage prêter attention à la prévention qui, à long terme, coûte beaucoup moins cher que la réhabilitation.

Et ne dit-on pas en médecine que «prévenir, c'est guérir»?

Ce qui se fait au Canada

*La patrouille de rue*

Montréal, Québec

**Les patrouilleurs de rue du quartier Saint-Michel, à Montréal (Québec) : un programme de prévention pour contrer le recrutement des jeunes par les gangs de rue**

Harry Delva  
(au centre),  
coordonnateur  
du programme  
de la patrouille  
de rue, avec deux  
patrouilleurs.



Cette patrouille de rue existe depuis plus 10 ans dans le quartier Saint-Michel. Son programme de prévention vise à lutter contre la délinquance juvénile – en l'occurrence, le phénomène des gangs de rue – et le désœuvrement des jeunes du quartier Saint-Michel, tout en contribuant à la sécurité du territoire. Cette initiative a été instau-

rée par la Maison d'Haïti. M. Harry Delva en est le maître d'œuvre. Tous les jeunes du quartier connaissent bien l'équipe de patrouilleurs de la Maison d'Haïti. Ce sont les grands frères et les grandes sœurs qui veillent à ce qu'ils rentrent à la maison sans courir de risques. L'autre mandat de la patrouille est d'offrir un emploi à court terme à des jeunes en difficulté afin que cela leur serve de tremplin pour entrer sur le marché du travail et pour reprendre leur vie en main.

### **Pourquoi une patrouille de rue à Saint-Michel ?**

Il y a quelques années, une forte insécurité régnait dans le quartier Saint-Michel. On y relevait de nombreux « taxages », des voies de fait, des vols, des agressions contre des personnes âgées. Des jeunes se promenaient avec des armes blanches, dont des machettes, et des armes à feu. Les gangs de rue rôdaient. Les sorties d'école étaient des endroits peu sûrs, et les parents étaient obligés de donner deux passes d'autobus à leurs enfants (au cas où on leur en volerait une). De jeunes Noirs faisaient l'objet d'arrestations policières arbitraires. En fait, la police ramassait tous les jeunes Noirs qui traînaient dans la station de métro, avant de séparer les coupables des innocents. Cette situation provoquait colère et frustration dans la communauté haïtienne. C'est pour que la population n'ait plus à faire face à ces problèmes et à cette insécurité que la patrouille a été créée. La police locale et les autres agents de contrôle social ont alors découvert un nouveau partenaire dans le grand échiquier de la lutte contre les gangs de rue.

### **La patrouille de rue : un programme d'employabilité et une mesure de sécurité et de prévention face au recrutement de jeunes par les gangs de rue**

Le programme de la patrouille incite dès jeunes du quartier Saint-Michel à adopter un rôle positif dans la communauté et leur donne l'occasion de se rendre utiles auprès de jeunes en difficulté. Ces aidants peuvent ainsi prendre un nouvel élan sur le marché du travail et se faire une place dans la société. Ce programme d'intégration présente un autre volet intéressant, soit une contribution au

maintien de la sécurité dans le quartier Saint-Michel grâce à une approche préventive de la délinquance. Avec un partenaire de taille (la police), la patrouille de rue œuvre pour le bien-être des jeunes en luttant contre le décrochage scolaire, le « taxage », la violence et le recrutement par les gangs de rue, mais aussi pour une meilleure qualité de vie dans le quartier, où les habitants profitent des mesures de sécurité mises en place dans les écoles, les parcs, le métro et autres points chauds du territoire.

L'originalité du programme réside dans le fait que les patrouilleurs sont des jeunes – en l'occurrence des décrocheurs ou des anciens membres de gangs – qui s'occupent d'autres jeunes. Cette approche est bien connue aux États-Unis, mais elle est encore embryonnaire au Québec. Les trois premières années, c'était essentiellement des ex-meneurs de gangs qui patrouillaient le quartier Saint-Michel : des gars et des filles que les jeunes écoutaient dans la mesure où aucune distance existentielle ou générationnelle n'existait entre eux. Les traditions ne se perdent pas et les nouvelles recrues, garçons et filles, sont encore des acteurs autrefois impliqués dans des bandes, mais leur éventail s'est élargi et diversifié. Et ils s'attaquent à d'autres problématiques. Ces « nouveaux » sont, entre autres, des ex-décrocheurs et des ex-prostituées. Les patrouilleurs ont donc, au départ, une certaine crédibilité auprès des jeunes du quartier Saint-Michel, d'autant plus qu'ils n'utilisent jamais leur leadership de façon négative. Patrouiller les rues ne s'apprend pas, cela se vit. Chaque patrouilleur apporte avec lui ses expériences de vie.

Négocier, écouter, observer, conseiller, servir de modèle et donner l'espoir d'un monde meilleur est la devise des patrouilleurs. Il s'agit donc de prévenir pour éviter la répression policière. En établissant un partenariat avec les forces policières, les patrouilleurs de rue se donnent un avantage que d'autres intervenants de la rue n'ont pas forcément, soit la possibilité d'être consultés en matière d'arrestation. Il peut donc y avoir une négociation avec la police quant aux actions à prendre face à un jeune. Les patrouilleurs s'efforcent de prévenir les bagarres – qui peuvent dégénérer – afin d'éviter que la police intervienne. Ils préviennent parfois des règle-

ments de compte entre membres de gangs – règlements de compte qui font souvent des victimes parmi les enfants. La patrouille de rue, c'est le tampon entre la police et les jeunes; et entre des jeunes et d'autres jeunes.

## *Ali et les Princes de la rue*

Montréal, Québec



Ali Nestor Charles  
dans son gymnase.

Les Princes de la rue – ou Ali et les Princes de la rue – est un organisme sans but lucratif situé à Saint-Léonard. Il existe officiellement depuis 1998, officiellement depuis 2004. Il a pour objectif d'aider des jeunes en difficulté et issus de milieux défavorisés à sortir de la rue, de la violence et des gangs. Il s'efforce de remettre ces jeunes sur le chemin de l'école et leur enseigne la maîtrise d'eux-mêmes et l'estime de soi par l'entremise des arts martiaux et de la boxe. Cet organisme met du reste à la disposition des jeunes un local où, en faisant du sport, ils évacuent leur colère, leurs frustrations et leur violence de façon positive, tout en apprenant à mieux se connaître dans un milieu favorable à leur développement individuel et social.

L'organisme a été créé par Ali Nestor Charles, *sifu* (maître) en boxe chinoise, boxeur professionnel, entraîneur en combats ultimes professionnels, et ancien membre du gang Crack Down Posse

(Crips). Il a fait ses débuts dans le gang Family dans les années 80. Ali Nestor a décidé d'utiliser son expérience en arts martiaux et en boxe (et celle d'ex-membre de gang) pour aider des jeunes à sortir de la rue et à canaliser une colère qui peut les entraîner dans l'abîme. Notons que, depuis 1996, Ali Nestor donne des cours dans différentes écoles de la Commission scolaire de Montréal (CSDM) dans le cadre du Programme d'autodéfense et de prévention des agressions commises envers les jeunes filles. La clientèle ciblée par les Princes de la rue, ce sont les jeunes garçons et les jeunes filles de 11 à 17 ans, dits à risque, ainsi que les jeunes des centres jeunesse et des familles défavorisées. L'organisme reçoit, une fois par semaine, un groupe d'enfants du Dr Julien (qui s'occupe de pédiatrie sociale dans un quartier défavorisé de Montréal) pour un cours d'initiation aux arts martiaux et à la gestion de la colère. En outre, il travaille en partenariat avec un autre organisme appelé : « Tu veux sortir de ta gang ? » qui, comme son nom l'indique, aide des jeunes impliqués dans des gangs de rue à en sortir. L'organisme a d'autres partenaires : les centres jeunesse de Montréal, les CLSC, l'organisme Trajet-jeunesse de Montréal-Nord, et le Mont-Saint-Antoine.

Les locaux de l'organisme sont situés à l'Académie Ness Martial, centre sportif privé équipé pour les arts martiaux, le kickboxing et la boxe. Les adeptes de ces sports peuvent s'y entraîner moyennant une cotisation mensuelle (ils doivent acheter leur équipement). Par contre, l'accès et l'équipement sont gratuits pour les jeunes dont s'occupe l'organisme. L'Académie Ness Martial appartient à Ali Nestor (« Ness » pour Nestor, et « Martial » pour art martial), qui utilise l'argent ramassé pour subvenir, notamment, aux besoins des Princes de la rue. Autrement dit, l'Académie Ness Martial est le premier bailleur de fonds des Princes de la rue. Une personne qui décide de s'inscrire à l'Académie Ness Martial donne non seulement son argent pour pratiquer son sport, mais également pour aider des jeunes en difficulté. Les autres bailleurs de fonds sont : Emploi Québec, le ministère de l'Éducation, et le Centre national de prévention du crime (CNPC). Les Princes de la rue organisent aussi des campagnes de financement.

Certains locaux sont équipés pour recevoir des jeunes dans le cadre des programmes « Ressources à la suspension scolaire » et « Aide aux devoirs ». Le programme « Ressource à la suspension scolaire » consiste à recevoir des jeunes qui sont suspendus de l'école (un contrat de ce genre existe avec l'école Henri-Julien). Pour éviter que ces jeunes traînent dans les rues ou à la maison, ces enfants vont à l'Académie, où leur « suspension » est prise en charge par un intervenant ou une intervenante. Des jeunes s'y rendent parfois d'eux-mêmes. Dans le cadre de ce programme, qui offre des ateliers de réflexion et éducationnels, les jeunes peuvent se repositionner par rapport à l'école, et acquérir de nouvelles connaissances et de nouvelles compétences personnelles et sociales. En fait, la démarche doit permettre aux jeunes de tirer des bénéfices personnels de cette suspension, tout en préservant leur droit à l'éducation. En conséquence, le programme est également axé sur le rattrapage scolaire.

Grâce au service d'aide aux devoirs, les jeunes peuvent faire non seulement leurs devoirs sous la supervision d'un adulte compétent, mais aussi du sport. Comme le dit Ali Nestor: « Le sport, c'est le bon bon pour les attirer et les inciter à faire leurs devoirs. » Chez les Princes de la rue, on fonctionne « dans le positif ». On encourage les jeunes à trouver le meilleur d'eux-mêmes. Dans la première semaine de décembre, des concours sont organisés pour récompenser les jeunes qui se sont améliorés à l'école, qui ont adopté une attitude positive, qui ont fait scrupuleusement leurs devoirs et qui ont pratiqué un sport avec sérieux. En outre, les jeunes du service d'aide aux devoirs apportent leur agenda scolaire au centre afin qu'on puisse établir une communication avec les enseignants, si cela est nécessaire.

L'organisme les Princes de la rue offre également un stage de trois à six mois aux jeunes décrocheurs de 16 à 18 ans de Montréal-Nord. Pendant ce stage, subventionné par Emploi Québec (Connexion compétence), l'organisme permet aux jeunes de se valoriser et d'acquérir une expérience de travail. On leur apprend comment rédiger un curriculum vitae, comment se présenter devant un employeur... et comment gagner leur vie « à la sueur de leur front ». Les jeunes peuvent travailler dans l'entretien ou la rénovation de

bâtiments (peinture, nettoyage), ou devenir aides-entraîneurs en boxe. L'organisme leur dégage aussi un emploi dans une entreprise ou dans un restaurant afin qu'ils acquièrent une expérience de travail. Le but du stage est de « raccrocher » les jeunes aux études, en leur faisant comprendre qu'il n'est pas facile d'avoir un bon salaire et un emploi bien rémunéré sans diplôme. Selon Ali Nestor, après un stage aux Princes de la rue, certains jeunes retournent à l'école dans le but d'y obtenir un diplôme, tandis que d'autres restent sur le marché du travail – mais avec un curriculum vitae beaucoup plus riche! En outre, le stage responsabilise les jeunes sur la difficulté de gagner de l'argent, sur l'importance de bien gérer leurs finances et sur la nécessité d'ouvrir un compte en banque.

*On lutte contre l'exclusion des jeunes sous toutes ses formes. On veut desservir tous les jeunes qui ont besoin d'aide. On ne veut pas être associé à un groupe ethnique. Il y a de tout ici. Oui, il y a des Haïtiens, mais pas juste eux! On veut toucher toute la communauté jeune. On devrait avoir davantage de soutien de la communauté, mais elle a tendance à s'investir beaucoup moins dans la prévention jeunesse que dans le cancer.*

Entrevue avec Ali Nestor Charles, Montréal, Québec, 2008

L'organisme les Princes de la rue est une preuve concrète que dans la vie rien n'est immuable, et que jamais rien n'est perdu. Lorsqu'un membre de gang de rue réussit à se réhabiliter et à faire de sa vie une expérience positive pour lui, pour sa famille et pour sa communauté, cet événement aide la société à ne plus considérer automatiquement les membres de gangs comme des monstres qu'il faut à tout prix déporter dans leurs pays d'origine. Ali Nestor Charles est une richesse pour le Québec et pour notre jeunesse. Il fait partie des modèles de référence que nos jeunes recherchent afin de recommencer à croire que tout est possible. Par le truchement du sport, Ali Nestor a réussi à « accrocher » la jeunesse des ghettos, celle que l'on préfère oublier. Nous devons soutenir son action de toutes nos forces car elle redonne aux jeunes de nos quartiers l'espoir en un monde meilleur.



## *Les Monarques*

Montréal, Québec



Rencontre avec  
un groupe de  
jeunes de l'équipe  
de basket-ball les  
Monarques.

L'histoire des Monarques, c'est celle d'une poignée d'amis d'enfance du quartier Saint-Michel qui ont bien tourné et qui ont décidé d'aider d'autres jeunes à échapper à l'enfer des gangs de rue et de la délinquance. Ce qu'ils font grâce aux sports. Ils ont fondé une équipe de basket-ball, qui est devenue un lieu d'appartenance positif pour les jeunes. Cette équipe, qui se démarque dans le milieu de la compétition, offre un gang positif aux jeunes de Saint-Michel, d'Ahuntsic, de Cartierville et de Montréal-Nord.

Les Monarques sont donc plus qu'une simple équipe de basket-ball. Ils sont, depuis plusieurs années, une institution importante dans Saint-Michel. Cet organisme communautaire offre plusieurs activités sportives (basket-ball, hockey cosom, athlétisme, volley-ball) et de loisirs (musique, conception de film, spectacles et fêtes) à plus de 1000 jeunes par an. Ils sont présents dans les parcs (René-Goupil, Ovila-Légaré, Jean-Rivard et Champdoré), dans les écoles primaires du quartier, et à l'école secondaire Louis-Joseph-Papineau. Ils occupent les jeunes pendant toute l'année dans des espaces publics.

Chez les Monarques, il n'y a pas de couleurs (bleu ou rouge). D'ailleurs, leurs chandails sont de toutes les couleurs. Les jeunes de Montréal-Nord côtoient ceux de Saint-Michel sans que cela tourne à

la bagarre. C'est un espace neutre où seul compte le sport. Les Monarques procurent fierté et discipline aux jeunes et contribuent à rehausser leur estime de soi.

### *Wapikoni mobile*

Province de Québec

À la suite de l'intervention du Conseil de la nation attikamekw et à l'initiative de la réalisatrice Manon Barbeau (directrice et fondatrice de Wapikoni mobile), ce projet a pu cheminer dans les communautés et recevoir l'appui de l'Assemblée des Premières Nations. C'est grâce à un travail de concertation et de consultation, qui s'est poursuivi pendant trois ans, que l'OSBL Wapikoni mobile a vu le jour en 2004. Ce studio mobile de production enseigne aux jeunes autochtones les rudiments de la réalisation cinématographique. Le conseil d'administration de Wapikoni mobile est majoritairement composé de membres des Premières Nations. Ce sont du reste des coordonnateurs autochtones qui accueillent la roulotte de Wapikoni dans les communautés et assurent la coordination entre jeunes et réalisateurs enseignants. Des jeunes de six communautés algonquines et attikamekw (Pkogan, lac Simon, Wemotaci, Kicisakik, Opticiwan et Manwuan) ont déjà participé à des ateliers de formation basés sur des outils pédagogiques interactifs, qui leur ont permis de parcourir toutes les étapes menant à la réalisation d'un projet cinématographique. Wapikoni mobile est subventionné par plusieurs partenaires, aussi bien publics (l'Office national du film du Canada, le Centre national de prévention du crime, le ministère des Affaires indiennes et du Nord du Canada, Patrimoine Canada, le Secrétariat aux affaires autochtones du Québec, le ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec, et Santé Canada), que privés. Ces partenaires ont collaboré à la création de trois studios permanents dans trois communautés autochtones, à Wemotaci (en 2006), à Kicisakik et à Mashteuiatsh (en 2007). Les productions touchent diverses problématiques des communautés autochtones, en particulier la toxicomanie, l'alcoolisme, le suicide et le décrochage scolaire. Les objectifs

de Wapikoni mobile sont la prévention du suicide, la guérison, la transmission des valeurs familiales et le renforcement de l'identité. Depuis leur création, les studios mobiles ont offert leurs services à plus de 650 jeunes de 15 à 25 ans des communautés algonquines, attikamekw, crie, inuits et mohawks (CIPC, 2008).

### *Projet Youth Circles*

Toronto, Ontario

Ce projet s'inspire des cercles de guérison des communautés autochtones, mais ce sont des jeunes non autochtones qui y participent. Le Cercle de guérison autochtone se base sur un principe de justice réparatrice. L'agresseur et la victime sont placés l'un en face de l'autre dans un cercle, et la victime fait part à l'agresseur des conséquences de son geste sur son existence. Des membres de la communauté sont présents et parlent, quant à eux, des effets de l'agression sur leur quartier. Le but est de parvenir à une solution non judiciaire et à la résolution du problème à la satisfaction de toutes les parties. En Afrique, certaines tribus utilisent également ce mode de justice réparatrice : le village se réunit autour de la victime et de l'agresseur, et la réunion se solde, pour l'agresseur, par l'exil ou un dédommagement à la victime. Au Québec, les travaux communautaires qu'un juge peut imposer à un jeune ayant commis un délit s'inspirent de ce principe de justice réparatrice.

Le projet Youth Circles a été mis en place en 2004 dans les secteurs chauds de Toronto, St. James Town et Regent Park. Les cercles rassemblent des victimes, des jeunes à risque de tomber dans la délinquance, des jeunes délinquants, des familles, des membres de la collectivité, des représentants d'écoles et de la justice, ainsi que toutes les personnes désireuses de participer aux discussions. Un médiateur ou un moniteur anime la discussion, trouve des solutions consensuelles aux problèmes et élabore des plans d'action en fonction des intérêts de chacun. Tous les participants sont égaux dans le cercle, quels que soient leur âge, leur culture ou leur statut social. Ce projet a souvent été utilisé par les tribunaux de la jeunesse de

Toronto et les services de probation (CIPC, 2008). Cet outil de déjudiciarisation est d'une grande efficacité et devrait être implanté partout au Canada, à condition bien sûr qu'il soit adapté aux réalités des différents territoires d'implantation et des groupes ciblés. Qu'ils soient de tradition autochtone, africaine ou aborigène (tribus d'Amérique du Sud), les cercles de conciliation ou de guérison, quel que soit le nom qu'on leur donne, permettent de donner une voix aux victimes – chose peu courante dans notre système de justice actuel – et amènent les agresseurs à prendre conscience de leurs actes devant toute leur communauté.

### *Maximized Potential*

Toronto, Ontario

Maximized Potential est un groupe d'action sociale de Toronto œuvrant depuis 2005 auprès de jeunes qui risquent d'adhérer à des gangs de rue ou qui ont des problèmes d'intégration dans la société. Il peut s'agir aussi de jeunes décrocheurs. Ce groupe offre un programme aux élèves du primaire et du secondaire, ainsi que le programme L.I.F.E. (Leadership, Integrity, Fortitude, Endurance). Maximized Potential veut aider des jeunes en difficulté à développer leurs compétences et leurs habiletés par des actions positives afin qu'ils deviennent des éléments utiles à la société et apprennent à mieux se connaître. Il offre des ateliers pour prévenir la violence, le « taxage », l'intimidation, le recrutement des gangs de rue, etc.

### *Breaking the Cycle: Youth Gang Exit and Ambassador Leadership*

Toronto, Ontario

Le projet Youth Gang Exit a été mis sur pied en 1998 par le Canadian Training Institute (CTI), qui œuvrait dans les écoles secondaires de la banlieue de Rexdale alors aux prises avec une augmentation alarmante de la violence des gangs de rue. Ce projet vise à réduire la

violence dans cette collectivité en dotant les jeunes membres de gangs de compétences en employabilité, d'habiletés sociales et de valeurs prosociales et en améliorant leur estime de soi.

Le projet Youth Gang Exit and Ambassador Leadership a vu le jour en 2005. Il cible des membres de gangs de rue qui ont quitté les établissements scolaires, filles et garçons, femmes et hommes, de 15 à 30 ans. Son objectif est de les sortir du gang. Le programme se fait en trois étapes : 1 : Évaluation de l'intérêt du membre à vouloir participer au programme ; de son degré d'implication dans le gang ; et de sa situation familiale. 2 : Introduction du membre dans un atelier de 10 jours au cours duquel plusieurs thèmes sont abordés, notamment la colère, le sexisme, le racisme, l'intimidation, l'agression, la confiance en soi, la communication et les relations interpersonnelles. Les jeunes qui participent sont payés au salaire minimum. 3 : Sur une base individuelle, une semaine de « suivi » est offerte aux jeunes afin de les aider à bâtir un plan d'avenir, à rétablir leurs relations avec l'école, leurs parents et leurs amis positifs. On leur indique également les ressources professionnelles ou en éducation qui pourraient leur être utiles, et on leur offre des stages. Enfin, on sélectionne 25 jeunes qui feront partie du projet Youth Ambassador Leadership (Projet d'initiative jeune ambassadeur). Durant 25 semaines rémunérées, ces jeunes apprennent à structurer leur existence, à acquérir des compétences, à développer leur estime de soi et à devenir des modèles pour les autres jeunes membres de gangs de rue. Durant cette formation, ils doivent accomplir des actions concrètes afin de sensibiliser ces jeunes à la dangerosité des gangs de rue et d'aider leur collectivité. Ils deviennent alors des intervenants de milieu et, à la fin du projet, obtiennent un diplôme du Humber College (CIPC, 2008). L'une des principales difficultés de ce projet fort intéressant a été d'établir des partenariats avec d'autres organismes, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui car le projet a fait ses preuves (depuis quatre ans). Mais il est encore difficile, pour les communautés, d'accepter des membres actifs de gangs de rue dans des projets de réinsertion sociale.

## *Gang-Proof*

Winnipeg, Manitoba

Le programme de prévention Gang-Proof a été élaboré en 2001 par le ministère de la Justice du Manitoba, le Service de police de Winnipeg et la GRC, ce qui prouve bien que la prévention est l'affaire de tous, même d'organismes traditionnellement voués à la répression. Le programme a conçu un excellent guide d'information pour les jeunes, les familles, les collectivités, et pour toutes les autres personnes s'intéressant au phénomène des gangs, comme les enseignants, les travailleurs de rue, les agents de milieu, etc. Le but de ce guide est de prévenir l'adhésion de jeunes aux gangs de rue du Manitoba. Il offre des informations sur les techniques de recrutement, les drogues, les stratégies de prévention, et les moyens de repérer les gangs grâce à leurs tatouages, à leurs graffitis, à leur accoutrement et à leurs patches. Il indique aussi aux parents comment découvrir que leur adolescent « fricote » avec des gangs de rue.

## *Projet Ndaawin*

Winnipeg, Manitoba

Ce projet s'adresse à des enfants autochtones de 8 à 13 ans du quartier Lord Selkirk, au nord de Winnipeg, qui risquent d'être victimes de traite en vue d'une exploitation sexuelle. Ces enfants sont d'autant plus à risque qu'ils traînent souvent dans la rue et sont des proies faciles pour les proxénètes. Le projet a pour objectif de prévenir cette exploitation par une intervention rapide, adaptée bien évidemment à la culture autochtone. Le conseil consultatif du Ndaawin est constitué de membres de la communauté autochtone. Il offre cinq programmes destinés à fournir les outils nécessaires pour prévenir l'exploitation des enfants : le Programme d'évaluation, qui identifie les jeunes ; le Programme enfance et jeunesse, qui s'adresse à ces jeunes afin de les alerter ; le Programme de prévention, qui s'adresse aux écoles et aux organismes communautaires ; le Programme de soutien aux parents ; et, enfin, le Pro-

gramme de développement communautaire qui sensibilise la communauté dans son ensemble (CIPC, 2008).

### *RU Down ou RU Out*

Regina, Saskatchewan

RU Down, ou RU Out, est un projet de prévention destiné à contrer le recrutement par les gangs. Il s'adresse aux jeunes, aux familles et même aux professionnels qui œuvrent dans le domaine de l'intervention. Le projet a été mis sur pied par le Regina Youth Justice Forum. Il sensibilise les jeunes de 12 à 18 ans à la nuisance des gangs grâce au visionnement gratuit d'un DVD – disponible sur le site de la police de Regina ([http://www.reginapolice.ca/gang\\_prevention.html](http://www.reginapolice.ca/gang_prevention.html)) – et offre un guide de discussion. Dans le DVD, plusieurs membres de gangs de rue, filles et garçons, parlent de leur vie dans le gang. Ils racontent comment ils ont été recrutés, décrivent les rites d'initiation, parlent de leur vie familiale, exposent les raisons pour lesquelles ils ont adhéré au gang, et celles qui les a motivés à le quitter. Certains jeunes qui ont été incarcérés abordent le sujet, puis disent leur espoir d'un avenir meilleur. Après le visionnement du film, un guide permet d'animer les discussions.

### *Community Solution to Gang Violence*

Edmonton, Alberta

Le Community Solution to Gang Violence a été mis sur pied en 2003, à Edmonton, par des citoyens, les services de police, des organismes communautaires et différents paliers gouvernementaux. Ce regroupement de personnes vise à installer dans les quartiers à risque des mécanismes pour des actions ciblées préventives et répressives en vue d'éliminer la violence des gangs de rue. Ce groupe fournit aux jeunes des programmes de prévention et propose de nouvelles politiques gouvernementales. Il organise des campagnes de sensibilisation et d'éducation auprès de la population, en mettant l'accent sur les valeurs sociales communes. Ce qui est fort intéressant dans ce



regroupement, c'est l'impact qu'il peut avoir sur les politiques gouvernementales, atout primordial pour une lutte efficace aux gangs de rue. Trop souvent, certaines politiques sont totalement déconnectées de la réalité de terrain et ne produisent que des résultats minimes parce qu'elles ne sont pas ancrées dans le milieu et ne tiennent pas compte des besoins de la population.

### *A Youth Driven Comprehensive Plan*

Surrey, Colombie-Britannique

Le projet A Youth Driven Comprehensive Plan, mis en place dans le district scolaire de Surrey, permet de faire de la prévention contre la violence et le recrutement par les gangs de rue dans les écoles auprès d'enfants âgés de 11 à 17 ans. Les jeunes jouissent d'un suivi personnalisé et adapté à leurs facteurs de risque – soit les éléments pouvant les inciter à entrer dans un gang. Le personnel de première ligne reçoit une formation, et un programme éducatif de lutte aux gangs de rue est offert à toutes les écoles du district.

### *Community Counts*

Nouvelle-Écosse

La prévention du crime passe par la recherche et une meilleure compréhension du phénomène. Ces éléments sont fondamentaux dans la mise sur pied de plans d'action. Le projet Community Counts, parrainé par le ministère de la Justice de la Nouvelle-Écosse, a pour but de recueillir des données sur la criminalité, notamment celle des gangs de rue, afin de permettre aux collectivités aux prises avec ces groupes d'élaborer, grâce à une bonne connaissance du phénomène, des actions de prévention efficaces qui tiennent compte des besoins et des facteurs de risque des jeunes. Cette stratégie permet ensuite de mettre en place des plans d'action en sécurité publique dans chaque secteur. Elle a non seulement pour objectif d'agir rapidement sur les facteurs de risque chez les enfants et les adolescents, mais aussi de favoriser la prévention chez les autochtones et

de prévenir les activités criminelles liées aux gangs et aux drogues.

### *Centre de bénévolat de la Péninsule acadienne Inc.*

Caraquet, Nouveau-Brunswick

Le Centre de bénévolat de la Péninsule acadienne Inc. de Caraquet offre un programme de sensibilisation aux étudiants de septième et de huitième année. Ce programme a pour objectif de les inciter à avoir des relations saines avec autrui. Le film qui leur est présenté, intitulé *Influences*, met en scène des jeunes de la 9<sup>e</sup> à la 12<sup>e</sup> année, ainsi que des vedettes et des artistes locaux; il leur sert ensuite d'outil de discussion et de réflexion. Une formation est offerte aux enseignants et aux intervenants du milieu scolaire où ce film est présenté afin de les préparer à intervenir auprès des jeunes.

### *Making Waves*

Fredericton, Nouveau-Brunswick

À Fredericton, des ateliers sont organisés par Making Waves, un programme de prévention qui consiste à sensibiliser les jeunes à la violence dans leurs relations avec leurs pairs. Une dizaine d'écoles de Fredericton envoient quatre de leurs élèves dans ces ateliers, où ils reçoivent de l'information sur plusieurs sujets ayant un lien avec la violence, notamment les stéréotypes sexuels, l'importance de construire des relations égalitaires homme/femme, la détection des signes précurseurs de violence, la reconstruction de l'estime de soi et la prévention des agressions sexuelles. Ensuite, les quatre élèves sont en mesure de donner eux-mêmes une formation sur la prévention de la violence aux élèves de leur école.

### Ce qui se fait ailleurs dans le monde

Le phénomène des gangs de rue existe dans plusieurs pays du monde, mais il sévit sous des formes et des visages différents.

Compte tenu du fait que ce phénomène est presque mondial, il est important de prêter attention aux actions et aux expériences d'autres pays afin non seulement de nous enrichir de leur savoir, mais aussi d'éviter leurs erreurs. Ne pouvant traiter de tous les sujets, j'ai choisi certains projets de prévention et d'intervention qui me paraissent particulièrement intéressants. Ils sont offerts à Bruxelles, en Belgique, ainsi qu'au Salvador, en Haïti, au Guatemala, aux États-Unis, en Allemagne et en Australie.

## En Belgique

### *Les Mamas africaines : une initiative bruxelloise de coopération policière*

Le projet de prévention et d'intervention des Mamas africaines est un remarquable outil de coopération et d'action utilisé en partenariat avec la police de Bruxelles-Nord. Il est né à la suite d'actes de violence entre la police et des groupes de jeunes Africains. L'histoire commence lorsque les usagers du métro bruxellois rapportent la présence, un soir, de 30 à 40 jeunes Africains déguisés en tortues ninjas. Ces jeunes ne commettent pas d'actes illicites, mais ils font peur. Des patrouilles de police sont dépêchées sur les lieux, et cette intervention débouche sur de malencontreux actes de violence. Le groupe de jeunes se renforce par solidarité contre la police et décide de porter le nom de Kun Fu Clan. Les jeunes se baladent avec des bâtons. La situation dégénère lorsque la police tire sur eux.

La direction de la police de Bruxelles-Nord décide de prendre contact avec la communauté africaine afin de savoir comment interagir avec leurs jeunes. Les policiers rencontrent des pasteurs et des leaders et leur proposent de créer un partenariat. Lors de ces rencontres, ils découvrent un élément fort intéressant de la culture africaine : les mamans, communément appelée « Mamas ». En Afrique, les enfants ne sont pas forcément élevés par leur mère. La tante, la grand-mère ou une autre femme expérimentée et d'un certain âge peut assumer ce rôle maternel. En Côte d'Ivoire, une femme peut avoir à sa charge non seulement ses enfants, mais ceux de sa sœur et

même de sa voisine. Le rôle culturel de ces « mères » est fondamental. Quand on dit, en Afrique, qu'il faut tout un village pour élever un enfant, cela traduit une réalité du quotidien. La femme d'un certain âge y est très respectée. Lorsqu'elle donne à un enfant l'ordre de se taire... il se tait ! Lorsqu'elle lui demande de rentrer à la maison... il s'exécute !

La police de Bruxelles-Nord décide de communiquer avec des Mamas africaines, non seulement pour leur demander de ramener le calme, mais aussi pour qu'elles fassent de la prévention et interviennent auprès des jeunes Africains qui font du grabuge. Pour cela, il faut passer par un chef coutumier - hiérarchie culturelle oblige. Le chef coutumier participe à la création d'un organisme sans but lucratif (OSBL), constitué d'une soixantaine de Mamas. Ces dernières sont épaulées par trois travailleuses sociales, qui les aident à s'organiser, notamment afin de déterminer les objectifs de l'OSBL, de trouver des locaux et de ramasser de l'argent. Ces travailleuses sociales montent donc le projet en collaboration avec les Mamas. L'OSBL est indépendant de la police.

Les Mamas africaines s'attaquent à trois groupes de jeunes : ceux qui font partie du noyau dur des bandes et sont très impliqués dans ces groupes ; ceux qui sont attirés par les bandes ; ceux qui ne sont pas attirés ou qui ne sont pas en contact avec elles. Pour chacun de ces trois groupes, elles déterminent et élaborent des actions spécifiques : rencontres avec des parents de jeunes à problème, organisation de l'aide aux devoirs, activités sportives, cours de citoyenneté. Les Mamas s'occupent également des disparitions de filles africaines et de l'accompagnement de la police lors des opérations de contrôle. Le résultat de cette nouvelle façon de fonctionner : la police de Bruxelles-Nord n'a plus besoin de monopoliser une vingtaine de policiers pour contrôler une quarantaine de jeunes. Une Mama et deux policiers suffisent pour faire le travail !

*Ce fut dur pour les jeunes policiers d'accepter cela. D'avoir une femme africaine deux fois son poids à côté de lui qui fait la police. De se rendre compte que l'uniforme n'a pas autant d'influence que*

*les Mamas. Mais maintenant, c'est devenu normal. Moi, je les ai prises dans mon territoire pour s'occuper de la bande 11/40, qui est située dans une cité appelée Germinal. Le soir, on a une centaine de jeunes Africains qui se promènent, et bien sûr ça fait peur aux petits vieux qui promènent leur chien. Les Mamas interviennent, à pied, quand la police le leur demande. Elles sont présentes aux arrêts de bus et dans les bus.*

Chef David Yansenne du Service de police de Bruxelles-Nord (Belgique),

Congrès international sur les gangs de rue,

Montréal, octobre 2007

Selon le chef David Yansenne, la collaboration des Mamas africaines avec la police a permis de réduire le nombre d'émeutes dans les zones d'intervention à risque et de créer un climat harmonieux avec les forces de l'ordre. Les Mamas contribuent également à la diminution du sentiment d'insécurité dans les quartiers et font de la prévention auprès de jeunes Africains et de leur famille. Ce sont des femmes de terrain, et elles ont une grande influence sur les jeunes.

## Au Salvador

La prévention et la réhabilitation ne constituent pas le plus gros budget de la lutte aux gangs de rue au Salvador, comme c'est le cas dans plusieurs autres pays d'Amérique centrale. On y consacre beaucoup plus d'argent à la répression, comme on peut le voir également au Canada et aux États-Unis. Les ONG et les organismes communautaires tentent, avec des budgets limités, de contenir les *maras* (gangs) très actives en Amérique. Au Salvador, les programmes de réhabilitation sont divers : apprentissage de la boulangerie, de l'esthétique, de la coiffure, de l'enlèvement de tatouages ; cercles de réflexion ; construction de terrains de sport. Avec des moyens limités, des femmes et des hommes de bonne volonté tentent de faire des miracles. Que ce soit les ONG, certains organismes gouvernementaux ou les communautés elles-mêmes, tout le monde

fait de son mieux dans un pays où les gangs de rue sèment la terreur, où la jeunesse salvadorienne est prise en otage par ces groupes criminels, et où règnent la misère, l'abandon familial et une répression policière aveugle.

### *Le Conseil national de la sécurité publique*

Le Conseil national de la sécurité publique de San Salvador est un organe gouvernemental dont l'une des fonctions est de contribuer à la lutte contre les maras et les pandillas. Cet organisme de prévention et de recherche met à la disposition des communautés à risque du Salvador des animateurs, notamment dans le domaine du sport, qui sont chargés de faire de la prévention auprès des jeunes. Il contribue également à la mise en place de centres scolaires communautaires de soutien. Les zones ciblées sont les communautés dites à risque, où l'on retrouve différents problèmes : abandon familial, désintégration sociale, violence et, bien entendu, gangs de rue. Divers projets permettent de créer, entre autres, des espaces où les jeunes peuvent faire autre chose que de traîner dans les rues avec des membres de la MS13 et de la Pandilla 18.

Le Conseil contribue également à l'avancement de la recherche sur le phénomène de la violence en Amérique centrale. En 2005-2006, dans le cadre du projet *Gobernabilidad y seguridad humana* (Gouvernabilité et sécurité humaine), le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada (M.A.I.T.I.), le Centre d'études et de coopération internationale (CECI) et le Conseil national de la sécurité publique ont financé la création de l'Observatoire centro-américain sur la violence (OCAVI). Le site Web de l'Observatoire, lancé en juin 2006, a été reconnu quelques mois plus tard par les huit présidents d'Amérique centrale comme un instrument essentiel dans la prévention de la violence en Amérique centrale. L'objectif de l'Observatoire est non seulement de faire des études sur la violence (à partir d'indicateurs émanant du Centre international de prévention de la criminalité) dans cette partie du monde, mais aussi de soutenir la prévention de la violence, la sécurité

publique et la démocratie grâce à des collectes de données sur la criminalité.

M. Oscar Bonilla,  
président du  
Conseil national de  
la sécurité publique  
du Salvador (CNSP),  
en compagnie de  
Maria Mourani.



### *Programme Pro-Jovenes*

Pro-Jovenes (Pro-Jeunes) a été créé par le Conseil national de la sécurité publique en collaboration avec l'Union européenne. Ce programme de prévention, qui comprend plusieurs volets, s'adresse essentiellement aux jeunes à risque des quartiers défavorisés. On le retrouve dans plusieurs départements du Salvador, notamment dans la capitale San Salvador, à Soyapango, à Santa Tecla et à Ayutuxtepeque. Il emploie une soixantaine de personnes – travailleurs de rue, psychologues, techniciens en loisirs et intervenants jeunesse. Il permet d'organiser des activités sportives, professionnelles, artistiques et communautaires et préconise la construction de terrains de soccer et de basket à l'intention des jeunes des quartiers à risque. C'est la section « infrastructures » de Pro-Jovenes qui est chargée des projets et des horaires des programmes, et qui aménage les centres sportifs ainsi que les terrains de football et de basket.

Un grand terrain de football a été construit dans le quartier Conception-d'Ombosco de San Salvador. Pro-Jovenes offre également à de jeunes membres de la Pandilla 18 (et à des jeunes qui risquent d'y adhérer, tant filles que garçons) un atelier de boulangerie animé par une travailleuse de rue. Ces jeunes apprennent à faire du pain et des gâteaux (ils m'ont fait une excellente pizza !). Chaque atelier est constitué d'environ 17 jeunes, qui y acquièrent des com-



pétences et peuvent ultérieurement trouver un emploi dans une boulangerie. Il faut noter que tous ces jeunes sont volontaires. Ils ne sont donc pas contraints d'assister à ces ateliers dans le cadre, disons, d'un plan correctionnel ou de réhabilitation.

*La plupart d'entre nous, on est ici parce qu'on veut changer. Bon, nous, comme vous le savez déjà, on est des membres de gangs de rue, n'est-ce pas ? On veut changer notre forme de vie. Et maintenant qu'il y a les centres d'aide, on essaie de le faire. D'y arriver avec votre aide. C'est vrai que c'est une opportunité très importante pour nous et on ne veut pas la laisser s'échapper.*

Entrevue avec un membre de la Pandilla 18, Salvador, 2008



Jeunes de la Pandilla 18 participant à un atelier de boulangerie offert par le programme Pro-Jovenes.  
(Photos prises au *barrio* de La Concepcion, au Salvador, en 2008.)

Comme je l'ai souligné, Pro-Jovenes contribue au réaménagement d'espaces publics. Généralement, l'abandon des espaces publics est néfaste sur le plan de la sécurité publique car ces endroits sont récupérés par les gangs de rue. Que ce soit des immeubles désaffectés au Québec et au Canada ou des maisonnettes au Salvador, la récupération de ces espaces est une action efficace en termes de prévention, surtout si on les utilise pour y occuper des jeunes. Au Salvador, plusieurs jeunes membres d'un gang de rue qui ne veulent plus retourner chez eux après leur intégration dans le groupe ont récupéré ces maisons et ces cabanes abandonnées et insalubres. La réhabilitation et l'occupation de ces espaces publics permettent de créer une interaction entre les générations. Les jeunes et les adultes sont incités à faire du sport. Grâce à un lien de confiance qui facilite l'intervention, les travailleurs de rue et les intervenants jeunesse peuvent, de façon informelle, faire de la prévention auprès de jeunes à risque ou de membres de gangs de rue. En outre, les membres de la communauté ou du *barrios* s'approprient vraiment ces espaces, au détriment des gangs de rue. Comme ces endroits sont éclairés, les familles s'y réunissent, ce qui est plus agréable que de rester enfermé dans des petites maisons mal éclairées. Ce rapprochement entre personnes d'un même territoire permet la création de maisons communales où un groupe citoyen prend en charge la gestion de la vie du quartier. Autrement dit, les citoyens prennent en main leur propre développement afin que les gangs de rue ne le fassent pas à leur place.

Dans certains *barrios* où les gangs de rue exercent un contrôle absolu, la construction de terrains de sport ne peut se faire sans l'autorisation des gangsters. Lorsque j'ai voulu me rendre au *barrios* Saint-Louis, territoire contrôlé par la clique des LCS de la MS13, mon guide a dû demander l'autorisation au chef de gang. Il semble qu'il y ait des accords informels entre constructeurs et gangs de rue avant tout aménagement. En général, l'autorisation est accordée, car les gangs savent que les terrains de sport profiteront à leurs enfants, et que certains membres du groupe seront employés dans la construction. Ainsi, ces entreprises font d'une

Pierre deux coups: elles donnent du travail aux habitants des quartiers à risque et aux membres de gangs qui contrôlent le territoire.

### Cercles de réflexion dans certains centres pénaux

Au Centre pénitencier de Chalatenango, les membres de la Mara Salvatrucha participent à des cercles de réflexion et racontent leur histoire. Ces séances de discussions collectives sont dirigées par des intervenants du programme de prévention Pro-Jovenes du Conseil national de la sécurité publique. Elles sont généralement appréciées des membres de gangs de rue, qui apprennent à mieux se connaître. Grâce au lien de confiance qui s'établit entre participants et intervenants, ces ateliers de 30 à 60 détenus permettent aux intervenants de mieux connaître l'organisation, la structure, le fonctionnement et la sous-culture du gang. Il s'agit d'ateliers de six sessions de six heures chacune. L'intervenant ne prend pas de notes durant les ateliers, car il risque de voir les participants se taire. Il doit donc mémoriser ce qu'il entend afin d'en faire ensuite un compte rendu.

*Ils travaillent un peu partout. Il y a des chaises. Il y en a qui écrivent sur des chaises. Il y en a qui sont assis sur des chaises et qui écrivent. C'est vraiment à la bonne franquette, comme on dit. On les aide à découvrir leurs forces, leurs aspirations. On les aide dans leur réinsertion.*

Entrevue avec un travailleur de rue, Salvador, 2008

### *Programme d'enlèvement des tatouages* (removision de tatuages)

Le programme d'enlèvement des tatouages permet aux membres de gangs qui décident de quitter ce style de vie de se débarrasser de leurs tatouages. L'enlèvement se fait à l'aide d'une machine. C'est le Conseil national de la sécurité publique qui offre ce programme. Les membres de gangs qui veulent y participer sont orientés par des établissements, notamment les centres pénaux, l'unité de protection des témoins, certains établissements jeunesse et des groupes qui s'occupent des femmes. Certains viennent d'eux-mêmes.

Les membres de gangs de rue qui veulent faire enlever leurs tatouages doivent présenter deux documents : une pièce d'identité, et une copie de leur casier judiciaire démontrant qu'ils n'ont pas commis de nouveaux délits et qu'ils n'ont pas de procès en cours ni de sentence en suspens. Par la suite, ils ont une entrevue avec un psychologue, et un comité évalue leur capacité et leur réelle volonté à se réhabiliter. Ces restrictions sont mises en place afin d'empêcher un membre de gang actif de faire enlever ses tatouages pour échapper à la justice ou pour camoufler des preuves. Les mineurs peuvent également faire enlever leurs tatouages, mais ils doivent être accompagnés d'un adulte qui autorise l'opération et qui les accompagnera tout au long du processus. Si un mineur est toujours impliqué dans un gang, il devra, avant l'enlèvement, s'engager dans un processus de réhabilitation. Après l'enlèvement, on réévalue la qualité de vie de l'ex-membre, en vérifiant notamment sa capacité de se trouver un emploi et l'amélioration de ses relations familiales.

L'instauration de la loi appelée *Mano Dura* (main de fer, ou tolérance zéro), qui ciblait les membres de gangs de rue en fonction de leur apparence physique, notamment leurs tatouages, a incité les ex-membres de gangs et même des membres actifs à faire enlever ces signes.

Le chemin de la réinsertion sociale, pour les membres de gangs salvadoriens, inclut donc l'enlèvement des tatouages – stigmates gênants pour trouver du travail et vivre sans être harcelé par la police. Pour cela, tout membre de gang doit passer par une série d'étapes qui confirment son réel désir de se réhabiliter. L'enlèvement des tatouages est la dernière étape d'un long processus de réinsertion sociale.

*C'est une intention dans ma vie parce que, ici, il y avait une fille, avant, qui travaillait ici, mais comme elle est partie, alors moi, comme j'ai toujours voulu m'enlever les tatous que j'ai sur le corps, j'ai commencé à remplir les papiers pour pouvoir effacer mes tatous. Et c'est là qu'elle m'a parlé du programme. Et c'est comme*

*ça que je suis arrivée ici. Ils nous enlèvent nos tatouages et notre peau devient toute belle. Il y a une tonne de personnes qui y vont quotidiennement pour se faire enlever des tatouages. Une tonne de personnes. Qui ont, mon Dieu, TOUT ici, TOUT ici. Et là-bas, au Canada, il n'y a pas de ces machines-là ?*

Entrevue avec une fille membre de la Pandilla 18,

Granja Escuela, Salvador, 2008

### *La Granja Escuela : lieu de ressourcement et de réhabilitation pour les femmes de la Mara Salvatrucha et de la Pandilla 18*

Le conseil d'administration de la Granja Escuela est dirigé par un représentant du ministère de l'Agriculture et du secrétariat de la Jeunesse. La Granja Escuela est un centre de réhabilitation réservé aux femmes membres de la Mara Salvatrucha et de la Pandilla 18. Elles font cette démarche de façon volontaire. Ce centre s'étend sur près de 80 hectares de forêts, à deux heures de San Salvador. On y trouve autant des *hommgirls* que des *haynas*. Les femmes des deux gangs, qui font également partie de cliques différentes, doivent y apprendre à cohabiter. Elles séjournent au centre avec leurs enfants. Certaines sont mineures ; d'autres sont enceintes et accouchent au centre. Le complexe comprend plusieurs unités : une garderie, une école, une salle d'informatique, des dortoirs et une cantine.

Les candidates sont sélectionnées en fonction de plusieurs critères : elles ne doivent plus consommer de drogue ni d'alcool ; elles doivent avoir quitté le gang ou avoir la ferme volonté de se désaffilier ; et elles doivent être capables de vivre en groupe. Les femmes qui ont une dépendance aux drogues et à l'alcool sont évaluées par un psychologue, et elles sont désintoxiquées durant leur séjour. Un psychiatre prodigue également des soins. Les enfants sont pris en charge par un psychologue et ils reçoivent une aide aux devoirs. Avant d'inscrire la candidate au programme, on évalue son degré de violence. Suit une période d'essai de 15 jours, au cours de laquelle elle est constamment encouragée à s'intégrer au groupe. La spiritualité religieuse occupe une place importante dans le processus, que ce

soit durant la période d'essai ou pendant le programme lui-même. Dieu occupe une grande place dans la vie des Salvadoriens et, paradoxalement, dans celui des gangs. À part la religion et les autres cours de formation, plusieurs activités sont mises à la disposition des pensionnaires : football, différents sports, culture de potagers, etc.

*Dans ces 15 jours, ce qu'on fait nous, c'est leur parler de Dieu, et de l'amour de Dieu envers elles. Le principal, c'est de leur démontrer qu'elles sont valeureuses. Qu'on les aime. Qu'il y a une société qui les aime. Qu'elles ne sont pas détestées. La seule chose qu'elles doivent faire, c'est changer leur attitude. Et on le fait par le moyen de la religion. On ne les met pas là pour leur laver le cerveau.*

Entrevue avec une intervenante de la Granja Escuela, Salvador, 2008

Les femmes arrivent à la Granja le lundi à 7 heures du matin et rentrent chez elles le vendredi à 16 heures, et cela pendant neuf mois. L'horaire est chargé : lever à 5 heures du matin, toilette, déjeuner, repas aux enfants, qui partent ensuite au centre éducatif ; nettoyage des espaces communs et cours de boulangerie ; deux cours de religion, un le matin et un l'après-midi ; préparation du dîner, récupération des enfants et dîner tous ensemble ; retour des enfants à la garderie, rangement des locaux, cours d'informatique ou de coiffure.

Les femmes ne sont pas séparées de leurs enfants dans les dortoirs. Les adolescents ont par contre leur propre dortoir, que surveille un intervenant. Le matin, les petits sont à l'école et, dans l'après-midi, c'est le tour des adolescents. Pendant que les enfants sont à l'école, les mères apprennent à se prendre en main.

*On cuisine par groupes. Parce que nous, on cuisine pour nous-mêmes. Celles qui doivent cuisiner descendent et cuisinent et les autres restent pour nettoyer les dortoirs et changer leur bébé. On descend et après, à sept heures et demie, on va à la boulangerie. Je ressens une grande bénédiction en étant ici. Oui, c'est ça le princi-*

*pal parce qu'ici, ils nous ont promis qu'ils vont nous aider, ou au moins à moi, qu'ils vont me donner un four pour pouvoir faire du pain et pouvoir me défendre là, dehors.*

Entrevue avec une femme membre de la Pandilla 18, Salvador, 2008

La majorité des femmes membres de gang, notamment celles qui se retrouvent à la Granja Escuela, sont des mères chefs de familles monoparentales. Les pères, généralement membres de gangs, ont fui leurs responsabilités parentales.

Malheureusement, une bonne partie de ces mères, avant de venir en réhabilitation, utilisaient leurs enfants pour mendier, souvent sous l'ordre des pères. Ces enfants étaient mal nourris et mal vêtus afin d'inspirer la pitié. Selon le directeur de la Granja Escuela, la grande majorité des femmes qui terminent le programme de réinsertion sociale abandonnent le gang et mènent une vie plus saine avec leurs enfants. Quelques femmes ne retournent plus dans leur quartier de peur de subir la vengeance du gang; d'autres y retournent avec un droit de retrait, appelé *El pase*.

### *Fe Y Alegria*

Fe Y Alegria est une organisation non gouvernementale (ONG) de San Salvador qui s'occupe d'enfants du primaire et de jeunes du secondaire. Elle leur offre des cours, une aide aux devoirs et des ateliers d'apprentissage. Les jeunes peuvent recevoir une initiation à la peinture, à la musique et au théâtre. Ils se détendent grâce à des activités sportives, notamment le basket-ball, le soccer et le volley-ball. Les intervenants les emmènent en camping et en excursion. Le but de l'organisation est de sortir les jeunes de la rue afin qu'ils ne tombent pas aux mains de membres de gangs.

En bref, les jeunes s'occupent de façon positive tout en développant des compétences et en acquérant des connaissances. Des cours professionnels leur sont offerts, notamment en ébénisterie, en mécanique, en maçonnerie, en couture et en boulangerie, ainsi que des programmes spécialisés dans la vente et



l'administration. Le centre s'occupe aussi de toxicomanes, de membres de gangs de rue et de jeunes qui ont besoin d'aide.

Maria Mourani  
s'entretenant  
avec Santos, le  
coordonnateur de  
l'ONG Fe Y Alegria,  
dans un *barrio* de  
la MS13  
de San Salvador.



Maria Mourani  
devant le site de l'ONG  
Fe Y Alegria.



En Haïti

### *Projet pilote de réinsertion et de réhabilitation des déportés haïtiens*

Le projet pilote « Réinsertion, Réhabilitation et Réintégration des déportés haïtiens » a été créé en 2006 par le gouvernement d'Haïti et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) afin d'aider les déportés haïtiens provenant des États-Unis et du Canada à se réhabiliter et à s'intégrer au marché du travail. La grande majorité des déportés n'ont plus de famille dans leur pays et certains ne parlent même pas le créole ni le français. En outre, leur réputation est si mauvaise que personne ne veut leur donner un emploi. Ils font peur. Les membres de gangs déportés qui souhaitent se réinsérer dans cette nouvelle société rencontrent énormément de difficultés.

Les déportés reçoivent une brochure d'information sur les différents services d'aide disponibles, notamment une thérapie en toxicomanie, de l'information sur le sida, une formation linguistique, une formation professionnelle (mécanique, photographie, menuiserie, plomberie et technologies de l'information), et un soutien à la microentreprise (élevage de poulets, cybercafé, boulangeries, restaurants, etc.) (CIPC, 2008).

Au Guatemala

### *Projet Desafio 10*

Desafio 10, ou 10-Paz (Défi 10 ou 10-Paix) est un projet innovateur d'insertion en emploi pour des ex-membres de gangs, et de sensibilisation au phénomène des gangs. Il a été créé en 2006 par 10 ex-membres de gangs, avec le financement de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et la collaboration d'entreprises privées.

Ces ex-membres devaient créer leur propre entreprise sous la supervision de gens d'affaires expérimentés.

Afin de sensibiliser le public aux dures réalités de la vie dans un gang, une série de cinq émissions de « télé réalité » a été diffusée. Elle montrait également les 10 ex-membres durant leurs deux semaines de formation (comptabilité, service à la clientèle, ressources humaines, vente et marketing). Le public comprenait alors combien il est difficile de quitter un gang et de se réinsérer dans la société quand on porte les stigmates de la criminalité. Le projet a débouché sur la création d'une cordonnerie et d'un lave-auto (CIPC, 2008).

## En Californie, États-Unis

### *California Cities Gang Prevention Network*

Le California Cities Gang Prevention Network (réseau de prévention des gangs dans les villes californiennes) vise à réduire la violence et le recrutement de jeunes par des gangs de rue dans cet État, qui est le berceau des gangs de rue aux États-Unis. Il préconise des stratégies communes et donne des recommandations aux instances qui sont en mesure de mettre en place une politique efficace basée sur l'expérience du milieu et la collaboration entre villes. Ce réseau a été créé en 2006 par plusieurs partenaires, dont la National League of Cities (Ligue nationale des villes - NLC), l'Institute for Youth, Education, and Families (Institut pour les jeunes, l'éducation et les familles) et le California-based National Council on Crime and Delinquency (Conseil national californien sur la criminalité et la délinquance - NCCD). Ces organisations regroupent des directeurs d'école, des forces policières, des organismes communautaires, des élus municipaux et des représentants locaux de 13 villes californiennes, dont Fresno, Los Angeles (San Fernando Valley), Oakland, Oxnard, Richmond, Sacramento, Salinas, San Bernardino, San Francisco, San Diego, San Jose, Santa Rosa et Stockton. Chaque ville a un chef d'équipe qui la représente deux fois par an lors de grands rassemblements et lors de conférences téléphoniques (CIPS, 2008).

## En Allemagne

### *Fairy Godmother*

Fairy Godmother (« la fée marraine ») a été créé en 1999 afin d'offrir aux enfants de la ville de Stuttgart des lieux de protection et de ressourcement. Cette initiative, qui répondait à un besoin de la collectivité du district de Stuttgart Ouest, s'est répandue dans 23 districts, avec la collaboration de plusieurs partenaires, dont les chambres de commerce locales, des associations de travailleurs et des parents. Son but est d'offrir aux enfants des oasis de paix – dans lesquels on peut leur porter assistance en cas de danger, de blessure, de faim, de soif. Ils peuvent téléphoner à la maison au besoin. Cette aide de proximité permet aux enfants de se promener et de s'amuser à l'extérieur en toute sécurité. Elle est offerte tant par des particuliers dans le cadre de leur résidence (comme Parent-Secours au Canada) que par des commerçants, des artisans, des institutions sociales, des églises et des chauffeurs de compagnies de transport public. La personne qui accepte de participer à ce programme porte le logo *A scrubby head and a cubby hand* (une tignasse en bataille et une petite main) ou encore le logo *Gute Fee* (« la bonne fée ») et est attentive aux besoins des enfants. En 2007, on dénombrait plus de 1000 partenaires affichant un tel logo. Les enfants sont informés de l'existence de ce programme d'aide par les écoles, les garderies, et, bien évidemment, par les parents. Il remporte un grand succès en Allemagne, et plusieurs projets d'instauration sont en cours dans d'autres municipalités. Avec un tel succès, la ville de Stuttgart réussira peut-être à devenir, en 2010 en Allemagne, la ville des enfants (CIPC, 2008).

## En Australie

### *Projet Ngapartji Ngapartji*

Les peuples aborigènes de l'Australie, comme les peuples autochtones du Canada, ont été dépossédés de leur culture et de leur langue. Certains ont même été déplacés. Le projet Ngapartji Ngapartji (« Je te donne quelque chose, tu me donnes quelque chose »), qui fait

partie du programme Big Heart – créé en 1992 par des artistes et des producteurs qui voulaient rétablir la culture et les langues aborigènes – a débuté dans les territoires Arrernte à Mparntwe (Alice Springs) en 2005. Ce projet a pour but de susciter des échanges interculturels et de restituer aux peuples aborigènes leur culture et leurs langues. L'enseignement et la sauvegarde de la langue sont donc mis de l'avant dans le projet, ainsi que la culture, le développement communautaire, la prévention de la criminalité (notamment auprès des jeunes) et l'expression de nouveaux modèles d'apprentissage et de techniques artistiques, théâtrales et cinématographiques. Un site Internet est mis à la disposition des Australiens qui veulent apprendre un dialecte aborigène. En somme, ce projet, qui a pour but ultime de fournir un renforcement identitaire aux peuples aborigènes, veut également les aider à participer au développement culturel de l'Australie, tant sur le plan local que national (CIPC, 2008). Dans la mesure où la culture et la langue sont des éléments fondamentaux de l'identité, le projet Ngapartji Ngapartji ne peut que contribuer à prévenir la délinquance chez les jeunes des communautés aborigènes.

## LA RÉPRESSION : UN MAL NÉCESSAIRE

Nous vivons malheureusement dans un monde où la violence est endémique et où la répression est parfois nécessaire pour endiguer ou contrôler un phénomène criminel. Les gangs de rue ne font pas exception à la règle. Une société ne peut se passer de lois sur la criminalité, de prisons et de pénitenciers pour neutraliser les individus qui lui sont nuisibles.

Au Québec et au Canada, nous voulons que les milieux carcéraux soient des lieux humains et salubres, où la torture et la maltraitance n'existent pas. Nous avons aboli la peine de mort. Nous pouvons être fiers de ces décisions prises collectivement, et ne jamais tomber dans cette démagogie qui fait dire à certains que nos pénitenciers sont des clubs de vacances et que l'on devrait rétablir la

peine de mort. Il suffit de regarder les pays qui la pratiquent, comme les États-Unis, pour comprendre qu'elle ne diminue en rien la criminalité, mais exacerbe au contraire la culture de la violence. L'État doit être une figure parentale, une figure d'autorité pour la population. Un État qui criminalise sa jeunesse et ne lui offre aucun espoir de faire sa place au soleil est un parent indigne! Et lorsqu'un parent, au lieu de faire preuve de compassion et d'autorité réfléchie, fait preuve de violence, il enseigne à sa jeunesse qu'il est tout à fait normal d'en faire autant.

Un pays qui ne peut traiter humainement ses criminels met sa population en danger. La réhabilitation coûte cher, mais elle sauve des vies et permet de récupérer des individus que l'on pensait perdus à jamais. Des membres de gangs de rue décident-ils parfois de changer de vie et d'aider d'autres jeunes...?

Oui.

Nous devons protéger nos jeunes et les aider à grandir dans une société qui les respecte et qui les aime.

## La Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents

La Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents (LSJPA), a été adoptée le 4 février 2002 en remplacement de la Loi sur les jeunes contrevenants (LJC), entrée en vigueur en 1984, elle-même succédant à la Loi sur les jeunes délinquants (LJD) de 1908. Précisons que la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents est entrée officiellement en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2003. Avant d'aller plus avant dans l'étude de la loi actuelle, faisons un bref survol de la Loi sur les jeunes contrevenants.

Cette loi n'était pas un code criminel pour les adolescents. Elle exposait plutôt la procédure à suivre et mettait l'accent sur les droits et les responsabilités des adolescents âgés de 12 à 18 ans. Les enfants de plus de 7 ans et de moins de 12 ans tombaient, eux, dans le cadre juridique provincial de la protection des jeunes. La Loi sur les jeunes

contrevenants faisait donc uniquement référence aux infractions qui dépendaient des lois fédérales et à leurs textes d'application (règlements, règles ou ordonnances – à l'exclusion des ordonnances des territoires). La plupart des dispositions du Code criminel concernant l'arrestation et le cautionnement s'appliquaient donc dans le cas de procédures intentées contre des adolescents. La Loi sur les jeunes contrevenants se préoccupait des besoins particuliers des jeunes et de leur vulnérabilité, mais tout en tenant compte de la nécessité de protéger la population. Autrement dit, cette loi voulait responsabiliser davantage les jeunes face à leurs actes délictueux. Et lorsque ces jeunes étaient arrêtés ou inculpés, leur père ou leur mère en étaient informés.

Lorsque des infractions étaient commises, la Loi sur les jeunes contrevenants permettait de déférer ces derniers aux tribunaux pour adolescents. Toutefois, à la demande du procureur général (ou du jeune lui-même), un contrevenant pouvait être envoyé, dans l'intérêt de la société ou en raison de ses besoins, à un tribunal pour adultes. Cette procédure n'était possible que pour des jeunes de 14 ans ayant commis de graves délits. Par ailleurs, contrairement à ce que l'on pourrait croire, une modification, en juin 1986, de l'article 7 de la Loi sur les jeunes contrevenants – lors de l'adoption du projet de loi C-106 – permettait de détenir un adolescent avec des adultes, mais sous la supervision d'un agent de la paix et à la condition qu'il soit transféré dans un centre jeunesse dans un délai raisonnable après sa première comparution au tribunal. Ce projet de loi permettait également aux juges de se prononcer sans restriction sur les questions de cautionnement.

Cependant, puisque la criminalisation des jeunes ne contribue guère à les rendre plus respectueux des lois, et comme la prison est l'école du crime, l'article 4 de la Loi sur les jeunes contrevenants autorisait le recours à des mesures autres que l'incarcération et mettait l'accent sur des mesures extrajudiciaires. En d'autres mots, au lieu de poursuivre le jeune en cour et de l'envoyer ensuite dans un centre jeunesse, on lui faisait faire des travaux communautaires dans un organisme, ou on lui demandait de participer à un programme



éducatif. Ces mesures extrajudiciaires n'étaient cependant possibles que sous certaines conditions. Tout d'abord, le jeune devait reconnaître son délit et la gravité de ses gestes, donc se responsabiliser face à ses actions, et démontrer sa sincérité quant à sa volonté de collaborer aux mesures de réinsertion. En outre, le dit programme de rechange devait avoir l'approbation du procureur général, de son représentant ou d'une personne accréditée par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province, soit là où le jeune subissait son procès.

Je pourrais écrire tout un chapitre sur la Loi sur les jeunes contrevenants, qui est très riche et couvre plusieurs dispositions (comme le droit à un avocat et à un examen psychiatrique), mais je préfère porter mon attention sur la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents, donc la loi en vigueur actuellement, qui gère le système de justice juvénile. Tout d'abord, pourquoi a-t-on modifié la Loi sur les jeunes contrevenants? Tout simplement parce que cette loi présentait des lacunes et avait besoin d'être modernisée. D'autant plus que l'absence, dans cette loi, d'instructions précises sur le plan de la détermination des peines pour les juges, et d'orientations législatives claires pour les intervenants, contribuait à un taux anormalement élevé d'incarcérations au Canada, comparativement à d'autres pays occidentaux, dont les États-Unis. Ce qui est un record, il faut bien le reconnaître! En fait, selon les données de 2000 de Statistique Canada, 80 % des peines menant à la détention faisaient suite à des infractions sans violence, et le taux d'incarcération des jeunes était plus élevé que chez les adultes. Précisons, toutefois, que les législateurs n'ont pas jeté le bébé avec l'eau du bain. Ils ont gardé les meilleurs éléments de la Loi sur les jeunes contrevenants, tout en ajoutant des principes fondamentaux à la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents, ce qui a permis d'établir un système de justice plus juste et plus efficace favorisant la réinsertion et la prévention plutôt que l'incarcération.

La LSJPA énonce des principes clairs quant au recours à des mesures extrajudiciaires, à la détermination de la peine et au placement sous garde, contrairement à la Loi sur les jeunes contrevenants

qui n'établissait aucun principe spécifique quant aux différentes étapes du processus judiciaire. Relativement, par exemple, aux mesures extrajudiciaires, la LSJPA précise l'importance de privilégier ces mesures chaque fois qu'elles amènent le jeune à se responsabiliser devant la gravité de ses délits. Elle est également appliquée lors d'une première infraction sans violence, mesure qui n'était pas prévue dans la Loi sur les jeunes contrevenants, et elle privilégie la participation des familles, des victimes et des membres de la collectivité. Sur le plan de la détermination de la peine, le principe de la LSJPA se base sur la proportionnalité de la peine *versus* le délit, et met davantage l'accent sur l'importance de la réadaptation. Autrement dit, les juges favorisent l'imposition de peines dans la communauté pour les délits sans violence (travaux communautaires). Par ailleurs, le recours au placement sous garde est réservé aux récidivistes ou aux jeunes qui ont commis des infractions violentes. Après une incarcération, ces jeunes sont surveillés dans le cadre de la communauté. Dans la Loi sur les jeunes contrevenants, il n'y avait aucune restriction au recours du placement sous garde, et aucune surveillance après la libération. La réinsertion sociale ne faisait pas partie de la philosophie de cette loi.

Avec la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents, le tribunal de la jeunesse n'a plus à déférer un jeune au tribunal pour adultes. Le juge peut lui-même imposer une peine pour adulte, chose qui ne pouvait se faire sous l'ancienne loi. Autre nouveauté : si, avec la Loi sur les jeunes contrevenants, le procureur général ne pouvait déférer un jeune au tribunal pour adultes que s'il avait commis un meurtre, une tentative de meurtre, un homicide involontaire ou une agression sexuelle grave, *il peut*, avec la LSJPA, demander une peine pour adulte lorsqu'il y a délits graves et répétés, avec violence. On voit donc que ce principe peut englober plusieurs infractions. Cependant, contrairement à la Loi sur les jeunes contrevenants, avec la LSJPA le procureur général n'est pas obligé, pour un crime grave, de demander une peine pour adulte, et le juge peut donc prononcer une peine pour adolescent.

Sur le plan de la divulgation de renseignements sur l'accusé, la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents ne permet de divulguer des informations que si le jeune est reconnu coupable et qu'une sentence pour adulte a été prononcée, mais le juge peut refuser la publication de ces renseignements pour protéger le jeune et parce que cela pourrait nuire à sa réinsertion. Avec la Loi sur les jeunes contrevenants, la divulgation de renseignements était autorisée avant même que le jeune soit reconnu coupable, ou quand il était déféré au tribunal pour adultes. La protection de la vie privée du jeune n'était donc pas une priorité sous cette loi.

Finalement, avec la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents, les victimes sont prises en considération. Elles ont accès aux dossiers du tribunal de la jeunesse. Elles peuvent, si elles le souhaitent, s'impliquer dans le processus d'établissement des mesures d'insertion dans la communauté, et être informées des mesures extrajudiciaires qui sont prises. Dans la Loi sur les jeunes contrevenants, les victimes n'étaient pas prises en compte dans le processus d'établissement de ces mesures. Elles ne jouaient aucun rôle dans ce processus, sauf en tant que témoins. Elles pouvaient informer le tribunal des impacts de l'infraction dans leur vie et avoir accès aux dossiers du tribunal, mais elles n'étaient pas informées des mesures prises à l'égard de leur agresseur.

La Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents découle donc de deux autres lois (la Loi sur les jeunes contrevenants et la Loi sur les jeunes délinquants), ainsi que d'un long processus de consultations et d'étude. Cette loi veut établir un équilibre entre la responsabilité du jeune – par le moyen notamment de sa mise sous garde –, sa réinsertion et la prévention. Le Québec est la province qui favorise avec le plus de fermeté la réinsertion sociale dans la gestion de la criminalité, quelle qu'elle soit, et en particulier celle des jeunes. Face aux constantes tentatives du gouvernement fédéral de vouloir durcir la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents, le Québec a réagi avec force et détermination. Il est fondamental de ne pas tomber dans une criminalisation excessive des jeunes, car elle ne contribuera certainement pas à rendre nos villes

plus sûres. Une récente étude longitudinale d'Uberto Gatti, Richard Tremblay et Frank Vitaro, menée sur une cohorte de 779 jeunes québécois observés depuis la garderie jusqu'à l'âge de 25 ans, démontre que les jeunes qui se retrouvent dans le système de justice pénal présentent sept fois plus de risques de commettre des actes criminels à l'âge adulte, comparativement aux autres jeunes. En outre, plus la sentence est sévère, plus le risque de récidive (avec des délits plus graves) augmente. Avec une sentence moins sévère, comme des travaux communautaires, le jeune a deux fois moins de risques de récidiver, alors qu'avec un placement en centre d'accueil, ce risque passe à 38 (Uberto Gatti, Richard Tremblay et Frank, Vitaro, 2009).

En conclusion, un État extrêmement répressif, qui ne favorise pas un certain équilibre entre les mesures d'aide, de compassion et de punition, crée une société plus violente.

## La loi antigang : une percée importante dans la lutte contre les gangs de rue

La loi antigang est née d'une demande populaire à la suite de la guerre des motards qui sévissait au Québec durant les années 90 entre les Hells Angels et les Rock Machine. Le 9 août 1995, Daniel Desrochers, un enfant de 11 ans du quartier Hochelaga-Maisonneuve à Montréal trouvait la mort dans l'explosion d'une voiture piégée. Cette petite victime innocente allait forcer le gouvernement fédéral à adopter une loi antigang – loi que le gouvernement du Québec a exigée en mars 1997. Le 17 avril 1997, après un long processus de consultations et d'étude, le ministre fédéral de la justice a déposé le projet de loi C-95, que les députés de la Chambre des communes ont adopté quatre jours plus tard en raison de l'urgence de la demande. Le Sénat l'a adopté le 24 avril 1997, et il est entré en vigueur, après approbation du Sénat, le 2 mai 1997.

Le projet de loi C-95 a permis de modifier le Code criminel et de préciser la définition du mot « gang ». Il a qualifié également d'« infractions » les actes de ceux qui participent aux activités crimi-

nelles des gangs et celles associées aux biens obtenus de façon illícite. Toutefois, avec cette loi, il était difficile pour les policiers de prouver qu'il y avait gangstérisme.

En avril 1999, la Cour suprême du Canada prenait une décision concernant les policiers: ces derniers ne seraient plus protégés lorsqu'ils commettraient des actes criminels durant leurs enquêtes, et il appartiendrait aux parlementaires de légiférer s'ils étaient imputables ou non devant la loi. Lors d'enquêtes policières concernant, par exemple, des trafiquants de drogue, il était courant que des policiers achètent plusieurs doses de drogue en guise de preuve. La décision de la Cour suprême ne les protégerait plus face à cette pratique.

Le projet de loi C-24, déposé le 5 avril 2001 afin d'améliorer, notamment, la loi C-95 et de pallier la décision de la Cour suprême du Canada, s'inscrivait aussi dans le respect des engagements du Canada face à la Convention des Nations Unies contre le trafic illícite de stupéfiants et de substances psychotropes, et à la Convention relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime du Conseil de l'Europe. Le projet de loi C-24 a donc permis l'ajout de nouvelles dispositions, notamment la protection des journalistes, des élus et des membres du système de justice, et l'exécution de mandats de perquisition et d'ordonnance de blocage ou de perquisitions demandées par des pays étrangers. Le projet de loi C-24 a reçu la sanction royale le 18 décembre 2001; certains articles sont entrés en vigueur le 7 janvier, d'autres le 1<sup>er</sup> février 2002.

Grâce aux modifications apportées par le projet de loi C-24, la loi antigang a été modernisée et adaptée à la réalité des groupes criminels. D'une part, la nouvelle définition de l'expression «organisation criminelle» permet d'y inclure les membres du crime organisé traditionnel, les motards et les gangs de rue. Selon le paragraphe 467.1(1) du Code criminel, une organisation criminelle est définie comme un groupe, quel que soit son mode d'organisation:

*(a) composé d'au moins trois personnes se trouvant au Canada ou à l'étranger;*

*(b) dont un des objets principaux ou une des activités principales est de commettre ou de faciliter une ou plusieurs infractions graves qui, si elles étaient commises, pourraient lui procurer ou procurer à une personne qui en fait partie, directement ou indirectement, un avantage matériel, notamment financier.*

*Cette définition ne concerne pas le groupe d'individus formés au hasard pour la perpétration immédiate d'une seule infraction.*

D'autre part, avec cette loi, les sentences sont beaucoup plus sévères et, dès le moment où le procureur fait la preuve des éléments ci-dessous (article 467.11 du Code criminel), l'accusation de gangstérisme peut être retenue :

*(1) Est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de quatorze ans quiconque, à la fois :*

*a) participe aux activités d'un gang, ou y contribue de façon importante, tout en sachant que les membres de celui-ci ou certains d'entre eux commettent ou ont commis, au cours des cinq dernières années, une série d'actes criminels définis par la présente loi ou une autre loi fédérale et passibles d'un emprisonnement maximal de cinq ans ou plus ;*

*b) est partie à la perpétration d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de cinq ans ou plus et commis au profit ou sous la direction du gang, ou en association avec lui.*

*(2) La peine infligée à une personne pour une infraction prévue au paragraphe (1) est purgée consécutivement à toute autre peine sanctionnant une autre infraction basée sur les mêmes faits et à toute autre peine en cours d'exécution.*

La loi antigang a été bien évidemment appliquée lors de procès impliquant des membres du crime organisé, notamment les motards.

En 2001, la Cour du Québec, lors d'un procès concernant plusieurs membres des Rock Machine (R. C. Leclerc), a établi que les accusés avaient perpétré des actes criminels pour le compte d'un gang, et étaient membres de ce gang (ceci en vertu de la loi C-95). Notez que dans l'ancienne loi antigang (loi C-95), le mot « gang » faisait référence à une organisation criminelle. Avec les modifications de la loi C-24, on parle d'organisation criminelle. Par ailleurs, en 2002, la Cour supérieure du Québec, dans le cadre de l'opération « Printemps 2001 » (opération au cours de laquelle plusieurs membres des motards ont été arrêtés), condamnait plusieurs membres des Nomads pour complot en vue de commettre des meurtres, de faire le trafic de stupéfiants et de participer aux activités d'un gang. Pourtant, ce n'est qu'en 2007, avec l'arrestation des gars de la rue Pelletier, que cette loi a été appliquée par la Cour du Québec à des membres de gangs de rue. Une première au Canada. Le chef de ce gang a d'ailleurs écopé d'une peine d'emprisonnement de 10 ans pour complot, trafic de drogue et gangstérisme.

La loi antigang a grandement facilité le travail des corps policiers dans la lutte aux groupes criminels, que ce soit les gangs de rue ou le crime organisé. D'une part, cette loi permet, lorsque la preuve est faite, d'imposer de longues sentences, mais elle autorise aussi les écoutes électroniques sur une période plus longue et permet l'infiltration policière de groupes criminels. La détention préventive est aussi plus souvent octroyée par le juge. En outre, l'accusation de gangstérisme a un impact sur les conditions de libération des condamnés. Ces derniers ne peuvent bénéficier d'une libération au sixième de leur sentence (semi-liberté), et leur libération conditionnelle au tiers de la sentence est beaucoup moins facile à obtenir. Si la loi antigang a permis d'imposer des peines plus sévères aux membres des gangs de rue et du crime organisé, il n'en reste pas moins que son application n'est pas systématique dans tout le Canada. Le Québec a été la première province à l'utiliser et à l'appliquer. Il faut rappeler que c'est le Québec qui a spécifiquement demandé cette loi à la suite de la guerre des motards, et qu'elle a été très controversée au départ, car on la disait inconstitutionnelle.



Même si l'Ontario et la Colombie-Britannique déplorent souvent des fusillades au volant et la montée de la violence dans leurs villes, il n'en reste pas moins que ces provinces n'appliquent pas systématiquement la loi antigang aux membres de gangs de rue. Certains procès qui pourraient déboucher sur des accusations de gangstérisme se terminent, après un *plea bargaining* (négociations entre le procureur et l'avocat de la défense visant à revoir à la baisse les chefs d'inculpation), par de simples accusations de trafic de stupéfiants. C'est également le cas dans d'autres provinces canadiennes où la loi antigang n'est pas systématiquement appliquée.

Au Québec, une personne qui est accusée d'un crime grave, d'autant plus si elle est membre d'un gang de rue ou du crime organisé, fait automatiquement l'objet d'une enquête pour sa mise en liberté et c'est à l'accusé de prouver que sa mise en liberté ne constituera pas une menace. Or, dans d'autres provinces canadiennes, des individus dangereux liés à des groupes criminels se retrouvent à plusieurs reprises devant le juge au cours d'une même année, faute d'avoir été remis en liberté en attente de procès.

Il est vrai que la preuve de gangstérisme n'est pas facile à faire et nécessite, dans la majorité des cas, l'intervention d'un témoin particulier, soit un témoin repent (plus crûment, un délateur), soit un agent civil d'infiltration (policier en civil) sur lequel reposera la preuve. Cette personne peut décrire l'organisation de l'intérieur sur le plan de la structure, des membres et des activités criminelles. Notons que la cause R. C. Aurélius (2007), soit celle des gars de la rue Pelletier, n'a pas nécessité le témoignage d'un témoin particulier. Les écoutes électroniques, les filatures et l'achat de drogue par des agents doubles (40 achats) ont permis de condamner 15 personnes, dont cinq pour gangstérisme. Toutefois, ce genre d'enquête nécessite une foule de ressources matérielles et humaines pour aboutir à des accusations solides. Les policiers enquêteurs, ainsi que les procureurs et les juges, devraient donc être formés dans tout le Canada pour ce type d'enquête débouchant sur des accusations de gangstérisme. Hélas, il y a un manque criant de témoins experts (ils se comptent sur les doigts!) sur la question des gangs de rue et même du crime organisé.

## Police et communauté : un lien fondamental dans la lutte contre les gangs de rue

En raison de sa complexité et de sa mouvance à la fois structurelle et organisationnelle, le phénomène des gangs de rue doit être abordé de façon globale par les forces de police, toutes divisions confondues. Il est capital que la circulation de l'information entre corps de police ne soit pas entravée par des querelles de clocher. Il faut en arriver à des actions concertées. Une véritable politique de lutte aux gangs de rue dépend de la coordination et de l'échange d'informations entre les différents corps policiers canadiens – municipaux, provinciaux et fédéraux – et les agences de renseignements. Ces organisations doivent travailler en partenariat, pour ne pas dire en symbiose. Il existe déjà des escouades mixtes (constituées de corps de police différents) au Canada. Ces équipes intégrées démontrent que les corps policiers préconisent une union des forces policières lors d'enquêtes précises. On constate d'ailleurs que les plus grosses opérations policières sont presque toujours faites sous l'égide d'un partenariat de plusieurs corps de police.

*[...] ces équipes intégrées ont pour mandat de mener des enquêtes stratégiques sur les activités d'organisations criminelles dans leurs secteurs de compétence respectifs.*

Pierre-Yves Bourduas, sous-commissaire aux Services fédéraux de la région du centre de la Gendarmerie royale du Canada, Comité permanent de la justice et des droits de la personne du Parlement du Canada, le 1<sup>er</sup> février 2007

Il existe de beaux exemples de coopération policière : en Alberta, l'Équipe d'interventions intégrées contre le crime organisé (EIICO) ; au Québec, les Unités mixtes d'enquête sur le crime organisé (UMECO) créées en 1996 et qui ont pour but de freiner l'expansion des groupes criminels. En Ontario, à Toronto, le Groupe d'intervention contre les bandes criminalisées et les armes à feu constitué de policiers et d'environ 70 procureurs spécialisés dans ce genre de

criminalité, et le personnel du Programme d'aide aux victimes et aux témoins œuvrent ensemble pour mener des enquêtes, entre autres, sur la violence armée dans les rues et sur le trafic d'armes à feu. En Colombie-Britannique, le projet « Epandora », regroupant la Gendarmerie royale du Canada, le Service de police de Vancouver et l'Unité mixte d'enquête sur le crime organisé de Colombie-Britannique (UMECO-CB), a mené à une enquête policière de deux ans visant les Hells Angels. Cette opération policière a permis plusieurs saisies d'armes à feu et s'est soldée par 39 accusations de gangstérisme dans l'organisation criminelle des Hells Angels. À Vancouver, on a créé en 2005 l'Équipe intégrée pour les gangs (*Integrated Gang Task Force*), groupe associant une soixantaine de policiers à une dizaine de civils – entre autres des analystes du renseignement –, qui veillent quotidiennement à la surveillance des principaux gangs de rue.

Au Québec, le projet MINERVE est un protocole d'entente entre la GRC, le SPVM et la SQ qui a pour objectif le partage de renseignements sur neuf principaux groupes du crime organisé. Chaque corps de police enquête sur un nombre limité de groupes criminels. Il y a donc partage d'informations, mais aussi d'effectifs. De plus, l'analyse des renseignements est faite par le Service du renseignement criminel du Québec (SRCQ) qui travaille en partenariat avec d'autres provinces. Dans l'affaire « Colisée », par exemple, plusieurs organismes ont été mis à contribution : le Service de police de Montréal, la Sûreté du Québec, le Service des douanes, le Service de police de Laval, la GRC et des enquêteurs de l'Agence du revenu du Canada.

Par ailleurs, les enquêtes sont primordiales pour démanteler des réseaux criminels et porter des accusations majeures contre des membres influents des gangs de rue et du crime organisé. Les enquêtes qui débouchent sur des sentences exemplaires sont très souvent longues et coûteuses, mais elles sont beaucoup plus efficaces dans la lutte aux groupes criminels que des enquêtes bâclées et bon marché. Pour avoir de bonnes enquêtes, il est évident qu'il faut des ressources financières importantes, non seulement pour

jouir de la compétence d'enquêteurs qualifiés, mais aussi pour mettre à la disposition de ces enquêteurs des outils efficaces libres de toute tracasserie administrative. Les réseaux criminels sont très complexes : ils ont des ramifications internationales et sont d'autant plus solides qu'ils se sont construits au fil des années. Les enquêtes efficaces ne peuvent donc qu'être longues et onéreuses.

Selon certains informateurs, il arrive que des filatures s'interrompent à 17 heures car la direction ne rémunère pas les heures supplémentaires – alors que les groupes criminels, eux, paient leurs soldats en tout temps, et généreusement. Il est important qu'il n'y ait pas de rationalisation économique dans les différentes méthodes d'enquête. Donc, pas de compressions budgétaires ! L'interception de communications privées, soit l'écoute électronique, les agents d'infiltration et la filature par GPS sont des outils importants pour les enquêtes. Soit dit en passant, la durée des mandats permettant de mettre des GPS dans les véhicules surveillés devrait être fixée au moins à un an.

Actuellement, il n'existe toujours pas de normalisation des façons de faire quant à l'écoute électronique au Canada. Avant 1997, pour obtenir un mandat d'écoute électronique, les policiers devaient démontrer au juge qu'aucune autre méthode d'enquête pouvant leur permettre d'obtenir les preuves nécessaires n'était possible. Cette exigence n'existe plus dans la Loi sur le crime organisé pour les enquêtes de 60 jours à un an, mais les policiers n'utilisent toujours pas cette modification à la loi, compte tenu que la Cour suprême du Canada n'a pas encore statué sur la constitutionnalité de cette modification. En outre, après trois ans d'enquête, la police est obligée d'aviser une personne qu'elle est surveillée. Puisque certaines enquêtes peuvent prendre plus de trois ans avant d'aboutir à une arrestation, il serait plus judicieux de modifier cette disposition du Code criminel afin que la période de trois ans, dans le cas de « l'avis d'interception », comme on le dit dans le jargon juridique, soit prolongée à cinq ou six ans. Par ailleurs, chose incroyable, si quelqu'un commet un crime au Québec et qu'un mandat d'arrestation a été délivré contre lui, ce mandat n'est exécutable que dans un

rayon de 100 km hors la province concernée ou à l'intérieur de la dite province. Si le malfaiteur est arrêté pour un autre délit au Manitoba, par exemple, il ne sera pas inquiété en vertu de l'autre mandat d'arrestation! En fait, les autorités des provinces ne veulent pas payer les frais relatifs à la déportation interprovinciale.

Que ce soit au Service de police de la ville de Montréal, à la Police de Toronto, de Vancouver et de Winnipeg, au Service canadien du renseignement de sécurité, à la Sûreté du Québec, à la Gendarmerie royale du Canada, au Service de renseignements criminels du Québec ou dans les corps de police provinciaux et autochtones, l'information doit constamment être mise à jour et transmise aux agents de contrôle social travaillant dans le domaine, pour la bonne raison que les gangs de rue peuvent changer rapidement de nom et de territoire. L'heure est à la mondialisation de ce type de criminalité. Chaque province et territoire devrait donc mettre en place, dans chaque ville où des gangs de rue ont été identifiés, une division antigang constituée d'enquêteurs et de policiers de terrain. Chacune de ces divisions rendrait compte à son bureau antigang provincial, lui-même constitué d'enquêteurs, de policiers de terrain, mais aussi de chercheurs et de travailleurs de rue. Ces bureaux antigang provinciaux seraient en communication constante entre eux et avec la section antigang de la GRC, qui pourrait gérer les régions et les territoires qui sont actuellement sous sa responsabilité. Les différentes divisions et les bureaux provinciaux antigang ainsi que ceux qui s'occupent d'autres formes de criminalité devraient rester en communication constante et avoir la possibilité de partager des informations en toute sécurité. De plus, chaque bureau provincial antigang pourrait établir des contacts avec les corps policiers de villes étrangères ou, s'il le souhaite, pourrait passer par la GRC pour obtenir ce genre d'informations. Les bureaux provinciaux pourraient également recueillir des informations auprès d'agences de renseignements, comme le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) ou encore le Service canadien de renseignements criminels. En coupant les intermédiaires, on favoriserait un plus vaste échange d'informations entre les agences et les corps policiers.

Le Service de police de la ville de Montréal possède sa propre division du renseignement concernant les gangs de rue. Cette division travaille en concertation avec la division du crime organisé, les équipes de quartier et la division de la moralité. D'autres organismes non policiers sont également mis à contribution. Il faut faire en sorte que ces différents services travaillent avec les mêmes balises. La circulation de l'information n'est pas suffisante, il faut aussi que le phénomène des gangs de rue, en expansion continue, soit compris par tous de la même manière. Bref, il est indispensable que les escouades des différents paliers gouvernementaux et les organisations œuvrant auprès des jeunes travaillent en étroite collaboration et en toute transparence. L'escouade « Sans Frontière », constituée de différents corps policiers (dont la GRC), qui a permis de mettre sous les verrous les gars de la rue Pelletier, constitue un bel exemple de collaboration. Mais même si cette escouade est devenue permanente, il n'en demeure pas moins que les collaborations policières ne se font que lors d'opérations bien précises. Au Québec, nous n'avons toujours pas d'escouade comme « Carcajou », par exemple, c'est-à-dire une seule escouade de lutte contre les gangs de rue qui couvrirait tout le territoire québécois, comme cela a été fait pour lutter contre les motards. Malheureusement, le travail policier continue à se faire en silo, alors que les criminels travaillent en réseaux et en partenariat.

Il est impératif que le ministère de la Sécurité publique du Québec crée un bureau provincial antigang qui centralisera les données et les organigrammes des réseaux, favorisera la recherche dans le domaine, mènera des enquêtes et rassemblera toutes les informations sur les gangs quel que soit le corps policier qui les a recueillies. Ce bureau pourrait être composé d'enquêteurs spécialisés dans les gangs, de travailleurs de rue, de travailleurs sociaux, de responsables de centres jeunesse, mais aussi de chercheurs dont la fonction principale serait de concilier la pratique et la théorie, le travail quotidien sur le terrain et l'analyse des données. En fait, son efficacité dépendrait de la diversité des intervenants qui le constitue et du travail d'équipe. Ce bureau devrait également devenir l'ins-



tance qui fera le lien avec les différentes régions, le reste du Canada et les pays étrangers. Cette conception globale des forces d'intervention est fondée sur la nécessité de démanteler les réseaux de gangs de rue et du crime organisé déjà bien implantés à Montréal et dans l'ensemble du Québec. En rassemblant des personnes de terrain, comme des travailleurs de rue, il serait possible d'avoir accès à un grand nombre de renseignements que les policiers ont parfois bien du mal à obtenir, mais que des intervenants de ce genre peuvent recueillir quotidiennement grâce à la relation de confiance qu'ils établissent avec les jeunes.

Par ailleurs, toutes les provinces canadiennes devraient mettre sur pied, à l'exemple du Québec, un bureau de procureurs spécialisés dans les procès complexes de membres des groupes criminels. La sécurité de ces procureurs devrait bien entendu être assurée. Au Québec, en 2000, le Bureau de lutte au crime organisé (BLACO) a été créé, dans la foulée de la guerre des motards, par le ministère de la Justice. Ce bureau de procureurs spécialisés dans les procès impliquant des membres du crime organisé travaille en concertation avec les corps policiers afin que les enquêtes et l'accumulation de preuves aboutissent à des condamnations sévères. Actuellement, il y a à peine une dizaine de procureurs spécialisés dans les procès des membres de gangs de rue dans tout le Canada. Ces procureurs spécialisés pourraient former un BLAGR (Bureau de lutte aux gangs de rue) ou s'intégrer dans un BLACO (Bureau de lutte au crime organisé), et ce, dans chaque province. Rappelons que depuis sa création, BLACO a permis notamment la condamnation pour gangstérisme de 286 personnes et contribué au démantèlement de la section des Nomads (Hells Angels) et des Bandidos au Québec. En outre, de 2001 à 2007, BLACO a permis de mettre en accusation plus de 1000 personnes, avec un taux d'acquiescement inférieur à 2 %. Ce qui veut dire que les dossiers étaient solides. Ces résultats démontrent l'efficacité de ce type de mesures et indiquent qu'il est possible de prouver qu'il y a gangstérisme, même si ce n'est pas chose facile et que cela exige des preuves importantes reposant sur de longues enquêtes. Il faudrait donc que toutes les provinces et



tous les territoires du Canada appliquent la loi antigang en engageant des procureurs spécialisés dans ce genre de procès, et en créant des bureaux similaires à BLACO.

Le Québec, qui a déjà son Bureau de lutte au crime organisé, pourrait introduire dans ce bureau des procureurs spécialisés dans les procès de membres de gangs de rue. Ce bureau pourrait s'appeler : Bureau de lutte au crime organisé et aux gangs de rue (BLACOG).

D'autre part, il est urgent de constituer une base de données canadienne répertoriant tous les procès impliquant les membres des gangs de rue et du crime organisé, à laquelle les procureurs et la police pourraient avoir accès dans tout le Canada. Le procès des gars de la rue Pelletier peut servir d'exemple pour d'autres procès impliquant des membres de gangs de rue. Ce procès est la preuve que l'on peut accuser des membres de gangs de rue de gangstérisme, et que la large définition d'organisation criminelle de la loi antigang permet d'y inclure également les gangs de rue. Une base de données de tous les procès pourrait non seulement aider d'autres causes partout au Canada, mais permettrait une application plus uniforme de la loi antigang et faciliterait la lutte aux gangs de rue. Après tout, les bandes de Toronto influent sur la dynamique montréalaise, et vice-versa.

Il est assez ironique de voir que les Hells Angels possèdent leur propre registre dans lequel sont répertoriés tous les jugements au Canada – ce qui permet à leurs avocats de disposer de tous les outils nécessaires à leur défense – et que le gouvernement canadien n'a pas ce genre d'outil ! En outre, les Hells Angels ont créé un fonds national de défense contre le C-95, la loi sur le crime organisé : la West Coast Freedom to Associate Society (la Société de défense de la liberté d'association de la côte Ouest), fonds auquel tous ses membres doivent contribuer financièrement afin de pourvoir aux besoins judiciaires du groupe. Ils sont devenus des experts dans l'art de faire traîner des procès et de contester les législations. Il est vrai qu'il existe déjà un registre national des jurisprudences de la GRC qui est mis à la disposition de ses policiers, mais cette base est restreinte. Il

est plus que temps d'avoir un registre canadien de tous les procès des membres de gangs de rue et du crime organisé, accessible non seulement à tous les policiers – quelle que soit la province ou quel que soit le corps policier – mais aussi aux procureurs concernés.

De la même manière, une base de données concernant tous les gangs de rue répertoriés au Canada, ainsi que les membres qui ont été reconnus comme en faisant partie après une condamnation lors d'un procès aux adultes, devrait également être créée. À Winnipeg, il existe déjà une centralisation des données sur les membres de gangs du Manitoba. Je suis tout à fait contre une base de données pour les mineurs. Autrement dit, à partir du moment où un individu est condamné pour gangstérisme, il serait automatiquement inclus dans cette base de données pancanadienne, avec toutes les caractéristiques qui le constituent. En outre, un malfaiteur ayant été condamné pour un autre délit et qui s'identifie lui-même comme membre d'un gang de rue lors de son admission au pénitencier ou dans une prison provinciale serait automatiquement placé dans cette base de données. Cependant, mettre des personnes dans cette base de données en se fiant uniquement à leur apparence physique, à leurs vêtements, à leurs tatouages, à leurs fréquentations et à leur profilage racial serait discriminatoire.

Par ailleurs, il serait important de créer une base de données pancanadienne où tous les graffitis des gangs de rue seraient répertoriés avant d'être effacés. Les graffitis fournissent de nombreuses informations sur les gangs de rue, notamment les territoires où ils opèrent, leurs chefs, leurs messages de propagande, leur membership, les décès de membres et leur parcours de vie. Cette base de données devrait être accessible aux corps de police et aux autres intervenants qui luttent contre les gangs de rue.

De plus, lors d'opérations policières d'envergure, des mesures de réappropriation territoriale par les communautés vivant dans les zones ciblées par les arrestations devraient être mises sur pied en partenariat avec la police, les habitants et les groupes œuvrant en prévention. Après toute opération policière d'envergure ayant mené à l'arrestation de membres de groupes criminalisés – qu'il s'agisse

de gangs de rue ou de leurs alliés, les motards et les mafias –, les forces policières devraient continuer à surveiller les territoires des groupes démantelés afin de ne pas laisser d'autres délinquants s'emparer de la place laissée vacante. Dans ces zones à risque, la mise en application de programmes de prévention, ainsi que la prise en charge du territoire par les résidants, ne peut que contribuer à une amélioration de la sécurité. En effet, à partir du moment où des opérations policières démantèlent des réseaux criminels, le vide créé est assez rapidement comblé par d'autres gangs ou organisations criminelles. On y voit souvent des gangs émergents se renforcer et devenir plus forts, ou s'y former de nouveaux types de gangs.

La réappropriation de territoires par les habitants n'est pas nouvelle; elle existe dans certains *barrios* du Salvador et les résultats sont positifs. Alors qu'attendons-nous pour instaurer massivement ce genre d'approche dans nos quartiers? Mais cela ne peut se faire qu'en collaboration avec tous les partenaires des territoires concernés. Par partenaires, j'entends les résidants du quartier en question, la police, les groupes communautaires, les élus locaux de tous les paliers politiques et les gens du milieu des affaires.

Il ne peut y avoir de succès dans la lutte aux groupes criminels lorsque les communautés des quartiers ciblés par ces gangs ou ces organisations criminelles ne sont pas proactives. Il faut les aider à briser la loi du silence! Il faut créer des lieux d'échange et de soutien pour les citoyens vivant dans des territoires de gangs de rue. Chaque quartier devrait se prévaloir d'un comité réunissant des citoyens, des commerçants, des membres d'organismes communautaires œuvrant sur le territoire des policiers, des jeunes, des représentants d'établissements scolaires primaires et secondaires, de cégeps et d'universités, ainsi que des élus locaux. Ce comité pourrait élaborer un plan stratégique de lutte aux gangs de rue en tenant compte de la réalité du terrain et en favorisant l'établissement d'un lien de confiance entre la communauté et la police de quartier. Il faudrait du reste augmenter le nombre d'agents sociocommunautaires dans chaque poste de quartier, et les provinces qui n'ont pas mis sur pied ce type de culture policière devraient le faire au plus vite. Soit

dit en passant, un agent sociocommunautaire est un policier dont la tâche principale est de faire de la prévention dans un quartier. Il se rend dans les écoles pour parler des gangs de rue; participe, avec des groupes communautaires, à des projets de prévention contre les gangs; s'assoit aux tables de concertation de quartier; et participe à des activités sportives avec des jeunes. Son rôle est plus que fondamental dans la création d'un lien de confiance entre la population, les jeunes et la police, lien indispensable pour la sécurité publique. Chaque poste de quartier devrait avoir plus de deux agents sociaux communautaires. En outre, les grandes villes québécoises et canadiennes devraient toutes posséder une escouade d'agents sociaux communautaires qui serait déployée dans les quartiers à risque pour épauler les deux agents de chaque poste de quartier. Cette escouade permettrait de parvenir à un équilibre entre prévention et répression dans plusieurs quartiers chauds.

La police ne doit pas seulement être un outil de répression. Son rôle d'agent de prévention et de paix devrait être valorisé davantage dans la culture et dans la formation policière. Le policier n'est pas seulement celui qui arrête les grands méchants loups, c'est aussi celui qui vient en aide aux victimes et qui contribue à la paix sociale – une paix sociale qui doit se construire avec la population. L'image de la police et les actions de proximité sont des facteurs essentiels dans la création de ce lien de confiance. Les actions positives de proximité entre un corps policier et la population contribuent à une image positive de la police, et une image positive de la police ne peut que faciliter les échanges de proximité avec la population.

Les équipes policières de terrain mises sur pied spécifiquement pour la lutte aux gangs de rue sont nécessaires, mais elles ne doivent pas devenir des outils d'oppression. Un effet pervers de ce genre d'escouades, c'est lorsqu'on passe de la répression à l'oppression. Dans certains pays, cette méthode a parfois été utilisée de manière terriblement répressive, par exemple au Honduras, où les fameux escadrons de la mort, formés de policiers et de militaires, procédaient à des exécutions sommaires et faisaient « disparaître » des membres de gangs ou des membres présumés, dont certains

n'avaient que 15 ans. Nous sommes loin de ces abus au Québec et au Canada.

Prenons, par exemple, l'escouade policière Éclipse, de Montréal, mise en place le 8 juin 2008 et constituée d'une soixantaine de policiers dont l'objectif est de soutenir, sur le terrain, le travail d'autres unités policières en prêtant particulièrement attention aux gangs de rue, aux crimes reliés à la drogue et à la cybercriminalité. En général, les policiers de l'escouade Éclipse œuvrent dans les sections territoriales chaudes de Montréal, comme le centre-ville, Montréal-Nord et Saint-Michel. Lors d'une rencontre avec plusieurs jeunes (filles et garçons) de Montréal-Nord qui ne sont pas membres de gangs de rue, ces derniers m'ont parlé de leurs frustrations et de leurs motifs d'irritation concernant leurs interactions avec les policiers d'Éclipse. Les jeunes m'ont fait part d'un harcèlement quotidien, très souvent plusieurs fois dans une même journée, notamment des vérifications d'identité systématiques, basées sur le profilage racial. Ils ont également fait état du manque de respect de ces policiers à leur égard lors de ces vérifications quotidiennes – notamment les nouveaux policiers. « Éclipse » est perçue par ces jeunes comme une perte d'argent, un outil inutile dans la lutte aux gangs de rue, et ils considèrent qu'elle est génératrice de conflits dans les quartiers sensibles. Les jeunes se sentent stigmatisés, brimés dans leur liberté de circulation et de regroupement. Autrement dit, cette jeunesse est en colère.

Cette colère est alimentée par le décès du jeune Fredy Villanueva, que ces jeunes gens m'ont décrit comme un garçon calme et doux n'ayant aucun lien avec des gangs de rue – contrairement à son frère. Les propos que ces jeunes m'ont tenus contre la police expriment une colère très présente et exacerbée par l'escouade Éclipse. La communication semble inexistante entre la police et ces jeunes. Deux solitudes qui ne se parlent plus, tout cela dans un territoire appartenant aux Bloods.

C'est indéniable, cette situation fragilise davantage Montréal-Nord et les territoires environnants, fait le jeu des Bloods (gang de ce territoire) et facilite le recrutement des jeunes. Les membres de gangs y sont même perçus comme les « gentils » face aux « méchants

policiers». Le comportement des forces de police dans cette ville, surtout celui de l'escouade Éclipse, est perçu comme injuste et justifiant l'injustifiable, c'est-à-dire la présence de gangs de rue dont les membres sont considérés, eux, comme des héros ou des bons gars. Il est clair que le lien de confiance entre la police et la jeunesse de Montréal-Nord doit être reconstruit. En fait, il serait important de faire des gestes concrets qui permettraient tout au moins de rétablir un lien minimal de communication, sans oublier qu'une véritable confiance peut prendre plusieurs années avant de réapparaître.

Néanmoins, la lutte aux gangs de rue ne peut se faire sans la police, et une lutte efficace aux gangs de rue ne peut se faire sans le travail concerté de la police avec les jeunes, les collectivités, les élus et les groupes communautaires et de prévention vivant et travaillant dans les territoires ciblés par ces groupes criminels. La situation qui existe à Montréal-Nord est un cas parmi d'autres, qui démontre hors de tout doute que toutes les mesures répressives mises en place dans les quartiers sensibles doivent être réévaluées après leur première année d'application. Il est important de voir si les objectifs visés par les mesures en question ont été remplis et quels sont leurs effets secondaires.

## Le contrôle des armes à feu et la lutte contre les armes illégales : des mesures essentielles dans la lutte contre les gangs de rue

La violence fait partie intégrante de la nature humaine, comme l'amour, l'amitié, le partage et la compassion. Si on ne peut éliminer totalement la violence dans une société, on peut mettre sur pied des outils afin de la neutraliser, ou tout au moins de la contrôler. Toutefois, dans certains pays où les conflits et les guerres perdurent, une culture de la violence s'installe progressivement. La violence y devient normalité et fait partie du quotidien des populations. Par ailleurs, dans certaines organisations et dans certains groupes, la



violence fait partie des valeurs qui sont prônées, et les modèles de référence sont très souvent des individus violents. Pour devenir membre de ces groupes, l'aspirant doit souvent subir une initiation brutale et douloureuse et, par la suite, commettre des actes de violence. Tout, dans ces groupes, incite à la violence, aussi bien les symboles, les tatouages et les graffitis que les actions posées quotidiennement: viols, vols, agressions, meurtres, fusillades, utilisation d'armes à feu.

Les gangs de rue ont beaucoup évolué avec l'avènement des technologies. Ils sont passés de l'utilisation des poings et des armes blanches (couteaux, machettes, objets contondants) aux fusils sciés et aux armes de poings et automatiques, sans parler des explosifs en tout genre. Les gangsters se procurent ces armes à feu de différentes manières: du vol d'armes de chasse dans des résidences à l'achat dans des commerces spécialisés, en passant par la contrebande étasunienne ou d'ailleurs. Que ce soit au Québec, au Canada, dans les Amériques ou dans le monde, les armes à feu et les explosifs sont essentiels aux gangsters pour imposer leur pouvoir. Le lien entre gangs de rue, trafic de drogue et armes à feu ne fait aucun doute. Le fait que des enfants de moins de 10 ans se promènent parfois avec une arme de poing ne fait pas partie des légendes urbaines, que ce soit aux États-Unis ou en Amérique du Sud. Au Québec et au Canada, les adolescents «commencent» à 13 ou 14 ans. Le Canada fait heureusement meilleure figure que les États-Unis dans ce domaine: plusieurs outils de prévention ont été mis en place pour pallier l'accessibilité des armes à feu, notamment grâce au Registre des armes à feu et à la Loi sur les armes à feu. Mais la contrebande d'armes illégales n'en est pas moins un problème préoccupant dans notre pays.

Les membres des gangs de rue utilisent des armes à feu pour se défendre et protéger leur territoire, mais également pour mener leurs guerres de conquête et imposer leur domination dans le milieu criminel. Ils les utilisent pour procéder à des purges internes et éliminer ainsi les membres considérés comme nuisibles au gang, dont les individus soupçonnés de délation. Dans ce milieu, il n'y a



ni tribunaux ni cours de petites créances pour régler les conflits, seule prime la loi du plus fort – ainsi que celle des armes. La violence est un moyen d'intimider ou de menacer des témoins, des policiers, des agents correctionnels, des juges, des journalistes et des intervenants. C'est aussi une stratégie utilisée pour faire avorter un procès. Tous les groupes criminels font de même. L'utilisation des armes à feu dans le milieu criminel fait partie du quotidien des gangsters, et ce, aussi bien en Amérique du Nord qu'en Amérique du Sud.

## Le trafic des armes à feu : un fléau dévastateur au Canada

La libre circulation des armes à feu est une calamité dans la lutte à la violence et aux groupes criminels. Les pays des Amériques qui n'ont pas instauré un contrôle rigoureux des armes à feu, en particulier ceux qui ont été aux prises avec des guerres civiles et des conflits armés – certains le sont toujours –, se retrouvent avec une quantité faramineuse d'armes à feu et, pour certains, avec des explosifs en tout genre. En 2005, les autorités salvadoriennes rapportaient la présence de 173 000 armes à feu légalement enregistrées, dont plusieurs au nom de criminels notoires. Il y aurait plus de 300 000 armes à feu non enregistrées en circulation au Salvador. Un Salvadorien sur quatre possède une arme à feu. Lors de mon enquête dans ce pays, la division responsable du recensement des armes à feu et autres (grenades, bombes, roquettes, etc.) au Conseil national de la sécurité publique n'avait pas encore terminé son étude sur la question.

Selon les données de 2006 de la GRC, il y aurait environ 910 000 à 2 millions d'armes à feu en circulation au Guatemala; de 400 000 à 500 000 au Honduras; 1,4 million en Argentine; 18 millions au Brésil et 200 millions aux États-Unis. Au Canada, on a enregistré approximativement 8 millions d'armes à feu, recension qui ne tient pas compte des armes non enregistrées et illégales. Par exemple, en Colombie-Britannique, on a saisi 2300 armes à feu en 2006 lors

d'opérations policières. Au Salvador et au Guatemala, les armes en circulation sont des vestiges de la guerre civile, mais elles proviennent également du trafic illicite d'armes. En Amérique centrale, trois homicides sur quatre sont commis avec des armes à feu : la disponibilité et la libre circulation des armes à feu, un système de contrôle social défaillant (corruption) et la prédominance d'une culture de la violence (guerres civiles, lois ultra-répressives) ne font que faciliter la perpétration de ces meurtres.

Le Canada et les États-Unis sont des partenaires commerciaux importants. Ces deux États partagent près de 8900 km de frontière (terrestre et maritime). La sécurité publique canadienne et celle des États-Unis sont intimement liées. Les politiques de lutte à la criminalité établies par les États-Unis ont inévitablement un effet au Canada, et vice-versa. Et cela ne diffère guère dans le milieu criminel ! Les groupes criminels étasuniens et canadiens partagent non seulement des marchés communs, mais aussi des réseaux et des affiliations. Selon le produit illicite et les réseaux de trafiquants, le Canada est, soit un pays source, soit un pays de transit, soit un simple client. On ne peut faire abstraction de ces liens lorsqu'on veut s'attaquer aux différents marchés illicites, comme celui de la drogue, de la prostitution, et bien évidemment des armes.

Par ailleurs, le Canada et les États-Unis ont des législations différentes en matière d'armes à feu : pour le premier, posséder une arme à feu est un privilège ; pour le second, c'est un droit. Aux États-Unis, des batailles juridiques font rage depuis de nombreuses années afin de confirmer ou d'infirmer le fait que le deuxième amendement de la Constitution donne aux citoyens un droit fondamental quant à la possession d'une ou de plusieurs armes à feu, et le puissant lobby des armes à feu contrôle encore le milieu politique et paralyse toute tentative de législation. Cependant, il serait faux de dire qu'il n'y a aucune loi concernant les armes à feu aux États-Unis, mais les lois qui ont été mises en place ne contribuent malheureusement pas à un véritable contrôle. En fait, ce n'est qu'après plusieurs massacres que le gouvernement fédéral étasunien a interdit, en septembre 1994,

pour une durée de 10 ans seulement, la vente et la possession de 19 types d'armes à feu différentes, dont des armes d'assaut.

À la fin de l'année 1993, après quelques palabres politiques, la loi Brady, nommée ainsi en hommage au porte-parole (*press secretary*) de la Maison-Blanche qui s'est retrouvé handicapé après avoir été blessé lors de la tentative d'assassinat de Ronald Reagan, entrainé en application. Cette loi impose une période d'attente de cinq jours ouvrables avant l'acquisition d'une arme de poing chez un commerçant légal, ce qui permet à ce dernier de faire les vérifications d'usage sur le client, notamment auprès de la police. Le commerçant peut refuser la vente à un individu qui a un casier judiciaire et à une personne atteinte de troubles mentaux ou présentant des risques de dangerosité. Toutefois, la loi n'oblige nullement la police à faire ces vérifications. C'est pourquoi le pourcentage de personnes à qui l'on refuse de vendre une arme de poing est d'à peine 2 % (Rapport du ministère de la Justice du Canada, 1997). Enfin, plus récemment, en juin 2008, la Cour suprême des États-Unis a rendu une décision qui confirme le droit à un citoyen américain de l'État de Washington de posséder une arme à feu pour sa légitime défense.

Au Canada, le principe du privilège a permis d'élaborer des règles sur le contrôle des armes à feu – règles qui ont fortement contribué à la sécurité du pays. C'est la Loi sur les armes à feu et le Code criminel, notamment l'article 84, qui régissent le contrôle des armes à feu. Toute personne qui veut posséder une arme doit avoir un permis de port d'armes, ce qui indique qu'elle est en mesure d'utiliser cette arme, mais ne peut le faire que dans certaines circonstances. En fait, c'est l'équivalent du permis de conduire. Ensuite, elle doit faire enregistrer l'arme dans un registre national, et elle est tenue d'en déclarer le vol ou la vente.

Aux États-Unis, chaque État a sa propre législation, et le fédéral ne contrôle que les usines où l'on fabrique les armes. Certains États sont plus laxistes que d'autres. Le port d'armes de poing, par exemple, est tout à fait légal dans ce pays, contrairement au Canada où il est soumis à une autorisation restreinte ou à une interdiction. Le

nombre de personnes qui ont le droit de porter certaines armes de poing (par exemple, les policiers) est limité. Cette différence législative contribue directement au trafic illégal d'armes de poing au Canada!

La grande majorité des armes illégales en circulation au Canada, principalement les armes de poing, provient des États-Unis, notamment du Michigan, de l'État de New York et du Montana. Les gangs de rue se fournissent tant chez des trafiquants que chez des commerçants légaux étasuniens, quand ce n'est pas chez des membres de gangs de rue aux États-Unis ou chez des revendeurs canadiens. Ils peuvent même acheter des armes et des pièces détachées par Internet, ce qui leur permet d'éviter le contrôle des agents frontaliers. Les membres de gangs de rue peuvent également acquérir des armes aux États-Unis sous une fausse identité, ou y utiliser un contact qui servira de prête-nom. Ils peuvent aussi acheter des armes dans des surplus de l'armée américaine, ou tout simplement les voler dans des commerces ou des résidences au Canada. Les armes non enregistrées risquent beaucoup plus de devenir des armes illégales et d'être introduites dans le marché noir que celles qui ont été enregistrées par leur propriétaire.

*Le nombre des armes à feu qui arrivent au Canada – et là, je parle uniquement pour la Colombie-Britannique – est considérable. Nous saisissons des chargements de 200 à 300 armes à feu, et toutes ces armes sont destinées aux gangs de rue. Elles coûtent cher, mais le commerce de la drogue donne à ceux qui le pratiquent les moyens de les acheter.*

Sergent Larry Butler, police de Vancouver,  
Comité permanent de la justice et des droits de la personne,  
1<sup>er</sup> février 2007, Parlement du Canada

Les armes à feu sont introduites au Canada par voies terrestre, maritime et même aérienne. Plusieurs zones frontalières canado-américaines sont très peu surveillées ou ne le sont pas du tout. Certaines réserves autochtones frontalières sont utilisées pour passer

des armes de contrebande, mais aussi pour les entreposer avant la vente. En 2006, la GRC estimait que, chaque année, de 2000 à 3000 armes à feu étaient volées ou signalées comme étant disparues. Par ailleurs, entre 1000 et 1500 armes à feu sont saisies chaque année à la frontière canado-américaine. La grande majorité des armes saisies au Canada comme aux États-Unis le sont aux postes frontaliers terrestres. Mais le marché des armes n'est pas aussi lucratif que celui de la drogue, dans la mesure où la demande est moins forte. Plusieurs gangs de rue ne se procurent des armes que pour l'utilisation personnelle de leurs membres. En fait, la contrebande d'armes est généralement une source de revenus d'appoint, associée notamment à d'autres activités illicites, comme le trafic de drogue.

Au Canada, les armes à feu sont catégorisées, selon le Code criminel (art. 84), en trois sections : les armes sans restriction, les armes à autorisation restreinte et les armes prohibées. Les armes sans restriction, malgré leur statut, doivent être enregistrées par mesure de sécurité. Ce sont, par exemple, les armes d'épaule, soit les fusils de chasse et les carabines. Toutefois, une arme d'épaule peut devenir une arme prohibée si on en scie le canon. Ce type d'arme à feu est communément appelé « arme d'épaule à canon scié ou tronqué ». Le Code criminel décrit les armes à feu à autorisation restreinte ainsi :

*[toute...] arme de poing qui n'est pas une arme à feu prohibée; toute arme à feu — qui n'est pas une arme à feu prohibée — pourvue d'un canon de moins de 470 mm de longueur qui peut tirer des munitions à percussion centrale d'une manière semi-automatique; toute arme à feu conçue ou adaptée pour tirer lorsqu'elle est réduite à une longueur de moins de 660 mm par repliement, emboîtement ou autrement; toute arme à feu désignée comme telle par règlement.*

Une arme semi-automatique tire un projectile à chaque coup, mais se recharge automatiquement tant et aussi longtemps qu'il y a des munitions dans le chargeur. Le AK-47, le M-16 et le pistolet sont des armes semi-automatiques.

Par ailleurs, une arme à feu prohibée est définie ainsi par le Code criminel :

*[...] arme de poing pourvue d'un canon dont la longueur ne dépasse pas 105 mm ou conçue ou adaptée pour tirer des cartouches de calibre 25 ou 32, sauf celle désignée par règlement pour utilisation dans les compétitions sportives internationales régies par les règles de l'Union internationale de tir; arme à feu sciée, coupée ou modifiée de façon que la longueur du canon soit inférieure à 457 mm ou de façon que la longueur totale de l'arme soit inférieure à 660 mm; arme automatique, qu'elle ait été ou non modifiée pour ne tirer qu'un seul projectile à chaque pression de la détente; arme à feu désignée comme telle par règlement.*

Autrement dit, les armes automatiques (armes qui permettent de tirer rapidement plusieurs projectiles à chaque pression de la détente ou qui sont modifiées pour le faire) comme les mitrailleuses, les mitraillettes et les pistolets-mitrailleurs, certaines armes de poing telles que définies dans le Code criminel, et les armes à feu à canon scié, sont interdites. Toutefois, les personnes qui possédaient ces armes à feu avant qu'elles soient prohibées ou qui ont un certificat d'enregistrement valide sans interruption depuis le 1<sup>er</sup> décembre 1998 peuvent les garder pour une collection ou pour le tir sportif. C'est ce qu'on appelle un « droit acquis » dans la Loi sur les armes à feu. Rappelons que l'article 84 du Code criminel définit, notamment, une arme de poing ainsi :

*[une arme à feu...] destinée, de par sa construction ou ses modifications, à permettre de viser et tirer à l'aide d'une seule main, qu'elle ait été ou non modifiée subséquemment de façon à requérir l'usage des deux mains.*

Les pistolets et les revolvers sont des armes de poing. On n'a pas le droit de chasser avec des armes à feu prohibées.

Au Canada, les armes d'épaule obtenues illégalement sont celles qui sont les plus couramment utilisées par les groupes criminels du Yukon (pas de présence de gangs de rue identifiée), du Nunavut (pas de présence de gangs de rue identifiée) et des Territoires du Nord-Ouest (présence de gangs de rue), car elles sont faciles à obtenir dans ces territoires qui ont une tradition de chasse. C'est également le cas au Québec et dans les provinces de l'Atlantique, sauf dans les zones urbaines telles que Halifax (Nouvelle-Écosse) et Saint-John (Nouveau-Brunswick), où les gangsters préfèrent les armes de poing, tout comme en Alberta. Au Québec, les gangs de rue préfèrent les armes de poing aux armes d'épaule. En Ontario, on constate que les groupes criminels utilisent tant les armes de poing que les fusils d'épaule, mais que cela dépend du territoire occupé. Dans les grandes villes comme Toronto, les armes de poing sont prisées, tandis que dans les régions rurales et les petites villes, on préfère les armes d'épaule. En Colombie-Britannique, les armes de poing de contrebande sont souvent utilisées dans le milieu criminel, surtout dans les régions urbaines, ainsi que les armes à utilisation restreinte non enregistrées. Finalement, en Saskatchewan et au Manitoba, ce sont les armes d'épaule à canon tronqué qui sont les plus couramment utilisées par le milieu criminel (Rapport du SCRC, 2007).

## Le Registre des armes à feu : un outil de contrôle essentiel

Au Canada, la volonté d'établir une législation sur le contrôle des armes à feu ne date pas d'hier. En effet, dès 1892, le premier Code criminel posait certaines balises, entre autres, l'obligation de posséder un permis de base (appelé « certificat d'exemption »); l'interdiction de vente aux jeunes de moins de 16 ans; et l'obligation, pour chaque commerçant, de tenir un registre des armes vendues. Au fil des ans, cette législation sera modifiée: en 1919 et en 1920, il est obligatoire d'avoir un permis pour toutes les nouvelles armes à feu, mais cette décision est abolie en 1921. En 1933, l'âge minimum pour posséder une arme à feu est abaissé à 12 ans. En 1934, on doit



enregistrer les armes de poing, mais les registres ne sont pas centralisés. Durant la Deuxième Guerre mondiale, les règles se renforcent : on doit enregistrer les fusils de chasse et les carabines. En 1951, le registre des armes de poing est finalement centralisé sous la responsabilité de la GRC. En 1976, le projet de loi C-83 interdit les armes à feu automatiques. En 1977, le projet de loi C-51 est adopté et rend obligatoire l'obtention d'un certificat d'autorisation d'acquisition d'armes à feu (AAAF).

En 1995, la Loi sur les armes à feu est entérinée avec l'adoption du projet de loi C-68 et la mise en place d'un nouveau système de délivrance de permis (qui remplace l'AAAF) ainsi que l'obligation d'enregistrer toutes les armes à feu, sans exception. En 1996, le Centre canadien des armes à feu du Canada (CAFC) est créé. Il a pour objectif, entre autres, de veiller à la réglementation et aux infrastructures permettant la mise en application de la Loi sur les armes à feu. Le CAFC a aussi la responsabilité de superviser le Programme canadien des armes à feu (PCAF). Celui-ci s'occupe de délivrer les permis et de les enregistrer dans deux bases de données, soit le Système canadien d'information relativement aux armes à feu (SCIRAF) et le Registre canadien des armes à feu en direct (RCAFD). Le PCAF fournit aux différents corps policiers canadiens et étrangers des informations sur les armes à feu enregistrées et sur les permis délivrés aux citoyens et aux entreprises, en plus de donner des formations en pratique sécuritaire concernant ces armes (transport des armes à feu, entreposage, etc.). Le Système canadien d'information sur les armes à feu est utilisé par les personnes qui délivrent les permis et l'enregistrement, tandis que le Registre canadien des armes à feu en direct est tout simplement un outil qui, par son système informatique (CIPC: Centre d'information de la police canadienne), permet aux policiers d'obtenir des informations sur les propriétaires d'armes à feu et sur les armes en question. Rappelons que c'est la Gendarmerie royale du Canada qui gère le CAFC et le PCAF.

Selon le rapport de 2007 du Commissaire aux armes à feu, il y avait, le 31 décembre 2007, 6539906 armes sans restriction inscrites

dans le registre, ainsi que 448 922 armes à autorisation restreintes et 226 951 armes prohibées. Toujours à la même date, la ventilation de ces armes à feu enregistrées dans le registre par province donne les résultats suivants : Terre-Neuve-et-Labrador : 179 047 armes à feu sans restriction, 3 877 armes à feu à autorisation restreinte et 1 626 armes à feu prohibées ; Île-du-Prince-Édouard : 21 455 armes à feu sans restriction, 1 494 armes à feu à autorisation restreinte et 805 armes à feu prohibées ; Nouvelle-Écosse : 283 915 armes à feu sans restriction, 14 886 armes à feu à autorisation restreinte et 7 807 armes à feu prohibées ; Nouveau-Brunswick : 261 289 armes à feu sans restriction, 11 047 armes à feu à autorisation restreinte et 5 710 armes à feu prohibées ; Québec : 1 524 956 armes à feu sans restriction, 58 256 armes à feu à autorisation restreinte et 50 265 armes à feu prohibées ; Ontario : 1 998 450 armes à feu sans restriction, 166 301 armes à feu à autorisation restreinte et 88 924 armes à feu prohibées ; Manitoba : 312 905 armes à feu sans restriction, 15 581 armes à feu à autorisation restreinte et 6 646 armes à feu prohibées ; Saskatchewan, 363 276 armes à feu sans restriction, 21 920 armes à feu à autorisation restreinte et 8 866 armes à feu prohibées ; Alberta, 773 445 armes à feu sans restriction, 72 838 armes à feu à autorisation restreinte et 24 529 armes à feu prohibées ; Colombie-Britannique : 752 321 armes à feu sans restriction, 79 828 armes à feu à autorisation restreinte et 30 845 armes à feu prohibées ; Yukon : 19 730 armes à feu sans restriction, 1 394 armes à feu à autorisation restreinte et 428 armes à feu prohibées ; Nunavut : 9 359 armes à feu sans restriction, 163 armes à feu à autorisation restreinte et 45 armes à feu prohibées ; Territoires du Nord-Ouest : 17 214 armes à feu sans restriction, 1 054 armes à feu à autorisation restreinte et 349 armes à feu prohibées.

La Loi sur les armes à feu oblige tous les propriétaires canadiens d'armes à feu à détenir un permis de possession et d'acquisition (PPA). Il existe aussi deux autres sortes de permis : le permis de possession seulement (PPS) qui, comme son nom l'indique, reconnaît le droit de posséder une arme à feu mais ne permet pas au détenteur d'acheter de nouvelles armes tout en conservant celle qui a été

acquise avant le 1<sup>er</sup> décembre 1998; et le permis pour mineur qui permet à un jeune de moins de 18 ans d'emprunter, mais non d'acquérir, une arme à feu sans restriction, pour la chasse ou pour le tir. Par ailleurs, avec la Loi sur les armes à feu, le détenteur d'une arme à feu doit acquérir un certificat d'enregistrement sur tous les types d'armes en sa possession, y compris les carabines et les fusils de chasse. L'obligation d'enregistrer toutes les armes à feu a pour but d'empêcher des personnes dangereuses d'en posséder, cela afin de veiller à la sécurité publique et à leur propre sécurité. Les critères d'admissibilité excluent, entre autres, les personnes ayant un casier judiciaire, et ils obligent les propriétaires légitimes à en connaître le maniement. Les propriétaires d'armes à feu doivent également se conformer aux règlements sur l'entreposage et le transport, et suivre (et réussir) un cours sur la sécurité. Toutes ces restrictions ont pour objectif de veiller à la sécurité publique et d'empêcher une utilisation irresponsable des armes à feu.

Du 1<sup>er</sup> décembre 1998 au 30 septembre 2006, 6683 permis d'armes à feu ont été refusés et 12995 permis ont été révoqués par les contrôleurs des armes à feu pour des raisons de sécurité. En outre, depuis le 1<sup>er</sup> décembre 1998, 1 127 372 armes à feu ont été retirées de la circulation (elles ont été détruites ou neutralisées). D'autre part, le registre des armes à feu, qui liste environ 7,1 millions d'armes à feu enregistrées (90 % sont des armes de chasse) permet aux policiers de retracer l'origine d'une arme trouvée sur une scène de crime ou de repérer la présence d'armes à feu lors d'une intervention policière dans une résidence. Bien évidemment, ces armes à feu doivent être inscrites dans le registre. On comprend pourquoi les corps policiers canadiens sont fortement en faveur du maintien du registre des armes à feu, un outil important d'information tant sur le plan préventif que répressif. Ce registre est d'ailleurs consulté en moyenne 5000 fois par jour par les policiers dans tout le Canada.

Le milieu policier et les organismes de lutte contre la violence et le crime (ainsi qu'une partie importante de la population) conviennent de l'importance d'un contrôle des armes à feu dans une société qui veut vivre sans violence – que ce soit sur le plan de la prévention des

homicides ou sur celui de la répression des criminels. Plusieurs études ont d'ailleurs prouvé que l'accessibilité aux armes à feu a une influence sur l'augmentation des homicides, des suicides commis avec une arme à feu et des agressions mortelles. Cependant, le Canada prend une tournure inquiétante depuis quelques années en termes de contrôle des armes à feu, à tel point que certaines provinces (en particulier le Québec) ont fait une demande officielle au gouvernement fédéral afin d'avoir tous les pouvoirs sur cette question sur leur territoire.

Rappelons qu'après les tragiques événements du collège Dawson, le gouvernement du Québec a été particulièrement proactif en ce qui a trait au contrôle des armes à feu en adoptant la loi Anastasia à la mémoire de la jeune fille assassinée. Cette loi vise notamment à interdire la possession d'armes à feu sur les sites d'établissements scolaires et à bord des transports publics et scolaires. En outre, elle oblige les citoyens à dénoncer des personnes ayant des comportements dangereux et donne aux forces policières les moyens nécessaires pour surveiller les sites Internet à risque et pour maintenir à jour les données sur les armes à feu en circulation au Québec. Une unité mixte de lutte contre la contrebande d'armes à feu a été mise sur pied.

Malheureusement, la Loi sur les armes à feu et le registre sont sous juridiction fédérale, et les provinces auront beau adopter des lois, si le gouvernement fédéral dérègle, elles ne pourront rien y changer et subiront le contrecoup de cette déréglementation. En juin 2006, le gouvernement conservateur a déposé le projet de loi C-21 par l'entremise du ministre de la Sécurité publique, soit la Loi modifiant le Code criminel et la Loi sur les armes à feu (non-enregistrement des armes à feu prohibées et à autorisation restreinte) qui vise tout simplement à abolir le Registre des armes à feu. Ne pouvant faire adopter ce projet de loi, le gouvernement a déclaré, le 17 mai 2006, une « amnistie » qui, en bref, permettait aux personnes qui possédaient des armes de chasse de ne pas les faire enregistrer. Cette amnistie a été prolongée à plusieurs reprises, ce qui a affaibli le Registre des armes à feu. En novembre 2007, le

gouvernement conservateur a essayé de faire adopter un projet de loi, le C-24, qui modifiait également le Code criminel et la Loi sur les armes à feu (non-enregistrement des armes à feu prohibées et à autorisation restreinte), mais il a échoué. Finalement, le 9 février 2009, une autre récursive a eu lieu, cette fois au moyen d'un projet de loi privée donc émanant d'un député. Comble d'ironie, le projet a été déposé par le président du Comité de la Sécurité publique ! Il faut le faire !

Le projet de loi C-301 vise notamment à changer les conditions requises pour l'obtention d'un certificat d'enregistrement d'arme à feu. Ce qui permettrait, entre autres, d'exclure les armes d'épaule. Or, les armes d'épaule sont non seulement les armes à feu les plus couramment utilisées lors de drames familiaux, mais elles sont aussi employées par divers gangs de rue et membres du crime organisé dans certaines provinces et certains territoires, notamment dans les Territoires du Nord-Ouest, le Yukon, le Nunavut, en Saskatchewan et au Manitoba, où elles sont plus facilement accessibles (tradition de chasse) et peuvent être modifiées (canon scié) pour être encore plus efficaces. La grande majorité des gangs de rue dans ces provinces et territoires sont des gangs autochtones qui, par tradition, utilisent les armes d'épaule pour la chasse. Plusieurs groupes autochtones sont actuellement en cour avec le gouvernement fédéral, car ils ne reconnaissent pas l'exécution de la Loi sur les armes à feu sur leurs territoires et refusent d'enregistrer leurs armes à feu.

Ce projet de loi a donc été vivement dénoncé par de nombreux acteurs du Québec et du Canada, entre autres le gouvernement du Québec, mais également l'Association canadienne des chefs de police. Cette politique du gouvernement canadien est aberrante, d'autant plus que ce gouvernement se définit comme le champion de la lutte aux gangs de rue et au crime organisé. Cette stratégie antédiluvienne ne répond nullement à la criminalité actuelle. Elle est du reste un échec chez nos voisins du Sud : peines excessivement sévères et sans efficacité, donc davantage de personnes en détention ; investissement insuffisant dans la prévention et la réhabilitation ; et, bien sûr, un plus grand nombre d'armes en circulation.

Posons-nous la question : comment se fait-il que l'on puisse, au Canada, se procurer légalement un Beretta 92 ? À Dawson, c'est ce type d'armes qui a été utilisé. En Allemagne, lors du massacre dans un collège de Winnenden, c'est aussi un Beretta qui a été utilisé.

L'importance du registre est indéniable, même si sa mise en place a coûté très cher, soit autour de deux milliards de dollars. Le système est actuellement bien implanté et il serait irresponsable de l'abolir ou de l'affaiblir en excluant certaines armes à feu, dont les armes d'épaule, qui représentent la majorité des armes enregistrées. Actuellement, il faut environ 15 millions de dollars par année pour faire fonctionner ce registre. Mais il sauve des vies. En effet, depuis le renforcement du contrôle des armes à feu, notamment par l'obligation d'enregistrer ces dernières dans un registre canadien centralisé, on constate une diminution des homicides commis avec des armes de chasse. Depuis le milieu des années 80, l'utilisation des carabines et des fusils de chasse dans les homicides au Canada est en baisse, contrairement à l'utilisation des armes de poing. En 2007, les deux tiers des 188 armes à feu utilisées dans les homicides étaient des armes de poing (Statistique Canada, 2007). Or, 90 % des armes à feu enregistrées sont des armes de chasse et des carabines. Les chiffres le démontrent, un contrôle accru des armes à feu diminuera l'incidence des homicides commis avec ces armes. D'ailleurs, lorsqu'une arme est enregistrée, elle intéresse beaucoup moins les membres de gangs ou du crime organisé, car elle est plus facilement repérable par la police. Le registre est un outil important de prévention contre le vol. En outre, il avantage le citoyen honnête qui, soit dit en passant, ne paie rien pour enregistrer une arme. Après tout, si nous enregistrons nos voitures et nos chiens (et nous payons pour cela !), pourquoi ne le ferions-nous pas pour nos armes à feu ? Le gouvernement canadien devrait obliger tous les fabricants d'armes à feu à marquer, ou à « buriner », leurs produits, ce qui non seulement en faciliterait la traçabilité, mais en ferait des outils moins intéressants pour le milieu criminel. Cette technique est déjà conseillée auprès de la population



pour prévenir les vols dans les maisons. Pourquoi ne pas le faire pour les armes à feu ?

Il est indispensable que le registre soit renforcé et amélioré, notamment sur le plan administratif. D'autre part, la catégorie des armes à autorisation restreinte (les armes de poing) et celles des armes prohibées (les mitraillettes) ne devraient être accessibles qu'aux personnes travaillant dans le domaine de la sécurité publique ou dans l'armée. Enfin, la lutte aux armes illégales devrait être renforcée grâce à la mise en place de structures et de ressources plus importantes aux frontières (première zone d'entrée des armes à feu illégales). L'une ne va pas sans l'autre.

## INTERVENIR ? OUI, MAIS COMMENT ?

En ce qui concerne l'intervention, il n'y a ni recette infaillible ni méthode idéale. L'important, c'est de traiter chaque jeune selon ses particularités et de lui apporter l'aide nécessaire pour qu'il puisse utiliser ses forces dans le but de sortir de l'impasse. Posons-nous les deux questions suivantes : Pourquoi un jeune a-t-il envie de faire partie d'un gang de rue ? Pourquoi un jeune décide-t-il de quitter un gang ? Les raisons entourant l'entrée dans un gang de rue sont multiples et dépendent des besoins de chaque individu. Certains entrent dans une bande parce qu'ils espèrent y trouver une famille, d'autres parce qu'ils sont en quête de pouvoir, d'argent, de protection, de puissance, de valorisation, d'amour et d'amitié. D'autres encore y voient un moyen d'épater les filles et de gagner assez d'argent pour s'offrir des bijoux, de grosses bagnoles et de grosses maisons.

La décision de quitter un gang de rue est loin d'être facile à prendre. Tout d'abord, elle sous-entend que l'on renonce à vivre dans le luxe avec un tas de filles autour de soi. Cette existence est palpitante, mais elle est aussi extrêmement dangereuse. Du reste, la première raison qui pousse un jeune à quitter un gang est la peur de la mort. Cette peur peut être suscitée aussi bien par l'assassinat d'un ami membre de la bande que par le fait d'avoir été victime d'une



tentative de meurtre, ou grièvement blessé au cours d'une bataille entre gangs rivaux. La peur fait partie du quotidien des membres de gangs de rue, mais à partir du moment où elle les envahit totalement, ils ne peuvent plus accomplir leurs activités criminelles. D'après ce que m'ont dit d'anciens membres de gangs, d'autres raisons peuvent intervenir : la naissance d'un enfant, un déménagement ou le fait d'avoir trouvé Dieu dans un pénitencier. En ce qui concerne l'incarcération, il faut noter que le fonctionnement actuel des pénitenciers fédéraux en ce qui concerne les gangs de rue est plus ou moins efficace sur le plan de la réhabilitation, et qu'il contribue souvent à l'expansion de certains groupes et à l'apprentissage de procédés criminels. Le chapitre 8 décrit en détail le fonctionnement des services correctionnels.

### Qui sont ces jeunes qui décident de faire partie d'un gang de rue ?

Lorsqu'on tente de découvrir quelle est la personnalité de jeunes membres de gangs de rue, il est important de ne pas tomber dans le piège du « profil type ». À mon sens, vouloir travailler à partir des profils types, c'est s'enfermer dans un carcan qui empêche de percevoir le jeune dans son individualité et sa différence. En outre, cette façon de procéder contribue à la stigmatisation des minorités visibles et au profilage racial.

Les jeunes qui font partie des gangs de rue sont comme tous les jeunes : dans un monde néolibéral où presque tout s'achète et se vend, ils visent la réussite financière, cette réussite tellement valorisée par la société ! Le problème, c'est que, pour atteindre cet objectif, ils ont recours à d'autres moyens que ceux préconisés par la société, des moyens plus rapides. Ces jeunes sont des leaders. Ils sont intelligents, charismatiques, enjôleurs, idéalistes, loyaux et cyniques. Ce sont des jeunes en colère. Ils ont le sens de l'honneur et du respect, mais seulement envers le gang. Ce sont généralement des décrocheurs, mais certains sont de très bons élèves. Les uns ont des problèmes familiaux et de toxicomanie, les autres s'entendent très bien

avec leurs parents et ne consomment aucune drogue. Ces jeunes proviennent de toutes les couches socioéconomiques de la société, même si un plus grand nombre provient des classes moyenne et démunie. Ce sont des jeunes dont la société a ignoré les grandes qualités et que les gangs ont récupérés en leur offrant de plus grandes possibilités de réussite.

Les membres de gangs de rue ne sont pas des monstres venus d'une autre planète ou de pays étrangers pour corrompre le Québec et le Canada. Ce sont des jeunes de chez nous qui tentent de survivre dans un monde polarisé entre le riche et le pauvre, le bon et le méchant, le Québécois de souche et «l'étrange», «nous» et «eux». Ce sont des jeunes qui ont un ou plusieurs membres de leur famille dans un gang de rue majeur ou dans une organisation criminelle; qui font partie d'une lignée de membres de gangs de rue; qui ont dans leur famille des vétérans ou un martyr des gangs, un homme qui a donné sa vie pour le groupe; qui fréquentent des adultes criminalisés et des lieux dont l'entrée est normalement réservée aux adultes (bars et clubs, par exemple); qui ont pour seuls modèles des criminels et des personnes violentes, comme Fifty cent, Maurice Boucher ou le Parrain; qui n'ont pas peur de tuer ni d'agresser autrui; qui vivent sur des territoires appartenant à des gangs de rue; ou qui, en plus de certaines qualités utiles dans le milieu criminel, ont des liens de parenté, dans le milieu des affaires ou dans le milieu juridique, avec des personnes qui intéressent les gangs de rue. Tous ces facteurs, dont la liste n'est pas exhaustive, favorisent l'entrée dans un gang de rue.

## Comment intervenir auprès de membres de gangs de rue?

Les intervenants auprès de jeunes membres de gangs de rue le savent: il n'y a ni recette ni solution miracle. Par ailleurs, on ne peut pas aider tout le monde. L'aide que l'on peut apporter en tant qu'intervenant est fonction de l'engagement du jeune dans un

processus de réhabilitation ou dans une démarche préventive. En fait, le seul et unique sauveur demeure le jeune lui-même. Cependant, un sujet en pleine gloire criminelle sera peu réceptif aux interventions. Par ailleurs, l'impact que peut avoir un intervenant sur un jeune impliqué dans un gang de rue dépend, à mon sens, du lien de confiance qu'il établit avec ce dernier. Or, un lien de confiance ne peut s'instaurer que dans le respect du jeune, mais aussi dans celui du gang.

Il est très important de ne pas dénigrer le gang, de ne pas le diaboliser et de ne pas refuser d'en parler. Il faut être réaliste : un gang peut être très « tripant » pour un jeune. Prétendre le contraire ne fait que renforcer l'amour envers le groupe et, par voie de conséquence, le sentiment de solidarité. De surcroît, dénigrer un gang, c'est dénigrer la famille du jeune – dans la mesure où tout membre d'un gang de rue considère sa bande comme une famille. Autrement dit, l'intervenant doit reconnaître que le gang peut apporter des satisfactions personnelles au jeune. Après avoir fait la part des choses, il peut, de manière très objective, mettre en relief les côtés négatifs du groupe. C'est en procédant de la sorte qu'il obtiendra le respect du jeune, qui ne se sentira ni dénigré ni jugé, mais informé de façon impartiale.

Interdire au jeune d'écouter du gangster rap et d'en parler équivaut à refuser de s'intéresser à un champ important de son monde imaginaire. De toute façon, il écouterait quand même cette musique. L'intervenant doit au contraire écouter du gangster rap avec le jeune afin de pouvoir en discuter avec lui, de comprendre son monde symbolique et d'analyser les messages de ce type de musique sur ce jeune et sur ses valeurs. Les jeunes en difficulté, et plus encore les membres des gangs de rue, ont une sainte horreur des intervenants qui jouent les moralistes ou s'attribuent un rôle parental. Ces jeunes ont des parents et, pour eux, ce sont ces derniers qui tiennent le rôle du père et de la mère. Lors d'une étude de 2002 sur les patrouilleurs de rue de la Maison d'Haïti du quartier Saint-Michel, ces derniers ont tous été catégoriques quant à l'attitude à adopter avec des jeunes marginaux ou des membres de gangs de rue : négocier, écouter,

observer, conseiller, être des modèles de référence, donner l'espoir d'un monde meilleur.

Face à un phénomène aussi complexe que celui des gangs de rue, il faut être très nuancé dans la mise au point des interventions. En d'autres termes, pour pouvoir doser et cibler une intervention, il est fondamental de connaître les différents types de bandes, leur nom, leurs signes distinctifs, leurs territoires et leurs particularités. Et comme ce phénomène est en constante évolution, il est indispensable de se tenir au courant des changements. Par conséquent, tous les intervenants, les corps policiers et les organisations communautaires concernés doivent avoir non seulement de bonnes connaissances théoriques sur le sujet, mais aussi, et surtout, de bonnes connaissances pratiques. Ils doivent comprendre et connaître le phénomène des gangs. Sinon, comment pourront-ils déterminer si un jeune leur ment, si sa vie est en danger ou s'il fait partie d'une bande intégrée dans une famille? Lorsqu'on ignore que les Bloods sont une famille de gangs qui se démarque par la couleur rouge et occupe les territoires, entre autres, de Rivière-des-Prairies et de Montréal-Nord, comment peut-on aider un jeune qui se dit membre des Crips, une famille adverse, et qui supplie d'empêcher son transfert dans une école de Montréal-Nord? Vous pensez qu'il s'agit là d'une légende urbaine? Non. La connaissance du terrain est fondamentale pour que les interventions soient efficaces.

Cibler l'intervention permet non seulement d'être plus efficace, mais également de ne pas stigmatiser certains jeunes ou certains groupes ethnoculturels. On évite ainsi la répression inutile et les bavures policières, qui ne font qu'alimenter la colère, la méfiance et la haine des jeunes et de leur famille envers la société, en plus de créer un certain clivage social entre les zones qualifiées de ghettos et les autres quartiers, ainsi qu'entre la population d'accueil et les personnes issues de l'immigration. Cibler l'intervention favorise le développement de relations de confiance et les alliances entre les intervenants, les policiers, les jeunes et leurs familles, mais également avec des communautés entières qui peuvent, elles aussi aider à combattre les bandes dans leurs quartiers respectifs. Les relations

de confiance sont très précieuses pour réconcilier les jeunes avec la société, souvent perçue par eux comme ségrégationniste, hypocrite et responsable de leur délinquance. Par ailleurs, une attitude plus juste des représentants de la société dominante à l'égard des bandes permettrait de contrer le recrutement et, finalement, de dissoudre les gangs de rue.

En ce qui concerne les jeunes engagés dans un processus de réhabilitation, il devrait y avoir, pour chacun d'eux, un plan d'intervention personnalisé. Ce plan ne devrait pas seulement être axé sur le jeune, comme c'est le cas actuellement, mais aussi sur son gang. On pourrait y retrouver des données factuelles telles que le nom du gang; l'emplacement du ou des territoires de ce gang; son appartenance à une famille (les bleus/les rouges); ses liens avec d'autres groupes, dont des organisations criminelles; le rôle du jeune dans le gang; son ancienneté dans le gang; son âge lors de son entrée dans la bande; la possibilité que des membres de sa famille fassent partie du gang ou d'un autre gang; la possibilité que ses parents soient au courant de son activité dans un gang; etc. Toutes ces données permettraient d'avoir un tableau précis de la situation et de tenir compte de ce que le jeune recherche dans la bande.

La relation d'un jeune avec le gang de rue auquel il appartient dépend de plusieurs facteurs. Beaucoup de membres de gangs considèrent le groupe comme leur famille, mais la majorité d'entre eux ont d'autres besoins, qui sont comblés par le gang. Il est donc primordial de connaître ces besoins afin d'aider le jeune à les satisfaire autrement que par l'appartenance à une bande. Il faut offrir aux jeunes d'autres solutions. Certains entrent dans une bande à cause de la vision idéalisée qu'ils se sont faite d'un membre de gang qui a réussi. Ils sont en admiration devant le Parrain, le chef des Syndicate, les Hells Angels, ou les chanteurs de gangster rap. Les modèles de référence de ces jeunes sont pour la plupart des gangsters qui les confortent dans leur choix de vie. En fait, la grande majorité des jeunes que nous avons rencontrés sur le terrain se plaisent à dire qu'ils n'ont pas de modèles autres que criminels. Cependant, l'image idéalisée du gangster est plutôt fragile, car un grand

nombre de jeunes ne savent pas très bien ce qui les attend dans le gang, même s'ils n'attribuent à leur appartenance à ce gang que des retombées positives, comme l'amitié, les relations avec les filles, l'argent facilement gagné, les beaux habits, le sentiment de se retrouver dans une famille, la puissance et le pouvoir. Bref, ils se font une image totalement fausse de la réalité. Ils sont loin de s'imaginer qu'ils seront peut-être obligés un jour de tuer ou de blesser grièvement quelqu'un. Ils ne réalisent pas à quel point il est contraignant de rester constamment en alerte face à l'ennemi, soit les membres des gangs adverses, et de vivre constamment dans la peur de mourir ou d'être gravement blessé. Comme je l'ai déjà mentionné, un bon nombre de jeunes décident de quitter le gang après avoir assisté à l'assassinat d'un membre ou après avoir échappé à une tentative de meurtre.

Avec ce genre de clientèle, la relation d'aide exige que l'on soit honnête avec soi-même et que l'on connaisse ses limites. L'intervenant ne doit pas se mettre dans la position de la personne qui sait tout, ni juger, ni condamner les jeunes et leur bande, mais il doit au contraire les respecter. Il doit être impartial dans ses décisions et toujours donner l'heure juste; être à l'écoute; se faire respecter en faisant lui-même preuve de respect envers ceux qui lui font face; observer attentivement le terrain; partager avec les jeunes des moments de plaisir choisis par eux; tenir parole; donner des responsabilités aux jeunes afin qu'ils exercent leur leadership de façon positive; ne pas avoir peur d'eux; convaincre leur famille de participer au processus de prévention ou de réhabilitation; se garder des préjugés d'ordre ethnique ou racial; et ne pas se donner pour mission d'être le défenseur de la société. L'intervenant doit être créatif et, surtout, il ne doit pas s'imaginer qu'il va sauver tous les jeunes. En outre, il ne doit jamais oublier que chaque membre d'un gang de rue est un jeune dont les institutions sociales, contrairement au gang dont il fait partie, n'ont pas su voir les grandes qualités.





## Chapitre 10

### Petit guide parental

*L'amour parental est le vaccin le plus efficace  
contre les gangs de rue.*

Maria Mourani

**L**es personnes les plus importantes dans la lutte aux gangs de rue sont les parents – ou le tuteur, ou toute personne en charge d'un enfant. Bien souvent, j'ai rencontré des parents désespérés face aux fréquentations de leurs jeunes. Ils savaient que leur fils ou leur fille faisait partie d'un gang de rue mais ignoraient comment réagir à cette situation, et, surtout, ils ne savaient pas quelles mesures prendre pour le ou la convaincre de quitter le groupe. J'espère que ce chapitre leur donnera des outils pour les aider à contrer le recrutement de leurs filles et de leurs garçons par des membres de gangs de rue.

#### QU'EST-CE QUI ATTIRE LES JEUNES DANS LES GANGS DE RUE ?

Les raisons entourant l'adhésion à un gang de rue sont différentes selon chaque individu. Que ce soit pour se protéger, pour se venger de la mort d'un ami ou d'un frère, pour imiter un grand frère, pour se faire respecter ou pour sortir d'une vie étreiquée, la grande

majorité des jeunes entrent dans un gang de rue pour y trouver une famille. Le gang devient pour eux la cellule qui les protège, les comprend, les valorise, les distrait, les « aime », les écoute, leur procure de l'argent et du pouvoir. Lorsqu'un jeune cherche une nouvelle famille et rejette la sienne, il est grand temps que les parents se posent des questions. Quel est le manque ou le désir que leur enfant veut essayer de combler dans le gang ? Un manque d'amour ? d'argent ? de pouvoir ? Un désir de rencontrer des filles et de vivre dans le luxe ? Un besoin d'être protégé ? d'être puissant ? d'avoir un sentiment d'appartenance et le respect de ses pairs ? Il est important d'être vigilant lorsqu'un jeune parle de taxage ou de harcèlement à l'école, car la victimisation peut l'inciter à entrer dans un gang de rue pour y être protégé.

Les filles entrent dans les gangs de rue pour les mêmes raisons que les garçons. Elles recherchent l'amour et l'argent. Mais la grande majorité des filles intégrées dans un gang le sont à des fins d'exploitation sexuelle ou pour servir le gang (vente de drogue, cache d'armes, etc.). Certains gangs de rue sont des experts dans le commerce de la prostitution des enfants et des jeunes. Bien souvent, ces victimes sont poussées à la prostitution par des personnes qu'elles estiment être des amies ou par des amis de cœur.

## POURQUOI UN JEUNE DÉCIDE-T-IL DE QUITTER UN GANG DE RUE ?

Quitter un gang de rue n'est pas une démarche facile. Elle comporte son lot de risques pour le membre qui se désaffilie. Chez les jeunes qui décident de quitter un gang, l'une des premières raisons invoquées est la peur de la mort – que ce soit celle d'un ami, d'un membre de la famille, d'un camarade de gang – ou la peur d'être soi-même victime d'une tentative de meurtre ou d'une agression physique grave. Frôler la mort de près fait souvent réfléchir plus d'un membre de gang. Par ailleurs, contrairement à ce qu'on pourrait croire, les arrestations policières ne sont pas vrai-

ment dissuasives, car beaucoup de membres considèrent l'incarcération comme faisant partie des risques du métier. En outre, la prison ou le pénitencier sont des lieux où ils peuvent acquérir de l'expérience et trouver de bons contacts pour agrandir leurs réseaux de drogue ou autres trafics. Cependant, certains membres – malheureusement en nombre limité – profitent de leur incarcération pour quitter le gang et acquérir des compétences qui pourront contribuer à leur réinsertion sociale. D'autres membres trouvent la foi en prison et décident de dédier leur vie à la religion, tout en aidant d'autres jeunes à ne pas entrer dans un gang de rue.

Les jeunes peuvent aussi quitter un gang par peur des risques associés à ce genre de vie ou pour des raisons familiales (naissance d'un enfant, mariage, etc.). Il y a autant de raisons de quitter un gang qu'il y a de parcours de vie.

## COMMENT PRÉVENIR LE RECRUTEMENT D'UN JEUNE ?

Le premier remède contre les gangs de rue est l'amour des parents. Aimer un enfant, c'est lui donner une multitude « d'anticorps » contre les aléas de la vie – notamment les gangs de rue. Plus les parents développent une relation intime avec leurs enfants, basée sur l'écoute et le respect, moins ces derniers seront sensibles à la manipulation des gangs de rue. Plus les parents s'intéressent aux amis de leurs enfants, moins ces derniers auront envie d'essayer d'en trouver ailleurs. La violence intrafamiliale ; le fait d'avoir un membre de la famille dans un gang ; de ne pas avoir de parents présents à la maison, ou d'avoir des parents qui négligent leurs responsabilités ; de ne pas être soumis à une bonne discipline (non violente) et à un encadrement valable, tous ces éléments peuvent contribuer à fragiliser un enfant. Il est vrai que l'adolescence est l'âge des excès et du rejet des figures parentales, mais l'écoute et le respect mutuels n'en restent pas moins fondamentaux pour le maintien du lien de confiance – outil primordial pour contrer le recrutement des gangs de rue.

Sur le plan de la prévention, les parents doivent, avant toute chose, se sensibiliser au phénomène des gangs de rue. Pour cela, ils doivent s'informer en profondeur. Les renseignements qu'ils recueilleront sur les objectifs des gangs et sur leur fonctionnement leur seront utiles pour construire leur crédibilité face à leur fils ou à leur fille.

Même si, dès la 5<sup>e</sup> et la 6<sup>e</sup> année du primaire, dans la majorité des écoles du Québec, une séance d'information est donnée aux élèves par des policiers sociocommunautaires, les parents peuvent commencer à parler des gangs à leurs enfants aussitôt que ces derniers, filles et garçons, atteignent l'âge de sept ans. N'oublions pas que le recrutement commence très tôt! Ils doivent en parler pour démystifier la belle image des gangs de rue véhiculée par le gangster rap. Ils doivent en parler pour donner à l'enfant des outils de détection du danger et pour créer chez lui un réflexe de protection contre le recrutement. Ils ne doivent pas hésiter à parler de la violence et des actions brutales des gangs de rue, d'autant plus que leurs enfants pourraient en faire la triste expérience dans le milieu scolaire.

Il faut parler, être à l'écoute de ses enfants et créer, le plus tôt possible, un lien de confiance qui permettra à ces derniers, quel que soit leur âge, de rester en communication. Ce lien est fondamental pour contrer le pouvoir d'attraction des gangs. Beaucoup de parents qui soupçonnent leurs jeunes de faire partie d'un gang font état de leurs difficultés à communiquer avec eux, ou d'une impossibilité de le faire – comme si le fil communicationnel entre eux avait été rompu au profit du gang.

Il faut laisser les enfants rêver, croire à leurs rêves et les aider à les réaliser. Ne coupons pas les ailes de nos enfants! Donnons-leur l'espoir en héritage, inculquons-leur des valeurs: celles de la primauté de l'être sur l'avoir, du respect des règles sociales, de l'importance de l'école, du travail, de l'honnêteté et de l'intégrité, du respect de soi et des autres, de l'amour de soi et des autres, de la non-violence et de la communication en tant que mode relationnel. Il faut donner de belles valeurs à nos enfants, mais il faut aussi les

aider à développer leur estime de soi et les encourager à participer à des activités de groupes positives (sports, théâtre, groupe musical, etc.). Il est essentiel de s'intéresser à ce qu'ils font et à ce qu'ils aiment; de leur faire confiance; de leur donner des responsabilités à leur mesure; de les respecter et de se faire respecter par eux; bref, d'être des modèles positifs.

## QUE FAIRE QUAND UN JEUNE FAIT PARTIE D'UN GANG DE RUE ?

Avant d'aider un jeune à quitter un gang de rue, il faut d'abord savoir s'il en fait partie! Il arrive souvent que les parents ne découvrent l'adhésion de leur enfant à un gang que lorsqu'il se fait arrêter par la police. Certains signes, cependant, peuvent être révélateurs, par exemple lorsque le jeune change soudainement de fréquentations et refuse de présenter ses nouveaux amis à ses parents; lorsqu'il passe plus de temps hors de la maison; quand il rentre blessé ou armé, ou avec une somme d'argent substantielle, de la drogue, des bijoux; lorsqu'il utilise constamment son cellulaire et refuse de dire avec qui il parle. On peut aussi se douter de quelque chose lorsqu'on constate qu'il a apporté des changements à son habillement, à son style, à sa coupe de cheveux; qu'il a remplacé les lacets blancs de ses espadrilles par des lacets bleus ou rouges, ou encore qu'il porte une casquette bleue ou rouge.

Si votre enfant porte de nouveaux vêtements ou de nouveaux accessoires, comme une casquette NIKE ou REEBOK, ou encore des Chicago Bulls ou des GIANTS de New York alors qu'il ne s'est jamais intéressé au base-ball, posez-lui des questions sur l'équipe, sur le dernier match, etc. S'il ne connaît rien de l'équipe qu'il dit aimer... posez-vous des questions et posez-lui des questions! Soyez à l'affût et à l'écoute! Un bandana dépasse de la poche de votre fils, ou un bout de tissu de la couleur du gang, rouge, bleu, blanc ou noir? Posez-vous des questions. Si vous découvrez des tatouages sur son corps, vérifiez s'ils ne sont pas liés à une adhésion à un gang

de rue. Si vous constatez que son langage et son mode de communication ont changé; qu'il emploie un argot typique des membres de gang; qu'il s'exprime par code ou avec des signes de la main; qu'il a adopté un alias ou que ses amis lui ont donné un surnom; qu'il fait des graffitis gangs de rue sur les murs de sa chambre et dans ses cahiers, réveillez-vous! Si son comportement est devenu plus violent; s'il ne veut plus aller à l'école ni travailler; s'il se bat pour imposer le respect; s'il se vante de faire partie d'un gang; si vous n'arrivez plus à communiquer avec lui sans que cela tourne à la confrontation, réveillez-vous!

Quand on remarque la présence d'un bon nombre de ces signes chez son enfant, il est grand temps de se questionner et de le questionner. Il se peut qu'il soit dans un gang de rue ou qu'il soit tout simplement impliqué dans des activités illicites sans forcément faire partie du groupe criminel, ou qu'il file simplement un mauvais coton. Dans ce cas, il faut parler! Mais il faut savoir que de plus en plus de gangs de rue demandent à leurs membres de ne pas porter de signes distinctifs afin de ne pas attirer l'attention.

Et lorsqu'on se sent dépassé par les événements, il est important de demander l'aide de personnes compétentes et de dénoncer à la police toutes formes de violence et de menaces dont l'enfant pourrait être victime. En outre, s'il fugue, il ne faut pas hésiter à en informer la police.

Mais avant tout, il faut briser le silence sur tout ce qui touche aux gangs de rue et à leurs activités criminelles.

## Bibliographie

AUCOIN, Kathy. « Les enfants et les jeunes victimes de crimes avec violence », *Juristat*, Centre canadien de statistique juridique, Statistique Canada, n° 85-002-XIF au catalogue, vol. 25, n° 1, avril 2005.

BENTENUTO, Luciano. « Les gangs de rue: perspective du régime correctionnel fédéral », *Gazette de la GRC*, vol. 70, n° 2, 2008.

BINDEL, Julie et Liz KELLY. « A critical examination of responses to prostitution in four countries: Victoria, Australia; Ireland; the Netherlands; and Sweden. For the routes out partnership board », *Child and Woman Abuse Studies Unit*, London Metropolitan University, 2004.

BOUGIE, Évelyne. « L'Enquête auprès des peuples autochtones de 2006: expériences vécues à l'école par les enfants des Premières nations de 6 à 14 ans vivant hors réserve », *Juristat*, Centre canadien de statistique juridique, Statistique Canada, n° 89-637-X au catalogue, n° 001, janvier 2009.

BRYAN, Michaud. « Gigantesque opération policière en Ontario », *Le Droit*, article de la presse canadienne, 6 février 2009.

BRZOZOWSKI, Jodi-Anne, Andrea TAYLOR-BUTTS et Sara JOHNSON. « La victimisation et la criminalité chez les peuples autochtones du



Canada», *Juristat*, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada, n° 85-002-XIF au catalogue, vol. 26, n° 3, juin 2006.

BUREAU DE L'INTERVENANT PROVINCIAL EN FAVEUR DES ENFANTS ET DES JEUNES. *Rapport annuel 2007-2008 – 90 décès. Quatre-vingt-dix voix réduites au silence*, Toronto, Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes, 31 décembre 2008.

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU CANADA. *Rapport Le Point de la vérificatrice générale du Canada, chapitre 1 – La sécurité nationale : l'échange de renseignements et d'information*, Ottawa, 30 mars 2009, [en ligne]. [[http://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/parl\\_oag\\_200903\\_01\\_f\\_32288.html](http://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/parl_oag_200903_01_f_32288.html)] (août 2009)

CARRIÈRE, Denyse. «Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse, faits saillants de 1998-1999», *Juristat*, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada, n° 85-002-XIF au catalogue, vol. 20, n° 2, 2000.

CENTRE INTERNATIONAL POUR LA PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ. *Recueil international de pratiques en prévention de la criminalité pour encourager l'action à travers le monde*, Montréal, Centre international pour la prévention de la criminalité, 2008.

CHAMBRE DES COMMUNES. *Rapport du Comité permanent de la condition féminine – De l'indignation à l'action pour contrer la traite à des fins d'exploitation sexuelle au Canada*, Ottawa, Chambre des communes, 39<sup>e</sup> législature, 1<sup>re</sup> session, 27 février 2007.

CLOUTIER, Élisabeth *et al.* «Peuples autochtones du Canada en 2006 : Inuits, Métis et Premières nations, Recensement de 2006», *Hors-série*, Statistique Canada, n° 97-558-XIF au catalogue, 15 janvier 2008.

COMMISSAIRE AUX ARMES À FEU. *Rapport 2007*, Ottawa, Gendarmerie royale du Canada, 2007.

COMMISSION DES DROITS DE LA FEMME ET DE L'ÉGALITÉ DES GENRES. *Avis produit à l'intention de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures sur la prostitution pour 2004-2009*, Commission des droits de la femme et de l'égalité des genres, septembre 2006.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL. *Les clauses de travail dans les contrats publics : pour une prise en compte de la dimension sociale des marchés publics*, Genève, Bureau international du travail, 97<sup>e</sup> session, 2008.

CÔTÉ, Michelle. «Portrait de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales : initiative du Service de police de la Ville de Montréal», *Conférence «Mise en œuvre des droits de l'enfant : perspectives nationales et internationales»*, Montréal, 18-20 novembre 2004.

DAUVERGNE, Mia. «Statistiques de la criminalité au Canada, 2007», *Juristat*, Centre canadien de statistique juridique, Statistique Canada, n° 85-002-XIF au catalogue, vol. 28, n° 7, juillet 2008.

DAUVERGNE, Mia et Leonardo DE SOCIO. «Les armes à feu et les crimes avec violence», *Juristat*, Centre canadien de statistique juridique, Statistique Canada, n° 85-002-XIF au catalogue, vol. 28, n° 2, Ottawa, février 2008.

D'ELIA, Maurizio. *La violence chez les jeunes : un portrait chiffré de la délinquance et de la victimisation*, Montréal, Direction stratégique - Service des stratégies organisationnelles du SPVM, janvier 2009.

DÉPARTEMENT DE JUSTICE DES ÉTATS-UNIS. «2005 National gang threat assessment», *Trends in Organized Crime*, Springer New York, vol. 10, n° 1, septembre 2006, p. 46-48.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT AMÉRICAIN. *The Link Between Prostitution and Sex Trafficking*, Bureau des affaires publiques, Washington (DC), Département d'État américain, 2004.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT AMÉRICAIN. *Trafficking in Persons Report*, Washington (DC), Département d'État américain, 2004.

DI NICOLA, Andrea, Isabella ORFANO, Andrea CAUDURO et Nicoletta CONCI. *Étude des législations nationales en matière de prostitution et la traite des femmes et des enfants*, Transcrime, en collaboration avec le Parlement européen, 2005.

FAUX, Frédéric. *Les Maras, gangs d'enfants*, Paris, Éditions Autrement, coll. « Frontières », 2006.

FORUM JEUNESSE CENTRE-DU-QUÉBEC. *Mémoire portant sur la stratégie d'action jeunesse 2005-2008*, Québec, Forum jeunesse du Centre-du-Québec, avril 2005.

GATTI, Uberto, Richard E. TREMBLAY et Frank VITARO. « Iatrogenic effect of juvenile justice », *Journal of Child Psychology and Psychiatry*, vol. 50, n° 8, 13 février 2009, p. 991-998.

GENDARMERIE ROYALE DU CANADA. *Dossier spécial : les bandes de jeunes et les armes à feu. L'analyse de l'environnement de la GRC*, Ottawa, GRC, 2006.

GENDARMERIE ROYALE DU CANADA. *Rapport sur la situation des drogues illicites au Canada*, Ottawa, GRC, 2005.

GENDARMERIE ROYALE DU CANADA. *Rapport sur la situation des drogues illicites au Canada*, Ottawa, GRC, 2006.

GOVERNEMENTS DU CANADA ET DES ÉTATS-UNIS. *Évaluation de la menace liée à la drogue à la frontière canado-américaine 2007*, Gouvernements du Canada et des États-Unis, mars 2008.

GROUPE CONSULTATIF CANADA-ÉTATS-UNIS SUR LE TRAFIC DES ARMES À FEU. *Lutte contre les armes à feu illicites. Aperçu Canada-États-Unis 2006*, Ottawa, Groupe consultatif Canada-États-Unis sur le trafic des armes à feu, 2006.

LANDRY, Laura et Maire SIHNA. « Les services correctionnels pour adultes au Canada, 2005-2006 », *Juristat*, Centre canadien de statistique juridique, Statistique Canada, n° 85-002-XIF au catalogue, vol. 28, n° 6, juin 2008.

LI, Geoffrey. « L'homicide au Canada, 2007 », *Juristat*, Centre canadien de statistique juridique, Statistique Canada, n° 85-002-X au catalogue, vol. 28, n° 9, octobre 2008.

NATIONAL GANG INTELLIGENCE CENTER. *National Gang Threat Assessment 2009*, Washington (DC), National Gang Intelligence Center, 2009.

NATIONAL GANG INTELLIGENCE CENTER. *Gang-Related Activity in the US Arm Forces Increasing*, Washington (DC), National Gang Intelligence Center, janvier 2007.

OFFICE DES NATIONS UNIES CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME (UNODC). *Rapport annuel. Récapitulatif des activités menées en 2007*, Vienne, UNODC, 2007.

OFFICE DES NATIONS UNIES CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME (UNODC). *Rapport mondial sur la traite des personnes – Résumé analytique*, UNODC, février 2009.

OFFICE DES NATIONS UNIES CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME (UNODC). *Rapport mondial sur les drogues*, volume 1: *Analyse*, Vienne, UNODC, 2005.

ONU-HABITAT. *L'État des villes dans le monde*, Nairobi, ONU-Habitat, 2004.

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. *Traite des enfants. La réponse de l'OIT à travers l'IPEC*, Genève, OIT, 2007.

POULIN, Richard. *Enfances dévastées. L'enfer de la prostitution*, tome 1, Ottawa, Éditions L'Interligne, coll. « Amarres », 2007.

POULIN, Richard. « L'envergure de la traite à des fins de prostitution », *Sisyphé*, 27 juin 2006, [en ligne]. [<http://sisyphe.org/spip.php?article2338>] (août 2009)

POULIN, Richard. « Mondialisation des industries du sexe, crime organisé et prostitution : éléments d'une sociologie de la production "prostitutionnelle" » dans TARDIF, M. (dir.). *L'agression sexuelle : coopérer au-delà des frontières*, Cifas, 2005, p. 27-46.

POULIN, Richard et Mélanie CLAUDE (collaboration). *Enfances dévastées. Pornographie et hypersexualisation*, tome 2, Ottawa, Éditions L'Interligne, coll. « Amarres », 2008.

PROGRAMME DE PROMOTION DE LA DÉCLARATION. *Alliance mondiale contre le travail forcé. Rapport global en vertu du suivi de la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail. Rapport du Directeur général*, Genève, Conférence internationale du travail, Organisation internationale du travail, 93<sup>e</sup> session, 2005.

SÉCURITÉ PUBLIQUE CANADA. « Les gangs de jeunes au Canada : qu'en savons-nous? », *L'épreuve des faits. Les gangs de jeunes*, bulletin du Centre national de prévention du crime, GJ-1, 2007.

SERVICE CANADIEN DE RENSEIGNEMENTS CRIMINELS (SCRC). « Le crime organisé et la traite intérieure des personnes au Canada », *Bulletin de renseignements stratégiques*, Ottawa, Gouvernement du Canada, 2008.

SERVICE CANADIEN DE RENSEIGNEMENTS CRIMINELS (SCRC). *Rapport annuel sur le crime organisé au Canada*, Ottawa, Gouvernement du Canada, 2001.

SERVICE CANADIEN DE RENSEIGNEMENTS CRIMINELS (SCRC). *Rapport annuel sur le crime organisé au Canada*, Ottawa, gouvernement du Canada, 2006.

SERVICE CANADIEN DE RENSEIGNEMENTS CRIMINELS (SCRC). *Rapport annuel sur le crime organisé au Canada*, Ottawa, Gouvernement du Canada, 2007.

SERVICE CANADIEN DE RENSEIGNEMENTS CRIMINELS (SCRC). *Rapport annuel sur le crime organisé au Canada*, Ottawa, Gouvernement du Canada, 2008.

SERVICE CANADIEN DE RENSEIGNEMENTS CRIMINELS (SCRC). *Rapport sur le crime organisé au Canada*, Ottawa, Gouvernement du Canada, 2009.

SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA. *Rapport du comité d'examen du Service correctionnel du Canada: feuille de route pour une sécurité publique accrue*, octobre 2007, [en ligne]. [<http://www.csc-scc.gc.ca/text/pblct/qf/12-fra.shtml>] (août 2009)

SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL. *Bilan annuel 2007. Une équipe engagée au cœur de la vie montréalaise*, Montréal, SPVM, 2007.

SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL. *Fiche technique. Phénomène des gangs de rue*, Montréal, SPVM, 2008.

STATISTIQUE CANADA. *L'Enquête sur les enfants autochtones, 2006: la famille, la collectivité et la garde des enfants*, Statistique Canada, division de la statistique sociale et autochtone, n° 89-634-X au catalogue, n° 001, Ottawa, octobre 2008.

STATISTIQUE CANADA. « L'homicide au Canada, 2007 », *Juristat*, n° 85-002-X au catalogue, vol. 28, n° 9, Ottawa, octobre 2008.

TAIT, Heather. *L'enquête auprès des peuples autochtones de 2006 : santé et situation sociale des Inuits*, Ottawa, Statistique Canada, n° 89-637-X au catalogue, n° 001, décembre 2008.

TAYLOR-BUTTS, Andrea et Angela BRESSAN. « La criminalité chez les jeunes au Canada, 2006 », *Juristat*, Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada, n° 85-002-XIF au catalogue, vol. 28, n° 3, mai 2008.

TITA, George E. et al. *Stratégie de réduction de la violence armée : le rôle des gangs, de la drogue et de l'accessibilité des armes à feu*, Ottawa, Centre national de prévention du crime, Sécurité publique Canada, avril 2007.

TROCMÉ, Nico, Jules LAJOIE, Barbara FALLON et Caroline FELS-TINER. « Blessures et homicides d'enfants causés par leurs parents », *Bulletin d'information*, Centres d'excellence pour le bien-être des enfants, n° 57F, 2007.

UNICEF. *La situation des enfants dans le monde. Exclus et invisibles*, New York, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, 2006.

UNITED NATIONS OFFICE ON DRUGS AND CRIME (UNODC). *Global Report on Trafficking in Persons. Human Trafficking – A Crime that Shames us All*, Vienne, UNODC, février 2009.

UNITED STATES ARMY – CRIMINAL INVESTIGATION COMMAND. « A Review of Gang Activity Affecting the Army », *Summary Report – Gang Activity Threat Assessment – Fiscal Year 2006*, 1<sup>er</sup> décembre 2006.



## Remerciements

L'écriture de ce livre fut une véritable épopée. La traversée du désert, la montée de ma tension artérielle... En plus de mes responsabilités de députée d'Ahuntsic et de mère de famille, je poursuivais mes recherches sur les gangs de rue, et la criminologue ne pouvait se résoudre à disparaître pour laisser toute la place à la députée. L'une ne va pas sans l'autre. Trois années ont été nécessaires pour terminer cet ouvrage sur les gangs de rue canadiens.

Je remercie tous mes informateurs du Canada et du Salvador, tant les membres et les ex-membres de gangs de rue que les intervenants des milieux policiers, correctionnels et communautaires. Un grand merci à deux hommes de grand talent et amis, Bernard Landry et Richard Poulin. Toute ma gratitude à l'équipe du Conseil national de la sécurité publique (CNSP) du Salvador, sans qui mon voyage dans le monde de la Mara Salvatrucha et de la Pandilla 18 aurait été impossible. Merci à Oscar Bonilla, président du Conseil national de la sécurité publique, à Yesenia Ramirez et à Milton Vega, les deux intervenants en prévention de la violence pour le projet PRO-JOVENES de l'Union européenne et du Conseil national de la sécurité publique. Merci à Nelson Aristides Angulo Lopez, directeur du Centre préventif et d'exécution de sentences à Chalatenango (centre pénal), à Santos, de l'organisme Fe Y Alegria, à Marlon Edgardo Figueroa et à toute l'équipe de la Granja Escuela qui m'ont beaucoup aidée. Toute ma reconnaissance à ma charmante traductrice, accompagnatrice et amie, Patricia Leduc, bénévole pour le

programme Uniterra du CECI (Centre d'études et de coopération internationale) et conseillère en criminologie pour l'Observatoire centro-américain sur la violence (OCAVI), avec le Conseil national de la sécurité publique d'El Salvador (CNSP). Un merci tout particulier à Maximo!

Merci aussi à Harry Delva, à Ali Nestor Charles et à toute l'équipe des Monarques. À Paule Noyart, pour son travail de révision remarquable.

Enfin, un bisou d'amour à mon mari, à ma mère et à mes deux belles-sœurs Nadia et Mona pour leur présence affectueuse durant mes longues périodes d'écriture, et surtout pour leurs encouragements dans mes moments de doute.

## Table des matières

Préface de Bernard Landry .....	11
Avant-propos de Richard Poulin .....	15
Brisons les préjugés! .....	23
Introduction .....	27

### CHAPITRE 1

<b>Portrait des gangs de rue au Canada .....</b>	<b>35</b>
Au Québec .....	40
En Ontario .....	49
Au Manitoba .....	67
En Saskatchewan .....	72
En Alberta .....	74
En Colombie-Britannique .....	76
En Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick .....	82
Dans les Territoires du Nord-Ouest .....	84
Les alliances territoriales et interprovinciales .....	84
Les alliances internationales .....	93

### CHAPITRE 2

<b>Les gangs autochtones .....</b>	<b>97</b>
Portrait des gangs autochtones .....	102
Les Indian Posse .....	105
Les Deuce .....	106
Les Native Syndicate .....	107

Les Warriors.....	108
Les Redd Alert.....	113
Les Mixed Blood .....	114
Alliances et expansion des gangs autochtones.....	114
Pourquoi de jeunes autochtones décident-ils d'entrer dans un gang de rue? .....	117
Les réserves autochtones: des communautés prises en otage et des territoires disponibles pour les groupes criminels.....	119

### CHAPITRE 3

#### **Naître au cœur de l'enfer: La Mara Salvatrucha**

<b>et la Pandilla 18</b> .....	125
Portrait de la situation au Salvador.....	127
Les gangs centro-américains sont-ils en expansion au Canada? .....	134
Qui sont la Mara Salvatrucha et la Pandilla 18? .....	140
Une structure cellulaire et paramilitaire.....	145
Des règles d'engagement.....	156
Des modes de communication ingénieux .....	162
Codification de l'alphabet.....	162
Langage des signes de la main .....	166
Un art guerrier et émotionnel: tatouages et graffitis.....	166
Une sous-culture de la violence.....	174
Des familles nuisibles et mortelles .....	180
Entre la <i>hommgirl</i> et la <i>hayna</i> : le rôle des femmes dans les gangs de rue centro-américains .....	190

### CHAPITRE 4

<b>Folk et people: symbole et sous-culture</b> .....	199
--	-----

### CHAPITRE 5

<b>Les gangs de rue dans l'armée américaine</b> .....	205
---	-----

## CHAPITRE 6

<b>Le commerce de la drogue .....</b>	<b>211</b>
L'ecstasy.....	212
La cocaïne.....	214
La méthamphétamine et les précurseurs chimiques .....	218
La marijuana.....	221
Le haschisch.....	224
Les opiacés .....	225

## CHAPITRE 7

### **Gangs de rue et prostitution:**

<b>l'esclavage des temps modernes .....</b>	<b>227</b>
La traite des personnes: un mal mondial.....	228
Portrait de la traite au Canada .....	232
Un aperçu sur l'industrie du sexe au Canada .....	234
Gangs de rue: les nouveaux joueurs dans l'industrie du sexe au Canada .....	237
Proxénète et trafiquant: des métiers lucratifs .....	243
Vivre dans un monde sans prostitution, c'est possible! .....	247

## CHAPITRE 8

### **Le Service correctionnel du Canada:**

<b>un renouvellement nécessaire à l'ère des gangs de rue ..</b>	<b>253</b>
Un visage carcéral en pleine mutation.....	258
Gestion en milieu carcéral:	
les gangs de rue font-ils la loi? .....	264
Au Québec .....	276
Dans le reste du Canada .....	283
Le pénitencier: un terreau fertile pour l'expansion et la formation des gangs de rue ( <i>prison gangs</i> ).....	285
Drogues et corruption:	
fléaux profitables aux gangs de rue.....	292
En guise de réflexion... ..	296

## CHAPITRE 9

<b>Les gangs de rue, c'est l'affaire de tous!</b> .....	301
Trouver le juste équilibre entre prévention et répression .....	312
Mieux vaut prévenir que guérir .....	316
Ce qui se fait au Canada .....	318
Ce qui se fait ailleurs dans le monde .....	333
La répression: un mal nécessaire.....	350
La Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents.....	351
La loi antigang: une percée importante dans la lutte contre les gangs de rue .....	356
Police et communauté: un lien fondamental dans la lutte contre les gangs de rue .....	361
Le contrôle des armes à feu et la lutte contre les armes illégales: des mesures essentielles dans la lutte contre les gangs de rue .....	372
Le trafic des armes à feu: un fléau dévastateur au Canada.....	374
Le Registre des armes à feu: un outil de contrôle essentiel.....	380
Intervenir? Oui, mais comment? .....	387
Qui sont ces jeunes qui décident de faire partie d'un gang de rue?.....	388
Comment intervenir auprès de membres de gangs de rue? .....	389

## CHAPITRE 10

<b>Petit guide parental</b> .....	395
Qu'est-ce qui attire les jeunes dans les gangs de rue?... ..	395
Pourquoi un jeune décide-t-il de quitter un gang de rue?.....	396
Comment prévenir le recrutement d'un jeune? .....	397
Que faire quand un jeune fait partie d'un gang de rue? .....	399

Bibliographie.....	401
--------------------	-----

# GANGS DE RUE INC.

Leurs réseaux au Canada  
et dans les Amériques

6

